

4

Alt

393

4 Alt 393

Auguste de Morsier
Ancien Député
Président de la Société Genevoise d'Utilité Publique

Les Feuillantines

Varembé, Genève

416 200 173 100 17



Univ. Bibl.
München

CONGRÈS INTERNATIONAL

DU

DROIT DES FEMMES

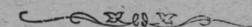
« LE DROIT PRIME LA FORCE »

CONGRÈS INTERNATIONAL

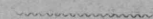
DU

DROIT DES FEMMES

Ouvert à Paris, le 25 Juillet 1878, clos le 9 Août suivant.



ACTES



COMPTE-RENDU DES SÉANCES PLÉNIÈRES



Auguste GHIO, Éditeur,

PALAIS-ROYAL, 1, 3, 5, 7, GALERIE D'ORLÉANS

PARIS

CLERMONT (OISE.) — IMPRIMERIE A. DAIX, RUE DE CONDE, 27.

CONGRÈS INTERNATIONAL

DU

DROIT DES FEMMES

Ouvert à Paris, le 25 Juillet 1878, clos le 9 Août suivant.

PRÉLIMINAIRES

PIÈCE N° 1.

COMMISSION D'INITIATIVE

FRANCE.

MM. Schœlcher et Eugène Pelletan, sénateurs.
MM. Emile Deschanel, A. Laisant, Codet, Tiersot, Boudeville, députés.
MM. de Hérédia, Antide Martin, docteur Georges Martin, conseillers municipaux de Paris
et membres du Conseil général de la Seine.
M. Léon Richer, directeur du journal *l'Avenir des Femmes*.
M. Griess-Traut.

M^{lle} Maria Deraismes.
M^{me} Féresse Deraismes.
M^{lle} Amélie Morancé.
M^{me} Caroline de Barrau, M^{me} V. Griess-Traut, M^{me} J. Richer (1).

ITALIE.

M. Mauro-Macchi, député, Rome.
M. le docteur Antoine Mora, Bergame.
M^{me} Marie Malliani, comtesse de Travers, Bergame (2).

SUISSE.

M^{me} Marie Goegg, Genève.

(1) Mlle Hubertine Auclert, dont le nom figurait sur cette liste, s'est retirée quelques jours avant l'ouverture du Congrès.

(2) Mme Malliani, brusquement enlevée par la mort, n'a pris aucune part aux travaux du Congrès. Son nom n'en doit pas moins être conservé.

128223 375

Universitäts-
Bibliothek
München

95 TDbel 30

HOLLANDE.

M^{me} Elisa Van Calcar, La Haye.

RUSSIE.

M. Serge de Scharapov, Saint-Petersbourg.

AMÉRIQUE.

M. Théodore Stanton, New-York.

M^{me} Julia Ward-Howe, Boston.M^{me} Mary A. Livermore, Boston.

COMITÉ D'ORGANISATION

M. Léon Richer. — M. A. S. Morin, membre du Conseil municipal de Paris. — M. le docteur Huguet. — M. Griess-Traut. — M. Rama.

M^{lle} Maria Deraismes. — M^{me} Jenny Chillet. — M^{me} V. Griess-Traut (1).

Commissaire général du Congrès: — M. Léon Richer, 4, rue des Deux-Gares, Paris.

Trésorier: — M. de Hérédia, membre du Conseil municipal de Paris, 147, boulevard Péreire, Paris.

Trésorière: M^{me} Férèsse-Deraismes, 52, avenue de Clichy, Paris.

(1) M. Emmanuel Pignon, M. Antonin Lévrier, Mlle Hubertine Auclert et Mme Lucie Dissat, qui faisaient partie de ce Comité, ont envoyé leur démission le 11 juillet, avant l'ouverture du Congrès.

PIÈCE N° 2.

PROGRAMME

I^{re} Section*Section Historique.*

Les efforts tentés par les femmes pour sortir de l'état d'assujettissement et d'infériorité dans lequel les diverses civilisations qui se sont succédé jusqu'à ce jour n'ont cessé de les maintenir, ne datent pas de notre époque.

Il y a donc lieu de rechercher, par une étude approfondie de l'histoire, quelles ont été, en France et ailleurs, la nature, l'importance et le caractère des revendications faites, soit par les femmes, soit en leur nom, et quelles causes ont empêché ces revendications d'être entendues.

La I^{re} Section recherchera en même temps quelles sont, dans tous les pays où la question est aujourd'hui posée, les causes déterminantes du mouvement qui se produit en faveur des femmes. Ce mouvement est-il une loi fatale, inexorable du développement historique de l'humanité? est-il une conséquence logique des progrès moraux, sociaux et politiques jusqu'à ce jour accomplis? Les membres de la I^{re} Section auront à répondre à ces diverses questions d'ordre historique, philosophique et social.

Ils auront en outre à rechercher quelle a été la part d'influence des femmes, soit dans la marche civilisatrice de l'humanité, soit dans les réactions qui ont attardé le monde. Ils diront quelles œuvres utiles ont su produire les femmes dans les arts, dans les lettres, dans les sciences; en quels pays et à quelles époques leur action — bonne ou mauvaise — s'est fait le plus visiblement sentir.

De cette étude ressortira un grand enseignement qui permettra d'apprécier la somme d'influence salutaire que les sociétés antérieures ont détournée du profit général, et laissé s'égarer, faute de l'avoir utilisée ou suffisamment encouragée.

II^{re} Section*Section Pédagogique. — Education. — Instruction. — Hygiène.*

C'est par l'éducation des mères qu'il faut commencer celle des fils. De la façon dont les femmes sont instruites, dépend le sort d'une nation. Il faut donc qu'au sein de la famille comme à l'école, la jeune fille ne rencontre que des enseignements de nature à élever son esprit, à former son cœur, à développer son intelligence, à éclairer sa raison.

De là, pour la II^{re} Section, le devoir impérieux d'examiner avec soin les divers systèmes d'éducation employés, soit dans les familles, soit dans les institutions de tout ordre, à

l'égard des jeunes filles. Elle devra réunir, en aussi grande quantité que possible, les divers programmes d'étude en usage, les comparer, les discuter.

Un de ses principaux devoirs sera aussi d'étudier les questions d'hygiène concernant les femmes et les enfants.

III^e Section.

Section Économique. — Travail et salaire des femmes. — Carrières professionnelles.

La III^e Section aura pour but d'étudier l'état du travail et du salaire des femmes dans les différents pays, et de suivre le développement des questions ouvrières en détail, ainsi que l'étude des diverses conditions sociales des femmes.

Les données recueillies par cette Section formeront un tableau comparatif du travail des femmes; ce tableau permettra de déterminer dans quel pays le travail, ses espèces et ses résultats apparaissent le plus profitables; et son étude comparative fournira aux nations en retard un exemple qu'elles pourront et devront suivre.

La III^e Section recherchera les causes de l'inégalité des salaires dans les branches de travail également accessibles aux hommes et aux femmes.

De ce problème posé à la III^e Section, ressort un programme très vaste, qu'elle pourra réduire aux questions fondamentales; mais elle devra, soit en ouvrant des concours, soit en offrant des prix, provoquer les études de détail, car plus une question est analysée et spécialisée, plus les résultats sont scientifiques et sûrs.

IV^e Section.

Section de Morale. — Morale générale. — Morale individuelle.

Toutes les questions de moralité publique relèveront de cette Section, qui aura notamment la tâche de rechercher les causes principales de la prostitution et les moyens d'en arrêter le développement.

Elle fera connaître son avis sur la réglementation officielle, c'est-à-dire sur la prostitution spécialement envisagée comme institution légale ou tolérée.

V^e Section.

Section de Législation.

Cette Section aura principalement pour mission d'étudier les diverses lois civiles, commerciales, pénales, politiques, qui, tant en France que dans les autres pays, consacrent directement ou indirectement l'infériorité de la femme vis-à-vis de l'homme.

Elle devra surtout porter son examen sur les lois qui régissent le mariage, exagèrent la puissance maritale, atténuent, dans la famille, l'influence ou l'autorité de la mère.

Après une étude comparée des diverses législations sur ces importantes matières, la V^e Section indiquera autant que possible, en tenant compte des besoins propres à chaque pays, les réformes sur lesquelles il serait utile d'appeler l'attention immédiate des corps législatifs.

Elle examinera particulièrement deux questions graves dont se préoccupe en ce moment l'opinion publique: le *Divorce* et la *Recherche de la paternité*.

PIÈCE N^o 3.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Adoptées par le Comité d'organisation

Dans sa séance du 15 Juillet 1878.

Le Congrès international du Droit des Femmes tiendra ses séances dans les salles du Grand-Orient de France, 16, rue Cadet.

Il inaugurera solennellement ses travaux par une assemblée générale qui sera tenue le 25 juillet, à 2 heures très précises de l'après-midi.

Le Congrès ne sera pas public.

Chaque membre recevra une carte portant son nom, sa signature et celle du commissaire général.

Des cartes d'invitation permettant d'assister aux séances plénières du Congrès, pourront être remises aux personnes qui en feront la demande. Ces cartes seront rigoureusement personnelles; les titulaires ne prendront aucune part aux discussions.

La distribution des cartes, tant aux membres du Congrès qu'aux personnes invitées, se fera dans les bureaux du journal *l'Avenir des Femmes*, à partir du 20 juillet.

Autant que possible, les orateurs appelés à prendre la parole dans les séances du Congrès liront leurs discours, afin que le texte complet des travaux présentés reste aux archives du Congrès et puisse, au besoin, être publié. Sont exceptées de cette disposition les observations présentées au cours d'une discussion.

Chaque Section choisira son président, son secrétaire et son rapporteur.

Le Congrès constituera lui-même son bureau, en assemblée générale.

L'ordre du jour de la séance d'ouverture comprendra notamment: l'appel nominal, l'élection des membres du bureau, la répartition en Sections des membres du Congrès. Aussitôt après la clôture de la séance plénière, les Sections se réuniront dans leurs locaux respectifs pour se constituer.

Dans le but de donner à la première Section (Section Historique), un temps suffisant pour préparer ses travaux, la seconde séance plénière sera remise au lundi 29 juillet, à 2 heures de l'après-midi. Les autres séances se succéderont, ensuite, de deux jours en deux jours.

En conséquence l'ordre des travaux est ainsi réglé:

Jeudi	25 juillet :	—	Séance d'Ouverture.
Lundi	29	—	Section Historique.
Mercredi	31	—	Section Pédagogique.

Vendredi	3 août :	—	<i>Section Économique.</i>
Lundi	5	—	<i>Section de Morale.</i>
Mercredi	7	—	<i>Section de Législation.</i>
Vendredi	9	—	<i>Séance générale de Clôture.</i>
Samedi	10	--	BANQUET.

L'intervalle d'un jour gardé libre entre les séances plénières offre le double avantage:
1° De laisser aux membres du Congrès plus de liberté pour leurs affaires personnelles et plus de temps pour préparer leurs travaux; 2° De permettre au besoin à une Section trop chargée, de tenir deux séances plénières au lieu d'une sans retarder le tour des autres Sections.

Les membres du Congrès que leur éloignement de Paris empêcherait d'assister aux séances, pourront envoyer des Mémoires sur les sujets qu'il leur conviendra de traiter, en indiquant, en tête de leurs travaux, à quelle Section chaque Mémoire se rattache, de telle sorte que le renvoi aux rapporteurs compétents puisse être fait immédiatement.

Pendant le Congrès, ou à la suite du Congrès, des conférences publiques seront organisées, si faire se peut, sur les sujets se rattachant à la question des femmes.

PIÈCE N° 4.

RÈGLEMENT

ADOPTE PAR LE COMITÉ D'ORGANISATION

Dans sa Séance du 22 Juillet 1878.

I. — L'ordre du jour de la séance d'ouverture comprendra l'appel nominal, l'élection d'un président et d'une présidente du Congrès, la nomination des secrétaires chargés des procès-verbaux.

Viendront ensuite: l'allocution du président, le discours d'ouverture par M^{lle} Mozzoni, déléguée italienne, et les communications diverses relatives à la tenue du Congrès.

Après la clôture de cette première séance, les Sections se réuniront dans leurs locaux respectifs pour se constituer.

II. — Une fois constituées, les Sections se saisiront des communications et des mémoires se rattachant à leur programme particulier, étudieront les questions qui leur seront soumises et nommeront un ou plusieurs rapporteurs chargés de présenter des rapports écrits en séance plénière et de proposer au vote du Congrès leurs résolutions.

III. — Les Sections devront presser le plus possible leurs travaux. Aussitôt les rapports terminés, elles en avertiront le président du Congrès.

IV. — L'ordre du jour des séances plénières ne comprendra, autant que possible, que la lecture et la discussion des rapports des Sections, la discussion et le vote des résolutions proposées.

V. — Le droit d'initiative le plus étendu sera laissé aux membres du Congrès pour les propositions qu'ils croiront devoir faire. Toute proposition sera lue et déposée en séance plénière et renvoyée à la Section dont elle relèvera.

VI. — Aucun orateur ne pourra garder la parole plus de 15 minutes. Cette règle ne s'appliquera pas à la lecture des rapports présentés au nom des Sections.

VII. — Les présidents de Section seront de droit vice-présidents du Congrès.

VIII. — Les secrétaires de Section seront de droit secrétaires-adjoints du Congrès.

IX. — Les Membres de la Commission d'initiative et les Membres du Comité d'organisation du Congrès, siégeront au bureau.

X. — Dès la première séance, le Congrès déterminera les conditions dans lesquelles devra se faire le banquet de clôture, et nommera une commission chargée de le préparer.

XI. — Les Assemblées plénières ouvriront à deux heures très-précises de l'après-midi, et se continueront jusqu'à épuisement de l'ordre du jour.

PIÈCE N° 5.

LISTE ALPHABÉTIQUE

DES

MEMBRES DU CONGRÈS

A

1. — M. Camille Adam (France.)
2. — M. Jean Aleson, homme de lettres (id.)
3. — M. Alfred Assolant, homme de lettres (id.)
4. — Mme Atman (Angleterre).
5. — Mme Aubé (France).
6. — Mlle Hubertine Auclert (id.)

B

7. — Mme Vve Bailly (France).
8. — Miss Anna Balland (Angleterre).
9. — Mme Baronet (France).
10. — Mme Caroline de Barrau (id.)
11. — Mme Barrière (id.)
12. — M. Bazire (id.)
13. — Mme Sophie Beale (Angleterre).
14. — Mme Berline, docteur en droit.
15. — M. Bertani, membre de la chambre des députés d'Italie.
16. — Mme Béseaud (France).
17. — M. Bibal (id.)
18. — M. Boreau (id.)
19. — M. Ch. Boudeville, député de l'Oise (France).
20. — Mme Ch. Boudeville (France).
21. — Mme la comtesse de la Bourdonnaye (id.)
22. — M. Arthur Bourmensé (id.)
23. — Mlle Marie Boutteville (id.)
24. — Miss Myra Bradwell (Angleterre).
25. — M. Albert Brisbane, de New-York (Amérique).
26. — Mme Brisbane (id.)
27. — Miss Brown (Angleterre).
28. — Mme Catherine Bussy (France).
29. — Mme Brucker (id.)

C

30. — Mlle Cagé (France).
31. — M. Constantin Calligari (Roumanie).
32. — Mme de Caqueray (France).

33. — Mme Carraz (France).
34. — M. Germain Casse, député de Paris (France).
35. — Mme Germain Casse (id.)
36. — M. Rodolphe Cerf (id.)
37. — Mme Cimino Folliero de Luna, déléguée par le gouvernement italien pour les questions scolaires (Italie).
38. — M. Camille Chaigneau (France).
39. — Mme Elisabeth Chalmers (Amérique).
40. — M. Maurice Champion, homme de lettres (France).
41. — Mme Chaplin Ayrton (Angleterre).
42. — M. le docteur Chapman (Angleterre).
43. — Mme Hannah Chapman (id.)
44. — M. Emile Chaté (France).
45. — Mme Elisa Chaté (id.)
46. — Mme Jenny Chilliet (id.)
47. — Mme Vve Christin (id.)
48. — M. Louis Codet, député de la Haute-Vienne (France).
49. — M. Colfavru, ancien représentant du peuple (id.)
50. — Mme Cortet (France).
51. — Mlle Anne-Marie Cortet (id.)
52. — Mlle Aline Cuvelier (id.)

D

53. — Mme Dalencourt (France).
54. — Mme Louise David (id.)
55. — M. Décembre-Alonnier (id.)
56. — Mme Décembre-Alonnier (id.)
57. — Mme Demars (id.)
58. — Mlle Maria Deraismes (id.)
59. — M. Derode, avocat (id.)
60. — M. Emile Deschanel, député de la Seine (id.)
61. — Mme Vve Destriché (France).
62. — M. Auguste Desmoulins, publiciste (id.)
63. — Mme Lucie Dissat (id.)
64. — M. Disch (id.)
65. — Mlle Marie Drouin (id.)

66. — M. Duquesne (id.)
67. — M. Clément Dulac, ancien représentant du peuple (id.)
68. — Mlle Charlotte Duval (id.)
69. — Mlle de Dwernicka (Pologne).

E

70. — Mme d'Elhom (France).

F

71. — Mme Fanny Faron (France).
72. — M. Fauvety, publiciste (id.)
73. — M. Féresse-Deraismes (id.)
74. — Mlle Floch (id.)
75. — M. de Font-Réault (id.)
76. — M. Gustave Francolin (id.)
77. — Mme Froissart (id.)
78. — M. Fuzillier (id.)

G

79. — M. Gagneur, député du Jura (France).
80. — Mme M.-L. Gagneur (France).
81. — M. Eugène Garcin, publiciste (France).
82. — Mme Eugène Garcin (id.)
83. — M. Marcel Gay, docteur en droit (id.)
84. — Mme Gibbons, de Pensylvanie (Amérique).
85. — M. Giraud, docteur en droit (France).
86. — M. Godissart, député de la Martinique (France).
87. — Mme Marie Gægg, de Genève (Suisse).
88. — Mme Catherine Gontcharoff, docteur en médecine (Russie).
89. — M. Goron (France).
90. — Mme Goëtz-Steinheimer (France).
91. — M. Griess-Traut (id.)
92. — Mme Griess-Traut (id.)
93. — Mme Guéin (id.)

H

94. — Mme Heaterley (Angleterre).
95. — M. le docteur Hébert (France).
96. — M. de Hérédia, membre du Conseil municipal de Paris (France).
97. — Mlle Herzen (Russie).
98. — M. le colonel E. W. Higginson (Amérique).
99. — M. le Dr Hoffman.
100. — Mlle Hoskens (Angleterre).
101. — Miss Hotchkiss (Amérique).
102. — M. Houry (France).
103. — Mme Anna Houry (id.)
104. — M. le docteur Huguet (id.)
105. — M. Aimé Humbert, de Neufchâtel (Suisse).
106. — M. Robert Hyenne, homme de lettres (France).

J

107. — M. Arthur Jame (France).
108. — M. Frédéric Jones (Amérique).

109. — M. Fernando Jones, de Chicago (Amérique).
110. — Mme Grahame Jones (id.)
111. — Mlle Geneviève Grahame Jones (id.)

K

112. — Mme Keller-Dorian, de Mulhouse, (Alsace-Lorraine).
113. — Mme Klumple (Amérique).
114. — Mlle Klumple (id.)
115. — Mlle Klumple (id.)
116. — Mme Krohn (France).
117. — M. Krohn (id.)

L

118. — M. Henry Lacroix (France).
119. — Mme Amélia Laforgue (id.)
120. — M. Laisant, député de la Loire-Inférieure (France).
121. — M. le Dr Edouard Landowski.
122. — M. le Dr Paul Landowski.
123. — M. Lavy (France).
124. — M. Léger (id.)
125. — Mme Léger (id.)
126. — Mme Vve Lejosne (id.)
127. — M. Lenoël-Zevort (id.)
128. — Mme Lenoël-Zevort (id.)
129. — M. Lenoir (id.)
130. — M. Lemaire, licencié en droit (id.)
131. — Ch. Lemonnier, publiciste (id.)
132. — Mme Level (France).
133. — M. le Dr Level, conseiller municipal de Paris (France).
134. — M. Antonin Levrier publiciste (id.)
135. — M. Edouard Lévy, étudiant en droit (id.)
136. — Mme Nelly Lieutier, publiciste (id.)
137. — M. Ch. Limousin, publiciste (id.)

H

138. — Mme Malval (France).
139. — M. Mancel (id.)
140. — Mme Lara Marcel (id.)
141. — Mme Marshall (Angleterre).
142. — M. Antide Martin, conseiller municipal de Paris (France).
143. — M. le Dr Georges Martin, conseiller municipal de Paris (id.)
144. — Mme Martinet (France).
145. — M. Mauro-Macchi, député italien.
146. — Mme de Meysenburg (Russie).
147. — M. Molet (France).
148. — Mme Molet (id.)
149. — Mlle Hélène Molet (id.)
150. — Mlle Marie Molet (id.)
151. — Mlle Amélie Morancé (id.)
152. — Mme Montéran (id.)
153. — M. le Dr Mora (Italie).
154. — M. Salvatore Morelli, député italien.
155. — M. Morin, conseiller municipal de Paris (France).
156. — Mme de Morsier (France).
157. — Mlle Anna Maria Mozzoni (Italie).

N

158. — Mme Eugénie Niboyet (France).

O

159. — Mme Nina Olivetti (Italie).

P

160. — M. Parizot (France).
 161. — Mme Party (Amérique).
 162. — M. Frédéric Passy (France).
 163. — Mme Paulin (id).
 164. — M. Payart (id).
 165. — M. Eugène Pelletan, sénateur (France).
 166. — M. Perrau (France).
 167. — Mme Perrau (id).
 168. — M. Pérussan (id).
 169. — M. Pétrot (id).
 170. — M. Philippe (id).
 171. — Mlle Eugénie Pierre (id).
 172. — M. Pignon (id).
 173. — M. Gaetano Pini (Italie).
 174. — M. Edouard de Pompéry, publiciste (France).

R.

175. — M. Auguste Raimon (France).
 176. — M. Rama (id).
 177. — M. Louis Ratisbonne, publiciste (id).
 178. — Mme Régnault (id).
 179. — Mme Louise Rétoux (id).
 180. — Mme Révillon (id).
 181. — M. Tony Révillon, publiciste (France).
 182. — M. Régnier (France).
 183. — M. Léon Richer, publiciste (id).
 184. — Mme J. Richer (id).
 185. — Mme Rosen (Suisse).
 186. — M. Rosen (id).
 187. — M. Rouzade (id).
 188. — Mme Léonie Rouzade (id).
 189. — Mme Clémence Royer (id).

S

190. — Mme Jenny Sabatier-Herbelot (France).
 191. — Mme Louisa Santhworth (Amérique).
 192. — M. Sancelot (France).
 193. — M. Santa-Anna Véry (Brésil).
 194. — M. Savary (France).
 195. — M. Serge de Scharapov (Russie).

196. — M. Victor Schœlcher, sénateur (France).
 197. — Mme Schmahl (Russie).
 198. — M. Charles Silvain (France).
 199. — Mme Henriette Silvain (id).
 200. — Mlle Skwarzoff (Russie).
 201. — M. Théodore Stanton (Amérique).

T

202. — M. Talandier, député de Paris (France).
 203. — M. Tersson (France).
 204. — Mme Tessier (id).
 205. — M. Tiersot, député de l'Ain (France).
 206. — M. Charles Traut (France).
 207. — Mme Julie Traut (id).

V

208. — Mme Van Calcar (Hollande).
 209. — Mlle Van der Slyden (id).
 210. — Mme Emilie Venturi (Angleterre).
 211. — Mme Eugène Véron (France).
 212. — M. Verrier (id).
 213. — M. Virey (id).
 214. — M. Carl Von Bergen (Suède).
 215. — Mme Sophie Von Bergen (id).
 216. — M. Von Breitschwert (Belgique).

W

217. — Mlle Walker (Angleterre).
 218. — M. Walter de Selys (France).
 219. — Mme Julia Ward-Howe (Amérique).
 220. — M. le docteur Georges Wickham (France).

ADHÉRENTS :

1. — M. Baudouin (France).
 2. — Miss Dorsett (Angleterre).
 3. — Mme Durand (France).
 4. — M. Gustave Goegg, de Genève (Suisse).
 5. — M. le colonel M^e Kaye (Angleterre).
 6. — Mme Lazzati, de Milan (Italie).
 7. — Miss Mantan (Angleterre).
 8. — M. Moreaux (France).
 9. — Mme Moreaux (id).
 10. — Mme Egger-Aubas (id).
 11. — M. Petit-d'Ormoys (id).

PIECE N° 6.

SOCIÉTÉS OFFICIELLEMENT REPRÉSENTÉES

1° La *Solidarité*, Association pour la défense des droits de la femme, ayant son siège à Genève (Suisse) ; — représentée par Mme Griess-Traut et M. Ch. Lemonnier.

2° L'*Association Nationale d'Amérique pour le suffrage des femmes* ; — représentée par Mme Grahame Jones, de Chicago (Illinois).

3° L'*Association Nationale d'Angleterre pour le rappel des Actes* (The national Association for the repeal contagious diseases Acts) ; — représentée par Mme Emilie A. Venturi.

4° L'*Association démocratique* de Milan (Italie) ; — représentée par Mlle Maria Mozzoni.

5° Le *Comité de Naples, pour l'émancipation des femmes italiennes* ; — représenté par M. Léon Richer.

6° La loge maçonnique la *Concordia*, de Florence (Italie) ; — représentée par M. Gaetano Pini.

7° La *Société des Dames réunies* de Lyon (France) ; — représentée par Mme d'Elhom.

8° La *Ligue de la Paix et de la Liberté*, de Genève ; — représentée par M. Ch. Lemonnier.

9° L'*Association américaine pour le suffrage des femmes* ; — représenté par Mme Julia Ward-Howe.

10° Le *Club des femmes de la Nouvelle-Angleterre*, de Boston ; — représentée par la même.

11° La *Fédération britannique, continentale et générale pour l'abolition de la prostitution spécialement envisagée comme institution légale ou tolérée*, dont le siège est à Liverpool ; — représentée par Mme Caroline de Barrau.

12° L'*Association nationale contre le vice réglementé*, dont le siège est à Londres ; — représentée par Mme Emilie A. Venturi.

13° L'*Association de vigilance pour la défense des droits personnels* (Vigilance Association for the defense of personal rights), dont le siège est à Londres ; — également représentée par Mme Emilie A. Venturi.

14° La *Ligue protectrice et providentielle des femmes*, de Londres (Women's protective and provident League); — représentée par Mme Heatherley.

15° La *Société des ouvrières couturières, modistes et confectionneuses*, de Londres; — représentée par Miss Brown.

16° La *Chambre syndicale des ouvrières lingères, couturières, brodeuses et confectionneuses*, de Paris; — représentée par Mme Goëtz Steinhelmer.

Liste par ordre alphabétique des pays représentés :

Allemagne (Alsace-Lorraine). — Angleterre. — Amérique. — Belgique. — Brésil. — France. — Italie. — Hollande. — Roumanie. — Russie. — Suède. — Suisse.

CONGRÈS INTERNATIONAL

DU

DROIT DES FEMMES

Ouvert à Paris, le 25 Juillet, clos le 9 Août suivant.

ACTES

COMPTE-RENDU DES SÉANCES PLÉNIÈRES

1^{re} Séance. — 25 Juillet 1878

OUVERTURE

Présidence de M. Antide MARTIN.

SOMMAIRE :

Ouverture du Congrès. — Discours de Mlle Maria Deraismes. — Appel nominal. — Proclamation des Sociétés françaises et étrangères officiellement représentées. — Communication par M. Léon Richer. — Election d'un Président et d'une Présidente du Congrès. — Nomination des secrétaires. — Allocution de M. Antide Martin. — Discours de Mlle Mozzoni. — Discours de Mme Julia Ward-Howe. — Discours de Mlle Grahame Jones. — Discussion relative au banquet.

Le Congrès international du Droit des Femmes était convoqué pour le jeudi 25 juillet 1878, à deux heures de l'après-midi, dans la salle des fêtes du Grand-Orient de France, rue Cadet, n° 16.

A deux heures et quelques minutes, les membres du Congrès font leur entrée.

Déjà, un public nombreux occupe les places qui lui ont été réservées.

La salle, magnifiquement pavoisée de drapeaux aux couleurs de diverses nations, est divisée en deux parties : l'une exclusivement affectée aux membres du Congrès, l'autre destinée aux invités munis de cartes.

Les membres de la Commission d'initiative et les membres du Comité d'organisation, présents à cette première séance, prennent place sur l'estrade.

Des tables spécialement affectées au service de la presse, sont occupées par une dizaine de journalistes français et étrangers.

A deux heures et demie, M. Léon Richer, promoteur et organisateur du Congrès, prie Mlle Maria Deraismes de vouloir bien occuper le fauteuil en attendant qu'il soit procédé à l'élection d'un président et d'une présidente du Congrès.

Mlle Deraismes se rend à cette invitation, mais en déclarant qu'elle n'accepte qu'à titre provisoire l'honneur qui lui est fait, — et déclare le Congrès ouvert.

Conservant la parole, elle prononce l'allocution suivante, fréquemment interrompue par les applaudissements de l'Assemblée.

Discours de M^{lle} Deraismes

Mesdames, Messieurs,

Nous assistons à un admirable spectacle bien capable de frapper les âmes. Tous ces étrangers qui affluent en foule dans ce moment à Paris ne sont pas venus seulement pour satisfaire leur curiosité, pour participer à nos fêtes et à nos plaisirs, mais bien plus encore pour fraterniser avec nous par les côtés les plus nobles de l'humanité : les sentiments, les idées qui relèvent de la conscience et de l'esprit.

En pleine apothéose du travail et de la pensée, en pleine paix, en plein ordre, non point l'ordre imposé, mais bien l'ordre volontaire, se produit un fait sans exemple dans l'histoire et dont la portée sociale sera incommensurable dans l'avenir.

Aujourd'hui s'ouvre, pour la première fois, un Congrès international et mixte, c'est-à-dire composé d'individus des deux sexes et de toutes les nations. Ce Congrès a pour objet d'étudier, au triple point de vue de la conscience, de la science et de la raison, la question du Droit des Femmes. Je dis droit, car obtenir le droit est le but que nous poursuivons.

Nous n'avons donc rien à dissimuler; nous nous garderions de prendre des synonymes affaiblis, sachant que c'est diminuer les choses que d'en atténuer l'expression.

Le droit est intégral; il ne se fractionne ni ne se divise. Cependant, si, dans cette session, nous restreignons nos demandes, si nous ne réclamons que nos droits civils, ce n'est pas que nous abdiquions, ce n'est pas que nous voulions, en quoi que ce soit engager l'avenir; non, c'est une concession temporaire que nous faisons à notre époque de composition et de temporisation. Peut-être, d'ailleurs, les milieux ne sont-ils pas suffisamment préparés; je dis peut-être, car je n'en suis pas sûre. Ce qui rend cette réunion solennelle, c'est qu'il ne s'agit plus ici d'un groupe, d'une fraction, mais bien d'un état d'esprit général. Certes, l'auditoire qui est devant nous est relativement restreint; mais il contient en lui les éléments de l'universel. Certaine personne représente à elle seule un pays entier.

Au siècle dernier et dans le nôtre, des essais de revendications féminines avaient été tentés; mais ils revêtaient alors un caractère de parti ou de secte. L'égalité des deux sexes ne figurait guère que sur les programmes de doctrines réputées hétérodoxes et subversives. Elle s'était formulée surtout dans les diverses révolutions. Ce qui a permis de dire aux réactionnaires : les révolutions sont des carnavals sociaux où se produisent les phénomènes les plus insolites et les plus extravagants. Le droit des femmes est le corollaire du droit des peuples : ce sont deux propositions aussi saugrenues et aussi dangereuses l'une que l'autre.

C'est ainsi que toutes les tentatives faites en 89, en 1830 et en 48 ont avorté. Elles n'en ont pas moins laissé leurs semences fécondes. Et c'est dans cette initiative que notre mouvement présent prend sa source et ses origines.

Mais en dépit de la réaction, des progrès considérables se sont opérés dans les idées. L'égalité des sexes se classe aujourd'hui parmi les questions à résoudre. Il n'est pas un pays dans les deux mondes où cette question n'ait des représentants et des organes. Point n'est besoin de révolution, de bouleversement, pour l'émettre au grand jour. Ce Congrès a lieu chez le peuple le plus calme et le plus tranquille de la terre.

Jamais la France ne s'est mieux possédée; elle sait où elle va, elle sait ce qu'elle veut et comment elle le veut. Elle travaille gravement, assidûment à sa reconstitution; et elle

recherche toutes les conditions susceptibles d'être favorables à son œuvre. Ce qui concerne les femmes ne lui est donc pas indifférent.

Donc, nous pouvons affirmer en ce moment que l'heure de l'avènement de la femme a sonné. La scène est vraiment préparée pour le recevoir. A l'instant où je parle, tous les peuples aspirent à ce que le droit prime la force. Le prestige militaire est à son déclin. Voyez, dans ces dernières difficultés extérieures, combien tous redoutaient la guerre. Est-ce à dire qu'il y ait abaissement dans les courages? Non, certes; nous rencontrons les mêmes énergies, les mêmes intrépidités; mais ces énergies, ces intrépidités sont aujourd'hui éclairées par une lumière supérieure; elles changent de direction. On se décide enfin à s'apercevoir que la pire des folies est de consacrer son temps, ses forces, son génie, ses recherches à organiser l'œuvre de la destruction. Tandis que créer, produire, inventer, sont l'unique mission de l'humanité tout entière.

Qui donc mieux que la femme peut participer à cette œuvre d'évolution pacifique? Je le répète, son temps est venu. Il réside en elle une force sociale que tous les siècles ont méconnue et qui, à cause de cela, s'est exercée au rebours. Notre Congrès a pris pour tâche de la remettre dans son véritable sens. C'est ce qui explique notre présence ici. Nous voulons porter la lumière dans les esprits et les faire revenir sur une erreur invétérée que le moindre examen impartial doit promptement détruire. C'est l'histoire, c'est la science, c'est la morale qui nous fourniront les arguments les plus irréfragables.

Pour bien poser nos conclusions et leur donner un caractère d'unanimité, nous nous renseignerons, nous nous éclairerons mutuellement; nous rechercherons avec soin tout ce qui peut nous unir, et nous repousserons tout ce qui est susceptible de nous diviser, plus anxieux chacun de formuler la vérité ensemble que de soutenir isolément une opinion personnelle.

Dans de telles conditions de sincérité et de bonne volonté, le Congrès qui tient aujourd'hui sa première séance, ne peut être que fécond dans le présent comme dans l'avenir. (*Longs applaudissements.*)

Après ce discours, la parole est donnée à M. Léon Richer pour procéder à l'appel nominal. Cette formalité paraissant devoir prendre beaucoup de temps, M. Léon Richer se borne, du consentement de l'Assemblée, à proclamer purement et simplement les noms des membres du Congrès.

En conséquence, il donne successivement lecture :

1^o De la liste, par ordre alphabétique, des membres inscrits (1).

2^o De la liste, par rang d'inscription, des Sociétés françaises et étrangères officiellement représentées par des délégués (2).

Cette lecture terminée, M. Léon Richer ajoute qu'il lui reste à faire une communication à l'Assemblée :

« Je manquerais, dit-il, à tous les devoirs de la reconnaissance si, dès l'ouverture de ce Congrès, dès le premier jour, dès la première heure, je n'essayais, Mesdames et Messieurs, de provoquer de votre part un témoignage public de sympathie pour une famille cruellement éprouvée. Ici, une place est vide. Près de nous, sur cette estrade, devrait siéger, heureuse et fière, une femme de grand cœur et de grand dévouement, à qui surtout nous devons d'être aujourd'hui réunis. Car c'est elle qui a tout fait; c'est grâce à son incomparable activité, à ses sacrifices d'argent qu'il nous a été possible de surmonter les premiers obstacles. Beaucoup d'entre vous l'ont déjà nommée : je parle de la jeune et vaillante comtesse Malliani Traversari, de Bergame. Pourquoi n'est-elle pas ici? Messieurs, elle allait partir, elle allait quitter l'Italie, s'arracher aux douceurs de sa belle résidence d'Almenno, lorsque, il y a quelques jours, tout d'un coup, brusquement, la mort nous l'a prise. Elle n'avait que trente-sept ans ». (*Profonde sensation.*)

(1) Voir pièce n° 5.

(2) Voir pièce n° 6.

Au milieu de l'émotion générale, M. Léon Richer donne lecture de la lettre par laquelle le comte F. Malliani lui a fait part de la mort inattendue de sa malheureuse femme.

Puis il ajoute :

« Mesdames et messieurs, je ne veux pas prolonger cet incident pénible, mais je demande qu'aujourd'hui même, tout de suite, un télégramme de condoléances soit envoyé à la famille de la comtesse Malliani. (*De toutes parts: Oui! oui!*) Voici un texte que je vous propose; il vient d'être rédigé en langue italienne par un des membres italiens de ce Congrès :

« Conte Fernando Malliani, Bergamo (Italie).

« Il Congresso reunito nella seduta di apertura, invia unanimi condoglianze per la irreparabile perdita della contessa Maria. »

Traduction :

« Comte Fernando Malliani, Bergame (Italie).

« Le Congrès réuni dans la séance d'ouverture envoie des condoléances unanimes pour la perte irréparable de la comtesse Marie. »

Ce texte est voté à l'unanimité et porté immédiatement au télégraphe.

L'ordre du jour appelle l'élection d'un président et d'une présidente du Congrès. M. Léon Richer propose M. Antide Martin, membre du Conseil municipal de Paris, et M^{me} Julia Ward-Howe, de Boston (Etats-Unis).

Ces deux noms sont acclamés. M. Antide Martin et M^{me} Ward-Howe prennent place aux fauteuils.

Il est ensuite procédé par mains levées à la nomination des secrétaires.
Sont élues: M^{lle} Eugénie Pierre et M^{lle} Aline Cuvelier.

M. Antide Martin se lève alors et prononce une allocution dont voici les passages principaux :

Rappelant l'excellente impression produite sur l'Assemblée par le discours de M^{lle} Deraismes, l'orateur exprime au nom de tous le regret qu'elle ait refusé d'être maintenue à la présidence dont elle eût si bien rempli la fonction; mais l'Assemblée a dû se rendre au désir exprimé par M^{lle} Deraismes de conserver son entière liberté de participation aux divers travaux du Congrès.

« Ces travaux, ajoute M. Martin, auront une grande importance. Que désire, en effet, l'assemblée? Appeler très-fortement l'attention publique sur des injustices criantes et sur des maux cruels qui déshonorent notre état social; — indiquer, ensuite, les moyens les plus immédiats et les plus rationnels d'y remédier.

« On plaisantera sur nous, c'est certain, parce qu'il ne manque pas de gens qui croient à l'éternité des souffrances humaines, sont réfractaires aux notions du vrai et du juste et tiennent pour insensés ceux qui entreprennent de faire prévaloir un système d'améliorations progressives, quelque utile qu'il soit.

« Que nous importe! Ceux-là, heureusement, ne sont pas tout le monde et la force de notre conviction est assez grande pour que, même parmi eux, nous espérons faire des prosélytes.

« Plus on regarde en arrière, plus la civilisation apparaît arriérée. On la voit s'améliorant graduellement. Présentement elle progresse à grands pas sous plusieurs rapports. C'est grâce au dévouement des séries successives de nos devanciers que le Monde en est arrivé là. Mettons donc toute notre ardeur à les imiter.

« Si, par l'histoire, nous considérons isolément la condition de l'homme du peuple, dans quel état d'infériorité ne la trouvons-nous pas, même jusque tout près de la fin du siècle dernier? Politiquement, il n'est rien; civilement, il est enserré dans des entraves de toutes sortes. Aujourd'hui il est libre personnellement, et, par son droit d'électeur, il a voix délibérative dans les affaires de la Nation.

« Pourquoi la femme n'aurait-elle pas son tour dans cette voie de libération et de pro-

tection? Aux temps de servitude, le joug ne pesait pas également sur toute l'espèce masculine. Il y avait des privilégiés de divers ordres et de divers degrés. Une même loi courbe maintenant toutes les femmes, sans distinction, sous ses injustes et aveugles prescriptions; toutes ont donc le droit de se plaindre et de réclamer.

« L'émancipation de l'homme n'a pu être obtenue que par de violentes Révolutions. L'émancipation de la femme sera infiniment plus facile à réaliser. Elle ne coûtera ni larmes, ni sang; elle ne donnera lieu à aucune secousse sociale. Il suffira que l'homme, reconnaissant qu'il n'a pas le monopole du droit de légiférer pour n'en user qu'à son seul profit, consente, au nom de la simple équité, à faire à la femme une part de liberté et une attribution de droits en rapport avec sa valeur personnelle se manifestant de plus en plus.

« Mettons donc, Mesdames et Messieurs, dit, en terminant, M. Martin, toute notre énergie à démontrer et à proclamer la justice et l'utilité de cette importante réforme. » (*Applaudissements.*)

La parole est ensuite donnée à M^{lle} Maria Mozzoni, de Milan, envoyée du gouvernement italien, qui lit le discours suivant :

Discours de M^{lle} Mozzoni

« Mesdames, Messieurs,

« Un Congrès international qui se réunit pour étudier les conditions juridiques des femmes et en proposer une réforme générale au point de vue de son bien-être matériel et de son élévation sociale, rencontre des difficultés en dehors et en surplus de celles qui sont d'elles-mêmes inhérentes à toute étude sociale collective de réforme d'un ordre établi.

« Je crois très utile que chaque membre du Congrès soit bien pénétré de la nature et du nombre de ces difficultés, pour qu'il sache éviter les écueils et contenir ses paroles et ses idées, de manière à ne prêter aucune prise aux nombreux éléments hostiles à la cause que nous voulons soutenir.

« Outre les difficultés que le sujet, extrêmement complexe, présente de lui-même, on doit pressentir et se mettre en garde contre tous les malentendus, tous les excès, toutes les tendances à l'exagération et à l'amplification, toutes les précipitations, enfin, que des esprits convaincus mais peu pratiques accumulent sous leurs pas sans s'apercevoir qu'ils s'empêchent de marcher pour vouloir courir. Que ces âmes à convictions veuillent bien accepter un conseil que l'expérience d'un long apostolat me porte à leur donner. Quand nous aurons beaucoup étudié, beaucoup écrit, beaucoup prêché, nous n'aurons rien fait du tout si nous n'avons persuadé; car, tout convaincus que nous soyons, ce ne sera pas nous qui ferons la réforme, mais l'opinion publique. Aussi faut-il prendre en patience notre parti; et, donnant la main à l'opinion du temps, ni plus ni moins que là où elle se trouve, il faut la conduire par la raison et par la force des principes qu'elle a déjà acceptés au point où nous voulons qu'elle arrive.

« *Pas trop de zèle*, voilà le résumé de ma pensée.

« Après les amis arrivent les adversaires, qui viennent grossir la masse des difficultés qu'il nous faut surmonter.

« Voici les autoritaires armés de leurs dogmes; voilà les juristes à demi-enfarinés par la poussière de la tradition et se croyant remis à neuf par le code Napoléon; voilà les habitués du monde tel qu'il est, les héritiers de Chrysale, les infatigables prôneurs du bon vieux temps; voilà les formalistes, les amis de la réglementation qui croiraient déroger s'ils laissaient toucher, sans jeter des cris d'alarme, à la discipline de la famille; voilà les philosophes de la décadence, négateurs et pyrrhonistes, voilà les opposants de profession qui entrent dans toutes les réunions, qui écrivent dans tous les journaux, prennent part à toutes les discussions, et répondent invariablement à n'importe quelle question que cela manque d'opportunité.

« Je discerne, grâce à Dieu, un petit groupe d'adversaires sérieux et loyaux dont l'oppo-

sition grave et réfléchie est tout aussi utile aux questions qu'elle sert à éclairer que l'étude sympathique des amis, mais ce petit groupe est environné par une foule d'esprits étourdis et moqueurs dont la présence nous offre la mesure de la décadence de la pensée, des études et du caractère.

« Ce genre d'opposition vide et négatif, qui n'est autre chose que le pédantisme de l'ignorance déguisé en bel esprit, a de la prise sur les petits caractères et les intelligences faibles qui ne sont jamais sûrs de leurs propres opinions s'ils ne sentent derrière eux la foule, mais ne peut avoir aucune prise sur les membres du Congrès dont l'adhésion ouverte a déjà prouvé l'indépendance et le bon sens supérieur.

« Nous savons tous qu'on riait beaucoup en Grèce depuis qu'il n'y avait plus ni héros, ni philosophes; quand le génie a disparu, le petit esprit sort de son trou et se met à briller. Sa mission est de démolir, de disséquer, de pulvériser, si on y prend garde; si l'on n'y fait pas attention, il n'en est rien du tout et n'aboutit à rien.

« Aussi, pendant que nous nous déclarons décidés à prêter une attention déférente à l'opposition sérieuse et raisonnée, nous nous comporterons vis-à-vis du bel esprit précisément comme s'il n'existait pas.

« Mesdames, Messieurs, j'en viens aux travaux du Congrès. »

« L'esprit humain cherche toujours le nouveau et néanmoins il n'y a rien qui le fâche, qui lui inspire plus de méfiance, qui l'effarouche tant que le nouveau. A combattre cette opposition instinctive des esprits non encore renseignés des causes, de l'origine et des péripéties successives de la question qui nous occupe, est destinée l'action de la section historique. Elle va nous apprendre les efforts anciens, répétés, assidus par lesquels les femmes luttèrent contre les institutions qui les infériorisent et les oppriment, et par elle nous allons constater que la question des femmes n'est pas, comme on l'a prétendu, une question morte autant de fois qu'elle est née, mais bien plutôt renaissante autant de fois qu'on l'a crue décapitée et ensevelie.

« Une section pédagogique va examiner les institutions éducatives qui forment le caractère et l'intelligence de la jeunesse féminine. Il pourrait bien se faire qu'on rencontrât dans les écoles et dans les couvents de véritables insuffisances vis-à-vis du niveau général de la culture de notre société, et dans les idées autoritaires et dogmatiques dont on nourrit encore la jeune fille, les causes délétères de cette passivité de l'âme et de cette stérilité de l'esprit qui est réputée être plus ou moins le fond de son caractère.

« Une section économique examinera et nous fera connaître les conditions matérielles de la femme ouvrière. Les sophismes nombreux dans lesquels se trouve emmaillottée notre société tyrannisée plus ou moins raisonnablement par la politique, et tous plus ou moins dissolvants de la famille, placent la femme de plusieurs couches sociales dans la nécessité de pourvoir par son travail à sa subsistance. Aussi, les gouvernements les moins soucieux des petits intérêts et les moins suspects de libéralisme, les plus absorbés par la politique, ont dû lui ouvrir plusieurs emplois et lui faciliter l'accès à des industries et à des professions qu'on estimait contraires auparavant à son caractère et à sa position dans la société.

« Or, la femme est-elle partout où elle peut trouver un gain honnête? Gagne-t-elle suffisamment?

« Son travail trouve-t-il le salaire qu'il mérite? Est-il apprécié? Vis-à-vis du même travail accompli par l'homme, le sien est-il déprécié? Pourquoi? Comment y remédier? Les membres de la section économique voudront bien éclairer le Congrès sur tous ces points.

« Une section de morale est chargée de porter ses études sur le règlement de la police des mœurs et sur les sources, les suites et les remèdes de la prostitution que le règlement prétend contenir en la réglant et lui donnant une forme officielle.

« Enfin une section de législation s'occupera de mettre d'accord la condition juridique des femmes avec les principes reçus du droit moderne, qui sont déjà appliqués aux citoyens de l'autre sexe.

« Le sujet des études du Congrès est immense et complexe, il exige le concours actif et zélé de plusieurs compétences diverses qui ne nous feront point défaut. Mais pour que les travaux du Congrès soient pratiques, pour qu'ils trouvent un écho dans l'opinion publique, pour qu'ils aient le droit de se réfléchir dans les conseils des sphères législatives, il faut que nous sachions le contenir dans les limites de ce qui est praticable dès aujourd'hui et dans la mesure de ce qui est réclamé dès à présent par le jugement mûri des populations les plus avancées dans la vie civile.

« Moins les discussions s'éparpilleront sur quantité d'objets, moins les idées se perdront en aspirations stériles et sans but déterminé et précis, plus on évitera les débordements de la rhétorique impuissante à persuader, plus on écartera l'enchaînement d'idées analogues pour s'en tenir à un point de départ net, rationnel, fortifié par une position dialectiquement imprenable, plus les délibérations du Congrès laisseront de traces dans les esprits et la porte ouverte aux bienfaits de l'avenir.

« Il ne manque malheureusement pas de ces situations fortifiées dans les divers points de vue qu'envisageront les questions soumises aux études du Congrès.

« La section pédagogique doit se proposer un système d'éducation qui soit pour la femme un instrument efficace pour atteindre, dans le bien-être personnel et le perfectionnement moral, le double but de la vie. Les gouvernements européens ont aujourd'hui ouvert à la femme différents emplois et les carrières professionnelles. Mais son intelligence pourrait bien languir de besoin devant ce couvert somptueux, si des institutions échelonnées de façon à lui permettre les études préparatoires ne la mettent à même de profiter de celles-là et de fortifier son caractère dans les relations multiples et variées de la vie sociale.

« La section de morale a devant soi le fait très grave du règlement de la police des mœurs, monstruosité que j'appellerai volontiers le délire de la civilisation, et le point excessif où la barbarie primitive, qui méconnaît le droit naturel, donne la main à une civilisation égarée et malade.

« La section de législation se coalisera avec celle de morale contre cette honte de l'humanité et lui sera imputable.

« Contraire au droit naturel, au droit civil, au droit statutaire, le règlement n'est acceptable que par les nations qui admettent le despotisme dans la forme politique, l'arbitraire dans l'administration de la justice et la violence dans les lois. Une nation qui supporte une telle institution peut tout supporter. Le sentiment de la liberté et le sens juridique lui font également défaut. Le code civil entretient les citoyennes dans la minorité, dans la servitude et dans l'esclavage. Pour son compte, la femme ne se possède pas elle-même, ne peut disposer en propriétaire de ses biens, ne possède pas ses enfants, est enchaînée à une obéissance sans mesure et sans limite, telle qu'elle n'est admissible que dans un code ouvertement esclavagiste.

« Les membres du Congrès n'oublieront pas que de cette partie du code civil daigna s'occuper personnellement le plus grand despote que les temps modernes aient subi. Fils de la Révolution, il étouffa sa mère; soldat, il organisa la famille comme un bataillon, époux il sacrifia l'épouse intelligente et aimante à la raison d'Etat, ou, en termes moins conventionnels, mais plus réels et vrais, à son intérêt personnel. Quel homme pouvait être moins compétent par le caractère tout-à-fait militaire de son génie, et par la rigidité tranchante de son âme, à organiser la famille que la nature environne et entretient dans la douce atmosphère du sentiment?

« Aussi, le code napoléonien opéra la réaction et insinua dans les caractères l'acceptation du despotisme. Elevés par des mères esclaves, les Français ont tendu les mains aux chaînes politiques, et le pays où les droits furent déclarés pour la première fois aux yeux du monde saisi d'étonnement et d'admiration, vit sortir de son sein, dans le règlement de la police des mœurs, la réaction la plus complète à l'ouvrage philosophique de la Révolution.

« Citoyens, ne dites pas: « Que nous importent les femmes? » car quelque matin une oligarchie puissante dira: « Que nous importe le peuple? » Et l'armée dira: « La bourgeoisie? qu'est-ce que cela nous fait? » Et le clergé: « Que nous importe la France? » Et alors sur la division des

intérêts et l'anarchie s'assoiera, maître et vainqueur des égoïsmes des masses, l'égoïsme d'un homme. La force et le succès exploiteront toute une nation au bénéfice d'un despote et d'une douzaine de complices.

« Et pourquoi pas ? Il ne s'agit que de poser la doctrine ; l'application se fait d'elle-même.

« Tenons-nous sur nos gardes, car la liberté, comme l'ancienne capitale de Lacédémone n'a ni murs ni bastions qui la protègent, elle ne peut se fortifier que dans le cœur des citoyens.

« La logique du mal est fatale, ni plus ni moins que la logique du bien. Par la même brèche où un despotisme a passé, passeront tous les autres.

« Aussi je tiens à ce que les démocrates soient avertis que, dans le Congrès international pour le droit des femmes, on ne va pas s'occuper d'un problème spécial et sans intérêt public ; mais il s'agit de combattre le principe de la tyrannie et du dogmatisme dans ses derniers retranchements, là où le droit de la force, le plus ancien et le plus indigne de tous les despotismes, l'a retranché comme au quartier général.

« La plus libre des républiques entretient dans l'organisation civile de la famille le type du despotisme le plus crû ; aussi nul pays ne peut se prétendre à l'abri des réactions, et la Suisse nous l'a encore prouvé dans ses dernières élections.

« Je ne peux clore mon discours sans faire une déclaration. Quand l'idée de ce Congrès était un projet, la cause des femmes et de la liberté trouva l'adhésion chaude et sympathique de plusieurs hommes illustres qui auraient porté dans nos délibérations le poids d'une compétence indiscutable. Mais voilà qu'il arrive que, pour des raisons dont l'appréciation ne nous est pas possible, les éléments les plus puissants nous manquent, et le succès de la campagne est confié à la valeur des simples soldats.

« Eh bien ! je le déclare hautement, pour ma part et au nom des trois cents Gédéoniens, en marchant seuls vers l'avenir, le cœur ne nous manque point. Nous ne connaissons pas la route qui nous reconduirait à nos pavillons avant la bataille. Nous nous courberons tout simplement pour recueillir l'eau à la source dans le creux de notre main. Nous marcherons avec précaution, nous garderons soigneusement nos lumières, car ce n'est pas notre glorification personnelle que nous poursuivons ; mais nous voulons terrasser les murs de Jéricho. » (*Applaudissements prolongés*).

M^{me} Julia Ward Howe, de Boston, élue présidente du Congrès, se lève après M^{me} Mozzoni.

Voici le texte de son discours :

Discours de M^{me} Julia Ward Howe

« La position actuelle et historique qu'occupent les femmes dans la société humaine, donne lieu à des réflexions très-sobres sur le pouvoir que possède l'homme de donner à ses plus hautes conceptions la forme de la réalité.

« La liberté est peut-être le premier bien moral que l'homme désire. La liberté sauvage ne concorde pas avec les besoins de l'homme civilisé.

« Par bien des efforts, bien des études, ce dernier parvient à se construire une liberté civile dont les conditions nobles et dignes relèvent sa nature et assurent son bonheur.

« La jouissance de cette liberté ne s'accorde pourtant qu'à l'homme masculin. Ils la tiennent pour chère, lui et ses fils. Ils mourront plutôt que de la perdre. Mais la mère, l'épouse, la sœur, la fille de ces hommes n'en jouiront point. Ce n'est pas à dire que la position des femmes dans les pays libres ne soit pas beaucoup plus libre qu'elle ne l'est dans les sociétés despotiques, mais que cette position, dans la société la plus affranchie, n'est pas ce qu'elle devrait être.

« Après la liberté, on peut faire mention de la justice comme faisant une condition fondamentale de la vie sociale. Dès les commencements de cette vie, elle diminue l'ascendant

des instincts personnels. Pas de tribu si sauvage que l'idée de la loi n'y trouve quelque représentation. De tout le travail brut et pénible de la civilisation, la formation des lois est peut-être la partie la plus surprenante.

« La justice est le fondement de la conscience de l'homme. La maxime : qu'on ne doit pas imposer aux autres ce qu'on ne voudrait pas souffrir à son tour, rappelée en vue par quelques doctrines éminentes, reste adhérente au fond de toute conscience humaine.

« Il n'y a pas d'assassin auquel le corps de sa victime ne parle avec cette éloquence antithétique : « Si je l'avais fait à toi, qu'en dirais-tu ? » Cette conscience initiale se personnifie dans l'Etat. Elle intervient partout où la violence menace les immunités naturelles de l'être humain. Dans le progrès de la civilisation, elle empiète de plus en plus sur la loi du plus fort : *lex talionis*. Elle sauve l'Europe, elle solidifie l'Amérique, elle affranchit l'esclave, elle protège le faible. Mais à côté de sa puissance se montre son impuissance. Elle ne peut pas assurer le sort des femmes. Qu'une femme fasse appel à cette forme divine de la justice ; la divinité se voilera, se taira, montrera ses mains impuissantes, et dira pour toute réponse : « Va-t-en, je ne puis rien pour toi ! »

« Quelle est la leçon que la vue de cette impuissance de la part des hommes devrait nous donner ?

« Celle-ci, je crois : qu'il est impossible que les hommes fassent pour nous ce que nous devrions faire pour nous-mêmes. A nous le devoir d'étudier les conditions sans lesquelles nous ne pouvons pas occuper dans la société humaine la place qui nous convient.

« A nous d'apporter en aide à la volonté partielle de l'homme, notre volonté de femmes, éclairée, assurée, résolue. L'homme fait-il par faiblesse ou par caprice la caricature de ses ordonnances les plus solennelles ? c'est à nous qu'il convient de lui faire sentir combien est inébranlable la base de l'existence morale que nous avons en commun avec lui. Plus encore que la vie physique, c'est la vie psychique que nous partageons avec lui. C'est en vertu de ce partage que les monstruosité de son inconduite nous dénaturent, que ses bassesses nous avilissent, et que, nous autres femmes, nous autres mères, nous permettrons plutôt à la race humaine de s'éteindre que de se dégrader.

« Quand nous aurons fait cette protestation, le passé nous justifiera et l'avenir nous bénira.

« Pour ne parler que d'une des institutions de la société, parlons du mariage. Voilà, j'espère, une relation auguste entre deux êtres dont les inclinations sont en même temps fortes et passagères. En vertu du mariage, ces deux êtres faibles s'élèveront à une hauteur étonnante. Ils se donneront la main devant Dieu et devant les hommes en se disant : « Nous nous ferons une vie, une famille, une croyance, une espérance, un intérêt. Que c'est beau ! »

« Mais, messieurs, cela est beau autant que cela est vrai, et pas plus.

« Pour la femme, ces obligations doivent être acceptées au pied de la lettre. Gare à elle si elle s'avise de penser ou d'agir dans le sens contraire !

« Mais pour l'homme, ces obligations n'existent pas. Il s'en moque, et la loi s'en moque avec lui.

« Mais s'il doit en être ainsi, que cela se proclame franchement et honnêtement avant le mariage. Que la femme sache d'avance que la loi qui la punit ne la protège pas, et que la loi qui protège son mari ne le punit pas.

« Je ne puis que voir dans cette position de la femme un reste de l'ancienne barbarie, de l'ancienne théorie militaire, dont la persévérance engendra toujours l'esclavage.

« Cette théorie peut se qualifier en deux mots. Elle est la domination du plus fort par la force et dans l'intérêt de la force. Que le plus fort fasse valoir son ascendant physique au profit de l'ordre, de la justice, du vrai bien-être de la société, voilà le côté idéal de cette théorie. Sa vérité, son résultat pratique nous paraît tout autre : la domination du plus fort par la force, en faveur de son intérêt personnel. Voilà à quoi revient cette prédominance de la force physique. Bien qu'elle ne soit jamais absolue, bien que la race humaine se révolte de mille manières contre cet abus des muscles ; bien qu'elle parvienne à revendiquer noblement les droits de la pensée, la suprématie de l'intelligence, un reste de la barbarie de

l'homme animal se fait toujours sentir dans la vie de la société. Il se fait représenter par la législation. Il est capable de monter au siège de l'autorité suprême et d'y rester. Dans les lois et les usages qui concernent la femme, la législation demeure inachevée. C'est là sa plus forte citadelle. Par l'entremise des maris, il tiendra asservis les fils et les filles. C'est de cette citadelle que nous devons le déloger.

« Dans la guerre que nous ferons à cette situation barbare, ayons soin de nous laisser instruire par l'histoire. Une famille, une nation ne sont fortes qu'autant qu'elles sont unies, qu'elles ont un même cœur, une foi, une conviction communes. Or, l'instinct militaire des hommes tient les femmes en sujétion, séparées entre elles par mille jalousies, par mille raisons personnelles.

« Elles sont séparées l'une de l'autre surtout par cette avidité de l'approbation de l'autre sexe, que tant de femmes considèrent comme leur seul et unique bien.

« C'est ici que les hommes nous font défaut, et que nous nous faisons défaut à nous-mêmes.

« *Divide et impera*, c'est une maxime du despotisme ancien. *Divide et impera*, c'est le procédé de l'homme envers la femme d'aujourd'hui.

« En n'appuyant pas sur les petites rixes et animosités du cercle restreint qu'on appelle le grand monde, regardons la scission faite par l'homme entre la femme reconnue et la femme de contrebande. Regardons l'abîme qui reste entr'ouvert entre ces deux êtres.

« L'une est l'ennemie de l'autre.

« Il y a, dans l'Angleterre, une femme belle qui, la première, a osé jeter à travers cet abîme le fil de sa volonté de femme. Le temps pour cela était arrivé. La société avait marché à un point de vue qui permettait un nouvel ensemble; Mme Butler envisagea la position des deux moitiés de son sexe. Elle n'en voulut plus supporter la honte. Là où l'Etat et l'Eglise avaient dit: *non possumus*, elle s'est écriée: *possumus et volumus*; nous pouvons et nous voulons. A ce cri, l'élite des deux sexes s'est bien vite ralliée.

« On pourra, en bien des endroits, nous demander: Qu'est-ce que Mme Butler? C'est une anglaise, répondra-t-on qui s'occupe à promener en plein jour des faits nauséabonds qui sont restés obscurs jusqu'à son temps.

« Ah! Messieurs et Mesdames, dans les congrès provoqués par Mme Butler, les femmes font voir la candeur de leurs âmes, tandis que les hommes de bien dévoilent l'iniquité hideuse de leur sexe.

« Tous deux, hommes et femmes, se donnent la main afin de travailler sans relâche à la réhabilitation des deux sexes, qui se dégradent mutuellement en se faisant l'injustice la plus affreuse.

« Mme Butler n'a pas encore fait la réforme du genre humain, mais elle y travaille, elle et les siens, et en considérant leurs travaux, je ne puis m'empêcher de dire: voici le commencement de la fin.

« Suivant donc le bon exemple de Mme Butler, que les femmes qui doivent prendre part à ce Congrès s'empressent de s'informer de tout ce qui regarde leur sexe dans sa totalité. Qu'aucun abîme de crainte ou de préjugé ne les sépare de celles dont elles doivent avoir à cœur les intérêts et la protection.

« Le bon et le mauvais se mêlent toujours dans notre nature humaine, chez les femmes comme chez les hommes.

« Pour venir en aide à cette nature, il faut en comprendre l'étendue. Il faut avoir foi dans sa puissance morale qui, souvent latente, pourra devenir patente sous des conditions de vie améliorées, et surtout avec une culture sincère et soignée.

« Le mot d'ordre de notre société d'aujourd'hui devrait être celui-ci: la compatibilité de tous les intérêts humains. Avec une nature double qui se compense et se complète, l'homme et la femme n'ont qu'un intérêt, un bien suprême, dont les conditions sont les mêmes pour tous les deux. Si nous les résumons en prenant deux des mots de la devise française, et

en y ajoutant un autre, nous dirions: *Liberté, Egalité, Fraternité*, pour les hommes; pour les femmes: *Liberté, Egalité, Maternité*.

« L'homme protecteur, la femme protectrice de l'héritage des siècles, de l'honneur de la race humaine, de sa bonne foi, de son bonheur. »

De chaleureux applaudissements ont fréquemment interrompu ce discours.

Mlle Geneviève Grahame Jones, de Chicago, est à son tour, appelée à la tribune.

Elle s'exprime en ces termes:

Discours de M^{lle} Grahame Jones

« Monsieur le Président,

« Amis, compatriotes et confrères du Congrès international réuni pour discuter le droit des femmes, permettez-moi de vous exprimer la sympathie de l'Association Nationale d'Amérique que j'ai l'honneur de représenter.

« Je vous félicite de ce jour important et sublime, de cette ville si propice à la réunion du Congrès.

« Paris, éblouissant sous son monarque; centre de la beauté, du génie et de la chevalerie; plein d'attraits à l'époque où l'empereur tenait le monde dans l'enchantement, Paris est aujourd'hui sans roi, sans empereur, sans cour, plus grand, plus beau, plus influent que jamais!

« Aujourd'hui, Paris est le point vers lequel les pèlerins de toutes nations dirigent leurs pas impatients; la brise embaumée nous arrive, chargée des dialectes de tous les pays.

« Non-seulement tous les produits des différents points de la terre sont représentés aux nombreux congrès tenus pendant cette grande fête de la liberté, de la paix et du travail, mais encore chaque noble pensée, chaque idée nouvelle, chaque motif élevé y est exposé aux yeux du monde. Arts, musique, littérature, science, religion, éducation, philosophie, travail, chacun a eu ses avocats éloquents.

« A cette époque où les grands de la terre se réunissent pour penser et discuter, quand chaque esprit et chaque conscience n'ont que de nobles aspirations, combien il est à propos que la femme trouve des auditeurs et des avocats; la femme, dont le travail, la richesse, l'intelligence ont cimenté chaque pierre des monuments élevés par les hommes; la femme qui hait la guerre, qui a été opprimée, qui veillait lorsqu'on dormait, qui travaillait pendant qu'on tuait et volait, la femme qui est morte en prison et sous la guillotine pour la liberté.

« Comme enfant d'Amérique, j'aime et je révère la France. Nous ne pouvons pas oublier La Fayette, quoique cent ans se soient écoulés, depuis que la généreuse France l'envoyait à notre aide, lorsque nous luttons pour la liberté; comme femme, je me glorifie en elle. Toute vraie femme aime et honore la France; la France, dont le sol fertile engendre et nourrit les idées de progrès, en dépit des rois, des empereurs, des prêtres ou des tyrans; la France, patrie du savant et du penseur; la France, asile généreusement ouvert aux femmes qui cherchaient les avantages intellectuels qu'on leur refusait dans leur pays; la France qui obligea la républicaine Amérique et l'Angleterre civilisée à ouvrir leurs institutions aux femmes; la France, patrie d'une quantité de femmes dont le génie élevé, les vies édifiantes, et les morts héroïques ont encouragé, inspiré celles qui essayaient de se délivrer des entraves ignominieuses que la suite des siècles avaient rivées après elles.

« Il est donc naturel que les femmes de toutes nations se réunissent sur le sol libre de la France, pour publier à la face du monde la Déclaration de leurs droits.

« Aujourd'hui nous joignons les mains, et nous consacrons nos cœurs à la cause sacrée de l'émancipation des femmes; aujourd'hui nous nous réunissons pour remercier la France des femmes supérieures dont les nobles paroles arrivent sans cesse jusqu'à nous, des grands génies, phares qui guident tous les hommes à la civilisation et à la haine de l'oppression.

« Au nom des femmes de mon pays, qui ont inauguré et dirigent le mouvement du droit des femmes en Amérique; au nom de ces éloquents et ardents avocats de la liberté, aussi bien pour les hommes que pour les femmes, les noirs que les blancs; au nom des officiers de l'Association nationale d'Amérique; au nom de ces nobles femmes, Lucretia Mott, Elizabeth Cady Stanton, Susan B. Anthony, je salue les femmes de France et du monde assemblées à ce Congrès, et je leur souhaite la protection de Dieu.

« Lorsque nous nous rappelons ce qui a été fait par les femmes de tous les pays, nous nous sentons le courage de tenter de nouveaux efforts. En Amérique, nous avons accompli des merveilles, et cependant nous demandons davantage; nous demanderons jusqu'à ce que nous ayons l'égalité dans l'Etat, dans l'Eglise, dans la maison.

« Il y a vingt ans, la femme n'entrait dans les cours de justice qu'en criminelle, maintenant elle y entre en avocat pour plaider la cause de justice et invoquer l'esprit de clémence. Il y a vingt ans, la femme n'entrait dans une chambre de malade qu'en qualité de garde, peu rémunérée; maintenant c'est un conseiller, un ami, un médecin en qui l'on a confiance.

« Aujourd'hui, elle est, sous beaucoup de rapports, l'égale de l'homme; demain elle le sera à tous les points de vue.

« Qui peut prédire l'influence que ce Congrès aura sur l'avancement de la femme, sur cet avancement vers la parfaite égalité que demandent la justice et l'humanité?

« Femmes de France et de tous pays, ayez bon courage et continuez à vous occuper activement de cette cause, car de l'élévation de la femme dépend le progrès du monde! »

(Bravos prolongés).

M. le président se lève et remercie chaleureusement les dames étrangères des paroles d'espérance qu'elles ont prononcées; il croit avec elles que le Congrès aura un grand retentissement au dehors et qu'il exercera une influence heureuse sur l'avenir de la femme. Au nom de ses compatriotes, il remercie particulièrement M^{me} Grahame Jones des termes éloquents et chaleureux dans lesquels elle vient de parler de la France, et à son tour il salue l'Amérique républicaine qui donne à l'Europe de si fréquents exemples de bon sens, de sagesse et de liberté.

La parole est ensuite donnée à M. Léon Richer qui explique qu'un grand banquet fraternel est projeté pour le dernier jour du Congrès. La commission a cru pouvoir le fixer au samedi 10 août, mais sans rien décider de définitif à cet égard, et sans en déterminer arbitrairement les conditions. M. Léon Richer pense qu'il serait utile que le Congrès se prononçât à cet égard, dès sa première séance, afin que les mesures puissent être immédiatement prises pour donner à cette imposante manifestation internationale le plus d'éclat possible. Il s'agirait tout simplement d'arrêter le jour qui semblerait le plus convenable et de fixer le prix de la souscription.

Plusieurs propositions se produisent et la discussion s'engage. Après un court débat, il est décidé que le comité d'organisation du Congrès restera chargé de régler ces détails.

M. le président annonce que l'ordre du jour est épuisé, et il invite le Congrès à vouloir bien se retirer dans ses bureaux afin de constituer immédiatement les Sections par l'élection des présidents, secrétaires et rapporteurs.

La séance est levée.

CONSTITUTION DES SECTIONS

A l'issue de la première séance, les membres du Congrès se sont réunis dans les différents locaux affectés aux travaux des Sections, à l'effet de constituer leurs bureaux.

Voici les résultats obtenus:

I. — SECTION HISTORIQUE.

Pas de président, pas de secrétaire.

Cette Section ne s'est pas constituée. Par suite d'erreurs et de malentendus successifs, les membres qui la composaient n'ont pu réussir à se trouver en nombre suffisant pour tenir régulièrement séance.

II. — SECTION PÉDAGOGIQUE.

Président: M. Auguste Desmoulins, publiciste.

Secrétaire: M^{me} Eugénie Pierre.

III. — SECTION ÉCONOMIQUE.

Présidente: M^{me} veuve Lejosne.

Secrétaire: M^{me} Catherine Gontcharoff.

IV. — SECTION DE MORALE.

Présidente: M^{me} Maria Deraismes.

Secrétaire: M. Derode, avocat.

V. — SECTION DE LÉGISLATION.

Président: M. de Hérédia, membre du Conseil municipal de Paris.

Secrétaire: M. Pétrot.

Rapporteurs:

M. Léon Richer,

M^{me} Jenny Sabatier-Herbelot,

M. Antide Martin.

En conséquence, le bureau du Congrès s'est trouvé composé définitivement de la manière suivante:

PRÉSIDENTS: — M. Antide Martin et M^{me} Julia Ward Howe.

VICE-PRÉSIDENTS: — M. Auguste Desmoulins; — M^{me} veuve Lejosne; — M^{me} Maria Deraismes; — M. de Hérédia.

SECRÉTAIRES: — M^{me} Eugénie Pierre; — Mlle Aline Cuvelier.

SECRÉTAIRES-ADJOINTS: — M^{me} Catherine Gontcharoff; — M. Derode; — M. Pétrot.

TRÉSORIERS: — M. de Hérédia; — M^{me} Féresse-Deraismes.

COMMISSAIRE GÉNÉRAL: — M. Léon Richer.

2^e Séance. — 29 Juillet.

SECTION HISTORIQUE

Présidence de M. Antide MARTIN et de M^{me} WARD HOWE.

SOMMAIRE. — Lecture du procès-verbal. — Observations diverses. — Lettre de M. Salvatore Morelli, député italien. — Allocution de M. Léon Richer. — Recommandation aux présidents de Sections, par le président du Congrès. — Déclaration relative aux travaux de la Section Historique. — Discours de Mme Garcin. — Une lacune. — Discours de M. Théodore Stanton, — Discours de Mme Rouzade.

A deux heures et demie, les membres du Congrès prennent séance.

M^{me} Eugénie Pierre, secrétaire, donne lecture du procès-verbal de la première séance. Une dame anglaise fait remarquer que, dans la liste des Sociétés représentées au Congrès et mentionnées au procès-verbal, la *Ligue protectrice et providentielle des femmes*, de Londres, a été omise.

Il est immédiatement fait droit à cette réclamation, et le procès-verbal est adopté. M. Léon Richer donne lecture d'une lettre par laquelle M. Gustave Gœgg, de Genève, déclare adhérer au Congrès. Il annonce en outre l'adhésion du *Comité napolitain pour l'émancipation des femmes italiennes*, qui a bien voulu le désigner comme son représentant.

A ce propos, et pour répondre aux réclamations nombreuses qui se sont produites jusqu'à l'heure même de l'ouverture de la séance, M. le président fait observer à l'assemblée que les listes d'adhésion au Congrès sont closes, qu'elles viennent d'être livrées à l'impression, que le Congrès est constitué, et qu'en conséquence il est désormais impossible d'admettre de nouveaux membres. Les cartes d'assistance, dans la partie de la salle réservée au public, continueront seules d'être délivrées.

La parole est donnée à M. Léon Richer pour une communication.

M. Léon Richer dit qu'un des adhérents les plus considérables de l'étranger, l'honorable M. Salvatore Morelli, député italien, empêché d'assister en personne aux travaux du Congrès, vient de lui écrire en le priant de présenter sa lettre aux membres de l'assemblée.

Lecture est faite de ce document dont voici les termes :

Lettre de M. Salvatore Morelli.

« Rome, 20 juillet 1878.

« Cher monsieur,

« Je n'ai pas répondu à votre charmante lettre, dans laquelle vous me faites l'honneur de m'inviter à prendre part au Congrès qui se propose de discuter les droits de la femme, parce que j'étais décidé d'accepter votre invitation et de me rendre à Paris.

« Une indisposition m'empêche de réaliser ce vœu ; je vous écris pour vous remercier avec toutes les autres personnes qui me poussaient à faire le voyage, et aussi pour vous féliciter de votre noble initiative.

« La coïncidence est heureuse !.. Il y a un siècle, les encyclopédistes préparaient la proclamation des droits de l'homme : à un siècle de date, dans le même pays et avec le même enthousiasme, vous réunissez les forces pour amener la conscience humaine à proclamer les droits de la femme. C'est le développement naturel du progrès qui se complète : la différence n'existe que dans les moyens.

« Le XVIII^e siècle, sur le point de finir, accomplissait une œuvre de démolition ; le XIX^e siècle, vers la même époque, devait réédifier. D'un côté l'analyse ; de l'autre la synthèse ; d'une part la révolution collective, qui ne mesurait pas ses coups ; de l'autre la révolution individuelle qui renouvelle pacifiquement l'éducation de l'homme, le rendant raisonnable et travailleur dans l'école ; là, des titans avec des armées et des guillotines dressées partout ; ici la femme, l'apostolat, la religion de la science. On peut conclure, sans vouloir être prophète, que, dans la même époque du XIX^e siècle, correspondant au 93 fatidique du siècle dernier, les droits de la femme seront proclamés dans toutes les législations, comme il arrivera bientôt en Italie, grâce à l'action d'un apostolat constant de vingt ans.

« Il faut cependant que les femmes exercent leur influence pour atteindre ce but, pour arriver à cette œuvre sublime, qui pourrait être retardée si les efforts de la femme venaient à manquer.

« Que les femmes sachent sacrifier les dépenses du luxe pour concourir à fonder des journaux destinés à soutenir une cause qui est la cause de l'humanité tout entière.

« On ne comprend pas que les parlements et les publicistes n'aient pas admis que la cause de tant de maux qui affligent la société réside dans la constitution de la famille, où les principes de la liberté n'ont pas encore pénétré, et dans la condition juridique par trop anormale faite aux femmes, tandis que numériquement elles forment la majorité de la nation.

« On prêche la nécessité du caractère, du travail, de la moralité, de l'économie, et l'on ne tient pas compte de la femme. lorsqu'il est hors de doute que la femme seule peut, par le procédé de la maternité, développer, avec son action éducatrice, dans le cœur des enfants toutes ces vertus admirables. On affirme que l'intelligence est le premier trésor des peuples ; on en demande la diffusion et on laisse dans l'inertie et tout occupée à des niaiseries, l'intelligence de la femme qui sait broder avec la pensée aussi bien qu'avec l'aiguille.

« C'est la femme qui a rendu possible quinze siècles d'autorité papale à cause de l'apostolat de la doctrine chrétienne au sein des familles ; pourquoi les gouvernements libres ne se serviraient-ils pas de la capacité pédagogique de la femme pour lui confier avec le même succès la doctrine civile ?

« Ce qui, en outre, est déplorable, c'est l'avalissement du travail de la femme, évalué presque la moitié de celui de l'homme.

« La loi ne lui donne aucune garantie, et par conséquent la femme, qui produit plus que les autres, parce qu'elle met du cœur dans tout ce qu'elle fait, se voit frustrée dans son travail.

« Je ne dirai rien des appréciations injustes relativement à la maternité, qui est son œuvre.

« La femme, Michel-Ange de la nature, qui fait la statue vivante, ne jouit d'aucune considération en comparaison du dernier des artistes.

« Elle donne l'existence au génie et aux héros, elle les élève sous l'empire de ses inspirations amoureuses, et lorsque ces deux grandes puissances se révèlent dans des grandes œuvres pour le bien-être du monde entier, la mère de cette grande création est oubliée.

« Pourquoi ne pas imiter au moins la justice de Socrate qui, sachant qu'Alcibiade avait été vainqueur à cause de la célérité de ses chevaux, décida que la louange dût être décernée aux chevaux ?

« Il faut combattre cette grande injustice et je me permets de vous suggérer de proposer au congrès une idée.

« Ce serait d'établir une exposition annuelle d'enfants pour décerner des primes et des décorations aux mères qui élèveront les enfants les plus beaux, les plus forts et par conséquent les plus utiles à la patrie.

« Ce que l'on fait pour l'amélioration des bêtes, pourquoi ne le ferait-on pas pour le progrès de l'homme ?

« Les gouvernements doivent avant tout être moraux ; la moralité est basée sur les peines et les récompenses. Nos pères latins ne furent grands que parce qu'ils purent établir ce principe dans les deux symboles immortels du Capitole et de la Roche Tarpeienne.

« Je pense que la conduite des Etats modernes envers les femmes est injuste et immorale.

« Ils ont su créer pour les femmes des sanctions juridiques d'une cruauté immense, de la prison à l'échafaud. Rien n'a été fait pour récompenser la vertu de ces nobles malheureuses.

« Cette idée, je l'ai formulée dans un projet de loi qui repose avec tant d'autres réformes proposées par moi dans les bureaux de la Chambre.

« Humble soldat de la légion émancipatrice, je développerai ces projets successivement, suivant l'opportunité, et j'espère que pour le mois de novembre je réussirai à faire triompher la loi sur le divorce, question immense sur laquelle vous, publiciste éminent, vous avez écrit un livre que j'ai lu avec beaucoup d'intérêt.

« Veuillez, cher monsieur, présenter cette lettre au Congrès. C'est un hommage et une adhésion.

« Deux dames distinguées, MM^{mes} Cimino et Mozzoni, ainsi que M. Macchi, tous champions de vérité et de liberté, diront dignement les sentiments de l'Italie.

« Je finis en envoyant un salut d'admiration à la France, au Congrès, et en vous serrant cordialement la main. »

« Humble serviteur,
« SALVATORE MORELLI. »

« A M. Léon Richer, Paris. »

Cette lecture est suivie d'une longue saïve d'applaudissements.

Entraîné par cette manifestation chaleureuse des sentiments de l'assemblée à l'égard de l'illustre député italien, M. Léon Richer, qui avait repris sa place, demande la permission d'ajouter quelques mots. Il prononce les paroles suivantes.

Allocution de M. Léon Richer.

« Mesdames et Messieurs,

« Je suis personnellement heureux des acclamations qui viennent de couvrir la parole de M. Salvatore Morelli, le champion dévoué, en Italie, de l'émancipation des femmes. Les actes de M. Morelli, comme député, sont connus de la plupart d'entre vous. C'est à lui, vous le savez, que sont dus les projets de loi favorables aux femmes, dont a été saisi le Parlement italien. L'an dernier, il a fait adopter par la chambre des députés, dont il est membre, une loi qui relève la femme d'une de ses incapacités civiles, d'une de ses indignités pourrais-je dire. En Italie, comme en France, — car c'est notre code napoléonien qui là-bas est en vigueur, — les femmes étaient exclues du droit de figurer comme témoins dans les actes civils et dans les actes authentiques. M. Morelli a proposé une loi tendant à faire disparaître cette iniquité monstrueuse. Soutenue par le ministre de la justice, M. Mancini, cette loi a été votée. Au mois de janvier dernier, le sénat, — il y a un sénat à Rome, mais il s'accorde quelquefois avec la chambre basse, — au mois de janvier dernier, le sénat a donné son approbation ; et maintenant, en Italie, les femmes sont admises comme témoins dans les actes publics ; c'est une supériorité qu'elles ont sur vous, Mesdames (je parle aux dames françaises) et cette supériorité, ce premier pas vers l'égalité civile, c'est à M. Morelli qu'elles les doivent. Dans quelques mois, elles lui devront le droit au divorce. (Applaudissements.)

« Mesdames et Messieurs, je viens de vous montrer le député. Vos applaudissements, qui s'adressent certainement à la conduite généreuse de M. Morelli au sein du parlement, beaucoup plus qu'à mes paroles, m'engagent à vous révéler un trait de sublime abnégation, connu de toute l'Italie et qui achèvera de vous faire apprécier, comme il mérite de l'être, l'homme de cœur qui nous écrit.

« Il y a longtemps de cela, les Bourbons régnaient encore à Naples, Salvatore Morelli, patriote italien, était au bagne. Cela se voit, quelquefois, Messieurs. Ceux qui luttent pour l'affranchissement de leur pays, pour sa liberté, sont assimilés aux assassins et aux voleurs ; on en fait des galériens. Donc, Salvatore Morelli était au bagne. Un jour il lui arriva de sauver la vie d'un homme. En Italie, la loi veut qu'un forçat qui sauve la vie d'un homme soit libéré. Notez que Morelli était condamné à perpétuité. Mais à ce moment, le généreux patriote était seul au monde ; sa vieille mère était morte. Il l'avait perdue pendant sa détention. A qui, si ce n'est à lui-même, serait profitable sa liberté ? Morelli avait pour compagnon de chaîne un brave homme, marié, père de famille. Il songea. Et lorsqu'on appela, pour le délivrer de ses fers, le galérien qui avait sauvé une vie humaine, Salvatore Morelli, sans se troubler, sans pâlir, courageusement, généreusement, montra celui qui partageait sa captivité, lui disant tout bas : « Partez ! vos enfants ont besoin de vous. »

« Il se condamnait, lui, jeune encore, à passer sa vie entière sous l'habit du forçat !

« Quelques années plus tard, Garibaldi, par ses victoires, le rendait à la liberté. Mais pouvait-il prévoir la chute si prompte de la dynastie bourbonnienne ?

« Mesdames et Messieurs, voilà l'homme que vous venez d'applaudir. »

Une vive émotion succède à ces paroles, et, par des acclamations chaleureuses, longtemps prolongées, l'assemblée tout entière s'associe au juste tribut d'hommage rendu par le commissaire général du Congrès au noble caractère de l'éminent député italien.

Quand le silence est rétabli, M. Antide Martin, président, reprenant la suite de l'ordre du jour, invite les présidents de Sections nommés la veille, à faire connaître par lettre, au bureau, les noms de leurs secrétaires et de leurs rapporteurs, et à indiquer les jours et heures de réunion de chaque Section, afin que les membres du Congrès qui désirent prendre part aux travaux de plusieurs Sections soient avertis. Il donne le conseil de mentionner ces renseignements sur un registre qui serait déposé chez le concierge.

M. le président lit ensuite la partie du programme qui concerne la Section Historique.

Avant qu'aucun orateur prenne la parole sur ce sujet, M. Léon Richer demande à faire une observation. Il dit que les travaux qui vont être lus n'ayant pu être soumis à l'approbation de la Section Historique qui, par suite d'un malentendu non expliqué, ne s'est pas réunie, chaque orateur parlera sous sa responsabilité propre. « Cette déclaration, dit M. Léon Richer, était nécessaire pour le cas, — fort improbable sans doute, mais enfin possible, — où les discours qui vont être prononcés ne répondraient pas complètement à l'esprit du programme. »

Sous le bénéfice de cette réserve, la parole est donnée à M. Antonin Lévrier, premier inscrit.

M. Lévrier lit un discours dans lequel il examine, au point de vue historique, la situation des femmes (1).

(1) En quittant la tribune, M. Lévrier a exprimé le désir de conserver son manuscrit pour recopier les dernières pages, écrites seulement au crayon ; il promettait de le déposer, quelques jours plus tard, sur le bureau du Congrès. Contrairement à cet engagement formel, et malgré les réclamations pressantes qui lui ont été adressées, à plusieurs reprises, par le commissaire général et par la secrétaire du Congrès, M. Lévrier s'est constamment refusé à restituer la copie qui ne lui avait été laissée que sur la foi d'une promesse dont l'exécution ne devait, alors, faire doute pour personne. La commission chargée du présent compte-rendu laisse aux lecteurs le soin de juger et de qualifier cet acte, dont la responsabilité ne saurait, à aucun titre, lui incomber.

La parole est ensuite donnée à M^{me} Eugène Garcin, pour traiter le sujet suivant : « *L'influence sociale de la femme et son rôle dans l'Histoire.* »

M^{me} Garcin s'exprime en ces termes :

Discours de M^{me} Garcin.

Mesdames, Messieurs,

« Après les effroyables désastres accumulés sur la France, il y a huit ans à peine, par la guerre étrangère et par la guerre civile, combien de cœurs ont repris confiance dans l'avenir, en voyant de toutes parts les ruines se relever; combien croient à l'accomplissement du salut pour notre chère patrie, en voyant un peuple qui, au lendemain de ses défaites, retrouve assez de vitalité en lui-même, pour offrir aux yeux de l'étranger surpris, le spectacle de la plus merveilleuse des Expositions.

« Certes, cela est beau! Mais cette réparation du mal, tout extérieure, toute matérielle, a-t-elle lieu de satisfaire pleinement les esprits, qui, remontant aux causes morales de nos malheurs, les voient toujours persistantes parmi nous?

« A quoi bon, en effet, avoir fermé les plaies de l'invasion et étalé nos inépuisables trésors, si toujours restent ouvertes ces autres plaies hideuses qui nous dévorent, et qu'on appelle ignorance, misère et corruption?

« Ce qu'il faut donc, ce n'est point tant de créer de nouvelles richesses à la France; que d'y créer des caractères; ce n'est point tant de refaire notre carte géographique, ce qui est pourtant un devoir national, que de refaire des âmes capables d'élever notre patrie si haut, que nul peuple ne puisse désormais poser sur elle un pied vainqueur.

« Mais pour cette œuvre régénératrice, ce qu'on oublie trop souvent, c'est de faire appel à la femme, à la femme maîtresse du berceau de l'enfant; à la femme, instrument de décadence ou de moralisation, à la femme enfin qui s'est toujours dressée la première, dans ces grands mouvements qui entraînent les peuples à l'accomplissement de leur destinée.

« L'histoire est là comme la longue démonstration de cette vérité. Et s'il m'était permis de remonter à travers les civilisations les plus reculées, même chez les peuples qui accordèrent si peu de place à la mère de famille, je vous montrerais combien son rôle fut tout-puissant. Le temps me fait défaut. Je ne vous parlerai donc point de ce monde antique, où nous voyons la femme juive seconder tous les efforts de sa nation esclave vers la délivrance, et se dévouer à son salut. Je ne vous parlerai pas non plus de la Grèce, où la femme spartiate éleva l'amour patriotique plus haut encore que l'amour maternel et disait à son fils en l'armant du bouclier pour la bataille : « Reviens dessus ou dessous, » c'est-à-dire vainqueur ou mort. Enfin, je ne vous dirai rien de ces fières romaines qui virent élever un temple à la fortune des femmes, et j'en arrive au seuil de notre société moderne.

« La femme était déchue, le vieux monde avait péri, et voici que la femme devient la plus grande initiatrice du monde nouveau.

« Voyez-la au berceau du christianisme. Avec quel ardent enthousiasme elle se jette au-devant de l'idée nouvelle qui dit : *liberté*, lorsque le monde entier est écrasé sous le despotisme; qui dit : *fraternité*, quand l'esclavage est admis comme un principe de droit; qui dit : *égalité*, alors que de toutes parts le fort domine le faible.

« Du Christ, elles seront les apôtres. Elles suivront ses pas, recueilleront ses paroles, et quand les prêtres de Jérusalem cloueront sur sa croix le premier martyr de la justice universelle, alors que ses disciples le renient ou se cachent, seules, deux femmes, l'accompagneront jusqu'à la mort.

« A partir de ce moment, quelle transformation immense! Pendant que la matrone romaine a cessé d'être la gardienne du foyer, a cessé d'offrir le type de la mère et de l'épouse, pour ne plus être que l'esclave d'un luxe éhonté, d'une dépravation qui arrachait à Caton, en plein sénat, ces paroles sanglantes : « On prostitue l'empire, on trafique des

femmes! » Pendant que le vice couronné s'assoit sur le trône avec la mère de Néron, la seconde Agrippine; pendant que l'infamie se drape dans la pourpre avec Messaline, regardez! La voici dans l'ombre et le silence, la femme chrétienne, pratiquant ces vertus nouvelles : dignité, chasteté, charité, que l'Évangile a insufflées en son cœur. Devant les flots du sensualisme, elle dresse comme une barrière la spiritualité, et quand la jouissance est devenue le seul bien, cher aux païens de la décadence, elle court au sacrifice, venant dire au monde, enseveli dans la matière, comment le corps sait mourir pour enfanter une idée à la vie!

« En vain, éternelle protestation du passé qui croule contre l'avenir qui se lève, en vain on charge le christianisme de toutes les monstruosités; en vain, emploie-t-on contre lui dents des lions et des tigres, chevaux, huile bouillante, fer rouge; plus encore : promesses, caresses, séductions, rien n'y fait. Plus la persécution s'acharne au principe nouveau, plus ce principe grandit. Grâce à une femme, Hélène, l'évangile triomphe, même sur le trône impérial. L'ère des supplices se ferme, mais le sang versé a besoin d'être fécondé.

« C'est alors qu'apparaissent ces femmes, la plupart patriciennes, qui rejettent les vains ornements du corps pour parer leur esprit. On les voit se mêler à la foule de ces hommes d'éloquence et de génie, dont la parole et la science vont pulvérisant ce monde de rhéteurs, devenu impuissant à créer des hommes. C'est le temps où St-Jérôme affirme que la société ne sera sauvée que par l'éducation des filles. Il leur prescrit l'étude du grec, du latin, la connaissance des études philosophiques, et il déclare que ces fortes études « doivent caractériser la matrone chrétienne, comme l'oisiveté et la sensualité caractérisent la matrone païenne. »

« Aussi, c'est Fabiola qui le suit au désert, pour se faire expliquer le *Livre des Nombres*; c'est Paula et sa fille qui abandonnent monde, rang, honneurs, pour venir s'enfermer dans une studieuse solitude. Là, elles partagent leur temps entre ce qu'on croit incompatible : la science et les soins les plus vulgaires de l'intérieur. Elles préparent leurs repas, et parlent l'hébreu et le grec; elles confectionnent leurs vêtements, et sont chargées de vérifier l'exactitude de la version de la Vulgate. A Carthage, c'est Monique convertissant son fils aux idées nouvelles, cette Monique si savante sur les hautes questions qui touchent à Dieu, à l'âme, à l'éternité, que le grand Augustin déclare que « la philosophie n'étant que l'amour de la sagesse, appartient surtout à la femme. » Ce sont enfin toutes ces nobles régénératrices du vieux monde, qui arrachent au païen Libanius un cri que l'histoire nous transmet. Jean Chrysostôme se présente pour entrer à l'école du savant rhéteur. Celui-ci l'interroge. Étonné de son savoir, il lui demande qui donc l'a si bien instruit. « Ma mère, » répond Chrysostôme. C'est alors que, saisi d'admiration, Libanius s'écrie, en se tournant vers son auditoire : « O dieux de la Grèce, quelles femmes parmi ces chrétiens! »

« Oui, elles avaient convaincu les plus sceptiques, moralisé les plus dépravés; le moment approche où elles vont adoucir les plus féroces. Les barbares s'avancent. Ces natures abruptes, ces guerriers qui ne reconnaissent que le droit du glaive, sont à leur tour vaincus par l'esprit, terrassés par la douceur. Placidie, Eudoxie envoient aux Ataulfe et aux Genséric l'anneau des fiançailles, en imposant aux vainqueurs, pour prix de leur mariage avec eux, la cessation de leur œuvre dévastatrice. Geneviève, à l'approche du farouche Attila, puise de tels accents dans son ardent patriotisme, que Paris ne succombe point à l'épouvante. Après Geneviève, c'est Clotilde qui fait la Gaule chrétienne; c'est Bathilde, autrefois esclave, qui force son royal époux à rompre les chaînes des esclaves. Plus tard, quand la France est aux mains de l'étranger, quand nobles seigneurs et généraux de cour se sont laissé vaincre; quand un Anglais est sur le trône, et que le descendant de St Louis, en son château de Chinon, fait la cour aux dames, pendant que la patrie agonise, qui donc sauve la France? Une femme : Jeanne Darc!

« Jeanne Darc devrait suffire pour convaincre les plus incrédules du pouvoir de la femme, pouvoir si grand ici, que pour l'expliquer on a eu recours au surnaturel. Mais il n'y a pas plus de surnaturel chez Jeanne qu'il n'y en a, avant ou après elle, chez tant d'autres femmes héroïques ou illustres. Voyez, dans le cours de cette époque, les deux seuls rois

qui ont échappé à la réprobation des plus farouches républicains eux-mêmes : Louis IX et Henri IV. Cherchez bien. A qui le premier doit-il cette droiture d'esprit, cette loyauté de conscience qui le faisait choisir pour arbitre par les grands comme par les petits ! A qui donc, si ce n'est à sa mère, à l'énergique Blanche de Castille ? Et Henri IV ? Qui l'éleva, lui, le prince, parmi les fils des paysans béarnais et marchant pieds nus comme eux ? Qui le conduisit à quinze ans sur les champs de bataille, non pour lui faire jouer la ridicule comédie de la balle ramassée à Sarrebruck par l'héritier du nom des Bonaparte, mais pour lui apprendre à marcher le premier au-devant de la mort ? Qui lui mit au cœur les généreux instincts faisant de lui le vrai, le seul roi populaire ? Qui encore, si ce n'est sa mère, la vaillante, l'austère Jeanne d'Albret ?

« Mais il y a plus. Quand le formidable donjon s'était élevé pour abriter le seigneur féodal, c'est la femme encore qui, sur cette époque rude et sombre, avait fait rayonner la poésie et l'amour. C'est au cri de : *Dieu et ma Dame* ! que le chevalier était allé combattre et mourir.

« Époque étrange que celle de la chevalerie, où l'on voit la femme aimée inspirer le talent du troubadour et du trouvère, exciter le courage du guerrier, et élever parfois celui qu'elle aime, du rang le plus infime au rang le plus illustre. La femme admirée à Sparte, respectée à Rome, honorée parmi les Germains et les Gaulois, est divinisée au moyen-âge. Quand le plus grand poète de cet âge chevaleresque, lorsque Dante parcourt, accompagné de Virgile, les cercles de l'enfer et du purgatoire, à l'entrée du paradis il laisse son guide, ne jugeant qu'une femme, Béatrix, digne de le conduire dans la *Cité de Dieu*. Presque toutes les cathédrales qui surgissent alors du sol sont dédiées à la Madone : Dieu lui-même disparaît devant la femme.

« Mais hélas ! tout ceci n'est qu'à la surface de la société : regardez au fond. Autour de ce château habité par la femme, dont les poètes chantent la beauté et qui brode de ses blanches mains l'étole du prêtre ou la bannière du guerrier, ne voyez-vous pas là, en bas, bien bas, d'autres femmes, pâles ombres, courbées vers la terre, et qui s'en vont portant sur leurs épaules qui fléchissent, le faix du travail, de la douleur, de la servitude ? A la châtelaine, l'amour ! pour elles, les malheureuses, ces exécrables droits inscrits dans le code féodal, et qui les livrent, sans défense, à la brutalité du maître !

« Est-ce donc pour cela que l'Évangile est venu ? Oui, il a rompu les chaînes de l'esclave ; mais elles se sont renouées autour du serf. Oui, il a brisé le despotisme césarien ; mais la tyrannie a pris la figure du seigneur féodal, et, tyrannie nouvelle, inconnue à l'antiquité, la croix, l'humble croix de Jésus crucifié, est devenue instrument d'orgueil et d'oppression.

« Aussi peut-on s'étonner des sourdes rumeurs qui montent des bas-fonds populaires et se traduisent en cris de colère qu'on appelle des *Jacqueries* ! Peut-on s'étonner de ces révoltes de l'esprit qui conduiront Jean Huss au bûcher, et triompheront avec Luther sous le nom de Réforme.

« Allons, le Moyen-âge est fini ! Le peuple à genoux s'est levé, la conscience endormie a rouvert ses ailes, et ils auront beau, rois et papes, multiplier leurs lois compressives et leurs instruments de supplice, ils n'aboutiront qu'à faire éclater plus vite ce coup de foudre qui fut 89 !

« 89, c'est l'Évangile qui veut s'incarner dans les lois et les faits. Liberté, égalité, fraternité, a dit le Christ. Liberté, égalité, fraternité, répète la Révolution. Et prenant d'une main cet échafaudage de privilèges, d'ignorance, d'oppression élevé par la crédulité des peuples et l'égoïsme des grands, elle le brise, et, en face des droits fictifs des nobles et des prêtres, elle écrit en traits ineffaçables les droits éternels de l'homme.

« Est-il besoin de rappeler ici le rôle que jouèrent les femmes dans ce vaste mouvement de rénovation ? Vous les trouvez partout : dans leurs salons, comme M^{me} de Condorcet, encourageant les nobles esprits, pionniers de l'avenir ; vous les trouvez mêlées à la foule qui fait crouler la Bastille ; vous pouvez les suivre sur la route de Versailles, aux journées des 5 et 6 octobre. Ce sont elles qui arrachent à son incroyable insouciance, à sa coupable

apathie, ce roi qui chasse dans les parcs de ses palais ou s'amuse à faire des serrures, pendant que le peuple est affamé et que Paris bouillonne comme un volcan.

« Et quand toute l'Europe, l'Europe des rois, se sentant condamnée par les idées généreuses et libres de la France, se jette de toutes parts sur notre pays, regardez encore les femmes. Elles se dépouillent de leurs bijoux, elles confectionnent jour et nuit des vêtements de guerre, fabriquent des cartouches ; elles poussent les hommes au combat, elles y marchent elles-mêmes comme les demoiselles Ferning et Madame Cochet surnommée la *belle Artilleuse* ; et quand nos souvenirs nous reportent à cette époque mêlée de tant de grandeur et de tant d'égarements, et où les plus éloquents, les plus héroïques parmi les hommes n'ont pu échapper aux faiblesses humaines, dites, ne voyez-vous pas planer une figure de femme, si pure, que rien à travers le temps n'a pu la ternir, et qui semble s'élever de son foyer austère à son glorieux échafaud, comme l'image radieuse de notre immortelle révolution : vous avez nommé Madame Roland.

« Madame Roland n'est point armée de l'épée. Les principes nouveaux qui sont vivants en elle ne veulent plus de la guerre. C'est avec la parole et la plume qu'elle combat le grand combat du droit contre la force, de la liberté contre le despotisme, de la justice contre l'iniquité. Enfant, nous la trouvons puisant aux sources fécondes de l'antiquité et dans les écrits de J.-J. Rousseau, ce qui doit faire plus tard son indépendance, son énergie, son stoïcisme. Puis, la voilà assise, au milieu de ces jeunes hommes, brillante et généreuse avant-garde révolutionnaire, dont le seul crime fut de vouloir trop tôt briser avec cette despotique centralisation qui écrase encore la France.

« C'est M^{me} Roland qui les inspire les Buzot, les Gensonné, les Vergniaud. C'est elle qui souffle dans leur âme le feu du patriotisme ; c'est elle qui exalte en eux la haine des rois et l'amour du peuple. Aussi, ils sauront tous mourir, comme ils ont vécu, pour leur cause immortelle, et elle, la noble femme, les suivra, sans faiblir, à la prison et à la mort. Elle montera à l'échafaud plus ferme encore que Jeanne Darc sur son bûcher, et quand la courtisane Dubarry se traînera aux pieds du bourreau, réclamant pitié pour son indigne vie, M^{me} Roland montrera comment une républicaine sait mourir !

« Mais à quoi bon tant d'héroïsme ? « O liberté ! s'était écriée M^{me} Roland, en face de la guillotine, que de crimes on commet en ton nom ! » Est-ce à la vue de ce sang innocent mêlé au sang des coupables, que la justice recule et que la liberté replie ses ailes ? Regardez, en effet. Soudain l'essor en avant s'arrête. Encore un pas de recul dans l'œuvre immense du progrès ; encore une défaite dans cette lutte incessante du bien contre le mal. La rénovation évangélique était venue aboutir, après 18 siècles, à un monde d'étouffement, d'aveuglement, de tyrannie ; la révolution française, après 89 ans, a abouti à la société que nous avons sous les yeux et où se mêlent, avec les aspirations nouvelles, tant de futilités, tant d'erreurs, tant de superstitions, tant de vices du passé, ayant toujours pour base l'écrasement du faible par le fort.

« Oui, je vois de nouveau *liberté, égalité, fraternité* écrits sur tous les murs, mais je cherche en vain la liberté dans nos lois, l'égalité dans nos mœurs, la fraternité dans nos âmes.

« Je ne ferai pas ici de politique, car les termes de partis divisent, et ce qu'il nous faut, c'est la concorde. Mais comment unir les hommes, si ce n'est sur le terrain de la morale et de la justice, qui s'imposent à toutes les consciences ? C'est donc au nom sacré de la justice et de la morale que je demande à tous : Avons-nous l'égalité, quand des fortunes qui ne sont pas le fruit du travail, mais souvent de l'immoralité, s'étalent en haut, et que d'horribles et honnêtes misères grouillent en bas ? Égalité, quand la science est le privilège de quelques-uns, l'ignorance le lot des masses ! Égalité, quand les petits qui ont failli, poussés par la misère et la faim, sont repoussés du sein de la société comme des bêtes malfaisantes, et que les grands coupables qui ont gagné à leurs crimes honneurs et millions, se promènent tête haute ! Égalité, quand la femme est considérée au-dessous de l'homme devant les droits du travail, du savoir, devant les droits plus sacrés encore de la maternité, et

que, mineure dans tout ce qui touche aux lois sociales et politiques, elle ne devient majeure et responsable que le jour où il faut la juger et la punir !

« Oh ! non, les plaies les plus profondes de notre pauvre pays ne sont point dans les blessures faites par la Prusse. Vous le voyez, hélas ! des siècles de monarchie et vingt années d'empire nous ont laissé bien d'autres maux à guérir.

« Eh ! bien, ces maux seront sans remède, si l'homme n'associe la femme à ses efforts, si la femme ne veut reprendre l'œuvre interrompue du Christianisme et de la Révolution, et refaire, à la société si corrompue encore, le sens moral. Il faut qu'elle redevienne vraiment mère, c'est-à-dire capable d'élever ses enfants pour la justice et la liberté ; il faut qu'elle redevienne apôtre pour flageller le luxe, l'égoïsme, pour ouvrir son cœur à tout ce qui souffre et pleure, et arracher, par l'instruction et le travail, l'enfance pauvre au vice, la femme pauvre à l'infamie.

« Le luxe ! ce luxe qui a toujours marqué la décadence des nations, ah ! c'est ici surtout que nous voyons éclater l'influence de la femme, mais influence aussi pernicieuse que formidable. Il fut inauguré à notre époque par cette femme qui, durant dix-huit ans a occupé le trône. Folle de plaisirs, folle de toilette, on la vit donner l'essor à toutes les frivolités dispendieuses, l'élan à toutes les jouissances malsaines, et constituer ce monde artificiel qui croyait être la civilisation et n'était que la décadence.

« La simplicité qui distinguait autrefois la femme honnête, même la femme du grand monde, de la courtisane, disparut devant les modes extravagantes. On se peignit de blanc et de rouge, on étala des chevelures achetées à prix d'or ; la nature s'effaça devant l'artifice.

« Le mauvais goût descendit des salons aux théâtres, dans la littérature, dans les arts. On préféra la *Belle-Hélène* aux vers de Corneille et de Victor Hugo ; la chanteuse de l'Alcazar fut applaudie à la cour et au faubourg St-Germain ; le *Figaro* devint le journal des boudoirs.

« Enfin, on ajouta à tout ce débraillage, la dévotion. Le matin, la messe ; l'après-midi, le bois, avec ses rendez-vous autour du lac ; le soir, le spectacle, le bal, où l'on se montrait le moins habillée possible. Et tout cet amalgame qui s'appelait la mode, c'était aussi le règne du faux, le triomphe de l'hypocrisie, le succès du scandale.

« L'exemple funeste a disparu, mais que de traces il a laissées ! Le luxe s'est-il effacé devant nos désastres ? La société française s'est-elle relevée par la moralité ? Et nous nous étonnons que celles qui, voyant la vertu en dédain, regardent de leurs bas-fonds ce somptueux étalage et le comparent à leurs haillons, à leurs privations incessantes, vendent un jour leur âme pour une robe de soie ou un morceau de pain !

« Je touche ici, Messieurs, à un sujet qui s'impose, quand il est question de la femme, je touche à la plus grande des hontes de notre civilisation moderne. Si son nom répugne à nos lèvres, n'en regardons pas moins en face le hideux tableau qu'elle nous présente, afin de n'avoir ni repos ni trêve que cette infamie n'ait disparu du milieu de nous. Sur qui la responsabilité en doit-elle peser ? En haut, vices dorés ; en bas, misère : toute l'explication du mal est là. Oui, elle est là, car nous flétrissons avec toute l'énergie de la femme honnête ce honteux système qui fait de la dégradation de créatures humaines, une nécessité pour le plaisir des autres.

(Ici M^{me} Eugène Garcin trace un parallèle entre la jeune fille riche, portée pour ainsi dire dans la vie, et la jeune fille pauvre livrée à tous les hasards de l'existence, victime de son ignorance, de sa misère, même du don fatal de la beauté ; l'orateur termine par cette apostrophe) :

« Et pendant que, conséquence inévitable d'une première faute, tu t'en vas, pauvre fille trompée, trahie, abandonnée, roulant de chute en chute, jusqu'à la dernière, où tu perds jusqu'à ton nom de créature humaine, dis, n'entends-tu pas à travers la porte de quelque salon, à quelque tribune publique, ce qui est pire, au tribunal où tu es assise en coupable, n'entends-tu pas proclamer la vertu de ceux qui t'ont poussée à l'abîme ? Tu es une femme perdue, toi, mais il est resté honnête homme, celui à qui tu dois ta première flétrissure !...

« Eh ! bien, tant que la conscience publique et la morale universelle ne se dresseront pas indignées, contre un tel état de choses ; tant que nous continuerons à admettre deux morales : l'une pour la femme, l'autre pour l'homme ; tant que nous ne flétrirons pas avec une égale indignation les vices de l'un et les vices de l'autre ; tant que nous ne verrons qu'avec indifférence ou mépris la chute de celles qui n'ont failli que parce qu'elles naquirent dans une mansarde, au lieu de naître sous des lambris ; tant que tous ces berceaux, posés sur des abîmes, ne nous feront pas frémir, et que nous ne nous inclinerons pas avec un sentiment de justice et d'amour sur tous les problèmes sociaux qui touchent aux vastes questions d'éducation, de travail, de moralisation ; tant que nous ne nous dirons pas qu'il faut reconstruire le foyer à tout prix, celui du riche comme celui du pauvre, car la famille, voilà la base de toute société durable ; tant que nous ne ferons pas toutes ces choses, et que vous, Messieurs, vous laisserez, avec la plus incroyable insouciance vos sœurs, vos femmes, vos filles, aller vers le passé, tandis que vous marchez vers l'avenir ; ah ! vous aurez beau accroître la richesse nationale, multiplier chassepots et mitrailleuses ; vous aurez beau voir triompher dans les luttes du parlementarisme la droite sur la gauche et la gauche sur la droite, vous aurez beau changer le mot république pour le mot monarchie, et le mot monarchie pour le mot république, transformant ainsi le pays en un vaste théâtre dont on ne fait que changer la décoration, eh ! bien vous aurez beau faire, nous n'en roulerons pas moins éternellement le rocher de Sysiphe.

« Ce qu'il nous faut pour sauver la France, ce sont des mœurs, et les mœurs, ce sont les femmes qui les créent ; ce qu'il nous faut, ce sont des hommes qui portent au cœur ces deux amours devant lesquels s'évanouissent les ambitions personnelles et s'éteignent les haines de parti : l'amour de la grande patrie et de la grande humanité ! Ces hommes, qui les créera encore ? ce sont les femmes ! Ecoutez ces paroles de Joseph de Maistre : « Les femmes n'ont fait ni l'*Iliade*, ni l'*Enéide*, ni la *Jérusalem délivrée*, ni *Phèdre*, ni *Athalie*, ni *Rodogune*, ni le *Misanthrope*, ni *Tartufe*, ni l'Eglise de St-Pierre, ni l'Apollon du Belvédère ; elles n'ont inventé ni l'algèbre, ni les télescopes, mais elles font quelque chose de plus grand que tout cela : c'est sur leurs genoux que se forme ce qu'il y a de plus excellent dans le monde : un honnête homme et une honnête femme. »

« Que trouvons-nous, en effet, en remontant à l'origine de tous les génies, de tous les beaux caractères ? Nous y trouvons une femme. Et cette vérité proclamée si souvent trouve chaque jour son application : « Tout grand homme, tout grand citoyen est le fils de sa mère. » (*Applaudissements prolongés.*)

M. Théodore Stanton, de New-York, est appelé à la tribune. On sait, dans l'assemblée, qu'il est le fils de la courageuse mistress Elisabeth Cady Stanton, si connue en Amérique pour ses longs efforts en faveur de l'affranchissement des femmes, et un murmure de sympathie l'accueille dès qu'il paraît.

M. Stanton a pris pour sujet : « *Le Mouvement des femmes aux Etats-Unis d'Amérique.* » Il donne lecture de l'intéressant mémoire dont voici le texte :

Mémoire de M. Théodore STANTON

« Qui de nous osera changer une loi que le temps a consacrée ? Y a-t-il rien de plus respectable qu'un ancien abus ? — La raison est plus ancienne, reprit Zadig. »

« Voltaire, *Zadig*, chap. XI. »

« Mesdames, Messieurs,

« Dans les considérations que je demande à vous présenter sur le mouvement aux Etats-Unis d'Amérique pour l'élévation de la condition sociale, intellectuelle et politique des femmes, je désire envisager le sujet sous trois points de vue principaux.

« Je commencerai d'abord par une rapide esquisse de l'origine et du développement du mouvement pour le droit des femmes; j'énumérerai ensuite les améliorations qui sont sorties directement ou indirectement de cette agitation, de l'effort des premiers initiateurs; puis, j'indiquerai le caractère de l'organisation du mouvement lui-même.

I.

« En 1828 madame Frances Wright, une anglaise, distinguée d'éducation et de position, qui, si je ne me trompe, fut en partie élevée dans la famille de Lafayette, se mit à faire des conférences dans les Etats-Unis sur des questions politiques et sociales. C'est peut-être la première personne qui appela l'attention du public américain, sur la condition mauvaise qu'avaient faite aux femmes les lois et la société. Il suffisait que madame Wright fut réformatrice et conférencière pour attirer sur elle les malédictions du public; les femmes elles-mêmes ne se firent pas faute de se joindre aux insulteurs, et de crier haro sur l'audacieuse qui prétendait secouer leur joug et les émanciper. L'idée n'en a pas moins fait son chemin, et aujourd'hui, beaucoup des améliorations qu'elle demandait se sont réalisées. C'est ainsi, par exemple, qu'on ne s'étonne pas chez nous de voir les femmes monter à la tribune et y parler comme elles le font en France dans un salon. Cela nous paraît tout aussi naturel, et ce qui ne vous étonnera pas non plus, Messieurs, c'est qu'il y en a beaucoup parmi elles qui commandent autant l'attention, la sympathie et le respect que bien des hommes.

• En 1836, madame Ernestine L. Rose, une dame polonaise de beaucoup d'esprit, fit des conférences sur l'*Egalité des Droits des femmes*. La même année, elle envoya à la législature de l'Etat de New-York, une pétition signée de cinq personnes, qui demandait le droit de propriété pour les femmes. La même année aussi, une autre dame, dont personne ne sait le nom aujourd'hui, sans s'être concertée avec madame Rose, envoya aussi à la législature de New-York, une pétition ayant le même objet, qui portait 30 signatures. Ces deux pétitions ne firent pas, à ce qu'il semble, ni l'une ni l'autre, grande sensation. On peut les considérer, cependant, comme le point de départ d'un mouvement sérieux, car il fut le commencement d'une longue série de pétitions du même genre, envoyées aux législatures des Etats et même au Congrès fédéral, qui forçait non-seulement l'attention du public, mais aussi celle des législateurs, parce que si on compare, par exemple, les lois de New-York d'aujourd'hui avec celles de 1836, on est bien frappé du contraste. On envoya, par exemple, au Congrès fédéral, l'hiver dernier, des pétitions pour le suffrage des femmes venant de 35 Etats et 6 territoires, signées de 30,000 personnes.

« Mais madame Rose, comme madame Wright, était en avance sur son temps; l'insulte et la dérision ne l'épargnèrent pas plus que madame Wright.

« Dans les années qui suivirent ces premières tentatives, d'autres femmes encore, tantôt dans la tribune, tantôt dans la chaire, tantôt dans la presse, entretenirent et développèrent l'agitation.

« Mais à ce moment, lorsque le mouvement était, pour ainsi dire, encore à l'état embryonnaire, il lui vint tout-à-coup des forces nouvelles et tout-à-fait imprévues. Les abolitionnistes, ces réformateurs courageux qui voyaient dans l'esclavage, non-seulement une injustice, mais aussi un danger intérieur et domestique, admirèrent parmi eux un grand nombre de femmes, dont la nature sensible et impressionnable embrassait avec ardeur la cause du pauvre esclave. Mais là même, parmi les abolitionnistes et en dépit de la logique de leurs principes, il y eut d'abord une sorte de préjugé contre la collaboration des femmes; mais, enfin, et la lutte était assez longue, les femmes furent les bien-venues; elles abordèrent la même tribune que les hommes et firent partie des mêmes commissions dans les grandes Conventions qui eurent lieu chaque année, et qui furent comme les préludes de notre grande guerre civile.

« En 1840, les amis de l'émancipation des nègres en Angleterre, invitèrent le monde entier

à un grand Congrès international contre l'esclavage, qui se réunit à Londres. Parmi les délégués des Etats-Unis se trouvaient des femmes. Les réformateurs de l'Angleterre, moins avancés que ceux de l'Amérique, je ne veux pas dire moins galants, refusèrent l'accès du Congrès aux femmes. Une vive discussion s'engagea. Le grand orateur irlandais, Daniel O'Connell, parla pour l'admission des femmes, et le chef des abolitionnistes américains, M. William Lloyd Garrison, refusa de prendre place au Congrès, parce qu'on en fermait la porte aux femmes. Permettez-moi de dire en passant que, parmi les femmes qu'on excluait ainsi, plusieurs sont devenues, dans la suite, d'énergiques soutiens de leurs droits. C'est un mauvais moyen de convertir les gens, et surtout les femmes, que de les mettre dehors.

« Ainsi, les abolitionnistes secondaient le développement du mouvement de trois manières. La présence des femmes à la tribune se fit peu à peu accepter par le public; le vieux préjugé s'effaça; l'attitude peu libérale et inconséquente des abolitionnistes, à l'égard des femmes, ne fit qu'accroître leur aspiration vers la liberté, et le désir d'obtenir pour elles-mêmes l'émancipation qu'elles réclamaient pour les noirs; enfin, la lutte devint une école d'où il sortit des Amazones armées pour le combat et en état de plaider la cause de l'égalité des droits entre les deux sexes. Et, en effet, la plupart des femmes qui ont figuré depuis avec honneur dans le mouvement, ont été à l'origine des abolitionnistes.

« L'Eglise des quakers, où la femme jouit d'autant de liberté que l'homme, et où un prédicateur féminin est chose ordinaire, fit beaucoup pour le succès de la jeune cause. Madame Lucretia Mott, par exemple, le prédicateur féminin le plus distingué peut-être de l'Eglise quaker aux Etats-Unis, s'attacha de très bonne heure à cette cause, et aujourd'hui encore, bien qu'elle ait plus de quatre-vingts ans, on la voit venir dans les réunions des femmes et parler en leur faveur. Mademoiselle Susan B. Anthony, l'ouvrière la plus active du mouvement, sort aussi d'une famille quaker.

« Mais la plus grande impulsion vint des femmes elles-mêmes, qui, inspirées par ce qu'il y avait d'humiliant et d'injuste dans leur position, réclamèrent leurs droits avec autant d'habileté que de fierté. A côté des dames, vinrent se grouper un certain nombre d'hommes attirés par un sentiment de sympathie et d'intérêt pour le mouvement; je veux citer seulement les noms de M. Wendell Phillips, l'orateur distingué; M. Ralph Waldo Emerson, le philosophe; Whittier, le poète quaker; le révérend M. Henry Ward Beecher, le grand prédicateur américain; l'honorable M. Georges William Curtis, et M. le colonel Higginson qui est ici avec nous aujourd'hui, ces deux derniers si connus dans le monde littéraire des Etats-Unis.

« La première convention aux Etats-Unis et peut-être dans le monde entier, ayant pour objet la question des droits des femmes, eut lieu à Seneca Falls, au cœur de l'Etat de New-York, le 19 juillet 1848. Cette convention était due à l'initiative de M^{me} Lucretia Mott et de M^{me} Elizabeth Cady Stanton. L'assemblée dura deux jours et fut close le 20 juillet. L'anniversaire vient d'en être célébré, le même jour, au même lieu, cette année; et, coïncidence qu'on peut remarquer! 30 ans après, le même mois et presque le même jour, la même pensée nous réunit ici, des deux hémisphères, dans la capitale intellectuelle de l'Europe et du monde!

« Singulière fortune, à laquelle n'auraient jamais aspiré ces humbles réformateurs réunis dans un obscur village de l'Amérique, et qui prouve que l'idée, dont nous nous faisons l'interprète, a une valeur qui s'impose aux esprits!

« La *Déclaration des sentiments* de cette convention, à laquelle, par une heureuse inspiration, on avait donné la forme de notre Déclaration d'indépendance de 1776, finit par ce paragraphe, qui, avec précision, résume le programme de la lutte jusqu'ici :

« En abordant le grand travail que nous avons à faire, prévoyant que les fausses interprétations, les méchants commentaires, les railleries ne nous manqueront pas, nous userons cependant de tous les moyens en notre pouvoir pour remplir notre objet, nous emploierons les agents, nous ferons circuler les brochures, nous adresserons des pétitions aux législatures des Etats et au Congrès fédéral, et nous essaierons d'obtenir le

« concours de la presse et de la chaire. Nous espérons que cette convention sera suivie d'une série de conventions embrassant tout le pays.
« Comptant fermement sur le triomphe définitif du droit et de la vérité, nous apposons aujourd'hui nos signatures à cette Déclaration. »

« La suite de cette esquisse montrera que ces prévisions et ces espérances s'étaient pleinement réalisées.

« Cette convention donna un corps aux idées encore vagues et flottantes, qui fermentaient dans les esprits avancés, et formula pour la première fois, comme condition pratique et effective, le droit de franchise politique ou de suffrage pour les femmes. Cette importante proposition présentée par M^{me} Elisabeth Cady Stanton, était rédigée ainsi : « C'est le devoir des femmes de ce pays d'obtenir pour elles-mêmes la franchise électorale. »

« Voulez-vous me permettre, messieurs, de faire ici une sorte de parenthèse ? Les partisans des droits des femmes en France ne demandent pas comme chez nous le droit électoral, les droits politiques. Chez nous, dans une démocratie pure où tous les droits sont exercés, dans toute leur plénitude et sans danger de retour offensif du côté de la réaction, la franchise politique est considérée comme l'instrument et la garantie de tous les autres. En est-il de même parmi vous ? Ici, en France, on comprend que vous n'ayez pas la même préoccupation, par cette raison que l'égalité politique aurait des inconvénients dans l'état actuel, avec l'influence si puissante du clergé sur les femmes, et dans la crainte que la pratique ne fournisse des armes à la réaction. Mais au fond, le but est le même ; il n'y a de différence que dans la recherche des moyens, dans le *modus operandi*. Ainsi, chez nous, le programme est politique, et chez vous, au moins provisoirement, il est simplement civil.

« La convention de Seneca Falls, qui fut l'objet de commentaires, de moqueries même, fort loin de l'enceinte étroite où elle eut lieu, fut suivie quelques semaines après par une plus grande réunion dans la ville de Rochester. Ces deux conventions furent comme les avant-coureurs d'une foule d'autres, les unes locales, c'est-à-dire limitées à un Etat, les autres nationales, c'est-à-dire composées de délégués venus de tous les Etats de l'Union. Presque toutes les grandes villes de l'Est et de l'Ouest ont vu de ces conventions ; et le nombre des assistants, comme l'enthousiasme, a été toujours croissant. En outre, des réformateurs isolés ont fait des conférences sur cette question partout dans le pays.

« M^{me} Susan B. Anthony, par exemple, pendant l'hiver qui vient de s'écouler, a donné des conférences sur les droits des femmes dans 148 villes de huit Etats.

« La propagande de la doctrine s'est faite de bonne heure par la presse. On a répandu partout des brochures grandes et petites donnant les comptes-rendus des conventions, les discours et les essais des chefs du mouvement en Amérique et en Angleterre, entre autres, par exemple, le remarquable opuscule de l'illustre John Stuart Mill, intitulé *The Subjection of Woman (De la sujétion de la femme)*, qui a converti, entre autres, le sénateur Sargent, qui, à ce moment même, est le champion de la cause dans la chambre haute à Washington. Il y a plusieurs journaux qui s'occupent exclusivement du mouvement, et ils ont des abonnés dans tous les Etats de l'Union. La presse elle-même, en général, en parle depuis quelques années avec plus de respect.

« Le mouvement se développait et bientôt il s'est placé sur le terrain pratique, et même a frappé à la porte de la puissance publique.

« Il s'est constitué des commissions pour appeler l'attention des législateurs sur la question. Ici c'étaient les femmes, là c'étaient les hommes, ailleurs c'étaient les uns et les autres qui paraissaient, ou devant les législatures des Etats, ou devant les deux chambres du Congrès fédéral à Washington, pour provoquer des mesures favorables à la condition civile et même politique des femmes. L'assemblée de l'Etat de New-York, par exemple, a plus d'une fois écouté avec déférence les arguments d'une femme parlant du fauteuil du speaker, — ce qui paraîtra, sans doute, assez significatif, — et les comités des deux chambres du Congrès fédéral ont plusieurs fois reçu des femmes dans leurs bureaux et ont fait, en séance

publique, des rapports sur les communications qui leur avaient été faites par les femmes.

« Le 11 et le 12 janvier 1878, douze dames ont parlé pour le suffrage de la femme devant le Comité des privilèges et des élections du sénat à Washington.

« Il y a environ une dizaine d'années, une assemblée constituante discutait les réformes à faire dans la constitution de l'Etat de New-York. Les réformateurs de cet Etat, par pétitions et par discours, firent une grande démonstration en faveur de la reconnaissance des droits politiques des femmes, et un de nos écrivains et publicistes des plus distingués, M. Curtis, dont j'ai parlé tout-à-l'heure, fit un grand discours pour y introduire le droit de suffrage pour les femmes. Pendant l'hiver qui vient de s'écouler, pour prendre des exemples plus récents et non moins frappants, le Congrès fédéral et les législatures des Etats de Massachusetts, de Connecticut, de Maine, de New-York et de Californie, ont examiné sérieusement cette question des droits de la femme. Vous remarquerez, messieurs, par ce rapprochement des lieux, que l'idée a traversé tout notre hémisphère.

« Dans trois Etats, depuis dix ans, un amendement à la constitution dans l'intérêt du droit de suffrage des femmes, a passé dans les deux chambres et a reçu l'approbation du gouverneur de chaque Etat. Mais quoique ces amendements aient été rejetés par le peuple de ces Etats, le fait n'en est pas moins important. C'est un succès qui mérite d'être enregistré, que d'avoir reçu l'approbation des deux chambres, de trois Etats et de trois gouverneurs ; et ce qui est également significatif, c'est que, dans le vote populaire, l'amendement a obtenu le tiers des voix dans le Kansas en 1867 ; plusieurs mille, quelques années plus tard, dans l'Etat de Michigan ; et un quart, dans celui de Colorado en 1876. Ce fut, dans ces trois Etats, une véritable lutte électorale sur cette question : les orateurs, la presse, les meetings ont joué leur rôle ordinaire.

« On a même poussé la chose aux dernières limites. Ainsi, pour mettre en demeure l'Etat de se prononcer entre le droit naturel et le droit écrit, des femmes hardies ont essayé de voter dans les comices. On a vu, à ce sujet, des choses fort curieuses : ainsi, tantôt les femmes évincées ont traduit les juges d'élection qui n'avaient pas voulu recevoir leurs suffrages, devant les tribunaux ; tantôt ce sont les juges qui ont traduit les femmes. Enfin, la question a été portée devant la cour suprême des Etats-Unis. Les femmes n'avaient aucune chance de succès, mais elles prenaient possession et agitaient les esprits.

« L'idée religieuse est partout envahissante, soit qu'elle se constitue en parti ou qu'elle agisse isolément. Aussi, le parti libéral sent-il partout le besoin de chercher contre ses empiètements des auxiliaires. Et comme en Amérique, ainsi qu'en France (1), le meilleur soutien du clergé ce sont les femmes, la *Ligue nationale libérale* (National liberal League), qui a pour objet de combattre les prétentions des Eglises, a, dans sa convention de 1877, introduit une résolution favorable au suffrage des femmes, comme moyen d'influence et pour diminuer l'armée de ses adversaires.

« La Ligue contre l'intempérance, qui date de loin chez nous et qui a une très-grande importance, a pensé qu'en se mêlant à une question aussi intéressante, elle pourrait en tirer avantage pour le but qu'elle poursuit. Ses partisans, donc, lors de leur convention en 1876 pour le choix des candidats à la présidence et à la vice-présidence de la République, introduisirent dans leur *platform*, c'est-à-dire leur déclaration de principes, une résolution en faveur du suffrage des femmes, fait considérable et significatif, car c'est la première fois qu'un parti politique a cru utile de compter avec nous.

« En voici un exemple encore plus récent : le 23 avril 1878, les amis de la tempérance, dans leur convention pour l'Etat de New-York, après une discussion qui dura une heure et demie, votèrent à une grande majorité, le vœu qui suit :

« (1) Et la masse chez nous est si ignorante ! Les femmes, en particulier, sont si mal armées pour se défendre contre les assertions et les insinuations de ces hommes soi-disant vénérables qui parlent « au nom de Dieu ! » (M. Sarcey, dans le *XIX^e siècle* du 2 juin 1878.)

« Nous sommes favorables au suffrage de la femme, comme moyen par la loi de se protéger elle-même et de défendre tous ses intérêts contre les conséquences fatales de l'abus des boissons. »

« Cette partie de mon esquisse, si imparfaite qu'elle soit, du développement de l'idée émancipatrice de la femme de notre côté de l'Atlantique, montre au moins un fait qui mérite, ce nous semble, grande attention : l'agitation, commencée dans l'obscurité il y a 30 ans, occupe aujourd'hui l'opinion d'un grand pays, compte parmi ses partisans des noms bien connus dans toutes les conditions, et est étudiée avec soin à la tribune et dans la presse, par les hommes de loi et les hommes d'église.

« John Stuart Mill a dit que toute question passe nécessairement par trois phases : le ridicule, l'examen et l'adoption. Le mouvement des femmes, chez nous, est arrivé à la seconde de ces phases et touche même à la dernière.

II.

« Je voudrais maintenant présenter les résultats pratiques de cette longue et ardente lutte, montrer ce qu'elle a fait pour l'élévation de la condition des femmes aux Etats-Unis.

« Et d'abord nous avons le droit, croyons-nous, de revendiquer comme une conséquence au moins indirecte de l'agitation, le mouvement de progrès qui, depuis dix ou vingt ans, s'est accompli dans l'éducation de la femme chez nous.

« Il y a quelques années, une jeune fille instruite était rare, et, plus que cela, la société la considérait comme une curiosité, un phénomène, une sorte de dérogation aux lois de la nature. (J'en demande pardon pour mon pays). C'était un modèle qu'il fallait bien se garder de suivre. Cette idée n'a pas encore tout-à-fait disparu, particulièrement dans la société frivole, qui s'appelle elle-même, cependant, la bonne société ; mais de jour en jour l'opinion sous ce rapport s'amende, et nous commençons à penser que plus une femme est instruite, plus elle est digne de considération, toutes choses étant égales d'ailleurs.

« Il y a quinze ans, nous n'avions pas d'écoles d'enseignement supérieur pour les jeunes filles. Il y avait des pensions où l'on pouvait recevoir à grands frais une éducation légère et superficielle, où un peu de musique et de mauvais français figuraient en première ligne, et où les langues anciennes et les sciences étaient à peu près inconnues. Et c'est ici surtout que la jeune fille qui y aspirait, passait pour une exception et même une exception inquiétante.

« C'est à ce temps, que M. Vassar, riche brasseur de la ville de Poughkeepsie sur l'Hudson, fonda un grand collège pour l'éducation des jeunes filles, comprenant toutes les parties d'enseignement supérieur, où il y a, par exemple, des chaires de latin, de grec et de sciences, où l'on trouve même un observatoire dont la direction est confiée à un astronome féminin de grand mérite, M^{lle} Maria Mitchell, qui a été reçue membre de l'association américaine pour l'avancement des sciences, sur la proposition du savant illustre, Agassiz, et qui est, si je ne me trompe, la première femme qui y soit entrée. Il s'est établi récemment, dans le Massachusetts, un autre collège du même genre, et nous pourrions citer d'autres exemples.

« Mais ce qui est le signe le plus frappant du progrès dans ce sens, c'est ce qui se passe au sujet du système de la co-éducation, c'est-à-dire du système d'éducation qui admet les jeunes gens des deux sexes sur les mêmes bancs, dans les mêmes classes.

« Depuis bien des années, le collège d'Oberlin, dans l'Etat d'Ohio, se consacre à cette œuvre ; mais ce n'est que depuis une dizaine d'années que les grandes universités ont commencé à ouvrir leurs portes aux jeunes filles. Aujourd'hui, il y a aux Etats-Unis, peut-être une douzaine d'institutions d'enseignement supérieur où la femme entre dans les mêmes conditions que l'homme. Citons seulement la grande université de l'Ouest à Ann Arbor, dans

l'Etat de Michigan, et l'université de Cornell au cœur de New-York, une importante institution scientifique.

« Ces nouveautés, remarquables chez nous, paraîtront peut-être encore plus remarquables chez vous, qui ne voyez les deux sexes réunis que dans les asiles ou dans les écoles enfantines, et qui croiriez tout perdu s'il en était autrement.

« Un autre fait qui procède du progrès de cette éducation générale et de l'importance donnée à la condition des femmes, c'est l'admission des femmes dans les professions libérales. Cela a été comme une révolution.

« Dans la médecine en particulier, la femme, chez nous, a conquis une position importante. Depuis longtemps il y a des écoles de médecine pour les femmes, dont les doyens et une partie du personnel enseignant se composent de femmes, et dont les graduées remplissent toutes les fonctions du médecin dans les grandes villes, même dans beaucoup de petites, et quelquefois sont attachées par une nomination officielle aux hôpitaux des villes, aux bureaux de bienfaisance, aux établissements d'aliénés, etc. Le dernier recensement de New-York constate qu'il y a 221 médecins féminins dans ce seul Etat.

« L'institut américain de l'homéopathie — et l'homéopathie a beaucoup de partisans chez nous — dans sa réunion annuelle de 1869, déclara, à une forte majorité, que les médecins de mérite, homme ou femme, seraient admis dans leur société.

« Mais je dois dire que les écoles exclusivement fréquentées par les femmes élèves sont moins répandues, moins bien installées et moins renommées que celles qui sont réservées aux hommes ; aussi voudrait-on que ces dernières écoles fussent ouvertes aux femmes, à l'exemple de ce qui se pratique à Paris ; car c'est votre célèbre école de médecine qui, sous ce rapport, a pris l'initiative. Permettez-moi d'ajouter, en passant, que madame Putnam-Jacobi est la première femme, au moins la première Américaine, qui soit sortie de l'école de médecine de Paris, et, par son succès qui fit sensation aux Etats-Unis, a beaucoup contribué au mouvement pour faire ouvrir les écoles de médecine à la femme. On a constaté un pareil progrès en Russie, pays plus avancé, à ce qu'il semble, qu'on ne le pense généralement.

« Il est un point cependant où nous aurions à suivre l'exemple de la Russie : l'instruction des femmes, laquelle est organisée par l'Etat dans des instituts, gymnases et progymnases, à la façon de l'enseignement donné aux hommes. Les femmes russes suivent volontiers les cours des universités ; là s'était formée, on se le rappelle, Véra Zasoulitch. C'est un des traits originaux de la société et de l'instruction publique, en Russie, que ces fortes études où les jeunes filles ne réussissent pas moins bien que les garçons. « Nulle part, dit M. Hippéau, excepté aux Etats-Unis, leur enseignement n'a été constitué dans d'aussi vastes proportions. La médecine notamment les attire ; des cours spéciaux ont été créés : ils étaient suivis, en 1875, par plus de 400 élèves. Nombre de femmes russes viennent étudier cette science en Suisse, et à Paris même. » J'emprunte ces renseignements au *Journal des Débats*, du 19 juillet 1878.

« La France aussi commence à faire des progrès dans ce sens ; elle a ses bachelières, et je lisais également, il y a huit jours, dans le même journal, cette note : « Mlle Amélie de Barrau de Muratel, vient d'être reçue, aujourd'hui vendredi, bachelier ès-lettres, à la Sorbonne, avec la mention *bien*, après un très brillant examen. » (*Débats*, 20 juillet 1878).

« Disons en passant, que le nom de la mère de Mlle de Barrau, madame Caroline de Barrau, se trouve parmi ceux des membres de la *Commission d'initiative* de ce Congrès.

« Autre exemple bien récent : Le *Journal de Marseille* raconte que parmi les candidats qui ont reçu le diplôme de bachelier à la Faculté des lettres d'Aix, pendant la session de juillet, figurent deux jeunes filles, Mlle Edwige d'Orzesko, native de Grodon (Russie), et Mlle Delaygue, de Marseille. Il n'y a que deux précédents de bachelières admises par la Faculté d'Aix : Mlle Alexis, fille du conseiller général de ce nom, et Mlle Cornebois, de Constantine.

« Je passe à la théologie. Nous avons des pasteurs féminins qui s'acquittent de tous les services du prédicateur protestant: elles baptisent, elles marient, elles président aux enterrements, elles prêchent, et, soit dit sans malice, ce n'est pas de cette fonction de parole qu'elles s'acquittent le moins bien. Le dernier recensement de New-York donne 20 prédicateurs féminins dans ce seul Etat.

« Parmi nos missionnaires, nos *revivalists*, pour donner une idée du progrès qu'a fait la femme de ce côté, il faut citer madame Van Cott, qui, depuis de longues années, pour prêcher sa doctrine, rassemble de grandes foules sous la tente ou en plein air, comme naguère le philosophe Abélard en réunissait sur votre montagne Sainte-Geneviève.

« On trouve des diacres féminins dans certaines églises, et, il y a quelques années, le diocèse épiscopal de Kansas nomma deux femmes membres du comité chargé d'inspecter le séminaire diocésain.

« Il en est de même pour toutes les professions qui se rapportent à la jurisprudence. Il y a des exemples de notaires publics féminins, et, dans plusieurs Etats de l'Ouest, les lois spéciales les ont admises au barreau. Il y a une dizaine d'années, le premier avocat féminin de l'Etat de Missouri mourut, et l'ordre des avocats de la ville de St-Louis, lui rendit le tribut d'usage.

« Tous les ans, depuis quatre ans, on a introduit dans le Congrès fédéral, à Washington, un bill qui propose d'admettre les femmes à plaider devant la cour suprême de l'Union. Le bill a passé dans la Chambre basse, l'hiver dernier, par un vote de 169 pour et 87 contre; seulement, le sénat a renvoyé le bill au comité judiciaire, après un long débat, pour devenir plus tard l'objet d'un rapport.

« Dans le territoire de Wyoming, un juge de paix féminin a jugé un grand nombre de procès, et ses jugements sont restés entiers. Une personne écrivant de ce territoire, il y a quelques années, disait à propos de la participation des femmes aux fonctions judiciaires:

« Aux dernières assises de la cour de district, dans le comité d'Albany, les deux jurys le grand et le petit, étaient également composés des deux sexes, et le président, M. Howe, saisit l'occasion de complimenter hautement l'intelligence, le discernement, l'honnêteté, et la convenance d'attitude dont les femmes firent preuve, disant qu'elles avaient fait beaucoup pour soutenir la politique, pour justifier l'expérience et réaliser les espérances de ceux qui les avaient investies de ce droit. Le barreau, les juges et les hommes éclairés du pays avaient depuis longtemps senti qu'il y avait quelque chose à faire pour améliorer notre jury, pour l'élever au-dessus des préjugés et des passions, et le pénétrer d'un plus grand sentiment de respect pour la loi, la justice, le serment et la conscience. Le juge alors exprima cette opinion, que l'expérience faite était une excellente raison pour espérer que l'on donnerait un jour à la femme ces réformes, que les efforts de l'homme seul avaient été impuissants à opérer. »

« Les conférences jouent aux Etats-Unis un rôle et ont une importance dont on se fait difficilement une idée, je crois, en Europe; et les femmes n'y ont pas la plus mauvaise place. Vous jugerez de l'influence de leur parole par l'exemple de M^{lle} Anna E. Dickinson. A son début, étant toute jeune fille, au moment de la crise la plus aiguë de notre république, à l'élection de la première présidence de Lincoln, en 1860, lorsque l'existence de l'Union était en jeu, invitée par les chefs du parti républicain dans l'Etat de Connecticut, à prêter à leur cause l'appui de sa parole, elle est entrée dans la lutte, a parlé dans les grands meetings, et son éloquence, comme l'ont reconnu les chefs du parti, a décidé l'Etat, qui était douteux, à se prononcer pour l'Union. Ce glorieux début a fait de M^{lle} Dickinson — qui admet la légitimité de notre cause — la première de nos conférencières.

« Entre autres exemples, et je pourrais en citer un grand nombre, je demande la permission de vous nommer une dame également éloquente, qui est membre de ce Congrès, et qui

est tout-à-fait dévouée à la cause des droits des femmes, madame Mary A. Livermore, de Boston.

« Ai-je besoin, messieurs, de vous dire que cette fonction, celle de conférencière, a beaucoup reçu de notre agitation et lui a beaucoup donné? Une femme qui parle avec talent et avec bon sens, est un argument vivant en faveur des droits des femmes, et elle est la bienvenue quand elle consacre une parole éloquente à la revendication de ses droits.

« La femme est entrée aussi dans le grand travail de la presse quotidienne qui, chez nous, est devenu une véritable profession. Et elle y trouve autant d'honneur que de profit. Tous les grands journaux de la ville de New-York, par exemple, comptent des femmes parmi leurs rédacteurs, soit pour les articles de fond, soit pour les correspondances, ou comme reporters.

« La société des journalistes de New-York (Bess club) a admis, l'année dernière, une femme parmi ses membres. Cette dame, mistress Ballard, assiste aux séances de ce Congrès comme correspondante d'un journal américain.

« Je passe sous silence la collaboration des femmes aux revues, où elles sont presque en aussi grand nombre que les hommes.

« Dans l'avant-propos de la table analytique de la grande revue américaine, *Harper's Magazine*, on trouve ce qui suit: « Le grand nombre d'écrivains féminins est remarquable; et parmi ceux auxquels on a accordé des récompenses exceptionnelles, à cause du mérite supérieur de leurs articles, il y a plus de femmes que d'hommes. »

« Si je tourne de l'ordre social à l'ordre civil, je trouve que les Etats où l'agitation réformatrice a eu lieu, ont une supériorité sur ceux où elle ne s'est pas produite. On se fait facilement une idée de la différence, en comparant, par exemple, les lois de New-York, où la législature a fréquemment reçu les pétitions et entendu des arguments des femmes, comme nous l'avons vu tout à l'heure, et celles de New-Jersey, qui est pourtant voisin, mais qui ne s'est pas encore ouvert au mouvement.

« Nous abordons la vie publique, l'administration et la politique.

« Dans plusieurs villes, les femmes sont chargées de grands bureaux de poste; il y a des exemples de femmes employées dans l'administration des législatures et des deniers publics. Une femme qui a fait de la question pénitentiaire l'étude de sa vie, fut nommée, il y a quelques années, par le gouverneur de l'Etat de New-York, comme membre d'une commission pénitentiaire composée d'hommes, et sa nomination fut ratifiée par la législature.

« Il paraît que toutes les innovations dont j'ai parlé jusqu'ici, ont également pénétré en Suède. Voici, en effet ce que je lis dans un journal parisien:

« Comme aux Etats-Unis, les femmes jouent (en Suède) un rôle important dans l'instruction primaire; les écoles de l'Etat n'en emploient pas moins de 4,800. Elles soutiennent aussi parfaitement la concurrence masculine dans une foule de branches de travail qui sont ailleurs le monopole exclusif des hommes. On en cite qui sont directrices de banques privées, et, dans une ville de province, c'est une dame qui remplit les fonctions de caissier municipal. Mieux encore. En dépit d'une théorie — bien masculine celle-là — qui refuse absolument aux femmes le génie de l'invention, la Suède possède des inventeurs du sexe féminin auxquels on doit une ingénieuse machine à fabriquer les filets, dont la Norvège a acheté le brevet, des perfectionnements de la machine à coudre, etc., etc.

« Ajoutons que des lois récentes ont relevé les femmes de la plupart des incapacités qui pesaient sur elles: non seulement la femme mariée peut administrer les biens qui lui sont reconnus par son contrat de mariage, mais encore elle est maîtresse de disposer du fruit de son travail. Presque toutes les carrières sont légalement ouvertes aux femmes suédoises. Une ordonnance de 1861 leur permet même de postuler les emplois d'organiste et d'exercer les professions de dentiste et de barbier-chirurgien » (G. de Molinari, *Journal des Débats*, du 31 juillet 1878.)

« Cela ne vous paraîtra pas extraordinaire; mais ce qui est plus singulier, c'est que les

femmes votent quelquefois dans les questions qui intéressent les écoles, dans les affaires de contributions communales, et, dans quelques Etats, ont des missions scolaires de surveillance et de contrôle. Et, ce qui est plus singulier encore, si vous voulez, c'est que les femmes jouissent pleinement des droits politiques dans les territoires de Wyoming et de l'Utah, le pays du Mormonisme. C'est d'elles que dépend le maintien ou la ruine de cette institution, et c'est justement pour cela que les hommes leur ont accordé le suffrage. L'immigration, provoquée par la richesse du pays, menaçait de changer l'état social; il fallait une barrière, qui a été le suffrage des femmes.

« Les résultats des élections de 1876 dans l'Utah montrent la puissance accablante des Mormons sous le régime actuel. Vote total : 25,373, dont 21,531 sont pour le délégué mormon au Congrès fédéral, et 3,842 seulement pour le délégué anti-mormon. Dans la Chambre territoriale, tous sont des Mormons, sauf un membre.

« Le Congrès fédéral, depuis si longtemps préoccupé du mormonisme, s'est donc trouvé indirectement saisi de la question du suffrage des femmes, qui s'impose chaque année, comme celle du mormonisme lui-même, à ses délibérations, et plusieurs fois on a proposé par un bill d'abolir le suffrage des femmes chez les Mormons, comme moyen indirect de détruire le mormonisme. Mais nous devons dire que la question, de part et d'autre, n'est traitée que comme un moyen, et que celle de principe est réservée tout entière. L'Utah maintient le suffrage aux femmes pour maintenir le mormonisme, le Congrès voudrait l'abolir pour détruire le mormonisme. Voilà tout.

« Dans le territoire de Wyoming, au contraire, où le mormonisme n'existe pas, le suffrage des femmes est tout-à-fait une question de principe, et comme les femmes y votent depuis à peu près dix ans, c'est une preuve incontestable du droit du principe. Voilà donc, dans ce petit territoire du *Far-West*, le premier exemple de la vraie République que le monde ait jamais vu.

III.

« Un mot maintenant sur l'organisation du mouvement, qui, si elle laisse à désirer, n'est pas cependant sans quelque valeur. Il y a deux associations nationales, l'une ayant son centre d'action à Boston, et dont les chefs, les membres les plus puissants, sont dans cette enceinte; l'autre qui s'installe à New-York. (C'est celle-ci que j'ai l'honneur de représenter.) En outre, il y a des associations dans divers Etats et des associations locales, plus ou moins affiliées à l'une ou à l'autre des deux grandes. Chacune de celles-ci a un journal hebdomadaire, rédigé par des femmes. Les programmes de ces deux associations ne sont pas tout-à-fait les mêmes. Les réformateurs de Boston s'occupent principalement de la question auprès des législateurs des Etats, et particulièrement auprès de ceux de Massachusetts, pendant que ceux de New-York donnent leur attention au Congrès fédéral, à Washington. Ceux-ci tiennent à la doctrine que le Congrès peut forcer les Etats à donner le suffrage aux femmes, doctrine qui, quoique soutenue par des jurisconsultes de talent, est, je le crains, trop en opposition avec notre vieux principe des droits particuliers des Etats, pour avoir chance de réussir. Quoi qu'il en soit de cette différence, ces deux organisations emploient tous les moyens dont nous avons parlé dans la première partie de cette esquisse, pour faire prévaloir leurs idées, à savoir, les conventions, les commissions, les pétitions, les brochures, etc.

« Il ne paraît pas difficile de prévoir le résultat, aux Etats-Unis, de ce grand mouvement. Son succès définitif est assuré; c'est seulement une question de temps. Quand on mesure le progrès accompli, il est permis de concevoir les meilleures espérances. Lorsqu'on se rappelle que la femme est entrée dans la médecine, le droit et la théologie, les trois grandes professions libérales, comme nous disons; que les facilités d'éducation deviennent plus grandes pour elle de jour en jour; que sa condition civile s'améliore sans cesse; que la question de son admission au suffrage politique provoque, de temps en temps, l'attention

et le vote des Etats; qu'elle vote même dans deux territoires; que le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire, même le plus élevé, en délibèrent; que le nombre des femmes elles-mêmes, qui réclament leurs droits, croît toujours; que, enfin, l'opinion publique, qui est le grand pouvoir de notre démocratie, se montre chaque année plus favorable à l'émancipation de la femme. Eh bien! en présence d'un tel état de choses, les amis de notre cause ont raison de prendre courage, et de bien présumer de l'avenir. Ne peut-on pas espérer la même chose pour la France? Vos philosophes du XVIII^e siècle ont préconisé les droits de l'homme, que l'Amérique appliqua en 1776, et que, quelques années après, vous avez adoptés et proclamés par votre Révolution de 89; de même aujourd'hui, les droits de la femme que vous défendez en France théoriquement, nous commençons déjà à les faire passer dans les faits. Ce que la France fit au siècle dernier pour les droits de l'homme, pourquoi ne le ferait-elle pas dans le XIX^e pour les droits de la femme? »

De chaleureux applaudissements couvrent ces dernières paroles. »

M. Théodore Stanton regagne sa place au milieu des remerciements et des félicitations de l'Assemblée.

La parole est ensuite donnée à M^{me} Léonie Rouzade, qui s'exprime ainsi:

Discours de M^{me} Rouzade.

« De quelque manière qu'on regarde l'histoire, on voit que toujours et de tous temps l'homme s'est adjugé la part du lion, car en aucun pays, même ceux gouvernés par une femme, les droits de l'homme n'ont été les droits de la femme. Aucune nation n'a vu ses rouages gouvernementaux composés moitié masculin, moitié féminin; aucune juridiction n'a pris ses magistrats dans les deux sexes, aucune académie scientifique n'a ouvert ses rangs à la science, si la science portait jupon; enfin, quelque influence que les femmes aient eue, elles ont eu cette influence par voie d'insinuation, jamais par droit légal reconnu.

« De ce que ce refus d'égalité s'est perpétué jusqu'à nos jours, l'esprit en a conclu que la domination masculine était une loi naturelle, que la femme était née pour être subordonnée; cette subordination a été décrétée dans le code, puis, en compensation, l'homme a dit à la femme: « N'étant rien, vous serez bien plus reine; » absolument comme le riche dit au pauvre: « N'ayant ni son ni maille, vous aurez bien moins d'ennuis. »

« Bref, en résumé, l'homme dit à la femme: « Obéissez pour gouverner », ce qui est un non sens; car, si l'homme reconnaît que la femme gouverne, il est absolument puéril de s'acharner à ce qu'elle n'ait pas de droits; et si, au contraire, l'homme prétend que la femme est incapable, il doit lui dire tout net: « Obéissez. »

« Là-dessus, on répond que la femme n'est pas précisément incapable, mais qu'elle a l'esprit léger, superficiel, etc., etc., et la preuve ajoute-t-on, c'est qu'aucune loi n'a jamais empêché les femmes de raisonner ni de s'instruire, et que, cependant, elles ne sont devenues ni des savantes, ni des esprits sérieux. Donc, conclusion: les femmes sont inférieures à l'homme.

« Voyons un peu.

« Avant la grande éclosion qui fit surgir le droit en 89, il y avait entre les hommes seulement, c'est-à-dire, entre les individus de ce même sexe, plus de différence, à coup sûr, qu'il n'en existait jamais entre les hommes et les femmes; d'un côté les seigneurs, de l'autre les esclaves; tous étaient hommes cependant! En regardant les esclaves, avez-vous dit que l'homme était incapable? — Non, vous avez dit qu'il était victime, et vous auriez rougi de le mépriser,

« Y avait-il donc des lois qui défendaient à ces esclaves de raisonner dans leur for intérieur, de fouiller au fond de leur conscience le problème de la royauté et les dogmes du clergé? — Non, chacun en face de soi-même pouvait faire table rase de tous ces despotis-

mes, se soumettre en apparence pour ne pas être martyrisé, mais être prêt pour la Liberté! Les hommes ont-ils fait cela, étaient-ils prêts pour l'indépendance? — Non, la preuve, c'est que le droit égal n'est pas encore conquis parmi eux.

« Notre servage n'est donc pas plus une preuve d'infériorité de notre sexe, que le servage de l'homme n'a été la preuve de l'infériorité du sexe masculin, et notre soumission volontaire, notre opposition même à notre propre affranchissement, se retrouve absolument pareille chez l'homme, car, puisque les femmes n'ont aucun pouvoir politique, ce sont forcément les hommes qui s'opposent à ce que les hommes possèdent l'égalité Liberté; je dis, l'égalité Liberté, parce que la Liberté existe..... du côté de ceux qui la refusent aux autres.

« Maintenant, quelle peut être la cause qui fait que parmi les humains, les uns, même les opprimés, sont pour le despotisme, les autres pour l'indépendance? — Ce qui fait cela, c'est l'ignorance, l'ignorance que chacun apporte avec soi en même temps que la jeunesse, et que nulle loi ne défend de combler de lumières ou de préjugés; or, comme l'erreur court les rues et que la vérité est fort rare, c'est l'erreur que chacun rencontre à chaque pas, et ne voyant qu'elle, le grand nombre prend facilement l'erreur pour la vérité. De là, la conviction, et par suite, la durée des fausses idées.

« Ainsi, notre développement féminin suit exactement les mêmes phases que le développement masculin, car ce n'est point spécialement sur nous que l'oppression pèse; non, nous sommes englobées dans le despotisme général où l'homme s'entrave lui-même si durement; donc, l'homme ne peut alléguer ce despotisme primordial comme une preuve de supériorité quelconque, puisque, dominateur aveugle, l'homme a tellement courbé l'homme, la femme, la race entière, que, non moins que nous, l'homme contre l'homme est obligé de lutter! Arrière donc, que la force soit une gloire, elle est un apanage pour l'homme, comme pour nous la fécondité!

« On nous dit faibles de caractère. Hélas! si les préjugés nous tiennent en laisse, ils détiennent non moins le sexe masculin; réfléchissez à ce qu'il a fallu de temps pour qu'un honnête homme pût refuser sans honte le cartel d'un bretteur, et dites-vous qu'il faut non moins de courage à une femme, pour affronter les quolibets de toute la société. Or, y a-t-il assez de sarcasmes pour bafouer la femme qui demande ses droits: « héroïne grotesque, amazone à poigne, bas bleu! » Et l'on pouffe!... Jadis aussi les suzerains ricanaient quand les vassaux parlaient de Liberté!

« Les plus indulgents nous objectent notre cœur maternel, notre enthousiasme, comme un obstacle à nos capacités. En vérité, Rousseau, Diderot, Danton, Camille Desmoulins, Mirabeau étaient, il paraît, des natures de glace, et Voltaire ne savait ce qu'il disait, quand il affirmait que, pour exceller en quelque chose, il faut avoir le diable au corps.

« Cependant, oseriez-vous dire que ceux qui ont donné leur vie pour fonder l'indépendance des autres hommes, oseriez-vous dire que ceux-là n'avaient pas l'amour paternel du genre humain? Arrière donc, que la chaleur de cœur soit une faiblesse; rien ne croît dans la glace et c'est le feu des idées qui fait les héros et les génies de l'Humanité!

« Après l'objection de l'enthousiasme, vient l'objection que, donner à la femme les mêmes droits qu'à l'homme, c'est enlever la femme au foyer. Voyons d'abord ce que c'est que le foyer. — « A tout seigneur, tout honneur ». Commençons par la famille du seigneur. Dans cette famille-là, madame intrigue, madame fait monter monsieur de poste en poste, et, pour ce résultat, madame passe sa vie à donner et recevoir des visites; si madame n'intrigue pas, madame sort tout de même; le profit seul est différent. Or, si la vie récluse de madame constitue le foyer, on doit convenir que dans le monde, le foyer n'est pas une permanence, mais bien une translation.

« Il y a ensuite le ménage bourgeois; là, madame est un associé; elle dirige soit le comptoir, soit le bureau, soit la tenue de livres; elle veille aux échéances; bref, madame est un homme d'affaires, qui mène de front et les spéculations et le foyer.

« Reste le ménage prolétaire. Dans celui-là, l'ouvrier et l'ouvrière partent du matin au soir à l'atelier; si, par exception, l'ouvrière reste au logis, comme c'est pour y confectionner

de la fabrication, en restant chez elle, l'ouvrière reste bien au foyer mais elle ne vit pas du tout de l'existence du foyer.

« Donc, puisque chacune de nous court pour sa fortune ou son salaire, notre affranchissement ne nous enlèverait pas à la famille, et notre admission aux emplois et aux fonctions libérales ne nous enlèverait pas plus au foyer, que notre admission au magasin ou à l'atelier.

« Comme motif d'écarter madame, monsieur dit que madame est la cause de toutes les erreurs, principalement de la puissance de l'Eglise, et monsieur ne réfléchit pas qu'il vote le budget des cultes et que c'est dans son sexe que se recrute le clergé; monsieur rit de madame qui croit aux mystères, et monsieur se fait prêtre pour les enseigner; monsieur affirme que *mesdames* ne pourront jamais s'entendre, et *messieurs* sont ennemis jusqu'à se mitrailler!

« Monsieur nous observe, mais monsieur néglige de se regarder.

« Quand nous insistons pour obtenir l'égalité de pouvoirs, on nous répond que la science définira plus tard si, oui ou non, nous devons avoir les droits de l'homme; nous répondons qu'il n'est besoin que d'un peu de bon sens. Réfléchissez: puisqu'il faut à la femme tout ce qu'il faut à l'homme pour vivre, et puisque la femme est la Maternité, c'est-à-dire puisque son être s'augmente des enfants qu'elle doit élever, il suit que comme l'homme n'en peut alléguer davantage, les mêmes pouvoirs doivent être accordés aux deux sexes.

« Pour détruire le droit de la femme à la législation, il faudrait détruire la femme elle-même; car si le code lui rogne ses droits de possession qui sont ses moyens d'existence, forcément, quand ce ne serait que par instinct brut, la femme tentera toujours de le réformer.

« On nous lance de haut: « Vous ne faites pas la guerre! » Non, mais on la fait à nous, par le salaire insuffisant, à ce point qu'il est homicide, par l'exclusion, le plus qu'il se peut des emplois, et par notre interdiction dès que nous sommes mariées; enfin, nous sommes tellement deshéritées que, si porter les armes devait nous conquérir l'égalité des moyens de vivre, pour ma part, je suis prête à devenir guerrier.

« Avant de conclure, je dirai: quand nos adversaires veulent nous réfuter, généralement ils ne s'occupent pas de prouver, mais il s'appuient sur des textes; nous leurs ferons observer que si les textes suffisaient à justifier quelque chose, Tartufe aurait raison puisqu'Escobar l'approuve; or ce dogme serait un peu trop fantaisiste. Un texte n'est qu'une opinion personnelle. Donc, citer un auteur, c'est simplement prouver qu'on est deux à penser de la même manière, à moins que le texte ne rallie la pluralité des approbations.

« Maintenant, je conclus: les réformes pour lesquelles, nous, femmes, nous nous levons, ces réformes ne sont pas circonscrites à notre sexe, car, quelques merveilles que l'homme ait faites, il n'a pas enfanté la loi qui permet à la vie d'exister!

« Je précise: quand la créature vient au monde, elle y vient nue, et n'apporte avec soi que la loi de consommation; or, à cet être qui n'apporte rien, la société ordonne de tout payer pour subsister; donc, si la famille est pauvre, elle devient misérable, puisque, ce qui ne suffisait pas pour deux, il lui faudra entre 3, 4, ou 5 le partager. De plus, l'obole même que cette famille gagne à force de labeur, cette obole même peut manquer, car le travail n'est possible que si l'on possède la matière première; or, comme la société a mis le séquestre sur les matériaux de la nature, il suit que la créature, si forte, si intelligente, si courageuse qu'elle puisse être, cette créature devra mourir ou végéter dans l'inaction et la pauvreté, au milieu de tout ce qu'il lui faut pour produire la richesse, parce que la société lui demande des capitaux en échange de la matière première. Or, comme la créature n'en a pas, parce que la nature ne donne à personne nul capital pour rien acheter, le pauvre n'a pas le droit de travailler!

« Donc, asservissement et misère, voilà ce qu'a fait la société! — Qui a légiféré jusqu'ici? — Les hommes! En nous levant, nous femmes, à l'époque présente, nous nous

serons donc levées pour nous associer, à la fondation de l'œuvre suprême : l'organisation qui permettra à la vie d'exister !

• Ayant fait cela, nous aurons racheté tout le passé.

« Maintenant, un dernier mot. En parlant des hommes, j'ai parlé de la généralité et non des exceptions chaque jour plus nombreuses qui, noblement et supérieurement, ne reconnaissent que le droit humain et ne s'inquiètent pas du sexe sous lequel la créature est dénommée ; pour ceux-là, toute ma conscience est pour les honorer. »

Ce discours, fréquemment interrompu par de bruyants bravos, est couvert, à la fin, d'une salve prolongée d'applaudissements.

La séance est levée.

3^e Séance. — 31 Juillet.

SECTION PÉDAGOGIQUE

Présidence de M. Auguste DESMOULINS

SOMMAIRE. — Lecture du procès-verbal. — Incident. — Discours de M. Tony Révillon : Vœu relatif à l'allaitement des enfants par les mères ; discussion et vote approuvé. — Discours de Mme Van Calcar : Vœu demandant l'application de la méthode Fröbel aux écoles de la première enfance ; adoption. — Discours de Miss Hotchkiss : Vœu proposant les écoles mixtes ; adoption. — Discours de Mlle Eugénie Pierre : Vœu relatif à la laïcité, à la gratuité et à l'obligation de l'instruction ; adoption de ce vœu.

La séance est ouverte à deux heures et demie sous la présidence de M. Auguste Desmoulin, vice-président.

Mlle Eugénie Pierre donne lecture du procès-verbal de la précédente séance.

Un membre du Congrès demande la parole contre le procès-verbal, attendu, prétend-il, qu'il n'a été développé, au cours de la séance consacrée à la Section Historique, que des assertions fausses et ridicules.

M. le président fait observer qu'il ne s'agit pas de savoir si les orateurs qui se sont fait entendre ont émis des idées fausses ou des idées justes, mais si le procès-verbal dont il vient d'être donné lecture reproduit exactement la physionomie de la séance.

L'interrupteur répond qu'il ne conteste pas l'exactitude du procès-verbal, mais qu'il ne peut tolérer que, dans une pareille enceinte, on falsifie l'histoire et qu'on vienne faire de la femme, dans le passé, un panégyrique absurde et immérité.

M. le président veut arrêter l'orateur dans le développement de sa pensée, qui n'a aucun rapport avec le procès-verbal ; mais celui-ci persiste, il s'agite, il proteste avec emportement contre les discours prononcés dans la précédente séance, et au milieu du tumulte provoqué par son attitude et ses cris, il finit par avancer que les femmes n'ont été, dans le passé, que des instruments de débauche.

D'énergiques protestations s'élèvent de toutes les parties de la salle contre cette injure gratuitement prodiguée à tout un sexe. Vainement M. le président s'efforce de maintenir l'ordre. L'orateur, sommé de retirer ses paroles, jette sa carte sur le bureau et quitte la salle au milieu des huées et des applaudissements ironiques de toute l'assistance.

Le calme renaît immédiatement, et le procès verbal est adopté.

M. Léon Richer rappelle que les travaux du Congrès devant être ultérieurement publiés, il est indispensable que les orateurs laissent, entre les mains des membres du bureau, le texte écrit de leurs discours ; il engage en outre les membres de l'assemblée à vouloir bien

participer, autant qu'ils le pourront à la souscription ouverte pour faire face aux frais nécessités par la tenue du Congrès.

Pour répondre à diverses réclamations qui lui ont été adressées en sa qualité de Commissaire général, il ajoute que les cartes de membre du Congrès donnent seules accès dans la partie réservée de la salle; cela doit être, afin que les votes sur les questions dont sera saisi le Congrès, puissent être facilement contrôlés. L'admission du public dans l'enceinte réservée rendrait impossible la constatation exacte des voix émises par ceux auxquels il appartient d'exprimer leur opinion. Cette précaution était indispensable; les personnes qui assistent aux séances avec des cartes d'invitation voudront bien le comprendre. C'est une simple mesure d'ordre et de bonne organisation.

L'ordre du jour appelle la discussion sur les propositions de la Section Pédagogique.

M. Tony Révillon, premier orateur inscrit, a la parole.

Discours de M. Tony Révillon.

« Mesdames, Messieurs,

- « Paris envoie dix-huit mille nourrissons, par an, dans les départements.
- « Direction municipale..... 1974.
- « Bureaux particuliers..... 9042.
- « Assistance publique..... 3942.
- « Familles directement..... 3000.
- « Sur ces dix-huit mille enfants, sept mille deux cents meurent.
- « Quarante pour cent.

« Le tableau auquel j'emprunte ces chiffres ne dit pas combien d'enfants, parmi ceux qui survivent, deviennent des femmes robustes, des hommes forts, des citoyens capables de porter les armes.

« J'insiste sur ce dernier point :

« A Rome, sous l'empire, l'avortement, l'abandon des enfants sur la voie publique ou dans les lieux déserts, devinrent un usage pour les pauvres, une mode pour les riches. L'allaitement maternel fut tout-à-fait abandonné.

« Chez les Germains et les peuples du Nord, au contraire, les nourrices étaient inconnues.

« Les bonnes mœurs chez les barbares, disait Tacite à ce propos, ont plus d'empire que les bonnes lois chez nous. »

« Aussi les barbares, allaités par leurs mères, envahirent l'empire et ils eurent raison des descendants des anciens romains, allaités par des nourrices, dégénérés et affaiblis.

« En France, au moyen-âge, les mères allaitaient leurs enfants.

« Le fléau des nourrices date du XVI^e siècle.

« Erasme lui consacre un de ses *colloques*. Les interlocuteurs sont un philosophe et une nouvelle accouchée.

« Le philosophe s'adresse à cette dernière :

« — Où donc est votre enfant ?

« — Il est chez sa nourrice.

« — Comment chez sa nourrice ! A-t-il donc une autre nourrice que sa mère ?

« — Pourquoi pas ? j'ai fait comme tout le monde.

« — Tout le monde ! voilà, ma foi, une belle autorité pour décider ce qui est bien ou mal fait !

« — D'ailleurs mes amis l'ont voulu ainsi; ils ont pensé que j'étais trop jeune, qu'il fallait me ménager.

« — Mais pourtant si la nature vous a donné la force d'être mère, elle a dû également vous donner la force de nourrir votre enfant; et puis, dites-moi, ne sentez-vous pas toute la douceur de ce nom de mère ?

« — Mais si !

« — Voudriez-vous qu'une autre femme, si c'était possible, fût la mère de votre enfant ?

« — Pas le moins du monde !

« — Eh bien, alors, pourquoi, de votre plein gré, transférez-vous à une autre femme une part, et la meilleure, de votre titre de mère ?

« — Grand Dieu ! partager mon enfant ! je suis sa mère, sa seule mère.

« — Pas du tout ! la nature tout entière vous dément ! De tous les animaux, en est-il un qui ne nourrisse ses petits ? Les oiseaux de nuit, les vipères, élèvent soigneusement leur progéniture; et l'on ne voit que chez nous les mères abandonner leurs enfants. Voilà un pauvre petit être tout endolori, qui n'a, pour ainsi dire, d'autre souffle que le souffle de celle qui l'a mis au jour; il appelle sa mère, il l'appelle de cette voix qui remue dans leurs entrailles même les bêtes féroces, et c'est vous, vous sa mère, qui le livrez à une femme dont vous ne connaissez ni la santé, ni le caractère, ni les mœurs, à une femme pour qui la moindre somme d'argent aura plus de prix que votre enfant !...

« — Vous vous trompez; cette femme a été choisie avec soin; elle jouit d'une excellente santé.

« — Soit, je l'admets; je vous demanderai néanmoins si vous croyez indifférent que votre enfant suce le lait d'une mère, un lait qui lui est en quelque sorte familier, ou qu'il reçoive sa nourriture d'une étrangère ? La vigne transplantée change de nature; la jeune plante arrachée du sol où elle a pris racine se flétrit et semble vouloir mourir; c'est même pour cela qu'on la transporte entourée, autant que possible, de sa terre natale.

« — Eh ! quoi ! ne dit-on pas qu'en transplantant les arbres et en les greffant, on obtient des fruits meilleurs ?

« — Sans doute, mais ce n'est pas immédiatement, après leur naissance, qu'on les traite ainsi. Il viendra un temps où vous devrez éloigner votre fils de la maison maternelle, pour achever son éducation; mais ce qu'il lui faut maintenant, c'est d'être réchauffé sous l'aile de sa mère. »

« Le mal combattu par Erasme n'a fait que grandir.

« Au XVII^e siècle, presque toutes les grandes dames avaient cessé de remplir les devoirs de la maternité.

« Les femmes aiment ici les petits chiens avec une passion extrême, dit un voyageur étranger. Plus ils sont difformes, plus ils sont honorés de baisers. Les femmes nobles traînent par derrière une longue queue d'or ou de soie, avec laquelle elle balaient les églises et les jardins. Les plus belles commandent en reines, à leurs maris comme à des sujets, à leurs amants comme à des esclaves; elles ne savent ce que c'est que de donner le sein à leurs enfants. »

« Au XVIII^e siècle, Rousseau, et ce sera son éternel honneur, fit un appel suprême au sentiment maternel. Plus de la moitié des enfants mouraient faute de soins.

« Et Diderot :

« — N'est-il pas humiliant de voir que la misère seule peut forcer les mères à nourrir leurs enfants ? »

« La Convention fit passer cette doctrine en décret le 5 février 1794, déclarant :

« Qu'il importe à la régénération des mœurs et à l'intérêt public d'encourager les mères à remplir les devoirs sacrés d'allaiter et de soigner leurs enfants. »

« L'Etat, dans les idées de la Convention, devait venir en aide aux parents pauvres et

prendre leurs enfants sous sa protection. Les droits de l'enfant précédaient les droits de l'homme.

« Aujourd'hui, les femmes de la campagne allaitent. Celles de la ville, en grande partie, envoient leurs enfants à 10, 15, 20 ou 25 lieues d'elles. Elles vont les voir de temps en temps, ou de loin en loin. C'est de la mère à gages que dépendent la santé, la beauté, l'avenir du nourrisson.

« Les causes du mal ?

« Chez les mères riches : la coquetterie, le soin de la santé et de la beauté.

« Chez les mères pauvres : le travail forcé auquel elles se livrent, le logis qu'elles occupent, les conditions difficiles de la vie.

« Aux mères riches, les médecins répondent que l'allaitement maternel est aussi utile à la mère qu'à l'enfant, c'est une condition de régularité pour les phénomènes de l'état puerpéral, par conséquent de santé et de beauté. En citant Erasme, j'ai répondu pour les moralistes et les penseurs.

« Quant aux mères pauvres, deux systèmes sont en présence :

« L'un qui consisterait à créer des asiles où, pendant quinze mois, toute mère pourrait venir prendre un repas approprié à son état de nourrice.

« L'autre qui remplacerait cette hospitalité par une subvention payée à toute mère qui en ferait la demande, subvention qui équivaldrait, suivant les lieux, au salaire d'une nourrice.

« Cette dépense serait à la charge de la commune, image de la famille, où les parents riches doivent venir en aide aux parents pauvres ; et si la commune ne possédait pas les ressources suffisantes, le département à son tour compléterait ses ressources.

« Les filles-mères, comme les épouses, bénéficieraient de cette libéralité. En remplissant leur devoir maternel, elles se relèveraient de leur faute. Mais, du reste, il y a un intérêt supérieur à toutes les considérations : c'est l'intérêt de l'enfant.

« Le Congrès des droits de la femme tiendra à honneur d'affirmer le premier devoir de la femme, qui est d'allaiter son enfant.

« Votre deuxième Section pourrait, selon moi, proposer l'adoption d'un double vœu dans cet esprit :

« L'allaitement de l'enfant, devoir de la mère.

« L'aide à la mère pauvre, devoir de la commune à laquelle elle appartient. (*Applaudissements prolongés*).

La discussion est ouverte sur les conclusions de ce discours.

Une dame anglaise informe le Congrès, qu'il existe une recette nouvel'e qui assimile, comme résultat sur l'organisme de l'enfant, le lait de vache au lait de la femme. Elle ajoute que la vulgarisation de cette recette serait un véritable bienfait et pour le nourrisson et pour l'enfant de la nourrice, qui perdent tous deux à l'usage actuellement établi.

M. le président dit que la Section a examiné et discuté les propositions de M. Tony Révilon, qu'elle les approuve et qu'elle en a fait l'objet d'un vœu qui doit être soumis à la sanction du Congrès.

Voici le texte de ce vœu, dont lecture est donnée par M. le président :

« Considérant que le Congrès international du droit des femmes ne saurait méconnaître le droit des enfants ;

« Que l'allaitement des nouveau-nés par des nourrices est préjudiciable tout à la fois à la mère elle-même et à l'enfant.

« Que cette pratique ajoute, pour celui-ci, des dangers nouveaux aux dangers déjà si grands qui entourent la première enfance, puisque les statistiques prouvent que le chiffre de la mortalité est bien plus élevé pour les enfants confiés à des nourrices, que pour ceux qui sont allaités par leurs mères ; que d'ailleurs le partage du lait de la nourrice entre son enfant et le nourrisson est nuisible à tous les deux.

« Le congrès émet le double vœu :

« 1° Que toutes les mères en état d'allaiter nourrissent elles-mêmes leurs enfants.

« 2° Qu'en attendant une législation qui protège plus efficacement la femme et l'enfant, toutes les mères pauvres, qui en feront la demande reçoivent l'aide de la municipalité durant les dix-huit premiers mois de l'allaitement. »

Les considérants et le premier paragraphe du vœu sont adoptés sans observation.

M. Léon Richer demande la parole sur le second paragraphe. Il dit que les législateurs et, après eux, les membres des administrations publiques, sont assez disposés, en général, à exclure de tous les bienfaits les mères dites mères naturelles, comme si les enfants nés contrairement aux règles prescrites par la loi, n'avaient pas autant, quelquefois plus besoin de protection que les enfants nés en conformité de la loi, c'est-à-dire issus des unions légitimes ; qu'il ne peut entrer dans la pensée du Congrès d'établir de pareilles distinctions ; qu'il faut éviter les malentendus, et que, dès lors, il serait utile, par une rédaction nouvelle, de bien préciser ce que l'on veut.

Un membre répond que le mot « toutes », appliqué aux mères pour lesquelles on demande l'aide des municipalités, suffit à faire comprendre que le Congrès n'entend exclure aucune mère besoigneuse du bénéfice de la législation réclamée, et que cette législation s'appliquera nécessairement aux mères naturelles comme aux mères légitimes.

M. Léon Richer insiste ; il dit qu'on ne doit laisser place à aucune équivoque, à aucune interprétation étroite, et il propose d'ajouter les mots : « mariées ou non mariées. »

Cet amendement est adopté.

Le vœu, mis aux voix dans son ensemble, est également adopté.

La parole est ensuite donnée à M^{me} Van Calcar (Hollandaise), qui lit le discours suivant, sur l'*Education harmonique de la femme*.

Discours de M^{me} Elisa Van Calcar

« Messieurs, Mesdames,

« Si je comprends bien la signification du programme de ce Congrès, la 2^e Section se propose d'examiner les divers systèmes d'éducation employés, soit dans les familles, soit dans les institutions de tout ordre, à l'égard des jeunes filles. Je ne pense pas sortir du champ de travail réservé à cette Section, en laissant de côté ce qui touche spécialement aux études dans toutes les branches, pour fixer votre attention sur des considérations d'éducation qui, selon moi, sont d'une importance capitale et ont été parfois trop négligées.

« Les idées que je vais prendre la liberté de vous exposer, sont le résultat d'une étude et d'une expérience de 20 années, faite dans mon pays.

« En 1872, une société hollandaise mit au concours la question suivante :

« Comment faut-il diriger l'éducation des jeunes filles de manière à les rendre capables de se suffire à elles-mêmes, si elles sont privées de soutien, tout en les plaçant dans les meilleures conditions possibles pour remplir leur tâche d'épouse et de mère, si elles se marient. »

« Cette double question montre que l'on a prévu un danger dans l'éducation professionnelle. J'avoue que le danger existe et menace le bien général, en risquant de compromettre la famille.

« Cependant, je crois qu'il peut être évité, et je pense que je puis indiquer le moyen de l'éloigner.

« De nos jours, la femme semble être appelée à une double vocation.

« Il faut qu'elle continue à remplir son rôle de dévouement et de tendresse au sein de la

famille, mais il faut aussi qu'elle trouve elle-même ces éléments de vie indépendante, qui seront sa seule sauvegarde, lorsqu'elle se trouvera privée de soutien. Il faut donc que l'éducation atteigne un double but.

« A ceux qui m'arrêteraient par cette objection : « Vous voulez trop exiger des femmes, il leur est déjà assez difficile de se rendre aptes à remplir *une* vocation, et vous en demandez *deux* ; » à ceux-là, je dirai : Vous ne savez pas jusqu'à quel point les facultés de la femme peuvent se développer.

« Jusqu'à présent la femme n'a pas été mise en mesure de le prouver ; son individualité n'existe pas encore complètement ; elle a été façonnée d'après un type traditionnel que l'homme a créé à son gré et pour ses besoins. Je ne puis pas ici vous exposer longuement toutes les causes qui ont arrêté le libre développement de la femme, mais je ferai remarquer que ce développement a été entravé par deux ordres d'obstacles, l'un qui se trouve *en dehors d'elle*, l'autre qui lui est *propre*.

« Je comprends dans le premier ordre : 1° L'opinion publique, qui défend à la femme de sortir de la vie traditionnelle où l'homme l'a placée. 2° Le champ très limité qui lui est accordé pour ses travaux. 3° L'impossibilité de recevoir une instruction complète dans les sciences ou les arts. 4° Le faible salaire qui rémunère ses travaux.

« Par le deuxième ordre d'obstacles, que je dis lui être *propre*, j'entends : 1° La négligence d'un développement corporel suffisant pour lui assurer des forces physiques. On néglige trop, en éducation, l'exercice régulier et normal des organes de la vue, de l'ouïe, du tact et des muscles en général. 2° Les lacunes qui existent dans l'éducation morale qui doit former le caractère. 3° La manière incomplète dont ses facultés intellectuelles sont développées ; on charge sa mémoire bien plus qu'on ne forme son raisonnement.

« Pour atteindre le double but qui répondra à la vocation des femmes de notre siècle, il faudra fonder l'éducation sur une base générale qui nous garantisse le développement harmonique de toutes les facultés.

« Nous entendons par cela que l'éducation donnée aux jeunes filles doit porter également sur les deux éléments qui constituent notre double nature humaine : l'esprit et le corps. Il est indispensable que ces deux éléments soient cultivés conjointement et harmoniquement, car on peut dire qu'ils se développent l'un par l'autre. Un esprit cultivé dans un corps faible et maladif sera incapable de profiter de ses lumières ; un corps sain et robuste trouvera des tentations dans sa force même, s'il n'est pas guidé par un esprit développé.

« Aujourd'hui, il y a une tendance générale à s'occuper de l'instruction des femmes ; mais je me demande si l'on n'a pas été trop loin dans un sens, si l'on ne risque pas, dans cette course haletante à la poursuite du savoir, de surmener le corps et de compromettre la santé des femmes. Beaucoup d'entre elles n'ont obtenu leur diplôme qu'au prix de leur santé. Nous demandons pour les jeunes filles des soins plus complets pour le corps, cet instrument vivant de la pensée.

« La femme a droit à une éducation naturelle, progressive et harmonique.

« J'entends par éducation naturelle, une éducation qui repose sur la connaissance des lois du développement physique. Par éducation progressive, j'entends une éducation qui donne à chaque degré de développement tout ce qu'il lui faut, et par éducation harmonique une éducation qui conserve l'équilibre entre les facultés différentes, entre les besoins corporels, intellectuels et moraux.

« L'éducation de nos jeunes filles doit préparer la femme à la vie, en faisant une personnalité morale et raisonnable qui comprenne ses forces et ses droits, mais surtout ses devoirs ; qui accepte courageusement et modestement sa double vocation pour la vie de famille et pour la vie sociale.

« Dans la pratique, on confond trop souvent l'éducation avec l'instruction.

« L'instruction seule ne suffira jamais pour former le caractère de la femme. On rencontre partout des personnes bien instruites, et cependant incapables.

« Les jeunes filles étudient quelquefois beaucoup, elles apprennent beaucoup, et ce-

pendant elles ne savent ni diriger une maison, ni remplir leurs devoirs d'épouses et de mères. Trop souvent aussi, celles qui ne se marient pas sont dans l'impuissance de subvenir à leurs besoins par le travail.

« Ces résultats ne sont point le défaut d'instruction, mais le manque d'éducation ; leur caractère n'est pas formé.

« Combien de ces pauvres filles qui se croient dénuées de tout, parce qu'on ne leur a pas appris qu'elles ont en elles des trésors inconnus que la ferme volonté et le jugement feront sortir !

« Vous me direz que les années de la jeunesse sont courtes ; que le temps manque pour accumuler tant de travaux ; que, bien jeunes encore, certains enfants doivent chercher à gagner quelque chose ou à décharger leurs parents des soins domestiques. Eh ! bien, je ne réclamerai qu'une période de la vie qui demeure ordinairement stérile.

« Je réclame seulement les sept premières années de la vie, cette saison du printemps où trop souvent l'enfant est sous l'influence de personnes ignorantes et de bonnes mal élevées.

« Cette époque a une importance qui, jusqu'ici, n'a pas été assez appréciée. Cette époque s'écoule avant que l'instruction positive commence et que la jeune tête se remplisse de notre science et de nos idées conventionnelles.

« On peut alors donner au caractère de l'enfant des habitudes puissantes qui influenceront sur toute sa vie. Les plus grands pédagogues, ont toujours réclamé plus d'attention pour les premières impressions, et je rappelle ici le proverbe de Frœbel : — « Commençons par le commencement. »

« Un autre philosophe, Jean Paul, a dit que les impressions les plus vivaces qu'il avait reçues, quant à son caractère, lui venaient de sa bonne plutôt que de ses précepteurs.

« C'est à l'époque où l'âme neuve de l'enfant est comme une feuille qui n'a encore reçu l'empreinte d'aucun caractère, que les premières lignes se gravent le plus profondément.

« Ce n'est pas par des exhortations et des leçons que l'on forme l'être moral ; l'âme humaine se nourrit d'impressions qui lui viennent, incessamment de tous côtés, et arrive lentement, petit à petit, à la conscience de soi-même et de tout ce qui l'entoure. C'est en faisant ses premiers pas que l'enfant prend des habitudes qui deviennent peu à peu des principes dirigeants pour sa vie. Il se fait un système du monde, lui, longtemps avant que ses parents songent à lui en expliquer un. Il ne cesse de se poser des questions au sujet de ce monde qui s'agite autour de lui. Il fait plus encore : ce n'est pas assez pour lui d'examiner ce qui l'entoure, il tâche de s'expliquer les relations des personnes et des choses entr'elles, et il est plus clairvoyant qu'on ne pense.

« On n'étudie jamais plus sérieusement que dans les premières années de la vie. Ce qui agite surtout le jeune enfant, c'est son besoin d'activité. Sa méthode de recherche est la meilleure de toutes : c'est la méthode expérimentale.

« Plus tard, à cette question : « Qu'est-ce que cela ? » il se contentera pour réponse d'un mot, d'une phrase ; mais dans la première époque de son développement, il tend la main, il veut faire des essais, il tâche de découvrir les qualités des choses. Il essaie la pesanteur des objets, tâte leur surface, compare leurs couleurs et leurs formes. Il va plus loin, il veut pénétrer jusque dans l'intérieur, il veut ouvrir, partager, analyser ; mais à cause de sa faiblesse et de sa maladresse, il finit par détruire tout ce qu'il touche.

« Que lui importe ! Il ne sait pas qu'il ne peut pas réparer ce qu'il a brisé ; on le gronde, on le punit ; incessamment ces mots frappent son oreille : « Ne fais pas ceci, ne touche pas à cela, » etc.

« Sans doute, il faut aussi qu'il apprenne à obéir, qu'il découvre la loi qui limite ses désirs ; mais prenez garde de lui ôter le moyen le plus naturel et le plus puissant pour s'instruire et pour exercer ses forces !

« Voici ce que l'enfance vous demande : des objets qui répondent à ses besoins d'activité. Au lieu de l'entourer d'objets de luxe fragiles et inutiles, donnez-lui des jouets simples qui se rapportent au degré de son développement et à ses premières aspirations.

« Ses jouets seront ses premiers livres d'instruction, pourvu qu'ils soient simples et lui

permettent d'exercer son imagination et ses idées en créant. Le philosophe Frédéric Frœbel nous a fait une collection d'objets choisis pour l'instruction de la première enfance. Ces objets représentent toutes les couleurs, toutes les formes, les différentes matières que l'enfant peut manier pour se créer ses propres jouets. Il leur offre des corps solides et élastiques, durs ou mous. Il se sert de tout ce qui peut attirer l'attention de l'enfant : des fleurs, des feuilles, des morceaux de bois, etc. On lui enseigne en jouant les plus grandes lois de la nature.

« En exerçant la force créatrice de l'homme, ce grand pédagogue nous a enseigné qu'il faut vivre avec l'enfant, être son camarade ; car c'est au milieu d'une activité joyeuse que ce petit cœur s'ouvre et qu'on peut reconnaître ses qualités et ses besoins. C'est dans l'activité spontanée de l'âme que se forme la volonté, qu'elle est dirigée vers le beau et qu'elle apprend à respecter le vrai ; mais pour que l'enfant puisse agir librement, il lui faut un monde qui lui appartienne, soit dans le jardin, soit à la maison ; il faut qu'il puisse se mouvoir sans rencontrer partout des entraves.

« Après lui avoir donné un domaine, fixez-en les limites et faites-lui comprendre le droit des autres. Si vous négligez ce point important, l'enfant recevra l'impression que le monde entier est son domaine et que tout ce qu'il voit lui appartient ; alors il se mettra en lutte avec tout ce qui le gêne, et son caractère restera à l'état sauvage. Pour former son caractère moral, il faut que l'enfant apprenne de bonne heure à respecter le droit de son prochain ; il apprendra cela facilement en jouant avec les autres. Le jeu, c'est pour lui la vie sociale ; il le prend au sérieux, c'est son métier, son travail, il y met plus de zèle qu'on ne pense. Observez un enfant qui joue en liberté ; quelle patience, quelle persévérance pour atteindre son but, car il s'agit de réaliser son rêve, de créer une œuvre. Si les parents voulaient seulement jouer une heure par jour avec leurs enfants, en cherchant à développer dans les jeux leurs organes, ils contribueraient beaucoup par là à former leurs caractères, car la nature humaine est ainsi constituée qu'on ne peut former la vie extérieure sans que la vie intérieure en profite beaucoup.

« Un des principes fondamentaux de l'éducation de Frœbel, est la gymnastique des sens. Cette idée a été spécialement développée par M. Delhez, instituteur à Vienne, dans un traité sur la gymnastique des cinq sens.

« Ce point a une grande importance, car lorsque l'on recherche les causes de la non réussite de tant de gens dans le monde, on trouve souvent que c'est parce que l'on a négligé de former leurs organes. Ils ne savent pas bien distinguer les couleurs ou les distances, les directions des lignes ni la grandeur des objets.

« Mais c'est surtout l'éducation de la main qui a été négligée.

« Les exercices de la main préparent l'enfant pour l'écriture, le dessin, la musique, pour tous les métiers et les arts, et, en formant cet organe, on développe en même temps le goût pour le travail et la conscience de sa propre force.

« *Savoir* est bien nécessaire de nos jours, mais *pouvoir* ne l'est pas moins ; j'ai vu bien des gens qui savaient beaucoup, ne pas réussir. Mais j'ai rarement vu ceux qui pouvaient beaucoup ne pas réussir. L'éducation des femmes surtout, doit leur assurer le libre emploi de toutes leurs facultés, quand nous aurons donné à l'éducation une base générale pour le développement des facultés et des organes. L'instruction spéciale trouvera un terrain préparé et des forces nécessaires ; cependant, je demande aussi pour les élèves plus avancées des exercices corporels et des soins suffisants pour le physique, afin de ne pas perdre dans la suite ce qu'on a gagné dans le commencement.

« La constitution des jeunes filles ne supporte pas impunément la fatigue de 6 à 8 heures d'études suivies dans des salles mal aérées. Mais lorsque les facultés physiques seront suffisamment soignées, les travaux de l'intelligence ne lui porteront pas préjudice. Quand l'éducation sera fondée sur cette base générale et harmonique, au moyen d'exercices qui s'adressent à toutes les facultés du corps et de l'âme, qui comprennent la vie intérieure et extérieure, alors on ne risquera rien en dirigeant plus tard la femme vers un but spécial.

« Dans ces conditions-là, l'éducation professionnelle ne nuira pas au caractère de la femme et n'empêchera pas le développement féminin de sa nature.

« Mais si l'éducation ne s'adresse qu'à la moitié ou au quart de ses facultés, si elle laisse inculte les autres parties de son âme, si elle néglige les éléments fondamentaux qui forment un noble caractère, si l'on éveille les sentiments de la femme sans fortifier sa raison, si on lui enseigne les arts et la science sans lui donner les notions nécessaires de la morale, alors l'éducation professionnelle peut devenir dangereuse pour la femme et menacer la famille.

« Développez chez la femme ces principes moraux qui doivent être communs aux deux sexes, une conscience droite, une volonté inébranlable.

« Donnez-lui les qualités qui font la noblesse de l'être humain, sans négliger pour cela son développement spécialement féminin, et alors elle traversera honnêtement et victorieusement les passages les plus difficiles de la vie. » (*Applaudissements chaleureux*).

M. le président annonce qu'après avoir reçu communication du discours dont M^{me} Van Calcar vient de donner lecture, la Section pédagogique a été d'avis qu'il y avait lieu de proposer au Congrès l'adoption du vœu suivant :

« Considérant que le but de l'éducation est le développement normal de toutes les facultés ;

« Que, pour se développer, les enfants des deux sexes ont besoin d'être placés dans des conditions qui assurent autant que possible leur bien-être et leur bonheur ;

« Que la pédagogie ne saurait atteindre ce but qu'en se conformant à la méthode naturelle ;

« Que, dans l'état présent de la science, aucun système ne se rapproche plus de cette méthode que celui de Frœbel, surtout en ce qui regarde la première enfance ;

« Que l'éducation des sens, si négligée jusqu'ici est, dans les jardins d'enfants, l'objet de soins aussi utiles qu'intelligemment dirigés ;

« Le Congrès émet le vœu que des jardins d'enfants soient mis partout à la disposition, des familles, et que l'éducation de la première enfance se conforme au système Frœbel ou mieux encore à la méthode naturelle. »

Personne ne demandant la parole, ce vœu est mis aux voix et adopté.

Miss Hotchkiss, américaine, est appelée à la tribune. Son discours a pour sujet et pour titre : *L'éducation des femmes en Amérique*.

En voici le texte :

Discours de Miss Hotchkiss.

« Mesdames, Messieurs,

« On voit à l'Exposition, dans le département de l'éducation des Etats-Unis, deux tableaux qui représentent bien les méthodes adoptées maintenant en Amérique pour l'éducation supérieure des femmes. Et par le mot *supérieure*, je veux dire le plus haut degré d'étude. L'un représente un grand collège doté magnifiquement par un homme mort il y a quelques années ; par le mot collège, il faut entendre les écoles supérieures qui, en Amérique, correspondent aux lycées en France. L'autre tableau est une école supérieure qui appartient au gouvernement. Le premier collège se distingue entre quatre ou cinq autres, presque aussi importants ; tandis que le second, c'est-à-dire l'école gouvernementale, représente un établissement entre mille autres semblables.

« Vassar Collège, sujet du premier tableau, est situé dans la plus belle partie de notre pays, près du beau fleuve Hudson, et parmi les plus beaux sites de montagnes et de val-

lées. Il est composé de bâtiments nombreux et très riches, qui sont meublés avec goût et pourvus de tous les objets d'étude que la science d'éducation la plus avancée puisse fournir; le nombre des pensionnaires est de trois cents environ, depuis l'âge de 14 ans jusqu'à 27. Ces élèves payent pension, mais les dépenses ne sont pas très élevées, car le collège a été très bien doté par le bon M. Vassar, son fondateur. Les professeurs sont très distingués, égaux, en toutes choses, à ceux de Harvard et Yale, les deux grands collèges pour hommes. Il y a encore d'autres collèges pour femmes qui honorent nos écoles privées d'Amérique; ce sont Willesley et Emithe; le premier est plus riche comme construction, s'il est possible, que Vassar même; et Emithe Collège est très célèbre pour la grande liberté de pensée qu'il accorde aux femmes.

« Outre ces grandes écoles, il y a aussi en Amérique quelques pensions de beaucoup de valeur, proches parentes de ces institutions en ce qu'elles ne sont gratuites à aucun égard. Mais la pension telle qu'elle existe en France n'est pas une institution répandue en Amérique. Les élèves, là-bas, sont presque toujours des *externes* qui jouissent de toute la liberté des enfants qui assistent aux cours de Paris.

« Mais cet autre tableau à l'Exposition, est supérieur à tous comme vérité, comme représentant bien cet enseignement supérieur qui est la gloire, et la fierté de notre nation, la base sur laquelle réside notre gouvernement républicain; c'est un tableau qui désigne une de nos meilleures écoles publiques.

« L'école publique d'Amérique! Je voudrais bien pouvoir représenter aux peuples français ce que signifie cette institution! Que ne puis-je leur faire comprendre les idées de liberté, de vérité, de sagesse, d'humanité qui sont les principes essentiels de l'école publique d'Amérique!

« D'abord, cette école existe *partout*: elle se trouve dans chaque province, dans toutes les grandes villes, même dans les petits hameaux de l'Atlantique au Pacifique, et, depuis la dernière guerre, du Canada au golfe du Mexique. Le gouvernement Américain exige partout cette institution et en paye toutes les dépenses.

« Cette école se divise en cinq grades: d'abord l'école Hindergarten, qui correspond à l'enseignement de Fröbel, où commencent les enfants de trois ans; ensuite l'école primaire, l'école de grammaire, l'école supérieure et l'école normale. Dans l'école primaire, on donne le premier degré d'instruction; dans l'école de grammaire, pour la dernière année, le programme est aussi avancé que celui de la seconde année dans l'école Normale de jeunes filles à Paris. Alors, nous arrivons à l'école supérieure, qui se trouve dans toutes les villes d'importance. On y enseigne les langues anciennes, les langues vivantes, l'histoire et la géographie universelles, la philosophie, les sciences mathématiques, physiques et naturelles, le dessin et la musique, etc., en un mot tout ce qu'on enseigne dans les deux grands collèges de dames dont j'ai déjà parlé. Les bâtiments sont grands et imposants, et bien adaptés aux besoins des élèves, avec tous les instruments de travail, tels que cartes, livres, bibliothèques, etc.

« Les professeurs sont ordinairement des personnes des deux sexes, tous instruits et distingués. Les écoles normales sont généralement des institutions où l'on s'occupe à former les instituteurs et les institutrices. Il y en a plus de cent cinquante dispersées par tout le pays, et qui fournissent maintenant presque tous les maîtres de valeur qu'emploie l'enseignement communal.

« Il arrive souvent qu'on trouve, dans les écoles publiques, les deux sexes réunis dans la même classe, surtout dans les écoles primaires et de grammaire. Depuis quelques années cette coutume s'est généralisée; aussi, n'est-il pas rare de trouver aujourd'hui, dans nos écoles supérieures même, les filles et les garçons à côté l'un de l'autre, étudiant les mêmes leçons, préparant les mêmes devoirs, et tous intéressés au même sujet. Mais il me faut dire à cet égard qu'il existe encore une grande différence d'opinion parmi les plus hauts éducateurs.

« Il y a des gens d'autorité, sérieux, honnêtes et sages, qui encouragent la réunion des deux sexes dans toute leur éducation, depuis le plus bas âge jusqu'à la fin des études.

il y en a d'autres, à mon avis également honnêtes, sages, et très instruits, qui s'y opposent.

« Il y a cinq années que cette question occupe spécialement l'attention du public, et encore aujourd'hui elle excite de grandes discussions dans les salons, et produit beaucoup d'agitation dans les journaux. Les désapprobateurs sont accusés par l'autre partie d'être entêtés, arriérés, et ennemis des droits des femmes, de leur éducation et de leur bien-être; de l'autre côté, ceux qui favorisent cette innovation sont accusés de méconnaître la nature féminine, de vouloir faire travailler trop l'intelligence des filles, qu'ils considèrent comme faible, de rendre durs les doux sentiments féminins, et ainsi d'altérer nos mœurs.

« Depuis que j'ai eu l'occasion d'examiner cette question comme institutrice, tantôt dans nos mœurs américaines, et aussi l'année dernière en Europe, je suis arrivée à cette opinion qu'il y a un moyen terme à prendre entre les deux idées. La femme a une constitution spéciale, elle occupe une position unique dans le monde social et commercial, ainsi que dans la famille; je suis convaincue que son éducation, dirigée par les lois de la nature, doit suivre un chemin en quelque sorte adapté spécialement à elle. Mais je ne vois pas que cette différence s'étende dans l'ordre moral; je ne suis pas de ceux qui voudraient séparer les filles des garçons dans les écoles, pour garder la moralité d'un sexe, et laisser aller l'immoralité de l'autre.

« Je ne crois même pas que la moralité existe chez l'un, sans exister chez l'autre. Nulle histoire, nul siècle, nul pays ne fournit un tel exemple: mais, où l'homme se trouve immoral, on trouve la femme immorale aussi. C'est une loi inflexible. Il faut faire les deux sexes purs et honnêtes, ou il n'existe pas de vraie moralité.

« Dieu l'exige de tous; il est le sommet vers lequel l'univers se dirige, l'homme aussi bien que la femme. S'il a ordonné que le travail des deux sexes fût différent, — l'un plus sévère que l'autre, ou devant être accompli à des heures différentes, il n'a pas exclu plutôt l'homme que la femme de sa grande loi de moralité. Le garçon peut aimer le calcul, la science et la navigation; la fille peut montrer plus de goût pour les langues et la musique; le premier peut étudier dix heures par jour; la seconde seulement six ou cinq heures.

« L'homme est organisé avec la force musculaire pour bâtir les maisons et pour garder les troupeaux; la femme doit faire son ménage et élever ses enfants. Cela est. Mais Dieu exige la morale, dans le calcul comme dans le dessin, et chez le père au dehors, comme chez la mère au dedans.

« J'ai entendu, il n'y a pas longtemps, le récit suivant d'un professeur qui est à la tête d'une grande école publique de Boston. Son école était autrefois divisée de telle manière que les deux classes de garçons et de filles les plus avancés, se trouvaient dans des salles différentes sur le même étage; la classe des garçons d'un côté, celle des filles de l'autre, avec une grande salle publique entre les deux. Ces enfants étaient à l'âge où la jeunesse aime à s'amuser, où rien n'est sérieux. Les garçons et les filles se regardaient comme la plus grande curiosité qui puisse exister sur la terre. Quand ils se trouvaient réunis dans la grande salle, ce qui arrivait souvent, au lieu de faire attention aux exercices, on pouvait apercevoir des grimaces, des billets d'amitié sans grande profondeur qui cheminaient sous mains entre eux. Leurs instituteurs trouvaient bien difficile de régler leur conduite ou de fixer leur attention sur un devoir utile. Après quelques mois ainsi passés, le comité des écoles décida de réunir partout ces deux classes dans la même salle, dans le but d'économiser les frais de l'enseignement.

« Ce professeur ajouta que, pendant quelques jours, les folies augmentèrent. La maîtresse qui se chargea de la classe était d'abord un peu inquiète, — mais patiente, sage et confiante dans le droit du principe de co-éducation. Elle commença son enseignement, elle fit des appels aux intelligences, et invita tout ce petit monde au repas intellectuel servi de la façon la plus attrayante. Les élèves commencèrent à étudier, à penser et à réfléchir ensemble; à parler et à discuter entre eux les grands problèmes de science, de littérature, etc. Peu à peu les grimaces, les billets et les sottises furent oubliés; les senti-

ments devinrent plus sains, les têtes se calmèrent, et chacun fut naturel et respectable, se conduisant comme chez ses parents.

« La leçon à tirer de cette petite expérience, faite sur ces enfants est simple. Pour faire les sentiments sains, forts, profonds, et bien équilibrés, il faut que les deux sexes exercent ensemble leur intelligence et leur cœur; qu'ils entendent de leurs professeurs les mêmes conseils moraux et intellectuels; qu'ils se sachent justiciables des mêmes lois morales, du premier au dernier jour de leur vie scolaire. »

« Mais jusqu'à quel degré peut-on faire travailler ensemble l'intelligence des deux sexes? C'est-à-dire peuvent-ils souffrir la même fatigue? ont-ils la même force et les mêmes goûts? Ici je ne suis plus de l'avis de ceux de mes compatriotes qui exigent la même règle pour les deux. »

« Je répète ce que j'ai déjà dit: la fille n'a pas la même force physique que le garçon; elle n'a pas le même goût. Elle est féminine, il est masculin; toute cette différence de nature doit être respectée. Et il est facile de le faire dans nos écoles avec un peu d'habileté dans l'arrangement et la classification. Séparez-les dans quelques réitations, réunissez-les dans d'autres; faites des provisions spéciales pour toutes les lois de la nature qui le demandent, mais exigez toujours la même obéissance pour tous à la loi morale. »

« Il me faut dire que l'installation pour l'éducation publique est la même pour les deux sexes, excepté à Boston, à New-York et dans quelques grandes villes où se trouvent des écoles spéciales pour enseigner aux garçons les littératures anciennes, nécessaires pour les faire entrer dans nos grands collèges, et où les dames ne sont pas admises encore, quoique les portes de ces institutions s'ouvrent peu à peu devant elles; elles qui peuvent déjà assister à quelques discours et passer quelques examens. Sans doute le jour n'est pas loin où elles seront admises comme étudiantes. »

« Il y a dans nos écoles une liberté de pensée et d'expression qui rend notre système américain unique parmi ceux des autres nations du monde, et qui fait la sûreté de notre gouvernement républicain. D'abord, l'école publique est fréquentée par les enfants de toutes les classes, les riches comme les pauvres. Les enfants les plus forts, les plus sages, les plus avancés, se trouvent toujours dans ces écoles; le fils du chef de la nation peut se trouver à côté de celui de son domestique. C'est le mérite moral et intellectuel qui décide de tout, et non pas les ancêtres, ou la fortune, ou la position des familles. Une fois installé dans la salle d'étude, tout le monde commence la recherche de la vérité. On étudie les pensées, et on écoute les paroles des livres; mais aussi le bon professeur veut entendre exprimer les pensées de ses élèves. Il les invite à parler, il les encourage, il les dirige. Les sentiments grossiers, vagues et faux sont remplacés par d'autres délicats, nets et vrais. Personne ne craint d'annoncer ses convictions, soit politiques soit religieuses, ou d'exposer les obligations sociales de sa position. Les actes du Président et du prédicateur, aussi bien que ceux de l'individu le plus ordinaire, peuvent devenir sujets de discussion. Souvent il y a la plus grande différence d'opinion parmi ce petit monde; quelquefois le diapason s'élève un peu; mais la sagesse du professeur peut ramener le calme sans aucune difficulté sérieuse. »

« Je me rappelle une élection de Président, dans notre pays, quand les deux grands partis politiques étaient extrêmement agités; le continent même était soulevé par la violence de la discussion. »

« J'avais alors, sous ma direction, cinquante garçons environ, de 13 ans en moyenne. Nous étudions l'histoire générale, et pendant toutes ces réitations, comme cette campagne politique continuait, j'occupais un quart d'heure chaque jour à des discussions sur les élections, en prenant l'histoire d'autres temps et d'autres nations, leurs succès et leurs échecs, pour base de notre raisonnement. Eh! bien, nous avons conservé le plus grand calme quand nous avons touché aux affaires ardentes de notre temps. »

« Les enfants républicains et les enfants démocrates ont discuté entre eux sans s'arracher les dents ou se battre, même sans être impolis l'un envers l'autre. J'ai trouvé mes

élèves beaucoup plus raisonnables même que quelques-uns de leurs pères dans leurs discussions, et souvent plus sages. Quant aux conclusions, le jour de l'élection, nous avons voté, — et la victoire gagnée par la majorité a été reçue par l'autre parti, avec regret c'est vrai, mais sans aucune violence ou mauvaise humeur. Le même cours était suivi dans une classe de filles avec le même résultat. »

« Je me rappelle aussi la grande fête des Ecoles, qui arrive toujours à la fin de l'année, quand les parents et les amis des élèves sont invités à constater les progrès faits dans l'année. On jouait, ce jour-là, une pièce originale intitulée: « Les droits des femmes », écrite par une élève, mise sur la scène en présence des invitées, et jouée par une douzaine de garçons et de filles. Les filles y faisaient une défense de leur droit d'éducation et de suffrage, et réclamaient de meilleures positions dans le monde commercial. Les garçons leur opposaient tous les préjugés de leurs pères et de leurs grands-pères. Tout le monde était extrêmement intéressé, et l'on ne pouvait nier que de la bouche des enfants sortaient des vérités réelles. Ces discussions commencées avec les enfants se sont continuées, et elles sont la sauvegarde de notre gouvernement républicain et universel. J'ose dire que, sans cette liberté de parole, il faudrait une grande armée dans chaque section de notre pays, et la guerre civile serait toujours en suspens. Je ne crois pas que les dames tireraient leurs épées contre l'autre sexe pour gagner leurs droits; j'espère que non; mais je suis sûr qu'il y aurait des luttes entre les capitalistes et les laboureurs, et entre les différents partis politiques et religieux. Mais, en Amérique tous ces gens parlent; ils luttent avec la parole sans employer leurs épées. Il y a des salles de réunion partout; et ces salles sont ouvertes, payées et protégées par le gouvernement. Si les convictions des parleurs sont faibles, ce qui arrive souvent, leurs paroles le sont aussi. La faiblesse d'une position est ainsi exposée, et le faux bâtiment tombe naturellement par les mains qui l'ont élevé. On peut voir, de ci et de là, les débris de ces constructions; mais on peut affirmer que quelques vérités sont nées de ces ruines mêmes. »

« De cette méthode d'éducation si naturelle, il résulte que chaque individu a la chance d'assurer son avenir. En Europe, on élève un enfant royal autrement que les autres; on lui donne les professeurs les plus célèbres, et les moyens d'étude les plus avancés. »

« En Amérique, tout enfant peut devenir un homme royal et porter une couronne d'honneur, même s'il est le plus pauvre et de la naissance la plus obscure. Non seulement cet événement est possible, mais très-probable; car la plus grande partie de la force intellectuelle, aussi bien que manuelle de notre pays, est aujourd'hui représentée par des gens qui ont lutté contre la pauvreté, qui ont gravi l'échelle pas à pas, et qui sont parvenus en dépit de toute espèce d'obstacles aux sommets de la société. Ainsi, l'enfant est regardé dès le jour où il entre dans nos classes d'étude, comme un être de grande importance, non seulement pour lui-même, mais pour la société dont il va faire partie. L'école Hindergarten est reconnue partout comme la base sur laquelle doit se former l'esprit d'un être humain. Là, l'enfant est simplement développé; il est formé de ce qu'il possède en lui-même, non pas à l'image d'un fabricant de livres, mais d'après le type que lui présente son cœur et son intelligence. Si j'avais à faire une comparaison ou à offrir une appréciation du système d'éducation que j'ai étudié dans les écoles communales de Paris, je dirais qu'on force moins la mémoire des enfants en Amérique qu'en France. Je trouve chez vous trop de répétition de faits et de dates, et pas assez de productions originales. Un enfant bien enseigné aurait dû commencer par créer lui-même, aussi bien qu'étudier les créations des autres; il doit être créateur dès qu'il est imitateur. Il doit fabriquer avec ses propres mains les corps géométriques qui concourent à former les objets de la nature, et, autant que possible, les objets eux-mêmes; ensuite, par des conversations, des discussions et des compositions originales, il doit donner des formes à ses pensées et se créer un langage vivant. Mais souvent au lieu d'un être intelligent, nous trouvons dans la salle d'étude une machine; nous y entendons marcher les langues du matin au soir, avec une vitesse dangereuse pour les organes physiques. La « rapidité » est le mérite principal, et « dépêche-

toi » est la parole de la maîtresse. Je crois cette espèce de gymnastique, dite éducation, très destructive pour le cerveau et l'esprit d'un enfant; un crible où rien n'est retenu, et au travers duquel cette multitude de faits filtre sans laisser aucune trace sur la route qu'ils ont traversée.

« Les institutrices ne sont pas récompensées partout en Amérique comme les instituteurs, même en rendant les mêmes services. Elles n'occupent pas des positions aussi élevées ni aussi responsables; mais elles ont gagné beaucoup, à cet égard, depuis quelques années. Il y a, à Boston, une dame employée dans le conseil d'administration des écoles, qui reçoit le même traitement que les administrateurs, qui est de 20,000 francs par an. De plus, dans quelques villes, il n'existe pas de partialité pour les hommes dans les récompenses pour l'enseignement.

« La position sociale d'une institutrice, en Amérique, est ce qu'elle veut bien la faire. Elle est admise et invitée dans la meilleure société, si elle est digne. Si elle a du génie et du mérite, elle peut ne pas se contenter d'une position secondaire. Elle ne ferme jamais ses livres avec son diplôme, elle ne quitte jamais ses études; mais elle cherche toujours son idéal, et pour l'atteindre, elle change volontiers sa position sans crainte de ne pas en trouver une autre; elle est, d'ailleurs, encouragée par les inspecteurs.

« En France, je ne trouve pas les institutrices aussi bien placées; je plains surtout celles qui appartiennent aux écoles libres. Celles des écoles communales ont plus de liberté et quelque indépendance; elles peuvent espérer voir des jours plus heureux; elles peuvent être encouragées, en ayant à la tête de leur enseignement des gens de grand savoir et de progrès, qui aiment la liberté et qui désirent conduire l'enseignement, en France, à sa perfection.

« Mais la vie d'une pension! Voici le règlement comme je l'ai vu pour une maîtresse dans cette institution: Il faut qu'elle couche dans le dortoir avec vingt ou trente élèves. Elle se lève le matin à six heures pour faire sa toilette avec une demi-douzaine de ses camarades. Elle n'a pas d'appartement à elle. Elle se rend tout de suite à la messe, emmenant quelques élèves. Elle rentre pour manger avec elles; après cela, ou bien elle sort pour les garder pendant leur jeu, ou elle reste pour les garder dans la salle d'étude. A neuf heures, elle commence des devoirs; déjà elle est fatiguée, nerveuse, et naturellement de mauvaise humeur. Les élèves partagent son esprit. Et quelle lutte, toute la journée, entre cette maîtresse et tout ce petit monde! La journée finie, la soirée se passe pour un grand nombre des élèves à écrire des penums pour les péchés commis; par ci et par là, on voit une tête enveloppée d'un torchon, ou des épaules qui portent des cornes ou quelques autres signes de transgressions.

« La pauvre maîtresse y est enfermée pour dix jours ou pour deux semaines de suite, et quand les portes de cette prison sont ouvertes, elle ne sort que pour passer quelques heures.

« L'école communale est un paradis en comparaison; et, ce qui est très curieux à Paris, c'est que les pauvres ont mille moyens pour faire instruire leurs filles que les riches n'apprécient pas. Je puis prouver cela par un seul fait. L'école normale pour les filles, qui se trouve au boulevard des Batignolles, est la seule institution à Paris pour l'éducation spéciale des institutrices; cette école, dont je ne puis trop louer la bonne organisation en même temps que le savoir, la fidélité et l'honnêteté de ses professeurs, appartient tout-à-fait au gouvernement. Les élèves, avant d'y entrer, ont signé un engagement de dix ans pour l'enseignement dans les écoles communales. Maintenant, où peut-on trouver à Paris une telle école, bien organisée, bien dirigée, bien tenue pour préparer des institutrices pour les enfants des riches? On m'a dit: « Nulle part; pas une seule institution! »

« Alors, c'est un bonheur pour les filles de Paris d'être pauvres, pour gagner leur éducation.

« O peuple français, soyez plus sage! ne gardez plus les préjugés des siècles, faites l'éducation de vos enfants, libérale et générale, comme vous avez fait votre gouvernement républicain!

« Le progrès réalisé depuis quelques années, par la femme américaine, dans tous les départements d'éducation, industrielle, intellectuelle et morale, est incroyable. Elle est aujourd'hui un autre être qu'auparavant. Elle est reçue partout en société et reconnue digne de l'estime de l'homme; ses opinions sont considérées. Aussi, elle se respecte elle-même. Ce progrès est dû d'abord à notre excellent système d'éducation, et, en grande partie, aux réformateurs qui ont eu pour but le suffrage universel; ceux-ci se composent de dames et de messieurs. Et ce sont les dames comme Lucy Stone, Mary A. Livermore et Julia Ward-Howe, qui ont pris l'initiative, qui ont été les plus courageuses, les plus actives et les plus persévérantes. Pendant que ces dames considéraient le suffrage comme l'objet principal de leurs efforts, elles jetaient, à droite et à gauche, d'autres semences le long de leur chemin. Nombre de gens des deux sexes les ont rejointes en route pour les aider. Ils ont abattu ensemble les barrières des comités et des écoles, les dames y ont été admises. Ils ont établi de nombreux clubs de dames qui sont devenus, en Amérique, une institution d'instruction et de culture desquels on ne peut plus se passer. Ils ont établi des ateliers pour perfectionner les travaux manuels des dames, et des salons pour exposer les objets exécutés. Ils ont formé de nombreux cours d'étude, où les filles se préparent à suivre les écoles de médecine, de droit, etc. Ainsi, l'éducation des femmes en Amérique marche dans des chemins nombreux qui les portent vers la perfection comme être intellectuel et moral, en un mot, comme *femme*. » (*Longue salve d'applaudissements*).

M. le président se lève et donne lecture du vœu suivant, proposé comme sanction du remarquable discours de Miss Hotchkiss:

- « Considérant que la nature humaine est une;
- « Que la diversité des sexes, si elle révèle une différence d'aptitudes, ne saurait atteindre ni effacer cette identité de nature;
- « Qu'il est prouvé, par des expériences nombreuses, que les études et les travaux réputés jusqu'ici propres aux hommes, sont également accessibles aux femmes;
- « Qu'il n'y a aucune raison pour fermer aux femmes les carrières parcourues, jusqu'ici, à peu près exclusivement par les hommes;
- « Qu'en conséquence, il n'y a aucun inconvénient à soumettre les jeunes gens et les jeunes filles à un programme commun d'études;
- « Considérant, en outre, que l'expérience a prouvé, dans les écoles des Etats-Unis en particulier, qu'il y a de grands avantages à réunir dans les mêmes classes des garçons et des filles, et que cette réunion d'enfants des deux sexes ne présente nulle part, dans la pratique, les inconvénients qu'on en avait appréhendés; qu'elle est, au contraire, un puissant stimulant pour le progrès des études et la moralisation;

« Le Congrès émet le vœu que toutes les écoles actuellement existantes, soient ouvertes aux élèves des deux sexes, et que ceux-ci puissent suivre simultanément tous les cours. »

L'assemblée applaudit, et le vœu est adopté sans discussion.

La parole est ensuite offerte à M^{me} Aurelia Cimino Folliero de Luna, déléguée du gouvernement italien pour l'étude des questions scolaires. M^{me} Aurelia Cimino renonce à se faire entendre; mais, sur la demande qui lui en est faite, elle remet aux mains du président le manuscrit du discours qu'elle avait l'intention de prononcer, afin qu'il puisse prendre place dans le compte-rendu officiel.

Il est intitulé: *Mission de la femme*.

En voici le texte:

Discours de M^{me} Cimino Folliero de Luna.

« Mesdames et Messieurs,

« Invitée à prendre une part active dans l'intéressante étude qui nous réunit, je n'ose pas m'y refuser complètement, mais ne pouvant disposer d'un temps convenable pour faire un

travail sérieux, je me bornerai à présenter quelques idées sur l'objectif principal que doit avoir, à mon avis, l'éducation de la jeune fille.

« En général, cette éducation ne se propose qu'un but, former la femme pour un mari, une bonne mère pour des enfants; en dehors de cela, il paraît que la femme n'a pas d'autre mission. Naturellement je ne parlerai pas de l'éducation qu'on lui donne dans certains couvents, qui font de la jeune fille un être étranger pour sa famille et pour le monde où elle est née; ce sont des fossiles d'autres temps dont nous n'avons pas à nous occuper.

« Certes, il n'y a rien de plus vénéré dans la vie d'une femme que ce titre de mère de famille, si chèrement acheté; mais ce n'est pas la totalité des femmes qui peut y parvenir et il ne remplit pas en entier leur existence. On nous accuse de parler plus souvent de nos droits que de nos devoirs, mais c'est que nous avons enfin compris que l'usage d'un droit est bien souvent un devoir, et nous tenons à le remplir. Dans une société civilisée, le premier besoin qu'on éprouve, c'est d'en partager la vie intellectuelle et productive, afin d'arriver à l'indépendance de l'esprit et de la vie matérielle.

« Pourvoir à ce besoin est un devoir envers nous-mêmes, qui devons entretenir, renforcer, rendre habile notre corps, temple admirable de la vie; éclairer, nourrir, féconder l'esprit qui l'anime; il ne peut pas y avoir de différence entre l'homme et la femme dans ce but de la création. Dans ce qu'on appelle une sage éducation, on tâche de former une épouse soumise et obéissante; c'est la continuation du droit divin dans la famille; on veut une femme dont les devoirs soient limités aux parois domestiques, non pas un membre actif de la société humaine, entièrement responsable de ses actions, comme Dieu l'a créé et comme le veut le code criminel rédigé par les hommes. Or, la noble tâche de mère de famille, interprétée d'une façon mesquine, tend à restreindre la mission de la femme, à la serrer dans un cercle égoïste et borné, quand on n'y ajoute pas le sentiment plus large du devoir envers la société entière, qui, avant ou après, devrait être le champ de notre activité bien-faisante, car nous savons tous que l'inspiratrice bonne ou mauvaise de l'homme, c'est la femme. On enseigne bien à nos fils qu'il faut abandonner le foyer domestique, sa mère, ses enfants, pour le devoir de citoyen, bien souvent pour une guerre immorale où s'entreteignent des centaines de milliers d'hommes qui étaient nés pour s'aimer.

« Ce n'est pas que je veuille en conclure que la femme doit abandonner le soin précieux de sa famille pour aller remplir des devoirs d'un ordre secondaire: c'est le contraire. Chaque chose a son temps. Nos devoirs commencent par ceux qui nous sont les plus rapprochés. Je dis: ils commencent, ils ne s'y bornent pas. Heureuses les femmes qui peuvent donner une partie de leur vie à l'éducation de leurs enfants et l'autre au soulagement des misères humaines! Ayons ce but devant nous. Souvent, quand les premières neiges apparaissent dans nos cheveux, quand l'élasticité de nos membres s'allanguit, quand nos yeux se creusent lentement dans le regret de la jeunesse qui nous abandonne, nous croyons que notre mission est finie sur la terre et qu'il nous convient de nous éclipser de la société, astres désormais sans éclat. Erreur! c'est alors, mesdames, que commence pour nous la tâche la plus noble, celle du dévouement à l'humanité. La neige des cheveux, le pas languissant et le regard absorbé, ont bien leur grande beauté morale; ils imposent et persuadent, ils parlent au cœur, et à l'imagination; c'est le passé avec ses devoirs accomplis, c'est l'avenir avec ses droits conquis, c'est la terre et le ciel.

« Ainsi, je voudrais que, dans nos systèmes d'éducation, on s'attachât à former des femmes ayant pour mission, non seulement de se suffire à elles-mêmes, mais de moraliser la société par leurs exemples, de la consoler par leur dévouement, de la charmer par leur grâce. Pour remplir une telle tâche, il est de toute justice que la femme ait conscience de sa dignité personnelle; or il ne peut y avoir de parfaite dignité chez un individu que la loi et les habitudes placent dans une position d'infériorité, et qui s'y résigne.

« En Amérique, ce ne sont pas les esclaves abrutis qui ont demandé leur liberté, et c'était logique.

« La liberté ne peut avoir son prix que pour les âmes capables de la comprendre. C'est la profonde conviction de sa dignité et une éducation fortement morale, qui mettront

la femme à même de comprendre la grandeur de sa mission, de s'élever à sa hauteur et de vouloir réellement obtenir la place d'égalité parfaite avec l'homme, dans la famille et devant les lois.

« Je voudrais aussi qu'au lieu des mots « obéissance » et « soumission », on enseignât à la jeune mariée ceux de « prévenance » et « dévouement », qui n'abaisseront jamais sa dignité d'être humain.

« Voilà quel est, à mon avis, le but que nous devons nous proposer dans l'éducation de nos jeunes filles. »

La parole est donnée à M^{lle} Eugénie Pierre qui a pris pour texte: *Les vices de l'éducation dans les différentes classes de la société.*

M^{lle} Pierre s'exprime dans les termes suivants:

Discours de M^{lle} Eugénie Pierre.

« La nature a mis en nous l'amour pour créer la famille. Le but sacré de l'amour, c'est de faire revivre l'être aimé, uni à son être à soi, en une créature humaine qui, éclos au nid paternel, y est soutenue, y est protégée, y est caressée, pour ainsi dire, par la tendresse et la vigilance des parents. La nature a voulu que le père et la mère, de préférence à tout autre, élevassent leurs enfants; elle a voulu que le fils, que la fille suçassent, avec le lait maternel, la morale, la sagesse, la science, la joie.

« La maison paternelle, voilà donc le foyer de lumière d'où devra rayonner le citoyen, la citoyenne, voilà le point de départ de l'être, voilà le moule où il se forme. L'éducation doit y prendre sa base.

« Là est la force, car là est l'amour.

« Il importe donc que le père et la mère qui prennent ainsi charge d'âmes soient préparés à la mission difficile qu'ils ont à remplir.

« La naissance d'un premier enfant est d'ordinaire une joie complète, une sorte d'ivresse, presque de surprise et d'admiration, qui unit plus étroitement deux jeunes époux. La tendresse du mari pour sa femme s'accroît, et la femme elle-même éprouve une douce fierté, un bonheur profond. Elle se sent élevée à la dignité de mère. Mais souvent, hélas! lorsqu'il s'agit d'en remplir les devoirs, le courage lui manque. Les cris de l'enfant irritent le père d'ailleurs, la mère se sent lasse, le médecin a bientôt déclaré que la jeune femme est trop faible pour nourrir, et l'enfant est mis entre les mains d'une mercenaire. Il puise, dans le lait d'une étrangère, les germes de maladies ou de vices familiaux de la nourrice, auxquels se joignent les germes de vices ou de maladies qu'il tient de ses parents.

« Il grandit sous d'autres yeux que les yeux maternels, lorsqu'il grandit, car la mort fauche vite ces petits déshérités. Ce ne sont pas les baisers, les soins du cœur qu'il reçoit; une atmosphère d'indifférence relative l'enveloppe, il y a déviation de ses premiers instincts, de ses premières sensations, et il mène, dès le berceau, une existence anormale dont l'influence latente agit sur lui sans qu'il en ait conscience, et se fait sentir parfois pendant tout le reste de sa vie. On a le tort de ne jamais étudier, de ne pas surveiller le premier réveil des facultés de l'enfant, de ne considérer comme intelligence que celle qui se manifeste par les actes ou par la parole. Mais lorsque l'enfant en est là, le mal peut être déjà, en partie, irréparable. La cire molle a pris un mauvais pli.

« Puis de quelle façon étrange les parents forment l'esprit et le cœur de leurs enfants? Ils les habituent au mensonge en mentant devant eux; ils exigent d'eux la sagesse, c'est-à-dire une tranquillité de corps, un manque d'expansion, d'effervescence, de curiosité qui n'est pas de leur âge, je dirai plus, qui est contraire à la loi de leur développement physique et intellectuel. Ils leur inspirent dès la plus tendre enfance le sentiment de l'égoïsme, en leur donnant comme récompense la privation d'un autre enfant, eu égard à un objet dont ils jouissent eux-mêmes.

« Le dévouement, messieurs, n'est-il pas la base de toute solidarité. Les femmes surtout doivent puiser dans l'éducation le goût de la jouissance d'autrui, du soulagement d'autrui.

« Ce sont de ces choses dont on ne tient pas assez compte et qui constituent pourtant ce que nous appellerions volontiers la racine de l'arbre qui doit grandir, arbre de science, de vérité et de vertu.

« Les leçons de choses commencent avec les premiers balbutiements de l'enfant par l'inspiration, par la sollicitude, par la science aussi de la mère et du père, de la mère surtout.

« Pour bien comprendre ce que sont les plus simples leçons de choses, pour bien les appliquer, il faut être, non seulement bonne et aimante, mais éclairée, instruite, savante même parfois ; il faut être dépouillée des préjugés, des superstitions, des idées fausses, autant que possible. Il faut avoir plus de science mille fois pour présenter dans le vrai sens, dans le sens exact les mille petits riens dont chaque jour l'enfant exige une explication logique, qu'il n'en faut pour se rendre attrayante et aimable dans les conversations les plus sérieuses.

« A la mère, afin de former une femme, à être une femme elle-même, c'est-à-dire une intelligence qui conçoit, un esprit qui scrute, qui cherche, qui étudie ; une raison qui a mûri ses opinions avant de les adopter, qui prend de la lumière, du progrès tout ce que les facultés humaines peuvent s'assimiler.

« De la façon dont les femmes sont instruites et élevées, dépend en grande partie le sort d'une nation.

« A la mère appartiennent les premières années, la première éducation de l'enfant. C'est sa pensée qui forme la pensée de son enfant ; c'est sa science qui devient sa science à lui ; ce sont ses préjugés, ses idées fausses ou frivoles, qui s'infiltreront en de mauvais germes dans l'âme toute neuve, et qui grandissent encore au contact de la frivolité, des superstitions, des préventions mondaines.

« Il est une hygiène morale qui doit être la règle de toute éducation et doit commencer, comme l'autre hygiène, dès le berceau. L'âme a besoin de vérité, de justice, de science, comme le corps a besoin d'air et de lumière.

« N'étiolez pas l'âme, ne la détourniez pas de la voie droite ; donnez à ses facultés leur libre essor, faites qu'elle se développe d'elle-même, par son propre effort, qu'il s'agit seulement de ne pas laisser dévier.

« La santé intellectuelle, c'est la vérité, le sentiment du droit et du devoir.

« Donner une éducation logique, c'est faire de la médecine préventive, c'est empêcher, dans l'avenir, les ravages des passions, les désordres d'une nature mal équilibrée ; c'est ôter tout prétexte aux illusions, c'est éviter à la femme mille douleurs ; c'est lui réserver mille compensations ; c'est préparer une épouse intelligente, une citoyenne de l'Etat et de l'humanité, une mère propre à enfanter intellectuellement les hommes et les femmes de l'avenir.

« Quels sont de nos jours les divers systèmes d'éducation appliqués aux jeunes filles ? Nous allons les examiner.

« Commençons par les jeunes filles de la classe riche, de cette classe qui, plus favorisée du côté de l'argent, pourrait acquérir plus aussi du côté de l'esprit et de la raison, et voyons ce que font de leurs filles les femmes du grand monde, en général du moins.

« Absorbées elles-mêmes dès l'enfance par des soins de coquetterie, entraînées dans un tourbillon de relations brillantes, elles se laissent marier à des hommes qui épousent leur dot et non leur personne, qui n'exigent d'elles ni l'esprit ni le savoir, qui ne leur demandent d'avoir aucune valeur intellectuelle, qui se regardent comme la personnalité sociale de la famille.

« L'homme, considéré comme la personnalité sociale de la famille, voilà où est le mal, voilà où est l'abus, voilà où est l'iniquité. La femme a son autonomie comme l'homme. Le mariage doit être une association de deux cœurs d'abord, nous l'admettons, mais de deux intelligences, de deux âmes aussi, de deux membres de la société, ayant leurs droits

distincts et équivalents, leur valeur personnelle et non restreinte par aucune loi ni aucun préjugé, non bornée par aucune idée préconçue, par aucune croyance imposée.

« Le droit à la science, à la lumière, à la fortune, à l'indépendance surtout, appartient à la femme comme à l'homme, et la personne humaine doit en elle respecter ses droits, sans que la distinction de sexe compte pour rien.

« Ce n'est pas seulement un homme et une femme qui s'unissent pour procréer ; il faut que ce soient une intelligence et une autre intelligence, un citoyen et une citoyenne qui préparent, à l'aide de la science et de l'expérience qu'ils ont acquises, les générations futures.

« Est-ce sous de tels auspices que se font les mariages riches ? Nous ne risquons pas, je le crois, de trouver de contradicteurs en répondant : Non, évidemment non. Aussi qu'arrive-t-il ? Lorsqu'après avoir confié l'enfant à une nourrice, on le voit grandir ; lorsqu'il commence à gazouiller, à marcher, à devenir ce charmant petit être que nous connaissons tous, qu'en fait-on ? On l'abandonne à la femme de chambre ou à la gouvernante. Est-ce entre de telles mains qu'est la place de la petite enfant ?

« Si la petite tête travaille bientôt, — et ils travaillent toujours ces cerveaux enfantins, — l'enfant considérera comme l'idéal de sa vie de femme l'existence fiévreuse et mondaine que mène la mère insouciant. La petite fille aspirera à devenir grande pour avoir de belles toilettes, faire des visites, etc. Ses premiers désirs seront frivoles, ses premières aspirations malsaines. Que sont pour elle son père et sa mère ?

« Si l'on met en pension la petite fille, ce sera dans une de ces institutions à la mode, où les soins matériels lui seront largement donnés, mais où lui manquera le principal, l'inspiration saine et élevée qu'elle pourrait recevoir dans une famille méritant vraiment ce nom ; où il lui manquera la vraie instruction, l'instruction identique à celle qu'on donne aux jeunes gens ; où il lui manquera la direction large, sérieuse ; où elle se formera aux belles manières sans doute, mais où elle ne pourra acquérir le sentiment de ses droits, aussi bien que de ses devoirs ; où l'on ne lui permettra pas d'aspirer à autre chose qu'à ce que croient, qu'à ce que veulent les autres femmes.

« Et on la dira élevée, cette jeune fille. Oh ! elle sera bien la fille, la femme, la mère, qu'a été sa mère !

« Ne fabriquons pas sur ce moule usé, sur ce faux modèle, nos jeunes filles. Faisons-en des femmes sérieuses, faisons-en des mères instruites, et s'il y a moins alors, dans notre Europe, de fêtes, de bals, de sourires officiels et de splendeur, il y aura plus de bien-être, d'union, de joie, de progrès, de bonheur.

« Dans la classe bourgeoise, l'éducation des filles offre une variante : la mère est plus pot-au-feu, plus occupée de son ménage ; sa fille est sous sa direction immédiate. Elle remplit plus souvent à son égard les devoirs de la maternité, mais elle l'élève jour par jour, avec une préoccupation principale : la rendre assez attrayante pour qu'elle puisse faire un bon parti, c'est-à-dire un mariage d'argent ou de convenance surtout ; et dans ce but, elle ne travaille pas à la faire instruite, sérieuse, progressiste, mais à la faire jolie, soumise, douce ; à éteindre chez elle toute tendance à l'initiative trop hardie, à la pensée libre et raisonnée.

« Certaines idées, disent-elles, certaines sciences sont dangereuses pour les femmes, certains préjugés doivent être pris pour règle, certaines pratiques pour sauvegarde.

« La femme ne doit pas chercher ; elle doit croire.

« Est-ce que la science regarde les femmes ? Est-ce que la politique regarde les femmes ? Est-ce que les femmes ont besoin de savoir ? Elles ne seraient plus femmes.

« O réaction idiote ! ô superstition absurde ! ô cléricalisme corrupteur, qui étouffent dans les âmes les aspirations généreuses, dans les cœurs les hauts dévouements, et les grandes pensées, qui perdent la moitié des forces sociales !

« La mère est dévote plus ou moins toujours, cela fait partie des bienséances, de la pudeur de convention, de la considération admise, de la sécurité des relations sociales établies entre femmes (quelles relations charitables !) et même, chose incroyable, entre femmes et hommes. La mère est donc dévote ; la fille le sera forcément.

« Que l'homme réfléchisse, qu'il discute, qu'il doute, qu'il nie, qu'il raille, c'est un malheur sans doute, disent-elles, mais c'est presque pour lui un droit acquis.

« A la femme de plaire, de briller, de savoir se soumettre, de savoir souffrir, d'accepter sans discussion les vérités (dites ainsi) d'une religion immuable, et d'en faire sa règle de conduite. Elle se trouve d'elle-même fabriquée en esclave, et c'est ainsi que l'homme la veut.

« L'ignorance de la femme est, suivant l'opinion commune, un de ses plus grands attraits. Changez le moule, vous avez une excentrique, une déclassée, presque une coupable. La loi sacrée du progrès et de la justice est l'épouvantail des tyrans ; qu'y a-t-il à cela d'extraordinaire ? Mais qu'elle soit l'épouvantail des victimes auxquelles elle apporte la délivrance et l'émancipation, c'est là un illogisme, un contre-sens qui ne peut manquer de disparaître.

« La fillette bourgeoise est rarement instruite chez elle, et c'est là un des meilleurs côtés de son éducation.

« Tout homme, toute femme sont faits pour vivre en société, et ce que n'acquiert pas, dans la famille, l'intelligence, quand on néglige de lui donner une impulsion élevée, elle l'acquiert en partie par le contact journalier avec d'autres intelligences. La jeune fille, comme le jeune homme, a besoin d'un apprentissage à la vie sociale. Il n'est jamais bon d'être isolé ; et cet apprentissage elle le fait dans les classes, dans les externats.

« Non pas que ces établissements soient logiquement compris, largement et rationnellement établis, cette pensée est bien loin de nous ; on y retrouve les mêmes influences réactionnaires que dans la famille, les mêmes préjugés, les mêmes obstacles à toutes sortes de développements ; mais le caractère de la jeune fille se trempe au contact des autres caractères. D'ailleurs, la méthode suivie d'ordinaire, quelque irrationnelle qu'elle soit, ne parvient pas absolument à étouffer chez les jeunes filles toute initiative, toute libre-pensée, toute grande aspiration. On s'instruit par influence réciproque, et l'on acquiert ainsi l'expérience qui amène la réflexion.

« En résumé, s'il nous fallait choisir entre ces deux systèmes d'éducation, à peu près entendus de la même façon absurde (car dans tous les deux on accoutume les enfants, non à *vouloir*, mais à être *conduits*), l'un mis en action dans la famille, l'autre en même temps dans la famille et dans la classe, nous choisirions le second.

« Il est de bon ton d'établir, comme une des règles de l'éducation des filles, une prudence mal entendue. On entoure pour elles le mariage d'une sorte d'auréole ; on fait de la maternité un mystère à leurs yeux, et l'on remplace par des rêves dangereux le saint respect que doit inspirer une des lois les plus sublimes de la nature.

« Dans les choses délicates de mœurs et de morale, savoir et comprendre pourtant, c'est être sage. L'ignorance n'est pas de la pureté. La vraie pureté, c'est l'élévation des sentiments, la saine appréciation des joies et des devoirs de la femme et de la mère.

« Que la condition première de l'éducation rationnelle de la femme soit de lui inculquer ces vérités fondamentales, à savoir : que tout être humain a le droit et le devoir d'acquiescer, dans l'Etat et dans la famille, sa valeur et son influence personnelles ; qu'en fait de croyances, on ne doit accepter que ce qu'a discuté la raison ou ce qu'a affirmé la science ; qu'être placée sous la dépendance de l'homme politiquement, civilement ou intellectuellement, c'est pour la femme être esclave encore ; que c'est à la femme de se faire sa place, puisque l'homme la lui refuse, à elle de se rendre assez savante, assez éclairée, assez résolue pour que le joug de fer que l'homme s'obstine à tenir, lui tombe des mains malgré lui. Il est inouï qu'un droit aussi simple, aussi irréfutable que celui de la femme, soit encore sujet à discussion. Il nous faut bien l'avouer, fussent les hommes en rougir, le seul vrai motif de cette tyrannie exercée contre la femme, c'est sa faiblesse. La force, hélas ! prime le droit ailleurs encore qu'en Allemagne.

« C'est moins la faute des hommes, d'ailleurs, que la faute des temps. Le progrès s'affirme lentement, jour par jour, et il faut que le genre humain tout entier passe par la lutte, par l'épreuve, avant de se faire grand dans l'avenir immortel. L'être, de transition en transition, se

fabrique son âme, pour ainsi dire, la pétrit, la grandit, l'épure, l'idéalise. Le progrès n'est progrès qu'à ce prix. La véritable valeur, et partant le bonheur réel, ne peuvent être acquis que par le *travail personnel*. Le droit primant la force n'est plus une utopie qu'on raille ; c'est un idéal humanitaire dont la réalisation est assurée.

« Tels sont les principes qui devraient servir de base à l'éducation. Mais où est-elle l'éducation, où la trouve-t-on ? Est-ce dans la classe ouvrière ? Hélas ! là moins qu'ailleurs encore. La mère, après avoir nourri sa fille tant bien que mal au milieu des exigences de son rude travail, la place dans une crèche ou l'abandonne forcément une partie de la journée ; l'enfant grandit sur la rue, va parfois à la salle d'asile ; puis, pendant un an ou deux, tout au plus, à l'école communale où elle apprend à lire, à écrire, à compter, et entre enfin dans un atelier qui n'est pas toujours une école de mœurs. Quelle vie singulière elle mène, cette jeune fille ! Au milieu de quelles tentations, de quelles souffrances, elle se trouve plongée ! Elle n'a pas été élevée, elle a poussé toute seule, brusquée de ci de là, ne comprenant rien de la vie, n'ayant pas appris à réfléchir. De pernicious conseils, de mensongères promesses frappent ses oreilles, lorsque, toute jeune encore, elle peut à peine les comprendre. La société est liguée contre elle. D'un côté, l'ignorance et la faim ; de l'autre, la séduction et la honte. Y songe-t-elle à la honte ? Comment résister d'ailleurs ? pourquoi résister ? Elle trouve cela naturel de céder. Lui a-t-on appris autre chose ? Ses compagnes travaillent moins qu'elle, et sont parées pourtant. Est-ce donc si difficile de se faire belle aussi et libre ? Quel frein peut l'arrêter ? où se réfugierait-elle ? Chez elle, il se passe parfois des scènes étranges ; le père est ivre, la mère exténuée, et la misère étroit trop souvent toute la pauvre famille. La jeune fille est témoin de luttas, de reproches, de mauvais traitements. Le mépris pour l'un des parents, la pitié pour l'autre, ou plus souvent l'indifférence pour tous les deux, achèvent de mettre obstacle à toute influence bienfaisante exercée au foyer paternel. La vie en famille n'est plus une sauvegarde. Il n'y a pas, pour l'ouvrière, de vie en famille. La misère a tout démolé, comme la misère a tout empêché. Pour rester vertueuse, il faut à cette jeune fille presque de l'héroïsme ; les tentations l'assiègent, elle est environnée de pièges, les jeunes hommes se font un jouet de son honneur et de sa beauté ! Elle n'a pas le refuge de l'étude, et le travail des mains laisse à sa pensée, à son désir une activité dévorante. On n'a dirigé ni cette pensée ni ce désir. On n'a formé ni le cœur, ni l'esprit, ni la raison de cette jeune fille. On les lui pervertit tous les jours. Elle est avide d'émotions fortes ; une littérature corruptrice passe sous ses yeux et l'enivre, elle veut se sentir palpiter sous l'épouvante, sa vie est si uniforme ! Elle veut rêver de héros insensés ; elle s'intéresse aux victimes imaginaires d'affreux scélérats ; les tableaux les plus exagérés, les récits les plus malsains, faits en une langue qui n'est rien moins que pure, voilà à quelle source puise son esprit. Ce qui lui restait de sens moral disparaît. Il est certains spectacles qui avilissent ceux qui les contemplent, il est certains feuilletons dont la lecture est une flétrissure. Cette littérature des bas-fonds, cette littérature des carrefours, ces livres que les petites apprenties dérobent soigneusement aux regards et qu'elles dévorent dans leurs rares moments de loisir, ces romans que les ouvrières passent parfois des nuits à feuilleter avec émotion, ce sont de mauvaises actions.

« Est-ce sa faute, à l'enfant, si, devenue jeune fille, elle manque à son devoir, et tombe au fond de l'abîme ? Qui donc oserait lui jeter la première pierre ? Nous, société, ne sommes-nous pas tous coupables de sa faute ? ne serons-nous pas responsables de l'abandon, parfois du meurtre de l'enfant qu'elle a mis au monde ?

« L'ignorance, voilà la grande plaie qui entretient le paupérisme avec ses conséquences effroyables.

« Il n'est qu'un remède, un seul. Ouvrez les écoles, décrétez l'éducation et l'instruction gratuites et obligatoires ; j'entends l'instruction laïque, c'est-à-dire dégagée des dogmes d'un culte quelconque, cessant d'être soumise à une influence, à une coterie ; l'école où règne la liberté de conscience pour tous, l'enseignement libéral pour tous, l'enseignement intégral. C'est cette éducation gratuite et obligatoire que je réclame. L'heure a sonné, la plaie sociale est saignante. Superstitions et préjugés ont fait leur temps ; l'idée mène le monde.

Il faut que tous, hommes et femmes, puissent se faire leur place; il faut que tous, n'ayant qu'à vouloir pour devenir instruits et éclairés, le penchant et la vocation seuls puissent être bientôt consultés dans le choix d'une position sociale. Nulle occupation d'ailleurs ne serait alors déclarée infime, parce que toutes seraient utiles, parce que la femme instruite, par exemple, faisant de ses mains son instrument de travail, en même temps qu'elle cultiverait son intelligence, serait considérée comme l'égale de la femme-médecin ou de la mère élevant dans la science et l'honneur ses enfants. Faisons de nos filles des femmes studieuses, instruites, car dans le travail est la force, dans l'instruction, l'indépendance.

« En Amérique, ni l'enseignement secondaire, on vous l'a dit, ni l'enseignement supérieur n'effraient les femmes.

« Mathématiques, sciences physiques et naturelles, astronomie, littérature, jurisprudence, histoire ou philosophie, elles abordent tout, elles approfondissent tout, elles enseignent tout.

« Dans les Etats de l'Union, les trois quarts des professeurs sont des femmes, et un des éminents inspecteurs de notre université française, M. Hippeau, ne tarit pas en éloges sur les magnifiques résultats qu'elles obtiennent, sur les services éminents qu'elles rendent à la jeunesse des deux sexes, parfois séparés, mais le plus souvent groupés, réunis sous la direction d'un même maître. Non contentes d'enseigner, elles sont encore médecins, avocats, astronomes, prêtresses même; nulle carrière libérale ne leur est fermée, et telle est la considération dont elles jouissent, qu'à Philadelphie six doctresses sont inscrites à l'impôt pour un traitement qui varie de 10 à 50 mille francs, et à New-York, l'une d'elles touche jusqu'à 80,000 francs.

« Dignes émules de nos sœurs d'Amérique, travaillons donc nous-mêmes à notre émancipation. Fondons notre liberté sur notre droit et notre valeur. » (*Longs applaudissements*).

Sous l'inspiration des idées développées dans le discours de M^{me} Eugénie Pierre, la Section pédagogique a formulé un vœu que M. le président soumet à l'approbation du Congrès.

Il est ainsi conçu :

- « Considérant que les vices essentiels de l'éducation sont le résultat des inégalités sociales qui séparent en classes distinctes les citoyens d'un même pays;
- « Que le meilleur moyen de remédier à ces vices est de donner à l'éducation publique un caractère intégral et de rendre les études les plus hautes accessibles à tous les enfants des deux sexes;
- « Que l'éducation intégrale ne pourra s'établir que le jour où les Ecoles seront absolument distinctes des Eglises, c'est-à-dire complètement séculaires ou laïques,
- « Qu'elle doit être gratuite à tous les degrés;
- « Qu'elle doit avoir pour but de former des hommes et des femmes, des citoyens et des travailleurs;
- « Qu'il n'est permis à personne de s'opposer à ce qu'aucun enfant en reçoive le bienfait;
- « Le Congrès émet le vœu que l'éducation soit accessible à tous les enfants des deux sexes; qu'elle soit laïque, morale, professionnelle, gratuite à tous les degrés; et, enfin, obligatoire. » (1)

Ce vœu est adopté sans discussion.

La séance est levée à six heures.

(1) Les Vœux et Résolutions votés par le Congrès, seront réunis dans un Chapitre spécial, à la fin de cette publication.

4^e Séance. — 2 Août.

SECTION ÉCONOMIQUE

Présidence de M. Léon RICHER

SOMMAIRE. — Lecture et adoption du procès-verbal. — Explication préalable. — Discours de M^{me} Nelly Lieutier. — Discours de M^{me} Houry. — Discours de M^{me} Eugénie Pierre. — Discours de M. Payard. — Discours de M. Calligari. — Discours de M^{me} Dissat. — Discours de M. Pignon. — Discours de M. Camille Adam. — Discours de M^{me} Rétoux. — Discours de M^{me} Venturi. — Lecture des vœux; discussion.

A deux heures et demie, la séance est ouverte.

M^{me} Lejosne, vice-présidente, prie M. Léon Richer, à qui le soin de rédiger les vœux a été confié le matin même, de vouloir bien, en l'absence des présidents titulaires, accepter la direction de la séance.

M. Léon Richer prend place au fauteuil.

L'ordre du jour appelle la discussion des propositions soumises à la sanction de l'Assemblée, par la Section économique.

M. le président donne lecture de la partie du programme relative à cette Section.

Il ajoute que les vœux dont il est chargé de donner communication, étant la conséquence des travaux d'ensemble de la Section, et non une suite directe, immédiate de tel ou tel discours pris en particulier, il lui semble logique, dans l'intérêt de la discussion, de donner d'abord la parole successivement et sans désemparer aux divers orateurs inscrits. Après avoir ainsi entendu, à tour de rôle, les membres de la Section dans leurs observations, le Congrès sera plus sûrement édifié et se rendra mieux compte de l'esprit général qui a dicté les Résolutions dont l'adoption va lui être demandée.

Cette manière de procéder ne soulevant aucune objection, la parole est immédiatement donnée à M^{me} Nelly Lieutier, qui s'exprime ainsi :

Discours de M^{me} Nelly Lieutier.

« Mesdames et Messieurs,

« Je vous demande la permission, en attendant la lecture des savants travaux que vous allez entendre, de vous présenter quelques considérations générales sur le travail, et particulièrement sur le travail des ouvrières.

« Nous sommes loin déjà, et plus loin encore par la pensée que par l'action, de ce temps où la classe qui se prétendait la plus éclairée, se targuait avec orgueil de son ignorance et de son incapacité.

« Qui n'a vu les vieux manuscrits où l'on transcrivait naïvement cette phrase sacramentelle: *a déclaré ne savoir signer, attendu sa qualité de gentilhomme?*

« Aujourd'hui, non seulement le travail et la science sont acceptés, mais ils sont honorés et recherchés dans les classes les plus fières et les plus élevées, et je ne mets pas en doute qu'avant qu'un demi-siècle soit écoulé, la devise gentilhomme sera retournée, et que le premier titre à la noblesse et à la considération sera le travail.

« La nature, en nous créant, nous a obligés au labeur. Elle a tout mis à notre portée, mais elle l'a mis à l'état rudimentaire, afin que nous ne puissions avoir, non seulement aucune jouissance superflue, mais pas même la satisfaction des premiers besoins, nécessaires à notre existence, sans le travail.

« Combien sont donc fausses et erronées les idées avec lesquelles on élève quelques jeunes filles dans plusieurs familles aisées!

« Persuader à un enfant que quelques êtres sont créés pour le labeur, tandis que d'autres passent leur vie dans l'inaction et le repos, peut être considéré comme un vrai crime social et moral.

« C'est donner l'idée de l'inégalité devant Dieu!

« Ce principe, aussi nuisible qu'il est faux, retombe nécessairement et fatalement sur celui qui dévie de la route qui nous est tracée à tous, c'est-à-dire sur celui qui, se croyant supérieur et privilégié, ne travaille pas.

« Sans s'en rendre compte, il a conscience de son inutilité, et ce sentiment dominateur amène l'ennui et la satiété.

« Nous sommes tous égaux devant la loi naturelle, qui nous impose les mêmes obligations et les mêmes devoirs.

« Y manquer volontairement, c'est se mettre soi-même hors la loi commune, c'est courir au malheur.

« Un philosophe des temps modernes a dit: « Quiconque se refuse au travail est indigne de vivre. »

« Cette pensée qui, au premier abord, nous semble sévère, est cependant une des plus sérieuses et des plus vraies que l'on ait osé émettre. Elle est vraie au point de vue moral; elle est vraie au point de vue physique.

« Au point de vue moral, puisqu'elle nous fait prendre notre part du commun bien-être, auquel nous n'avons apporté aucune participation; au point de vue physique, puisque nous ne subissons pas les conditions de vie qui sont imposées à tous les êtres vivants.

« Il ne doit pas nous être possible de nous en écarter, sans tomber immédiatement dans la mort.

« Est-ce qu'il peut nous arriver de penser ou de dire: « Moi, dont les ancêtres ont été les chefs des croisades, je suis tellement au-dessus de l'espèce humaine, que je puis braver impunément tout ce que redoutent les autres créatures; je puis passer au travers du feu sans qu'il me brûle, me jeter dans l'eau sans qu'elle me noie, ou m'élancer dans les airs sans craindre la loi d'attraction qui précipite les autres corps? »

« Quel serait l'insensé qui oserait s'exprimer ainsi? Il en est absolument de même pour le travail. Nous y sommes aussi soumis que nous pouvons l'être aux autres lois de la nature.

« Il ne peut me venir à la pensée de vous dire que le travail doit se présenter sous le même aspect à chacun de nous.

« Il ne peut être pour la femme ce qu'il est pour l'homme, et pour l'enfant ce qu'il est pour l'être arrivé à son entier développement; mais, en acceptant ces variations inévitables de temps, de lieux, d'âge, de goût, d'aptitudes ou de position, il n'en doit pas moins être notre maître à tous.

« L'enfant travaille en cultivant et en développant son intelligence, qui deviendra plus tard le plus puissant levier qui l'aidera à soulever les obstacles qu'il rencontrera dans la vie. Le père travaille en apportant le bien-être à la famille, la mère en élevant ses enfants et en leur apprenant leurs devoirs envers eux-mêmes, envers leur famille, envers le monde.

« Je ne puis dire à chacun le genre de labeur qu'il doit envisager ou embrasser.

« Il se montre à tous sous une forme ou sous un aspect différent.

« Ici, il doit s'appeler: production; là, il doit se nommer: charité!

« Le travail nous donnerait presque le droit d'être orgueilleux, si quelque chose de mauvais pouvait découler d'un principe sain et moral; mais l'orgueil qu'il nous donne est sain et moral aussi, car il s'appelle le contentement de soi-même. Il est la joie que donne le devoir accompli.

« Lorsque l'habitude ne nous en a pas fait un besoin, nous essayons d'abord le travail avec une hésitation douteuse; et, à mesure que nous marchons, que nous arrivons à un but, qui est toujours une récompense, nous jetons avec regret un regard sur ce passé dont nous avons gaspillé les jours en joies factices, qui ne nous ont laissé aucun chaleureux souvenir.

« *J'ai perdu ma journée*, disait Titus lorsqu'il ne pouvait enregistrer aucune bonne action dans le jour qui venait de s'écouler. Eh! bien, le travail est la bonne action qui est à la portée de tous. Il chasse de notre esprit les pensées mauvaises et envahissantes, il améliore notre cœur, en nous faisant compatir au sort de ceux de nos frères dont la tâche est trop lourde; il nous apprend enfin que nous pouvons être quelque chose en apportant, ne fût-ce qu'un grain de sable, au bien-être commun dont nous prenons notre part.

« Ces quelques considérations générales nous amènent naturellement à penser au sort de ceux dont le travail excessif dépasse les forces, en ne leur apportant qu'une maigre rétribution tout-à-fait insuffisante à leur existence.

« De ce nombre sont les ouvrières, et surtout les ouvrières des grandes villes.

« On oublie trop que la femme, qui travaille pour gagner son pain et souvent celui de sa famille, ne peut se livrer à ce travail qu'après les soins donnés à ses enfants et à son ménage.

« Savez-vous quel est l'emploi du temps de cette femme, de cette mère, que l'on paie peu parce que c'est une femme?

« Elle s'est couchée tard, la veille, parce que les travaux de l'atelier ou de la maison l'ont tenue longtemps et tard éveillée; mais au point du jour elle a entendu les cris de son dernier né qui l'appelaient, et elle s'est levée, vaillante et forte, malgré la fatigue de ses membres brisés, parce que la femme est mère avant tout; mère, malgré la fatigue et les souffrances, mère, malgré et surtout à cause de sa misère, qu'elle veut épargner à son enfant.

« Et, après qu'elle a soigné l'être faible qui ne peut se mouvoir sans elle, lorsqu'elle lui a prodigué l'amour et la nourriture qu'il réclame, elle se retourne vers les autres, les plus grands, les vêt et les soigne à leur tour, et prépare, pour tous, les aliments de la journée.

« Mais tout n'est pas fait pour elle. — Elle court à l'école, seul refuge qui puisse donner quelque quiétude à son esprit et à son cœur.

« Et, lorsqu'elle s'est ainsi débarrassée des préoccupations qui l'absorbaient, elle pense au labeur qui doit lui procurer le pain du lendemain.

« Presque toujours elle le fait avec courage, avec énergie, avec intelligence, car le cœur a son intelligence aussi; et, lorsqu'elle a accompli sa tâche, elle reprend sa route parcourue le matin, retourne à l'école chercher les enfants, à la crèche où elle a déposé le plus petit, et revient au logis pour préparer le souper de la famille.

« Alors rentre le mari, quand il y a un mari, et quand ce mari rentre, comme un honnête homme au milieu de sa famille.

« Il a travaillé, lui aussi; mais son travail a été simple et sans préoccupation. Le soin des enfants et du ménage, la préparation de sa nourriture, tout cela ne le regarde pas; il sait qu'une autre en a la charge et qu'elle la remplira.

« Si ce mari est simplement un honnête homme, il acceptera le dévouement de sa compagne, sans s'en apercevoir, parce que c'est la chose de tous les jours, à laquelle il est habitué, et que cela doit être ainsi.

« Mais s'il est ivrogne et brutal, comme cela se voit trop souvent dans la classe ouvrière; s'il est fainéant et dépensier, qu'arrivera-t-il?

« Ce qui arrive, hélas ! tous les jours dans des milliers de ménages.

« La femme, la mère, brutalisée après sa journée de misère, perdra tout courage et toute énergie ; elle se laissera, elle aussi, aller au vice qui tue l'âme et le corps, et elle se dira : à quoi bon ? Oui, à quoi bon être vaillante et courageuse, puisque mon travail n'est pas assez rémunéré pour me faire vivre avec mes enfants ?

» A quoi bon être une femme vertueuse, puisque le vice est encensé comme une valeur, et que la femme qui traîne ses dentelles dans la boue en fouette le visage de celle dont les modestes haillons devraient faire rougir son front de prostituée ?

« Et alors... Oh ! alors, vous tous qui m'écoutez, frémissez devant les épouvantables conséquences de toutes ces choses ! Alors, nous avons des cours d'assises qui ne peuvent suffire à juger et à punir les voleurs et les assassins ! Alors nous voyons des héros de 25 ans, jeunes hommes élevés avec amour au sein d'une famille honorable, devenir la proie de l'échafaud, pour satisfaire les insatiables appétits des femmes perdues qui ont conduit et dirigé la main des criminels.

« Et maintenant, puisqu'il faut une conclusion à toutes choses, nous venons vous dire : faites que le salaire donné aux femmes les mette à même de vivre, et de vivre honnêtement, lorsqu'elles devront subvenir seules à leur existence ; faites que les maris et les pères, par une éducation puisée ailleurs que dans les cafés et les cabarets, comprennent que leur bonheur est solidaire de celui de leur femme et de leurs enfants, et ils travailleront double pour apporter au nid la becquée, lorsque la mère, penchée sur un berceau, ne pourra penser qu'aux devoirs que lui impose son amour maternel. » (*Applaudissements prolongés.*)

La parole est à M^{me} Houry, qui prie M. Léon Richer, président, de donner lecture de son discours, dont voici le texte :

Discours de M^{me} Houry.

« Mesdames et Messieurs,

« J'ai accepté de participer aux travaux de cette Section, espérant recevoir à temps différents documents sur l'organisation du travail et du salaire des femmes dans différents pays. Ceux que j'ai sont insuffisants, et d'autres sont en retard. Je ne peux donc examiner aujourd'hui la question qu'au point de vue général de la justice.

« Je trouve qu'en principe le travail devrait être salarié selon son mérite, sans s'occuper s'il est exécuté par un homme ou par une femme.

« Le contraire est de l'exploitation. Nous voyons encore aujourd'hui, malgré l'amélioration immense qui s'est produite dans cette question, des villes de France où cette exploitation est pratiquée sur une très-grande échelle, à l'amiable il est vrai. Il est convenu presque partout que le travail des femmes, à dose et qualité égales à celui des hommes, est moins rétribué. Il ne l'est qu'un peu plus que celui des jeunes garçons.

« J'ai occupé une femme qui sortait d'une grande fabrique de Paris, elle gagnait 1 fr. 50 par jour de 10 heures. Elle était devenue très-habile dans son emploi, et n'avait jamais pu obtenir plus de 2 francs. La maison réalisait un bénéfice énorme sur l'ensemble des ouvrières.

« Pourquoi donc le travail de la femme, à mérite égal à celui de son compagnon, supporterait-il cette inégalité dans le salaire, quand il rapporte le même bénéfice ?

« A cette question, il ne peut être fait une réponse qui sorte de l'arbitraire.

« On gagne sur la femme. On spéculé sur son infériorité admise par les coutumes, la routine, affirmée par la loi. C'est un reste d'esclavage déguisé.

« Et ce sera ainsi tant que les hommes seuls feront les lois.

« Notez que nous ne demandons point de faveurs, point de concessions ; pas plus que

nous n'en demandons pour les travaux de l'intelligence, quand nous concourons pour les mêmes diplômes que les hommes.

« Nous demandons l'égalité de salaire dans les professions accessibles aux deux sexes, à la condition que le travail soit également bien, complet, profitable. *A chacun selon ses œuvres*, comme le disait déjà le Christ, et comme le répétait il y a soixante ans Saint-Simon dans sa doctrine du *Nouveau Christianisme*.

« Cette égalité de salaire ne peut être applicable que pour les travaux aux pièces, ou pour ceux à la journée faits avec la même vitesse par les deux sexes ; car il serait également injuste de rétribuer la femme à l'égal de l'homme, pour un travail semblable qu'ils feraient à la journée, à quantité ou qualité inégale.

« Ce principe admis et mis en pratique, la femme peut plus facilement se suffire à elle-même, et plus tard aider plus efficacement le père de ses enfants.

« Elle ne s'épuise plus dans un travail ingrat et insuffisant pour vivre ; elle ne cherche plus ailleurs les ressources nécessaires à son existence. Elle ne se décourage plus devant le travail qui ne la sort pas de la misère ; elle ne se laisse plus envahir par le besoin d'une protection dangereuse, mirage du vice qui la mène à sa chute.

« Ici, j'entre dans la question des mœurs, à la morale, et je ne veux pas anticiper. Mais je tiens à bien faire remarquer comme tout se lie dans l'humanité : l'éducation, le travail, le salaire, les mœurs, les lois ; le passé qui a préparé le présent, le présent qui doit préparer l'avenir.

« Tout se tient, tout s'enchaîne, tout concourt à la même œuvre ; le progrès de l'humanité, son amélioration, son perfectionnement. Nous sommes bien solidaires, messieurs, quoi que nous fassions, quoi que nous voulions. Sachons donc nous unir pour notre bonheur mutuel ; et le meilleur moyen, pour atteindre ce but commun, c'est de travailler ensemble, comme nous le faisons dans ce Congrès, aux questions de l'humanité. » (*Bravos unanimes*).

La parole est donnée à Mlle Eugénie Pierre, qui s'exprime dans les termes suivants :

Discours de M^{lle} Eugénie Pierre.

« Mesdames, Messieurs,

« La question économique se résume pour nous en un seul mot : Le libre travail.

« Nous entendons ici par libre travail les voies ouvertes à tous et à toutes d'un travail rationnel, modéré, rémunérateur.

« A chacun suivant son œuvre, devrait être la devise sociale, et l'accès de toute œuvre à chacun, le moyen de perfectionnement humanitaire et de répartition du bien-être, la loi de vie universelle enfin.

« Les forces de la nature sont immenses : il s'agit d'en tirer parti.

« Il est indispensable que tous, que toutes trouvent l'emploi de leurs facultés, de leurs capacités, de leurs aspirations.

« Vivre étant le droit et le devoir de l'homme et de la femme, ils doivent avoir en conséquence le droit de travailler, puisque sans le travail ils ne peuvent vivre.

« Le premier devoir de la société est donc de faciliter le travail de l'individu, et pour cela nous voulons toutes les libertés qui limitent le droit ; mais nous ne voulons pas la liberté de mourir de faim.

« Vivre est le but, travailler est le moyen. La vie a des exigences de toutes sortes, matérielles, morales, intellectuelles, qui toutes se tiennent par un lien étroit, qui ne peuvent pas se séparer.

« Sans la culture de l'esprit, le travail manuel est mal organisé ; sans garanties morales,

le travail matériel, non plus que le travail intellectuel, ne portent les fruits qu'on peut en attendre.

« Il n'est pas dans notre pensée de séparer, dans cette question vitale du travail, la femme de l'homme. Ce qui est vrai pour l'un, est complètement vrai pour l'autre; les mêmes considérations sont à examiner, le même but à atteindre,

« Dans l'ordre intellectuel, toutes les professions libérales peuvent et doivent être ouvertes à la femme, parce que la science est du domaine humain, parce que l'intelligence n'a pas de sexe; dans l'ordre matériel, les considérations à examiner pour rendre le travail libre, pondéré, fructueux, sont les mêmes pour la femme que pour l'homme.

« Le grand vice de l'économie sociale actuelle, c'est le manque de prévoyance et d'organisation dans la production.

« Ainsi sont créés les encombrements. Les encombrements font naître la dépréciation des produits. La dépréciation des produits donne lieu à l'insuffisance des salaires, et l'insuffisance des salaires est cause du ralentissement de la consommation. Le ralentissement de la consommation, à son tour, produit le chômage, la misère, la faim, la maladie.

« Nous le savons, la solution du problème d'économie sociale offre d'immenses difficultés. Un principe doit d'abord être admis comme base: c'est le principe de solidarité. La nature nous a faits tous et toutes solidaires les uns des autres, sociables, dépendants, dans la limite des droits et des devoirs. L'union fait la force moralement, intellectuellement, matériellement surtout, car on est parfois sans pain, hélas! tandis que, forcément, le génie et l'intelligence, d'où qu'ils viennent, profitent à tous plus ou moins.

« Que les travailleurs, que les travailleuses s'unissent donc entr'eux.

« L'association, la coopération, voilà le remède principal que nous croyons devoir indiquer pour l'extinction de cette plaie sociale qui s'appelle le paupérisme, de cette inégalité de salaire entre les travailleurs, eu égard à leur rang et à leur sexe.

« Dans toute coopération, nous entendons ne pas séparer l'élément masculin de l'élément féminin. Chacun travaillera suivant sa force, produira selon ses facultés personnelles. Personne ne dépassera la somme de travail nécessaire pour tenir en équilibre l'organisme humain; plus d'excès de travail, et un salaire suffisant: nous espérons en indiquer les moyens.

« La femme n'aura pas besoin, pour produire de travail cent fois moins que ce que fournirait une machine, de passer le jour et parfois la nuit, dans un labeur qui use en même temps ses forces physiques et ses forces morales. Avec les progrès industriels, la main d'œuvre coûte moins, c'est vrai, mais la consommation augmente d'autant; elle peut indéfiniment augmenter. Il s'agit simplement de régler la production, afin de donner à chacun sa place.

« L'individu, entravé par la concurrence, par le manque d'argent; pour la femme, par les préjugés qui l'infériorisent dans le travail, comme ils l'infériorisent dans la société, l'individu, que peut-il?

« L'association peut tout.

« Formez des Chambres syndicales de femmes, ou mieux encore de femmes et d'hommes; unissez le capital, le talent et le travail. La production sera immense; aucune concurrence ne demeurera à craindre; la supériorité des produits sera assurée, ainsi que la répartition rationnelle des bénéfices. Cette existence laissera à chacun le loisir de développer ses capacités, de scruter, de chercher et d'étudier les moyens de perfectionnement à apporter dans une industrie, dans un travail quelconque. De la sorte, le profit serait assuré à une idée nouvelle, à un procédé neuf; et de cette découverte, et de ce procédé, tout le monde profiterait en même temps que le novateur; et dans cette réciprocité de biens et de travaux, il y aurait toute une semence de progrès social, de bonheur social.

« Suivant nous donc, le premier remède au paupérisme, à l'insuffisance des salaires, à l'affreuse misère des travailleurs, c'est l'association, la coopération.

« Le second, c'est l'épargne. Les caisses mutuelles de prévoyance dans tous les pays, les banques populaires d'Allemagne, les caisses d'épargne scolaires même, en fournissent tous les jours des preuves.

« L'expérience établit que 40/0 du montant des salaires et émoluments divers suffiraient à garantir le travailleur de la misère.

« Les 40/0, dans l'association, seraient à prélever sur la production; puis constitueraient dans l'établissement industriel, dans la commune et dans l'Etat, cette assurance générale des besoins de la vie.

« Le troisième moyen, c'est l'application d'un tarif commun à chaque corporation des deux sexes, et ce moyen vise surtout le travail des couvents et des prisons; puis les mesures restrictives contre l'abus du travail des enfants, des femmes et même des hommes.

« Les grèves, qui sont une cause de ralentissement dans la production, une source de misère pour les travailleurs et de ruine pour les capitalistes, doivent également disparaître. L'entente qui se fait forcément, lorsque la situation des patrons et des ouvriers ou ouvrières, après une longue grève, n'est plus tenable, pourquoi ne se ferait-elle pas avant? Que l'élément féminin soit plus consulté, plus employé; que, dans toute entreprise, la femme trouve sa place, ses conditions d'existence, et la conciliation aura lieu beaucoup plus vite.

« Que les femmes enfin fassent des pétitions. Qu'elles les multiplient, qu'elles s'associent entre elles et avec les hommes, et le problème si redoutable de l'existence matérielle sera bientôt résolu, et leur infériorité, infériorité qui n'existe que dans les préjugés, les usages, les abus, disparaîtra là encore.

« Les autres mesures indispensables pour l'extinction du paupérisme, restent à l'initiative des gouvernements, tels sont: 1° le libre-échange; 2° la répartition égale de l'impôt, qu'on peut définir l'impôt sur les revenus, impôt qui déchargerait d'autant les travailleurs, qui paient sans consommer, tandis que les capitalistes consomment plus qu'ils ne paient relativement; 3° l'abolition de la prostitution légale, de cette honte de notre siècle, qui entretient le vice avec la misère, qui remplace le travail par la débauche et donne au monde l'exemple de la dépravation humaine, entretenue par la tolérance des gouvernements. Le service des mœurs est immoral, illégal, inutile et nous ajoutons: il porte préjudice au travailleur, il arrête dans leurs développements le progrès et les efforts de la classe laborieuse. Par classes laborieuses, il serait juste d'ailleurs d'entendre toutes les classes de travailleurs, comme il est juste d'entendre les deux sexes, car le travail est la loi, le devoir communs, et le seul travail n'est pas le travail matériel. L'un ne devrait jamais exclure l'autre, et si les applications étaient particulières, c'est-à-dire si un homme ou une femme choisissait telle branche du labeur universel qui lui semble mieux convenir à ses aptitudes, il est essentiel qu'il ou elle ne néglige pas le travail intellectuel avec le métier manuel, ou le travail manuel avec la profession libérale.

« Dans les associations bien comprises, les facultés seraient ainsi pondérées, équilibrées, et le sage et rationnel emploi du temps permettrait de varier les travaux, de façon à les rendre, pour le travailleur, aussi attrayants que fructueux.

« Le travail n'est une douleur que parce qu'on le comprend mal; le travail rationnel serait le bonheur et le salut des sociétés.

« Les professions libérales doivent évidemment être ouvertes aux femmes comme aux hommes. Il y a là moins encore pour elles de distinction à faire que dans les professions manuelles, car la femme n'a pas la force musculaire nécessaire pour certains travaux physiques, tandis que l'intelligence féminine est ouverte comme celle de l'homme à la science, à l'art, à l'idéal; l'expérience l'a bien des fois prouvé.

« Dans la magistrature, la femme, j'entends la femme transformée par une éducation progressiste identique à celle des hommes, serait aussi intègre qu'eux, aussi éloquente et plus conciliante sans doute. Les juges de paix femmes de certains états de l'Union, sont renommées par la façon remarquable dont elles remplissent ces fonctions.

« Dans les télégraphes, dans les chemins de fer, ne pourrait-on en France, comme on le fait ailleurs, employer plus souvent des femmes et leur donner les mêmes appointements qu'à l'homme, lorsqu'elles font le même travail? Professeur, la femme l'est de vocation; mais sa situation sociale est complètement à réformer dans notre pays.

« Journaliste, la femme peut l'être; presque tous les journalistes de New-York sont des

femmes. Enfin, médecin. Que faut-il pour être médecin ? de la science, de l'adresse, du dévouement.

« La science est accessible à tous, et nous n'admettons pas plus de limites à la conception intellectuelle de la femme, qu'à la conception intellectuelle de l'homme. Ce que l'homme apprend et comprend, la femme peut l'apprendre et le comprendre, pourvu qu'on l'y prépare par une éducation rationnelle.

« On objecte contre l'accès de la femme aux fonctions médicales, sa trop grande impressionnabilité nerveuse. Mais l'accoutumance fait évanouir l'obstacle. L'émotion tient surtout à la surprise. Où la surprise n'existe plus, l'émotion disparaît. Quant à l'adresse, on ne contestera pas sans doute que la femme la possède à un degré supérieur. D'un médecin adroit, on dit qu'il a une main de femme, et c'est un des plus grands éloges qu'on puisse en faire dans la pratique de son état. Elle n'a pas seulement l'adresse physique, elle a ce que j'appellerais volontiers l'adresse morale, c'est-à-dire le tact, la délicatesse ; et de quel secours est pour un médecin une telle faculté !

« Dans toutes les maladies, il y a complication morale ; l'âme agit sur le corps bien directement parfois, et ce mal complexe demande un double remède. La science donne l'un, et la science est le bien de tous ; la sensibilité pour la souffrance d'autrui, l'habitude des sensations personnelles de détail, fournissent l'autre ; et la femme, qui est un être plus faible, plus souffrant que l'homme, la femme que son éducation, plus encore que sa nature, accoutume aux nuances, sera supérieure à l'homme dans la faculté d'intuition si précieuse au chevet d'un malade. L'accès de la femme aux fonctions médicales ferait, selon nous, une véritable révolution dans cette science, qui sépare trop souvent le moral du physique et qui ne songe pas à étudier l'un en étudiant l'autre, afin de les traiter tous les deux en même temps. Enfin, le dévouement est la nature même de la femme.

« En résumé, le travail pour tous et pour toutes, le travail fondé sur la raison, la justice, l'association ou coopération des forces vives des individus, appliquée au bien général, en même temps qu'au profit individuel ; enfin, simultanément, le travail du corps et le travail de l'esprit, l'union dans le travail et la solidarité, la fraternité, base de cette union.

« Femmes françaises, pour que l'humanité entre enfin dans la voie sacrée du progrès, prêchez chaque jour, à toute heure, la paix universelle qui protège et ennoblit le travail.

« Faites la guerre à la guerre. Associez-vous pour former la ligue sainte de la fraternité que le monde vous doive la fédération des peuples. Extirpez de l'Europe ces guerres iniques qui sont la honte du XIX^e siècle, et lorsque vous aurez fait disparaître ce dernier vestige de barbarie, vous viendrez, fières de votre conquête, réclamer pour vous-même, pour vos sœurs, pour vos filles, votre liberté, votre place, votre droit comme travailleuses, comme citoyennes, comme femmes ! » (*Applaudissements prolongés*).

La parole est à M. Payard, qui donne lecture du discours suivant :

Discours de M. Payard.

« Mesdames, Messieurs,

« A l'heure où nous sommes, la population ouvrière est dans un horrible état de souffrance : l'ouvrier se suffit à peine, la femme vit de privations et de misère, des familles entières, laborieuses et intelligentes, s'étiolent et s'épuisent en luttes inégales.

« D'où vient l'effondrement de tant d'industries secondaires ?

« D'où vient la misère de l'ouvrier dans certaines branches ? D'où vient la prostitution à laquelle tant de pauvres filles se voient poussées faute d'un travail rémunérateur ?

« La faute en est à l'Etat.

« Oui à l'Etat, au gouvernement qui tolère, autorise ou abrite des industriels, des mar-

chands, sans exiger d'eux les impôts, les patentes auxquels tous indistinctement doivent être soumis.

« Je veux préciser. L'Etat fait travailler dans les établissements pénitentiaires ; les établissements pour les jeunes détenus, les prisons départementales, les maisons centrales sont, pour ainsi dire, autant d'ateliers ou de chantiers ; les détenus y sont soumis à un travail industriel ou agricole. Rien n'est plus sain, rien n'est plus juste, rien n'est plus moral.

« Mais ce travail, fait presque pour rien, à raison de 30 à 50 centimes par jour (80 centimes est le maximum pour un bon ouvrier), n'est-il pas jeté dans le commerce ? Ce produit industriel ou agricole, établi ou récolté à vil prix, ne vient-il pas concurrencer les travaux entrepris par les hommes honnêtes, libres, intelligents et vigoureux qui doivent gagner leur vie à la sueur de leur front ? Et c'est l'Etat qui leur arrache le pain de la bouche !

« Pour ne citer qu'un fait que je connais particulièrement :

« L'usine de Clairvaux, non pas l'usine, la maison centrale (une partie) convertie en usine et louée à un entrepreneur (1), a ruiné toute la fabrication de la literie et du meuble en fer. La main-d'œuvre, payée partout dans les ateliers libres au moins 4 à 5 francs par jour, est à peine rétribuée à des condamnés entretenus par l'Etat.

« Et il y a en France 24 maisons centrales, 60 établissements pour les jeunes détenus et 105 prisons départementales. Pour peu qu'une industrie y soit poussée, l'Etat pourrait ne plus percevoir d'impôts sur cette branche.

« Statistique officielle (2).

« En 1868, le travail fait dans les prisons a produit 1,811,672 francs, ainsi répartis : Au Trésor, 137 francs ; aux entrepreneurs, 868,379 francs ; aux détenus, 943,156 francs.

« Ces établissements sont ceux que l'Etat abrite et protège et dont la gestion lui incombe. Mais alors pourquoi, afin de parer aux misères qui en découlent, pourquoi ne pas imposer le produit qui sort de ces établissements, de façon à ne pas nuire aussi outrageusement à l'ouvrier libre ?

« Ce serait équitable, et l'entrepreneur y trouverait encore son compte ; mais il faut surtout que certains genres de travaux y soient seuls prescrits ou admis et que le public en soit dûment avisé.

« En tous cas, la manière la plus équitable et en même temps la plus avantageuse serait, au fur et à mesure des résiliations des contrats passés avec les entrepreneurs, d'adopter dans chaque maison de détention tel genre spécial de travail.

« Puis, à certaines époques, selon l'importance du travail fait, le Directeur ferait adjudger aux enchères publiques les produits ou travaux exécutés. Une part reviendrait à l'Etat, un *pro rata* serait établi entre les détenus ; le commerce et les industries libres y trouveraient également leur compte, car la concurrence de la prison serait de fait supprimée. Des ouvriers libres bien placés dirigeraient les travaux comme contre-mâtres.

« Passons aux établissements de main d'œuvre, que l'Etat tolère ou autorise et dont probablement il ignore toute l'importance.

« Les communautés, les couvents, sont la plupart, comme les prisons, de grandes entreprises industrielles ou agricoles. A Anglet, près Bayonne, les deux branches prospèrent d'une façon remarquable.

« (Les maraîchers et les négociants de la contrée en savent quelque chose).

« Aujourd'hui, une maison de gros veut-elle faire fabriquer du linge, des vêtements à prix réduits, elle s'adresse au couvent le plus proche.

« Un projet de mariage a-t-il transpiré, le marchand vient proposer de faire le trousseau ; le couvent l'a déjà obtenu, grâce à l'influence du clergé.

« Une famille, trois ou quatre femmes seraient satisfaites de gagner 8 ou 10 francs par jour en travaillant chacune quatorze ou quinze heures. Illusion ! la communauté fera ce

(1) Quatre industries y sont en entreprise.

(2) Maurice Block (*Statistique de la France*, 1874).

travail de couture, passementerie, broderie, lingerie, confection etc., etc, dans ses moments de loisir; ce sera pour toutes ces chères créatures une récréation, et le prix ne vaut pas la peine d'en parler.

« En effet, la femme seule ou en famille devrait pouvoir gagner de quoi se suffire, soit au moins 3 francs par jour. Or, ce qui devrait être le minimum est cependant le maximum: il faut qu'une ouvrière soit très-habile pour se faire des journées de 3 francs. La moyenne des journées d'une ouvrière, en tenant compte des dimanches et jours de fête et de la morte saison, ne dépasse guère trente-cinq ou quarante sous (c'est encore en sous que l'on compte dans la mansarde et à l'atelier). Or, quelle peut être l'existence de la femme gagnant même 2 ou 3 francs par jour?... Privations, misère... par suite forcément... l'assistance publique... ou privée... ou le cloître... il n'y a pas d'autres portes de sortie à cette vie malheureuse. Ou bien la municipalité, les congrégations viennent au secours de cette infortune (et cela répugne de demander un secours); ou bien cette femme, cette fille, pour rester libre, pour pouvoir travailler sans mendier et sans être inscrite à l'assistance publique, pour ne pas être astreinte aux dévotions hypocrites que lui imposent certaines sociétés dites de secours, cette ouvrière est forcée de se vouer à une assistance... privée... elle se fait un amant; celui-ci devra naturellement aide et protection pour un temps non déterminé. C'est un triste printemps!

« Enfin, le cloître est réservé aux plus chastes et la maison de détention reçoit sur leur hiver celles dont la société est dégoûtée, souvent après s'en être repue; en somme, dans toutes les phases de son existence, sur quelque point de ce cercle qui forme son horizon, l'ouvrière ne trouve ni droits ni devoirs..., mais partout soumission... et sur des points extrêmes encadrant le tout... la Loi écrit: *Le voile ou la chair*.

« Ce sombre tableau de l'existence de l'ouvrière paraît outré ou exagéré. Il est pourtant vrai; les unes luttent et succombent, d'autres plus sages ou éprouvées jeunes prennent le voile, (quelques-unes peuvent choisir celui de mariée); et toutes, réduites à merci par la concurrence démoralisante du pénitencier et de la communauté, vont, victimes nouvelles, entraînées dans ce cercle vicieux, contribuer elles-mêmes aux misères et à la chute de leurs sœurs.

« La population diminue: sur cent naissances à Paris, il y a 25 naissances d'enfants naturels, et sans compter les enfants morts-nés et les accidents; la prostitution augmente dans des proportions honteuses, les faux ménages pullulent; du reste, il est convenu qu'on vient à Paris pour s'amuser; et Paris, la belle cité, le domaine du génie, ne craint pas d'afficher à l'ombre de sa grandeur, les avantages et les plaisirs qu'elle peut procurer, surtout aux étrangers qui, dans leurs pays, n'ont pas les mêmes facilités de mœurs, et rougiraient de les y rencontrer.

« D'autre part, pour parer à ces misères, l'assistance publique multiplie ses efforts: hôpitaux, crèches, asiles, enfants confiés à des nourrices de la province, refuges, maisons de retraite, etc., etc.; mais plus on fait, plus il faut faire.

« Le clergé même, inconscient du mal que font les couvents, ouvroirs, etc., ne voyant que le côté moral et salubre de ces établissements, constate avec satisfaction les services qu'ils rendent et leur prospérité, et les patronne partout; mais il ignore les misères de la mansarde, et c'est toujours trop tard qu'il est appelé à les connaître; il ne voit pas que le travail qui apporte le bien-être à la communauté, a été enlevé à cent familles réduites aujourd'hui à la misère.

« Ces familles faisaient de la broderie: une communauté a surgi faible et soutenue par les dons et les secours; encouragée, elle a fait faire de la broderie aux enfants, élèves ou membres de la communauté. Ces essais ont produit quelques faibles ressources; aujourd'hui la communauté a un dépôt pour la vente en gros dans telle ville, et cette maison patronne naturellement les familles que la communauté, à son tour, trouve dignes d'intérêt.

« Les cent familles composées de femmes honnêtes, actives et intelligentes, privées de leur ouvrage de broderie, entreprennent un article un peu moins lucratif, elles font du linge. Surgit une autre communauté, fondée dans un but des plus louables, son person-

nel ne saurait rester inactif, et si quelques personnes veulent bien lui donner un peu de linge à confectionner, on le fera à des prix tellement avantageux... que petit à petit ce travail sera retiré aux familles et aux ouvrières de la ville et de la campagne, à celles-là mêmes qui travaillent pourtant à bien bon marché et cette communauté devient encore une grosse entreprise.

« Les gros sous recueillis et amassés au nom de la charité se convertiront peut-être un jour en bonnes terres que l'on affermera ou en beaux immeubles que l'on louera, ou bien en deniers de Saint-Pierre... Nous ne voulons pas voir si loin, nous ne voulons que constater le mal que font aux familles ouvrières les maisons de détention, prisons, etc., ainsi que les couvents, communautés.

« Nous ignorons encore quel en est le nombre et combien de mains y sont actives, mais partout nous en trouvons les traces affligeantes.

« Que faire alors contre ce mal?

« J'ai indiqué le remède pour les maisons de détention, l'adjudication aux enchères publiques des travaux et produits de ces établissements — cela est possible pour les établissements de l'Etat — mais pour les couvents, communautés et institutions de même genre, je ne saurais me prononcer sans avoir au préalable compulsé les statistiques officielles.

« Toutefois, je réprouve toutes mesures radicales, telle que la suppression des couvents; le mal qui en résulterait serait incalculable, ce serait jeter la perturbation dans de trop grands intérêts et la surexcitation pourrait engendrer même des troubles; du reste, fermer les couvents, en chasser les moines et religieux ou religieuses de toute communauté ou ordre, ce serait porter atteinte à la liberté individuelle et à la liberté des cultes, et cela ne servirait à rien. D'autre part, imposer la main d'œuvre est bien difficile et ne serait pas non plus équitable; tarifier la main d'œuvre est aussi impossible; il convient donc de rechercher si, dans une loi sagement combinée il n'y a pas moyen d'établir les droits et devoirs de la femme, de façon à la mettre à l'abri du malheur, à enrayer la prostitution, et en même temps à éviter la vie en communauté.

« Une loi est à faire, il faut qu'elle soit faite. » (*Vive approbation*).

M. Constantin Calligari, appelé à la tribune, lit un travail dont voici l'analyse:

Discours de M. Calligari.

« Plus que les membres de toute autre Section, dit en commençant l'orateur, ceux de la Section économique ont pu apprécier l'urgence d'une réforme sociale, en ce qui concerne la femme.

« Lorsqu'on parle, ajoute-t-il, d'affranchissement de la femme, il est bien entendu qu'on désire s'occuper de la totalité des femmes, et que les mesures prises ou à prendre s'appliqueront à toutes; mais lorsqu'on s'occupe des questions de détail, le cadre se restreint de lui-même. C'est la femme ouvrière seule, la femme prolétaire, qui aspire véritablement à cet affranchissement, parce qu'elle seule est en état de mesurer l'étendue des bénéfices à venir, étant seule à souffrir actuellement. »

« La 3^e Section s'est donc spécialement occupée de la situation de la femme ouvrière, elle en a sondé toutes les plaies, envisagé toutes les horreurs et toutes les misères.

M. Calligari regrette que les éléments lui aient fait défaut pour établir le tableau comparatif demandé par le programme, et il fait appel à toutes les personnes de bonne volonté, surtout aux personnes compétentes, et les engage à s'occuper, chacune dans son pays, de cette grande question du travail et du salaire des femmes, et d'en publier les résultats. « De cette façon seulement, dit-il, le prochain Congrès pourra travailler sur de meilleures bases que celui-ci. »

L'orateur expose que, pour faire œuvre utile, la Section économique a dû s'astreindre à juger les questions soumises à son étude: premièrement d'après les vues théoriques, secondement d'après les faits qu'il est permis de constater journellement dans le monde ouvrier français, et enfin d'après la comparaison de ces faits avec les vues théoriques. Il ajoute:

« Envisageant le travail comme un des agents de l'affranchissement des femmes, les membres de la 3^e Section ont dû regretter l'inégalité civile de la femme par rapport à l'homme. Celui-ci tout-puissant, parfois égoïste, pourrait facilement user des privilèges de la loi pour défendre le travail à sa femme; mais il ne le fait pas.

« Aussi, continue l'orateur, nous pensons qu'avant tout, nos vœux doivent porter sur la suppression des lois civiles qui mettent la femme dans une condition d'infériorité criarde vis-à-vis de l'homme. En attendant cette réforme, nous engageons les femmes libres, celles qui n'ont pas un gouverneur, à travailler constamment, quand même elles n'auraient pas besoin de ce travail pour subsister. Leur exemple serait salutaire pour le reste de la société.

« Le travail, poursuit-il, est un droit en même temps qu'un devoir. Tout être doit pouvoir exercer ses facultés productives, et lorsqu'il ne le peut pas, pour des raisons indépendantes de sa volonté, on doit le mettre en état de le faire, on doit lui procurer du travail; de même lorsqu'un être, volontairement, s'abstiendra de travailler, on devra l'y forcer; les improducteurs, les parasites, ceux qui vivent ou veulent vivre du travail des autres ne peuvent avoir leur place au banquet de la vie.

« C'est à ce titre que la femme doit travailler, de même que l'homme.

« Le travail est seul capable de sauvegarder le sentiment de la dignité personnelle chez chacun de nous. Pour ne pas avoir à souffrir devant la société, de ce chef, nous travaillons et nous avons raison, nous les hommes; qu'il soit permis à la femme, qui n'apporte pas toujours une dot dans le ménage, de travailler pour ne pas avoir à souffrir dans sa dignité devant son mari, lequel peut ne pas être toujours assez bestial pour lui reprocher sa condition pécuniairement inférieure, mais qui sera toujours assez fin pour la lui faire sentir. »

En dehors de ces considérations philosophiques, il en est d'autres qui militent en faveur du travail des femmes, et parmi ces dernières, l'orateur en cite une qui a été reconnue comme telle par l'unanimité de la Section: « C'est l'impossibilité dans laquelle se trouve souvent le mari de nourrir sa famille, assez nombreuse parfois, avec son petit salaire d'ouvrier. A plus forte raison, faudra-t-il invoquer cet argument, lorsque le mari fera défaut pour diverses raisons, et que la femme, peut-être mère, sans aucune ressource, est seule à pourvoir aux besoins d'un ménage nécessaire. Il y a lieu, dès lors, de poser en principe que le travail est absolument nécessaire à la femme ».

« Donc, conclut sur ce point l'orateur: *Droit au travail!* voilà la première revendication à faire; voilà notre premier vœu.

« Mais, entendez-le bien, poursuit-il, en demandant pour la femme le droit au travail, c'est avec la pensée sérieuse d'en faire un des agents de son affranchissement. Il ne suffit pas que la loi proclame l'égalité civile des deux sexes pour croire que la femme est affranchie, il faut aussi qu'elle poursuive cet affranchissement sur le terrain économique. Cette pensée a été exprimée dans la Section par Mlle Gontcharoff avec beaucoup de netteté. »

C'est pourquoi M. Calligari pense qu'après avoir demandé, pour les femmes, le droit au travail, il y a lieu de déterminer dans quelles conditions doit se faire ce travail, non seulement de peur que le remède proposé ne reste illusoire, mais surtout de peur qu'il ne produise un résultat tout opposé à celui que nous attendons de lui, s'il était mal appliqué.

De là cette question: La femme doit-elle se livrer sans exception à toutes sortes de travaux?

« La Section, dit M. Calligari, n'a été unanime que sur un seul point à cet égard. Elle a reconnu que, trop souvent, les femmes se livraient à des travaux qui dépassaient de beaucoup leurs forces physiques, de même que les hommes, pour des raisons mauvaises le plus souvent, s'occupaient de travaux tout à fait féminins. Cette confusion est regrettable, parce

qu'elle est une des causes de la diminution des salaires, ainsi que pourra vous le prouver le rapport sur la question du salaire des femmes, et secondement parce qu'elle oblige les femmes à détourner leur activité de la bonne voie et à la rejeter, à leur détriment, sur d'autres travaux durs et fatigants.

« Il est incontestable, dit l'orateur, que les forces physiques de la femme, étant inférieures à celles de l'homme, il est des travaux qui sortent complètement du cadre de ceux qu'elle peut accomplir; de même qu'il en est d'autres, qui demandent une dextérité manuelle très-grande dont les hommes sont incapables, et qui sortent par conséquent du cadre des travaux que ces derniers peuvent accomplir. »

M. Calligari donnant un corps à sa pensée, voudrait que le Congrès émit le vœu: *Que les femmes abandonnent les travaux demandant une trop grande dépense de forces physiques, et s'emploient surtout à ceux qui demandent une certaine dextérité manuelle, dont les hommes font rarement preuve.*

Il propose ce vœu, « non-seulement à cause du mal physique, que ce mélange réciproque de travaux produit, mais surtout à cause du mal moral dont il est la cause. »

Cette confusion regrettable est, à son avis, une des grandes causes de la diminution du salaire; de plus, elle conduit à la misère. « Or, dit-il, là où la misère a pénétré, la porte reste grande ouverte à la prostitution, qui ne se fait pas prier pour entrer. »

Il ajoute:

« En demandant qu'une certaine règle préside dans le choix des travaux, je le fais autant au point de vue de la santé physique de la femme, qu'au point de vue de sa santé morale, et par conséquent de la cause que nous défendons dans ce Congrès. »

La femme est mère; elle est nourrice. L'orateur se demande si c'est là une raison qui impose nécessairement certaines restrictions dans le choix des travaux. « Les opinions, dit-il, se sont partagées à cet égard dans la Section. »

« Quelques-uns ont pensé que, dans l'état actuel de la société, imposer la moindre restriction, c'était porter atteinte au but que poursuivent ceux qui demandent pour la femme le droit au travail. Liberté complète du travail, voilà leur désir; par conséquent, accès à toutes les professions dites libérales, à toutes les fonctions publiques; en un mot, à tout genre de travail, quel qu'il soit, sans restriction aucune, sans préjudice pourtant pour le vœu énoncé plus haut.

« D'autres, au contraire, ont cru que la double qualité de mère et de nourrice, imposait à la femme des obligations sérieuses qu'elle seule pouvait accomplir, et que certains genres de travaux pourraient lui faire négliger au grand détriment de la société. Cette dernière catégorie de travaux renfermait surtout le travail dans les ateliers, usines, établissements publics de tout genre, et autres travaux de quelque nature qu'ils fussent, qui feraient sortir la femme de son foyer domestique.

« Le travail en dehors de la maison est mauvais, disent toujours les partisans de cette façon de voir, non pas seulement parce qu'il fait négliger aux femmes leurs devoirs maternels, mais encore parce qu'il est une des grandes causes de la prostitution. Est-il besoin de citer des exemples? Vous faut-il parler des ateliers et usines, où les maîtres et contre-maitres disposent en sultans des faveurs de leurs ouvrières? Faut-il encore citer ces établissements publics, restaurants ou autres, ouverts à tout le monde, et par cela même véritables réceptacles de poisons corrupteurs? Est-il enfin besoin de vous rappeler que seul, le voyage de l'atelier à la maison, est une course suffisante pour faire céder des femmes malheureusement désarmées devant la façade brillante et la monnaie non moins brillante des solliciteurs? »

« Voilà, Mesdames et Messieurs, s'écrie M. Calligari, les raisons qu'opposent ceux qui pensent que le travail en dehors de la maison est funeste aux femmes.

« A l'argument tiré des devoirs de la maternité, continue-t-il, les partisans de la liberté complète du travail, ont opposé une statistique par laquelle il est prouvé que plus de 50

femmes sur 100 ne sont pas mères, en très-grande partie pour cause de célibat, et que, par conséquent, il serait injuste de priver ces dernières de travaux qu'elles pourraient certainement accomplir, n'ayant aucun devoir maternel.

« On y a répondu, du camp opposé, que cela était triste, que dans l'ordre naturel des choses la femme devait être mère, et qu'un état créé par les vices sociaux ne pouvait être un argument valable contre la thèse contraire.

« Enfin, comme dernière raison des partisans de la liberté absolue du travail des femmes, nous devons enregistrer la suivante : Le travail dans les ateliers est mieux salarié et par conséquent plus avantageux pour les femmes qui ont à nourrir une nombreuse famille. »

M. Calligari dit que, grâce aux vices de notre organisation sociale actuelle, cette raison a été reconnue juste par tous les membres de la Section ; cependant il y a été répondu que l'avenir portera certainement remède à cet état de choses, que, jusque-là, les femmes ne devraient pas se draper d'un trop grand égoïsme, mais considérer que si, en quittant le travail de l'atelier, elles perdent une portion de leur gain, d'un autre côté en travaillant au foyer, elles peuvent en même temps surveiller la bonne éducation de leurs enfants et faire ainsi grandement bénéficier la société.

« Pour ces diverses raisons, conclut l'orateur, la majorité de la 3^{me} Section, tout en reconnaissant qu'en effet le travail en dehors du foyer domestique peut porter atteinte à la dignité de la femme, et par conséquent enrayer l'œuvre de justice que nous poursuivons, mais ne voulant restreindre en aucune façon la liberté du travail, a pensé qu'il serait bon que, par une étude plus complète des lois économiques et une meilleure éducation de l'enfance, on arrivât à fortifier la famille, sans porter atteinte à la liberté du travail ; elle a émis le vœu que le Congrès réclame pour la femme le droit à toutes les professions ou fonctions publiques.

Mais, en raison de l'esprit persuasif de la femme, en raison de sa position de mère qui l'oblige à pourvoir à l'éducation de ses enfants jusqu'à un âge assez avancé, et les lui fait ainsi mieux connaître, M. Calligari pense « qu'il serait bon que la femme poursuivit parmi les diverses professions, celle de l'enseignement. »

Ce discours, comme les précédents, est chaleureusement applaudi.

M^{me} Lucie Dissat, ouvrière, appelée à la tribune, s'exprime dans les termes suivants :

Discours de M^{me} Dissat.

« Messieurs, Mesdames,

« Un des côtés graves de la question du travail, c'est l'inégalité des salaires. L'homme fait une journée de 10 heures et gagne 5 fr. en moyenne ; la femme en fait une de onze heures et gagne 2 fr. 25. Ainsi, pour l'un 0 fr. 50 c. l'heure, pour l'autre 0 fr. 20 c. Il faut remédier à cela promptement, car ce budget si différent doit suffire aux mêmes dépenses : loyer, nourriture, entretien, impôts.

« On dit : la femme est moins forte physiquement, elle produit moins et ne peut être payée autant. Pourquoi, si elle est plus faible, lui impose-t-on une heure de plus de travail, quand elle a de plus que l'homme, une fois rentrée chez elle, le ménage à faire, le raccommodage, le blanchissage ?

« Il faut économiser, et, sous ce prétexte, cette femme réputée faible est accablée de travaux. Beaucoup disent : il faut que la femme reste dans son ménage, cela suffit. Pas à mon point de vue. Si son mari gagne seul, il y a danger pour sa dignité, pour son indépendance ; danger si le mari vient à mourir, à être malade ou à rester sans ouvrage.

« Si le mari ne trouve pas, lui, que le travail de la maison est équivalent au sien, il

peut être despote à son aise, ayant seul l'argent en main, et je ne sais rien de plus dur que le reproche de ne pas gagner assez, quand la gêne est au logis et qu'il y a une nombreuse famille à surveiller. Si l'homme vient à rester sans ouvrage, voulez-vous m'indiquer un moyen praticable pour vivre, quand la femme ne travaille pas ?

« S'il est malade, on peut le porter à l'hôpital ; mais l'homme guérira-t-il bien vite en ayant le tourment moral de se savoir indispensable aux siens ? Et s'il meurt ? Dans tous ces cas (j'en appelle aux ouvrières présentes), est-ce lorsqu'on a perdu son travail habituel, ses clients, qu'on retrouve immédiatement de l'ouvrage ? Non. Eh ! bien, s'il reste à la femme la possibilité d'être le soutien de la famille, il faut qu'elle gagne, il faut que son gain augmente pour qu'elle ait d'autres ressources que le suicide ou la prostitution. Laissez-la travailler ; aidez-la seulement à trouver des travaux qui soient lucratifs et peu pénibles.

« Pourquoi ne pas lui faire une part dans les administrations ? Les écritures seraient accessibles à beaucoup. La plupart des administrations sont ouvertes à 9 heures, fermées à 5. Eh ! bien, en tenant la main à leur admission à prix égal, ce serait un premier moyen. N'est-il pas honteux de voir des femmes traîner des voitures, porter des charges écrasantes, faire des métiers dangereux pour elles et pour leurs enfants qui, quelquefois, ne viennent pas à terme ou ne sont pas viables, et, d'un autre côté, de voir des hommes vendre de la mercerie, des dentelles, des soieries, des gants, des éventails, des odeurs, de la confiserie ? Autrefois, beaucoup de femmes gagnaient largement leur vie. Les hommes avaient des rayons, à eux : les toiles, les percalines, etc., les rayons où il faut de la force ; mais pourquoi nous prendre tout ce qui est lucratif et ne nous laisser que les travaux d'aiguille ?

« Cela est une injustice, et à mon grand regret je constate que c'est la faute de l'Etat qui, pouvant faire autrement, suit les habitudes reçues. Ainsi, il admet la différence des traitements entre instituteur et institutrice. Une institutrice de 1^{re} classe ne touche, à peu de chose près, que le traitement d'un instituteur de 3^{me}.

« Il y a là deux suppositions à faire : Ou l'on n'exige pas la même capacité, les études poussées aussi loin pour l'institutrice que pour l'instituteur, ou, si leurs capacités sont égales comme leur travail, pourquoi un traitement différent ? Dans le premier cas, injustice pour toutes les femmes qu'on prive de maîtresses ayant des capacités ; dans le second cas, injustice pour les institutrices qui ont travaillé comme les instituteurs pour passer leurs examens.

« Il est bien entendu que la retraite est fixée dans les proportions du traitement ; ce qui fait qu'à dévouement égal, l'un a une retraite beaucoup plus élevée que l'autre, et que c'est la femme, plus faible de tempérament, plus usée, qui a plus de besoins peut-être, qui reçoit moins.

« Un autre point important, c'est le travail fait dans les couvents et dans les prisons.

« Un mot sur les prisons. J'en sais très peu de chose, mais je sais qu'elles prennent des travaux à prix réduit ; que l'on ne donne aux prisonnières qui les exécutent, qu'une partie de leur gain ; que la nourriture étant insuffisante, elles achètent des vivres et j'ai entendu parler de prix exorbitants : 1 fr. 25 pour une côtelette.

« Ayant besoin de dépenser, elles n'ont plus rien quand elles sortent de prison. Est-ce prudent ?

« Mais la concurrence des couvents, voilà ce qui est effroyable ! Savez-vous la position respective du couvent et des ouvrières, de la religieuse et de l'ouvrière ? L'une est logée, nourrie, vêtue, soignée. Qu'elle ait de l'ouvrage, qu'elle n'en ait pas ; qu'elle soit malade de longs mois, infirme, c'est la communauté qui vient à son secours, sans que jamais elle soit abandonnée ; l'ouvrière doit se loger, se vêtir, se nourrir, se chauffer, s'éclairer, subir les chômages, les maladies et les infirmités avec le prix dérisoire qu'elle reçoit.

« Comme Société, la communauté est subventionnée par l'Etat ; elle ne paie pas l'impôt ; elle reçoit des donations nombreuses ; les confesseurs conseillent beaucoup aux malades riches cette manière d'obtenir une place au paradis. La communauté demande aux religieuses une dot, un trousseau ; elles s'informent si elles ont une bonne santé, s'il n'y a pas

de maladies héréditaires dans leur famille ; et pour le recrutement de ces femmes qui ne doivent pas avoir d'enfants, on cherche à enlever à la population la partie la plus saine et la plus forte. L'Etat le fait pour les soldats. Tant que les arbitrages internationaux ne remplaceront pas la guerre, on le comprend ; mais pour se retirer du monde et vivre contre la loi de Dieu, qui a dit : « Croissez et multipliez, » est-ce nécessaire ?

« La communauté a encore les pensionnaires payantes. Tout cela travaille. La dépense est minime, puisque le loyer est payé, qu'il n'y a pas d'impôt, que les propriétés que possède chaque communauté lui fournissent les légumes, le laitage. Si elles ont des malades, les remèdes sont gratuits. Eh ! bien, dans ces conditions, elles prennent de l'ouvrage à bas prix, pourvu qu'on leur en donne de grandes quantités, et, sous le prétexte d'apprendre le travail aux enfants, elles sont cause que l'ouvrière meurt de faim ou se prostitue.

« Je dis *prétexte*, par ce qu'il n'est pas exact qu'elles apprennent à travailler aux enfants. En effet, elles en font des spécialistes. A une chemise, l'une fera les ourlets, l'autre les surjets, l'autre les boutonniers. Rien de complet ; et quand elles sortent du couvent, ces jeunes filles qui n'ont pas eu le bénéfice de la loi sur le travail des enfants (car les conseils de surveillance n'ont pas libre accès dans les communautés), sortent de là incapables de gagner leur vie comme ouvrières, et avec les idées les plus fausses qu'on puisse avoir sur les devoirs de la femme dans la vie privée, ayant la conscience troublée par les idées qu'on leur a inculquées, — et sur la loi naturelle, qui est l'opposé de ce qu'elles ont vu jusque-là ; ayant peur de se damner et faisant de leur confesseur le confident de tout ce qui les inquiète, c'est-à-dire donnant à celui-ci le moyen de faire la paix ou la guerre, selon ses intérêts.

« Quant à la position des ouvrières, collectivement elle n'existe pas. Les rares associations de femmes sont encore, à leur enfance, pleines de difficultés, s'essayant à naître, manquant d'expérience et n'ayant pu encore avoir le concours que de ceux qui, dévoués à l'idée, ont de l'indulgence et comprennent qu'il ne suffit pas de vouloir faire une association pour qu'elle réussisse immédiatement. Vous dirai-je le mal individuel ? Non. Tous et toutes le rencontrent à chaque pas. Pour fonder une association, aux difficultés déjà dites, il faut ajouter celle-ci : la femme doit fournir le consentement de son mari, quel que soit son âge. La privation de ses droits civils la fait pupille ; il lui faut donc la permission de son mari.

« Ne croyez pas, que si, avant d'être mariée, elle faisait partie d'une association, elle pourra continuer, forte de la position acquise. Non. Elle aura pu gérer l'association, la rendre prospère, avoir montré des aptitudes très grandes. Rien ne lui servira. Lorsqu'elle se mariera, elle abdiquera, étant forcée de demander la signature de son mari, alors que, pour la même chose, son mari n'a pas besoin de lui demander la sienne.

« Pour les chambres syndicales, même inconvénient. Pour obtenir le droit de tenir une réunion, pour discuter nos intérêts professionnels, il nous faut d'abord le concours de sept électeurs. Pour répondre de nous, on n'exige pas qu'ils assistent à nos séances, ni même qu'ils nous connaissent. Heureusement que nous ne traitons pas de questions en dehors du travail, car nous les compromettrions, et ils ne le sauraient que trop tard.

« Devant toutes les entraves paralysant les chambres syndicales d'hommes, nous pouvons dire, nous, plus justement qu'eux encore : « Quand donc nous permettra-t-on d'agir par nous-mêmes, sous notre seule responsabilité ? »

« Si les chambres syndicales et les associations sont utiles, elles le sont pour tous ; nous avons déjà nos ménages, nos enfants, nos gains, la longueur de notre journée et la longueur des courses auxquelles une femme regarde beaucoup, surtout s'il est tard ; en plus, l'opposition des maris, alors qu'ils devraient au contraire nous aider, et les difficultés de la loi qui ne cesse de trouver que la femme a des devoirs, et qui ne lui facilite nullement le moyen de les accomplir. Il faudrait que les chambres syndicales de femmes fissent partie du conseil des prud'hommes, car, pour les apprentissages de filles, pour les différends entre patronnes et ouvrières, il me semble que celles qui sont en cause doivent désirer que ce soit des ouvrières compétentes, et non des hommes, qui n'ont pas les mêmes travaux, qui se prononcent sur les conflits entre patronnes et ouvrières.

« Demandons que l'Etat donne l'exemple dans la question des traitements qu'il sert, quel que soit le sexe, si le travail est égal. Demandons l'admission des femmes dans une quantité d'administrations publiques et privées, à prix égal toujours. Qu'on rende accessibles aux femmes la peinture, les arts mécaniques, qui ne demandent que peu de force physique, tels que l'ébénisterie fine, la tapisserie, l'horlogerie et, en général, tout ce qui demande plus d'adresse que de force.

« Ne réglez pas arbitrairement la vie de la femme. C'est à elle et à son mari de décider, selon chaque cas particulier, si elle doit travailler dehors ou chez elle, ou ne s'occuper que de son intérieur.

« La société doit mettre la femme, comme l'homme, à même de suffire à ses besoins ; elle doit donner à la femme les mêmes droits, sans restriction, car le droit est un, et quand la société aura donné des droits à la femme, elle pourra lui dire : « Fais ton devoir, j'ai fait le mien. »

« Que ce soient des femmes laïques qui remplacent les sœurs dans les hôpitaux et autres établissements subventionnés par l'Etat, dans lesquels peuvent se trouver des personnes n'appartenant pas à la religion catholique.

« Les vœux religieux étant de 5 ans, il faudrait qu'avant de les renouveler, chaque religieuse fût tenue d'habiter quelques mois, soit dans sa famille, soit dans un établissement public ou privé laïque, et qu'elle fût mise à même de subvenir à son existence, car il est probable que bien des religieuses rentreraient dans le monde si elles le pouvaient.

« Elles n'ont aucun moyen de nous faire parvenir leurs désirs : nous devons penser à elles.

« Si je dis que les couvents sont un danger mortel pour l'ouvrière, et même pour la société, je ne veux pas qu'on puisse croire que c'est aux religieuses individuellement qu'il faut s'en prendre.

« Combien, parmi elles, sont désabusées ! Combien sont peut-être désespérées ! Il faut forcer les couvents à nous les rendre un peu ; ayant été mises à même de gagner leur vie honnêtement, je crois que beaucoup seraient heureuses de revenir à la vie de famille. Nous les avons pour adversaires en ce moment ; nous semblons être ennemies. Non ! Aussitôt que les premières réformes seront accomplies, nous penserons à cette partie de nous-mêmes qu'on tient éloignée de nous.

« Citoyens, occupez-vous de la suppression des armées permanentes ; rendez tous les soldats à leur famille !

« Citoyennes, notre tâche est aussi grande. Nous avons à rendre à la famille la plus grande partie de la population féminine des couvents.

« Elles sont nos filles ou nos sœurs, et nous ne pouvons les oublier dans nos revendications. »

De longs applaudissements accueillent ce discours. M^{me} Dissat, en regagnant sa place, est chaudement félicitée.

La parole est à M. Pignon.

M. Pignon n'étant pas présent, un membre du Congrès, M. Lévrier, se charge de lire son discours, dont voici le texte :

Discours de M. Pignon.

« Mesdames, Messieurs,

« La question du travail des femmes nous a paru la plus urgente à résoudre : d'abord parce qu'elle touche au plus grand nombre, et ensuite parce que le sort de la génération future en dépend. Sur ce terrain, deux opinions se trouvent en présence. La première est que la femme ne doit pas travailler en dehors de son ménage, que sa place est au foyer,

qu'elle doit se consacrer à l'éducation des enfants, etc. La deuxième, est que la femme doit travailler malgré les circonstances désastreuses dans lesquelles son travail se produit, pour conquérir son indépendance économique. Ces deux opinions ont leurs partisans et leurs adversaires, et si la première a prévalu au Congrès de Paris, la deuxième a réuni les suffrages du Congrès de Lyon. Si M. Tomin s'est constitué le défenseur de la première dans son ouvrage : *La Question sociale et le Congrès*, M. Paul Leroy Beaulieu a défendu la seconde dans le journal *l'Economiste Français*.

« Disons de suite que, pour une fois, nous sommes complètement de l'avis de M. Beaulieu. Examinons rapidement la théorie soutenue par M. Tomin. Dire comme cet auteur que la femme est par son organisation « une intermédiaire entre l'homme et l'enfant » nous paraît, au seul point de vue physiologique, bien contraire à la vérité ; mais partir de là pour refuser à la femme tout autre développement que celui qu'elle peut trouver dans les occupations domestiques et dans l'exercice du métier d'institutrice, nous paraît infiniment dangereux, car les femmes ne se soumettront point à un pareil verdict et elles auront parfaitement raison. Il est excessivement facile de dire avec M. Tomin que « la famille est le seul milieu pour la femme et que, lorsqu'elle se crée au dehors une vie systématique, elle côtoie les abîmes » ; que « la véritable richesse que la femme peut verser dans la société est celle qu'elle tire de son aptitude à régner sur le foyer domestique », etc. Quelques chiffres vont nous fournir une excellente réponse aux arguments de M. Tomin. Il y a en France, dit M. Elisée Reclus, dans sa Nouvelle géographie universelle, 48 femmes sur 100, qui sont célibataires, et 11 sur 100 qui sont veuves. Je sais bien que l'on s'éciera avec MM. Reclus et Tomin que « c'est un des malheurs de la France d'avoir trop de célibataires » ; mais cela ne donnera pas aux 48 centièmes des femmes françaises qui le sont, nous ne parlons pas des veuves, les moyens de répandre dans le ménage qu'elles n'ont pas « le parfum de leur dévouement et les sentiments réconfortants que leur amour met au cœur de leur époux et de leurs enfants. »

« Si nous nous sommes servi de la statistique de M. Reclus pour démontrer la pauvreté des arguments de M. Tomin, il n'en faudrait pas conclure que ces chiffres nous serviraient pour soutenir la seconde opinion. Peu nous importe le nombre des femmes célibataires ou mariées ; nous pensons que toutes les femmes indistinctement doivent travailler, même sans nécessité. Voici nos raisons : Etant donnée l'hypothèse, qui deviendra certainement, tôt ou tard une réalité, du travail rémunéré par l'intégralité de son produit, le travail de la femme sera une condition *sine qua non* d'ordre social. La place de la femme est au foyer, a-t-on dit, nous disons, nous, qu'elle n'est pas plus là qu'ailleurs, qu'elle est partout où son activité peut et veut se déployer. Pourquoi invoquer des considérations de sexe qui, parce qu'elles sont la seule raison d'être de la femme, deviendraient dans ce cas ses seuls moyens d'être ? Pourquoi le titre d'épouse et de mère, pour ne point parler de celle qui n'est et qui ne sera jamais ni l'une ni l'autre, priverait-il la femme du droit d'exercer librement son intelligence et de donner cours à ses facultés ?

« Nul ne saurait, sous quelque prétexte que ce soit, limiter en rien le droit qui appartient à la femme, comme à tout être humain, de vivre en travaillant sans rien devoir à personne. Et c'est pourquoi, même dans notre société mal organisée, et si exploitée qu'y soit la femme, nous réclamons pour elle le droit de travailler, afin qu'elle puisse conquérir l'affranchissement économique qui est le premier et le plus grand pas dans la voie de cette égalité de droit qui fera de la femme, non plus l'esclave ou la souveraine, mais bien l'amie de l'homme.

« Mais si nous disons que la femme doit travailler, nous n'entendons nullement dire qu'elle doit être soumise à des travaux en désaccord avec ses forces ou ses aptitudes. La plupart des travaux que l'on fait exécuter aux femmes sont préjudiciables à sa santé, soit par leur durée, soit par la trop grande dépense de forces qu'exige leur exécution.

« Le docteur Richardson, médecin en chef d'un hôpital de Londres, disait dernièrement dans un article de la *Revue des sciences sociales* : « Les couturières de toute espèce, modistes, tailleuses de robes etc., sont frappées par trois fléaux : excès de travail, manque d'air et manque de nourriture ou de digestion. En général, ce genre de travail convient mieux

aux femmes qu'aux hommes. Mais le malheur pour ce métier, surtout à Londres, c'est qu'il a été monopolisé par des capitalistes qui économisent la dépense en prodiguant la force de travail. Une tailleuse en robes, par exemple, parvient-elle à se faire un petit cercle de pratiques, la concurrence la force de travailler à mort et de faire travailler ses ouvrières jusqu'à complet épuisement des forces de travail de ces dernières. Si les affaires ne vont pas, ou qu'elle ne puisse pas s'établir d'une manière indépendante, elle s'adresse à un établissement où le travail n'est pas moindre, mais où le paiement est plus sûr. Dans ces conditions, elle devient une pure esclave ballottée, ça et là, par chaque fluctuation de la société, tantôt chez elle dans une chambre et mourant de faim, tantôt dans un atelier occupé 14 heures sur 24, dans une atmosphère à peine respirable et avec une nourriture qui, fût-elle bonne, ne peut être digérée, faute d'air pur ».

« Après ce tableau, en voici un autre que nous avons trouvé dans la *Neue Allgemeine Zeitung*, de Berlin, et qui a été extrait d'un journal anglais. Sous ce titre : *Mort par simple excès de travail*, le journal allemand racontait la mort d'une jeune modiste, Mary Anne Walkley, âgée de 20 ans, employée dans un très respectable atelier qu'exploitait une dame fournisseuse de la cour. C'était la vieille histoire. Il était bien vrai que les jeunes ouvrières ne travaillaient en moyenne que 16 h. 1/2 par jour, et pour la saison trente heures de suite sans relâche ; il était vrai aussi que, pour ranimer leurs forces défaillantes, on leur accordait quelques verres de Porto ou de café ! Or, on était en pleine saison. Il s'agissait de bâtir en un clin d'œil des toilettes pour de nobles dames allant à un bal donné en l'honneur d'une princesse russe. Mary-Anne Walkley avait travaillé 26 h. 1/2 sans interruption, avec soixante autres jeunes filles. Il faut dire que ces jeunes filles se trouvaient trente dans une chambre contenant à peine un tiers de la masse cubique d'air nécessaire, et, la nuit, dormaient à deux dans un taudis où chaque chambre à coucher était faite à l'aide de diverses cloisons en planches. Et c'était là un des meilleurs ateliers de modes.

« Mary-Anne Walkley tomba malade le vendredi et mourut le dimanche, sans avoir, au grand étonnement de dame Elise, donné à son ouvrage le dernier point d'aiguille.

« Le médecin, appelé trop tard au lit de mort, déclara tout net devant le Coroner's jury que Mary-Anne Walkley était morte par suite de longues heures de travail dans un local d'atelier trop plein et dans une chambre à coucher trop étroite et sans ventilation. Le Coroner's jury pour donner une leçon de savoir-vivre au médecin, déclara que la défunte était morte d'apoplexie. Je ne vous dirai pas les réflexions qui suivaient cet article ; je les crois, du reste, inutiles.

« En Angleterre, on se sert encore de femmes pour le halage des bateaux le long des canaux. Les délégués ouvriers à l'Exposition de Vienne, en 1873, ont constaté qu'en Autriche les femmes servent les maçons et montent aux échafaudages les matériaux : plâtre, mortier, pierres, etc., nécessaires à l'édification du bâtiment.

« La commission chargée d'étudier les conditions du travail en France déclare dans son rapport (Ducarre) que l'on emploie encore dans les mines du nord de la France plus de 2,000 femmes ; il est vrai qu'en Belgique le recensement de 1868 prouva que 13,524 femmes étaient employées dans les mines et charbonnages.

« Dans le travail qui convient le mieux à la femme, on lui attribue un salaire plus que dérisoire ; quelques chiffres vont vous donner une idée de ce salaire.

« Les confectionneuses lyonnaises gagnent de 1 fr. à 1 fr. 50 pour dix heures de travail, en faisant usage de la machine à coudre. Vous connaissez les maux causés par le travail à la machine, nous ne nous y arrêterons pas ; permettez-moi seulement de citer à ce sujet quelques paroles d'un fabricant lyonnais : « Je n'emploie comme mécaniciennes, disait cet honnête industriel, que des jeunes filles de 16 à 18 ans, car je sais bien qu'à 20 elles sont pour l'hospice. » Tout commentaire serait superflu.

« A Vienne (Isère), dans les ateliers de cordes et les fabriques de feutres, les ouvrières gagnent, pour 13 heures de travail, de 1 fr. 30 à 2 fr. Le travail de nuit est payé 2 fr. pour 11 heures. Les tisseuses gagnent de 2 fr. 25 à 2 fr. 50 ; les ouvrières en soie de 1 fr. à 1 fr. 50

« La dernière grève des apprêteurs de Tarare, nous a appris qu'elles demandaient simplement qu'on leur assurât un salaire de 2 fr. 50 pour 11 heures de travail.

« La commission d'enquête que j'ai citée plus haut a déclaré que « seules les employées ou les entrepreneuses peuvent gagner un salaire suffisant pour subvenir à leurs besoins. »

« Quelles sont les causes de cet abaissement du salaire des femmes ? Les ouvrières nous répondent que la seule cause est l'ingérance des hommes dans les travaux féminins. Il est vrai que, d'un autre côté, les ouvriers se plaignent de la concurrence qui leur est faite, prétendent-ils, par le travail des femmes.

« Examinons ces deux points :

« L'exclusion des travailleurs masculins de tout emploi qui pourrait être occupé par une femme offrirait-il l'avantage que l'on croit, c'est-à-dire aurait-il pour effet de produire une augmentation de salaires pour la femme ? Je ne le pense pas, je crois même que cette exclusion produirait un effet contraire. Les emplois, devenus ainsi vacants, seraient immédiatement envahis par un nombre considérable de bras qui croiraient trouver là une occupation plus rémunératrice, et cette abondance aurait pour effet immédiat de faire baisser le taux des salaires attribués à ces emplois. D'autre part, que feraient les travailleurs ainsi remplacés ? Ce n'est pas en déplaçant les termes d'un problème qu'on le résout.

« Si maintenant nous passons au fait de concurrence, reproché par les ouvriers aux ouvrières, nous verrons que ce reproche n'est aucunement fondé.

« Pour qu'il y ait concurrence, il faut qu'il y ait liberté entre les concurrents. Or, la liberté sociale existe-t-elle ? Pour celui qui possède, elle existe sans doute ; quant au prolétaire, il ignore même ce que cela peut bien être que la liberté sociale. La seule liberté qu'il connaisse est celle de travailler à n'importe quel taux ou de mourir de faim. Il est injuste d'accuser de concurrence les ouvrières qui n'ont pas la liberté de n'en pas faire.

« Mais, nous dira-t-on, vous ne pouvez nier que le travail des femmes ne fasse baisser le taux des salaires des hommes, et on ne manquera pas de nous citer le cas de la typographie parisienne qui n'a pu faire accepter généralement son tarif, parce que les patrons réfractaires ont créé des ateliers de femmes. Nous répondrons à cela que si les typographes parisiens n'ont pu faire prévaloir leur tarif il ne faut en attribuer la cause aux ateliers de femmes qui étaient en trop petit nombre pour avoir une influence quelconque sur l'issue de la grève. Son insuccès doit être attribué à la concurrence des ouvriers non syndiqués.

« Les ouvrières se plaignent aussi de la concurrence qui leur est faite par les couvents. Nous croyons, en effet, que le travail des couvents exerce aujourd'hui une grande influence sur l'abaissement du salaire des femmes. A l'époque où M. Jules Simon se croyait un foudre de socialisme, il nous parlait, dans son livre *L'Ouvrière*, de cette redoutable concurrence des communautés religieuses :

« Si nous prenons par exemple la fabrication des chemises en gros, nous disait alors M. le sénateur, sur cent douzaines qui entrent dans le commerce parisien, les couvents en ont cousu 85 douzaines. Les jeunes filles et les femmes des ouvriers ne sont pas seules à travailler. Les religieuses elles-mêmes qui, pour une assez forte part, ne seraient pas ouvrières, si elles étaient dans le monde, et qui d'ailleurs ont leur vie assurée par les revenus du couvent, travaillent pour le commerce. On estime que les ouvrages de broderie et de couture exécutés dans les couvents sont plus parfaits que ce qui sort des mains de l'ouvrière libre. En effet, continue M. Jules Simon, une religieuse que rien ne presse, travaille lentement et travaille bien, tandis que la mère de famille se hâte d'achever son travail pour acheter du pain à ses enfants. Ainsi la main-d'œuvre des couvents a le double avantage d'être plus parfaite et d'être moins coûteuse. Le rabais est dans presque toutes les communautés de 25 pour 100. »

« Outre les nombreux couvents et ouvriers, les religieuses possèdent dans le Centre et dans le Midi, surtout à Lyon et à Tarare, des ateliers d'apprentissage où les jeunes filles doivent faire un séjour de trois ans. Les jeunes filles y sont reçues à l'âge de treize ans. Voici ce que M. Louis Reybaud, dans son enquête sur les manufactures, nous apprend à cet

égard : « Le travail, dit-il, dans ces pensionnats d'ouvrières apprenties, commence à 5 heures 1/4 du matin pour finir à 8 heures 1/4 du soir, de telle sorte que ces pauvres enfants, déduction faite des heures de repas et de récréation, fournissent une somme de 13 heures de travail effectif. »

« Lors de la crise lyonnaise, M. Paul Leroy Beaulieu déclarait, en s'appuyant sur des documents officiels, que plus de 40,000 jeunes filles étaient employées au travail de la soie, dans les pensionnats d'ouvrières dirigés par les religieuses de divers ordres.

« Où sont les inspecteurs chargés de protéger l'enfance dans ces maisons de travail et de production ? Je ne vous apprendrai rien en vous disant que la loi de 1874 sur le travail des enfants dans les ateliers et dans les manufactures, n'est nullement appliquée aux établissements industriels religieux, et que toute liberté d'exploitation est accordée à ceux qui savent se cacher sous le manteau des superstitions religieuses.

« Mes conclusions sont identiques à celles d'un de nos collègues. Je demande, en attendant la suppression de la dictature du capital, la suppression de toutes les subventions accordées aux couvents et autres établissements religieux de même nature, l'application du droit commun à tous ces établissements, et la création d'un impôt proportionnel qui devra être appliqué à toutes les productions qui sortiraient de ces établissements, de façon qu'ils ne puissent faire aucune concurrence déloyale à l'ouvrière libre.

« De plus, je demande l'application rigoureuse au travail des femmes, de la formule : *A production égale, salaire égal.* » (Applaudissements).

La parole est à M. Camille Adam qui s'exprime ainsi :

Discours de M. Camille Adam.

« Citoyennes,

« En acceptant l'honneur de défendre vos droits méconnus, en élevant la voix à la tribune d'un Congrès composé de personnes dont beaucoup occupent de hautes positions sociales, ne vais-je pas m'exposer, moi, humble artisan, à compromettre plutôt qu'à servir l'œuvre à laquelle j'ai accepté de prendre part ?

« Veuillez, comme excuse, citoyennes, considérer qu'en répondant à votre appel, je n'ai consulté que la justice de votre cause.

« Des orateurs vous ont exposé en termes éloquentes, et vous avez écouté le cœur attendri, quelles sont les misères auxquelles est exposé l'être de consolation que nous appelons mère, femme, fille, et pour lequel nous devrions avoir le plus d'égards quand elle est fille, le plus d'amour quand elle est femme, le plus de vénération quand elle est mère. Mon rôle est plus modeste. Loin de viser à l'entraînement, je ne ferai appel, tant votre cause est juste, qu'aux conséquences les plus rigoureuses de la plus froide raison. Ce ne sera, en quelque sorte, qu'une simple question de chiffres. Question importante néanmoins, puisqu'il s'agit d'une prélèvement, par l'impôt, de près de la moitié du salaire dépensé, et d'un droit qui devrait être la conséquence de cette prélèvement.

« C'est assez dire que je rechercherai les droits de la femme dans un fait positif, dans les impôts de consommation qu'elle contribue à acquitter sur son salaire.

« C'est un fait incontestable et incontesté, que ce sont les impôts sur la consommation qui fournissent la plus grande partie du budget des recettes, et comme c'est avec son salaire que le travailleur acquitte les impôts de consommation, plus ces impôts sont énormes, plus, par conséquent, le salaire est diminué.

« En outre, les impôts sur la consommation sont distribués de telle sorte qu'ils frappent d'autant plus fort que les objets de consommation sont plus détaillés. Or, comme ce sont précisément les plus petits salaires qui sont obligés d'acheter le plus en détail, et que c'est la femme qui reçoit les plus petits salaires, il en résulte que c'est le salaire de la femme qui acquitte l'impôt dans la plus grande proportion.

« Il y a là une iniquité révoltante, iniquité qui ne peut s'expliquer que par l'état de sujétion dans lequel la femme a été jetée, et duquel elle doit s'efforcer de sortir; j'ajouterai qu'il est du devoir de tout homme de cœur de l'aider en cela.

« Citoyennes, n'est-ce point votre avis, même en examinant les choses au simple point de vue de la plus stricte équité, que, chez une nation libre, il est du devoir de chacun de contribuer à l'acquittement des impôts; mais qu'aussi le droit de chacun est de participer à l'établissement, ainsi qu'à la répartition des impôts qu'il devra payer? Si vous admettez ces deux propositions, la conséquence va s'imposer d'elle-même.

« En effet, devant les impôts de consommation, l'Etat ne considère que des acheteurs sans se préoccuper si ces acheteurs seront des hommes ou des femmes; or, si lorsqu'il s'agit de faire payer l'impôt qui entre, en le surélevant, dans le prix des provisions, l'Etat ne considère pas les sexes, il doit donc également donner à chacun le droit de voter les lois qui établissent et répartissent les impôts qu'ils devront payer.

« Pour finir en un mot, je dirai que, puisque la femme a des intérêts à défendre dans la société, elle doit avoir des droits dans l'Etat. » (*Bravos répétés*).

M^{me} Louise Rétoux demande la parole. Elle lit le discours suivant:

Discours de M^{me} Rétoux.

« Mesdames et Messieurs,

« Le Congrès qui réunit tant d'esprits et de cœurs, est et restera la constatation d'un droit: la femme, devant une injustice: la société.

« La femme, cette force méconnue, comprimée, n'est le plus souvent une entrave au progrès que parce qu'elle manque d'une direction précise, définie. Que la puissance dont elle dispose soit employée en vue d'atteindre un but déterminé, et la femme accomplira des prodiges, car elle possède non seulement toutes les qualités de l'homme, mais encore son organisation, toute de sentiment, la rend apte à comprendre, mieux que lui peut-être, l'abnégation et le devoir.

« On n'a pas encore expérimenté cette puissance; il est temps que l'épreuve se fasse. Aujourd'hui c'est la concentration de la force intellectuelle, demain ce sera la concentration de la force pratique. Aujourd'hui le programme, demain le commencement de son exécution.

« Dans notre société, la femme est-elle capable de remplir le rôle que l'on exige d'elle? Non, car l'éducation qu'on lui donne rend sa tâche impossible. Elle donne le jour à des êtres que sa mission serait de former pour la société, et la société ne le lui permet pas, parce que l'homme prétend la diriger, la guider, sans savoir lui-même la voie dans laquelle il devrait l'engager. Le travail ennoblit, dit-on, le travail intellectuel comme le travail manuel. Que fait-on pour la femme à ces deux points de vue? Au point de vue intellectuel, on la traite comme un être inférieur, et au point de vue manuel, on lui refuse les moyens de vivre. Comment alors atteindre le but pour lequel l'humanité a été créée?

« Il faut modifier tout dans la situation de la femme. Il faut, dès maintenant, la prendre à l'âge où elle commence à penser. Cet âge, c'est l'adolescence où elle s'essaie, dit-on, à la vie, mais ou, plutôt, la vie la saisit et la jette éperdue au milieu de ses écueils, de ses obstacles et de ses précipices. Qu'a-t-elle le plus souvent pour les éviter, pour se diriger au milieu d'eux? Son instinct, son cœur! Mais lorsque ce dernier l'emporte, elle est perdue, perdue par ce qui devrait la sauver, perdue par ce qui l'élève, la fait grande, et parfois sublime! Il faut donc à cet âge, où toutes ses facultés s'éveillent, où son imagination lui ouvre les horizons sans fin, qu'elle ait un but fixe et fasse tout rapporter à ce but; que la

vie lui soit enseignée, qu'on lui en montre les difficultés et qu'on lui apprenne à les surmonter; qu'elle soit armée de cette force morale qui lui fera vaincre les tentations, résister aux tentateurs, et qui sera le guide de son cœur, à travers les mille obstacles qui se dresseront sous ses pas.

« La vie matérielle a ses exigences, ses besoins; il faut que la femme puisse trouver en elle des ressources pour y parer, y subvenir, en apprenant tout ce qu'il lui est nécessaire de savoir comme femme, comme épouse, comme mère. Pour cela, je demande qu'il soit créé de vastes établissements où la jeune fille, admise depuis l'âge de 13 ans et demi, apprendrait à confectionner elle-même tous les objets de sa toilette; en outre, le commerce et la tenue d'un ménage, d'une maison. Ces établissements supprimeraient l'apprentissage qui, tel qu'il existe, contient souvent le germe hideux de la prostitution; car pendant l'apprentissage, la surveillance maternelle fait place à une sorte de liberté relative qui laisse la jeune fille livrée à elle-même, dans un milieu parfois vicié, corrompu. C'est lorsque commence à se former son jugement, qu'on la laisse en contact avec des personnes d'une moralité douteuse et qui faussent sa raison par leurs appréciations, leurs jugements, leurs exemples. Et puis, pourquoi cet apprentissage d'une seule chose, qui souvent ne sert à rien quand la femme est mariée? Pourquoi cette perte de temps? Trois à quatre années passées à apprendre la confection d'un chapeau, d'une robe, d'une chemise! Est-ce que la jeune fille ne peut, durant ce même temps, apprendre à la fois à faire toutes ces choses et d'autres encore?

« Mais les mères qui savent elles-mêmes, et qui peuvent garder leurs filles près d'elles, leur apprennent toutes ces choses. Le plus souvent ce n'est, de la part des maîtres ou maîtresses d'apprentissage, qu'une exploitation de la faiblesse. Cela a pu être ainsi jusqu'à ce jour, mais cela ne doit pas être toujours, et il est du devoir de chaque être pensant de chercher à améliorer son sort et celui de ceux qui lui succéderont. Ce qu'il s'agit de faire, c'est une génération forte et vivante, une société composée d'éléments divers, mais qui tous réunis soient une force.

« La création d'établissements gratuits de travail, et en même temps d'éducation physique morale, devrait-elle entraîner pour l'Etat des frais considérables? Non, car ces établissements, une fois construits, pourraient se suffire aisément; ils n'auraient pas de frais de personnel, chaque jeune fille à tour de rôle étant à la fois ouvrière, cuisinière, bonne et commerçante. L'ouvrage fait dans l'établissement y serait vendu par ces jeunes filles, qui apprendraient ainsi le commerce, la comptabilité; et le produit de leurs travaux servirait à l'achat des matières premières et à l'administration. Il serait, en outre, formé une association, sorte de complément aux maisons ci-dessus, où les jeunes filles pauvres qui ne voudraient pas ou ne trouveraient pas à se marier, les femmes devenues veuves, auraient constamment un ouvrage bien rétribué, ou qui pourrait l'être, passant directement du fabricant au consommateur. De plus, les bénéfices prélevés au bout de l'année seraient convertis en capital destiné à venir en aide aux malades, aux nécessiteuses, et à former un fond de caisse qui pourrait, par la suite, donner de quoi vivre aux ouvrières parvenues à un âge avancé.

« Je proposerais aussi qu'il fût imposé une retenue quotidienne à chaque jeune fille, à partir du jour de sa sortie de l'établissement d'apprentissage (10 c. par jour, par exemple). Cette somme, versée dans chaque quartier toutes les semaines chez des trésorières, serait, par celles-ci, versée à son tour à la caisse centrale, et servirait à venir en aide, soit à titre de prêt, soit autrement, à celles qui se trouveraient dans la nécessité d'y recourir.

« Ces établissements, dirait-on, devraient avoir un nombreux personnel d'enseignantes, qui ferait déboursier pour elles une certaine somme. A cela, j'ajoute: Non. Dès demain, s'il y avait un local (et il y en a, l'Exposition pourrait en offrir, mais je ne m'arrête pas à soulever cette question), s'il y avait un local, dis-je, il se trouverait des femmes de cœur, elles sont nombreuses celles-là, qui se feraient un bonheur, chacune dans sa spécialité, chacune n'ayant besoin de consacrer qu'une journée par mois, d'enseigner aux jeunes filles une partie de ce qu'elles savent. Chaque semaine pourrait être consacrée par une jeune fille

à apprendre une chose, par exemple : la couture, le ménage, le commerce, etc. Cet apprentissage alternatif des choses ne serait pas une fatigue, car un travail délasserait de l'autre. Il y aurait aussi, il y aurait surtout cette éducation morale qui apprendrait à la femme la haute mission qui lui incombe : former le cœur après avoir formé le corps.

• Je me suis assez étendue sur cette question de la femme en apprentissage. On discute la question de l'ouvrière, la question du salaire. On propose des remèdes, mais ce sont des réformes partielles, il en faut une générale. On veut le bien-être dans le ménage. Pour cela, il faut supprimer le travail salarié de la femme mariée. Qu'est-ce donc que son mince salaire, si l'on considère tout ce qu'il lui fait négliger ? Le travail de l'ouvrière rapporte-t-il plus que le travail de l'épouse, de la mère, de la femme ? Non, son salaire si minime, chacun le sait et le déplore, ne compense pas, au point de vue pratique, la perte matérielle occasionnée par ce qu'elle néglige. La femme, hors du foyer, ne gagne pas ce qu'elle perd à y être et à s'occuper exclusivement d'un seul genre de travail. Ce qu'elle gagne, M. Léon Richer dans son beau livre : *La Femme libre*, nous l'a démontré, prouvé ; calcul fait d'une année, en tenant compte des chômages forcés, cela ne dépasse pas 1 fr. 60 par jour. La femme n'aurait qu'à réduire ses dépenses d'une somme égale en ne travaillant pas, pour que le résultat fût le même, le même au point de vue économique seulement. Au point de vue moral, il serait dix fois plus considérable. On trouve insuffisant le salaire de la femme, on cherche à ce qu'elle gagne davantage. Mais comment ? L'égoïsme est une des bases sur lesquelles repose la société actuelle ; tant que l'on trouvera à faire faire de l'ouvrage à vil prix, on ne voudra pas augmenter le salaire. Et d'ailleurs, qui dit que le salaire étant augmenté, on n'augmenterait pas le prix de vente ? Et, dans cette hypothèse, quel bénéfice le ménage, cette association de l'homme et de la femme, pourra-t-il en retirer ? Aucun. La situation reste la même.

« S'il y a gêne dans le ménage, je ne crois pas qu'il faille l'attribuer à l'absence du salaire de la femme, mais plutôt à la mauvaise gérance du capital quotidien que l'homme y apporte.

« Si l'homme vit garçon du produit de sa journée de travail, il peut en vivre marié. La femme n'est pas une charge pour lui, elle ne prend de son gain que la partie qu'il dépenserait inutilement, mais forcément, étant garçon. Elle ne le prend, minime toutefois, qu'à la condition de savoir faire tout ce qui est nécessaire à l'ordre, à la bonne tenue d'un ménage, et à l'ordre et à la bonne tenue d'elle-même et des siens.

« L'homme redoute le mariage, du moins l'épouse insignifiante, dépensière que parfois il lui donne, et il en arrive, de plus en plus, à ne considérer la femme légitime que comme un objet de luxe dont il préfère se passer quand elle n'apporte pas en dot de quoi subvenir, je ne dirai pas à ses besoins, mais à ses fantaisies. Donnez à l'homme une femme laborieuse, intelligente, sachant mettre en pratique les théories d'ordre et d'économie, étant pour lui une compagne, une amie, dans ce voyage fatigant mais nécessaire de la vie, et il ne demandera pas à cette femme de prêter un concours physique à la force. — Concours moral, oui ! Concours intellectuel, oui ! Concours brutal, non !

« Et qu'est-ce que le concours brutal, si ce n'est le travail salarié de la femme, le travail épuisant, énervant, qui la fait tout, tout, excepté femme ?

« Qu'on ne vienne pas dire qu'en demandant, pour la femme mariée, la suppression de tout travail salarié, je la rends moralement inférieure devant l'homme ; le titre d'épouse, de mère que la société lui confère, lui donne droit à un droit : l'indépendance morale. L'homme dont elle est préparée à payer le bien-être de sa vie, et elle le paie souvent, n'a pas le pouvoir d'inférioriser celle qu'il prend devant Dieu et devant les hommes, pour qu'au sol où il est né, s'attachent, se propagent les rameaux de la grande famille dont la mère commune et idéale est : Patrie.

« La société perd moralement à ce que la femme déserte le foyer. Son faible gain, elle l'acquiert parfois au prix de mille sacrifices, de mille humiliations qui la dégradent et diminuent son prestige. Ces mendiants de travail sont souvent obligés de subir les flatteuses, les propos galants des hommes qui les occupent ; de s'abaisser même à chercher à

obtenir leurs bonnes grâces quand il s'agit de leur pain. L'homme réfléchit-il à cela ? Beaucoup l'ignorent. La malheureuse qui y est exposée garde ses humiliations pour elle. « Il faut travailler, » lui dit-on. Eh ! bien, elle travaille. Ne lui demandez pas plus !

« La France est, par excellence, la patrie de l'intelligence, le foyer d'où rayonne sur le monde entier la lumière. La France a, peut-être la première, compté ses femmes intelligentes ; qu'elle soit aussi la première à compter ses femmes régénérées, régénératrices. La femme abandonnant l'atelier, c'est le premier pas vers la régénération morale, c'est la concentration de toute son intelligence sur un point unique : le foyer. Le foyer qui est le lieu d'où doit émaner la concorde, l'harmonie.

« Pourquoi faire le foyer vide ? Pourquoi laisser désert ce qui est l'âme de la famille ? L'enfant n'ayant pas de nid, l'enfant qui, plus que l'oiseau, a besoin qu'on le garde, obligé de demander une place dans le nid des autres, c'est la loi de la création violée ; son plus bel exemple dédaigné ! La mère abandonne souvent l'enfant dès qu'il naît : il faut qu'elle travaille... en bas... en haut ! Il faut qu'elle soit belle !.. Ah ! à quelque classe qu'elle appartienne, qu'elle sache qu'il lui faut avant tout être mère ! qu'à elle il appartient de perfectionner cette ébauche de Dieu, de l'homme : l'enfant. Ah ! c'est là son ouvrage, c'est pour faire ce travail mystérieux, profond, sublime, d'une pensée, d'une intelligence, d'un cœur, qu'elle a été créée, et aucun travail matériel ne doit être opposé à celui-là.

« Je dois cependant compléter ma pensée. Je ne prétends pas dire que tout travail autre que le travail manuel défini plus haut, doit être interdit à la femme. Elle doit surtout cultiver son intelligence, elle doit apprendre beaucoup, afin, la première, d'enseigner beaucoup. Les arts qui élèvent le sentiment, qui sont la première preuve, preuve palpable, selon moi, de l'étincelle divine qui est en nous, doivent être l'apanage de la femme. Elle a montré qu'ils lui étaient accessibles, que sa pensée montait tout aussi haut, plus haut même que celle de l'homme. Et puis, les arts ont fait partout la civilisation, et ils doivent être aussi la moralisation : Progrès devant l'aurore, barrière devant la nuit.

« Ah ! cet horizon entrevu : la femme consacrant tous ses soins à son enfant, sachant former sa jeune intelligence au bien, dirigeant son jeune cœur, l'élevant vers le noble et le beau, ne sera-ce pas la régénération morale de notre chère France, la glorification de son grand nom : République ! sublime figure de la femme étendant ses bras sur le monde et disant : *Paix ! Amour !* » — (*Applaudissements*).

M^{me} Emilie A. Venturi, déléguée de l'Association de Vigilance pour la défense des droits personnels, de Londres (Vigilance Association for the defense of personal Rights), est appelée à la tribune.

Elle s'exprime en ces termes :

Discours de M^{me} Emilie A. Venturi.

« Messieurs et Mesdames,

« L'Association que j'ai l'honneur de représenter ici, a dû s'occuper beaucoup du sujet du travail des femmes, à propos d'une loi récemment votée en Angleterre, et connue sous le nom de *Factories and workshops Acts*, loi qui régit le travail des femmes. Un projet de loi semblable fut présenté à la Chambre, quelques années avant, par un membre du parti libéral, qui se donne pour un grand ami des ouvriers (il ne l'est pas, certes, des ouvrières) ; mais son projet de loi fut si vivement combattu par des députés qui respectent les droits des ouvrières, que le gouvernement libéral s'est cru obligé de nommer une commission pour étudier la question. Des manufacturiers, des inspecteurs des *Factories*, et des ouvriers ont témoigné devant cette commission. Il y avait des manufacturiers qui parlaient pour, et

d'autres qui parlaient contre l'idée qui dominait le *Bill* proposé, de diminuer les heures de travail des femmes. Les inspecteurs officiels étaient, — si je ne me trompe pas — tous contraires à la liberté, ainsi que les ouvriers, qui, sauf une ou deux exceptions ont tous témoigné dans le sens suivant : — Que le travail des femmes devenait gênant pour eux ; qu'elles étaient trop nombreuses, et que tant de bras tendaient à diminuer les salaires ; que c'était dans l'intérêt des femmes mêmes qu'ils désiraient qu'elles cessassent de travailler, parce que cela les fatiguait trop, les empêchait de veiller au foyer, les faisait négliger leurs enfants, etc., etc. Il y eut aussi des ouvrières qui vinrent témoigner devant la commission, mais dans le sens contraire. Elles disaient que le travail était leur seul moyen de vivre ; que beaucoup d'elles travaillaient non seulement pour elles-mêmes, mais pour leurs enfants ; il y en eut même qui osèrent prétendre que leurs maris buvaient le prix de leur salaire, et que, si elles ne travaillaient elles-mêmes, elles n'auraient pas de foyer à veiller, ni de pain au logis pour donner aux enfants.

« Un membre de la commission, l'honorable O'Connor Don, M. P. fut vivement impressionné du témoignage des ouvrières, et il publia un rapport spécial, lequel — quoique l'auteur ne soit pas d'accord avec nous en toute chose — a fait beaucoup de bien à la cause du libre travail, parce qu'il y met bien en évidence ce fait qu'il désigne comme bien frappant : — *que ce projet de loi protectrice des ouvrières était repoussé, condamné à l'unanimité par les personnes qu'on cherchait à protéger.*

« Cette première tentative de protection, imposée aux femmes qui n'en voulaient pas, consistait spécialement et surtout à abréger leurs heures de travail. Les plus clairvoyantes parmi les ouvrières prévoyaient que cette abréviation les obligerait peu à peu à céder la place en mainte industrie aux hommes, dont le travail était libre, et cette prévoyance a été justifiée par les faits.

« Dernièrement, le gouvernement tory actuel, a fait passer un *Factory act* mille fois plus cruel envers les femmes que le projet de loi dont j'ai parlé. Cet *Act*, toujours au nom de la santé et du bien-être des femmes, les protège à tel point qu'il leur ferme franchement la porte de bon nombre de métiers, et leur entrave les mains dans bien d'autres, suffisamment pour les faire graduellement congédier, à contre-cœur même, par des maîtres bons, qui sont obligés, par les exigences mêmes de l'industrie, à ne plus se servir des personnes dont chaque mouvement est réglé — non pas par les nécessités du métier, mais par les ordres d'un inspecteur, — lequel ordinairement ne s'y entend pas le moins du monde. Par cet *Act*, le gouvernement a créé une armée énorme d'officiels, qui tous voteront dans ces élections pour le maître qui paye, n'est-ce pas ? A ces officiels est donné un pouvoir, infâme selon moi, et tout-à-fait nouveau en Angleterre, c'est le pouvoir d'entrer à toute heure, non seulement dans les usines et fabriques, etc., mais même dans les maisons privées, pour s'assurer que les femmes n'y travaillent pas, en cachette, à des heures défendues par une administration centrale, ignorant les exigences des travaux variés, spéciaux, exercés dans des lieux et des circonstances divers.

« Il va sans dire que la Chambre qui a voté cette loi, ne s'est pas donné la peine d'assurer des moyens de vivre aux femmes ainsi violemment privées du droit de gagner leur vie. Telles ont faim ? tant pis pour elles ! Mais vous savez bien que ce ne sont pas les femmes dont les suffrages portent les députés à la Chambre.

« Le seul espoir des ouvrières — c'est un manufacturier qui me l'a dit — est dans ce fait : que la plupart des règlements nouveaux sont impossibles à exécuter ; et, pour cette raison, une grande partie du *Factory Act*, deviendra peu à peu *lettre morte*. Les inspecteurs tourmenteront beaucoup les ouvrières au commencement, pour montrer leur zèle et gagner leur salaire ; mais, peu à peu, ils comprendront, eux aussi, que, de cette manière, les choses ne peuvent pas marcher, et ils fermeront les yeux et laisseront faire. — Ce qu'il aurait pu ajouter, c'est que ces inspecteurs se rallieront après au corps de l'armée, déjà trop grande, de ces *sinécristes* parasites, qui, satisfaits de pouvoir vivre de la chair du peuple, s'arrangent de manière à lui laisser justement assez de liberté pour qu'il continue à leur donner à manger.

« Mais la partie économique de la question des droits des femmes, comme toutes les autres parties de la question, ne pourra se résoudre qu'en faisant appel à notre grand principe, à l'égalité des droits de tous les membres de la famille humaine. Les maintes questions secondaires : la femme doit-elle travailler ? quelles espèces de travaux lui conviennent ? doit-elle rester toujours au foyer (même quand le foyer est éteint) etc., etc., — perdront ainsi l'importance exagérée qu'on leur a attribuée. Une fois admise l'égalité des membres de la famille humaine, la première conséquence logique qui s'ensuit est celle-ci : le frère ne peut pas imposer ses volontés à la sœur. Elle est son égale, dites-vous ? Elle est donc libre comme lui de choisir son état.

« Il est très possible qu'elle choisira mal d'abord. On lui a lié les mains pour tant de siècles qu'il n'est que trop probable qu'elle s'en servira gauchement au commencement.

« Mais le remède n'est pas de les lui lier encore ; le seul remède est de l'encourager à exercer ses mains engourdies. Son jugement peut lui faire faute au commencement, soit : mais ce n'est que l'expérience qui peut l'éclairer. L'homme qui sort d'un cachot noir où il a été enfermé pendant de longues années ne voit pas clair, j'en conviens ; il se trompe facilement de chemin ; mais le remède n'est pas de le renvoyer à l'obscurité qui l'a aveuglé. Le remède, c'est de le laisser s'habituer au grand jour. L'enfant ne commence à marcher que par une série de chutes ; sa mère tremble à le regarder, mais elle ne lui lie pas les pieds.

« Toutes ces craintes, toutes ces défiances dérivent d'un manque de foi dans notre principe de l'égalité des enfants de Dieu. Les hommes de bonne foi qui nous répètent incessamment ces phrases d'une bienveillance trompée et trompeuse : — « Vous êtes ignorantes, laissez-nous juger pour vous ; vous êtes faibles, laissez-nous vous protéger contre votre propre faiblesse, » ne savent pas — je présume — qu'ils se servent des vieilles armes (roussies, c'est vrai, mais bien meurtrières encore) de la tyrannie. Ce sont les mêmes armes dont les rois se sont toujours servis pour dompter leurs sujets. N'ont-ils pas toujours dit au peuple : — « Vous êtes ignorant, nous jugerons pour vous ; vous êtes incapable de vous gouverner vous-même ; vous tomberez dans l'excès, dans le désordre ; nous, qui sommes plus éclairés, nous allons vous faire des lois pour votre bien (c'est toujours pour le bien du peuple que ses maîtres le tyrannisent). Nous vous donnerons la paix, l'ordre, et juste assez de place au soleil du bon Dieu pour que ses rayons ne vous fassent pas tourner la tête, parce que vous savez bien que vous n'avez pas la tête forte comme nous, — et pour tous ces bienfaits, nous ne vous demanderons rien, presque rien : seulement le pouvoir de vous mettre une petite chaîne aux pieds, et... la clé de la caisse. Il est bien entendu que l'argent, c'est le vôtre, mais nous, qui sommes plus éclairés que vous, nous saurons le dépenser — toujours pour votre bien — mieux que vous. »

« Et les peuples, bons, confiants, et surtout ignorants, ont laissé faire. Leurs descendants regrettent quelquefois la bonhomie de leurs pères, et souvent, en France, ils se sont vus obligés de se donner bien de la peine pour leur faire rendre au peuple un peu de ce qu'ils lui avaient pris. Les femmes aussi ont vu ces choses, et elles se sont mises à réfléchir. Elles aussi commencent à comprendre que plus les mains sont faibles, plus elles ont besoin d'être laissées libres, afin de se pouvoir fortifier par l'exercice. Moins la tête est instruite, plus elle a besoin de se fortifier par l'expérience pratique de la vie. » (*Bravos et acclamations prolongés.*)

Personne ne demandant plus la parole, M. le président rappelle ce qu'il a dit au début de la séance : « L'assemblée a entendu les diverses considérations développées devant elle par plusieurs membres de la Section économique. Les Résolutions qui vont lui être soumises découlent de cet ensemble. C'est en pleine connaissance de cause que le Congrès va maintenant pouvoir les discuter, les approuver, les rejeter ou les modifier. »

M. le président donne ensuite lecture d'un premier vœu demandant au nom de la morale, de l'ordre public, des devoirs sociaux auxquels nul n'a le droit de se soustraire, et dans l'intérêt général du travail, la suppression des couvents, par voie législative.

La discussion est ouverte.

M. Rama dit que le Congrès ne peut voter une semblable résolution, qui serait attentatoire à la liberté d'autrui. Il faut rester fidèle aux principes. Nous devons, avant tout, respecter la liberté de conscience.

M. Léon Richer réplique qu'il ne s'agit pas ici de la liberté de conscience, que les auteurs du vœu n'entendent nullement mettre en question. Les communautés religieuses jouissent de privilèges exorbitants qui les placent dans une situation exceptionnelle. Non seulement il y aurait à leur suppression un intérêt moral supérieur, mais encore un intérêt économique qu'il ne faut pas perdre de vue. Le Congrès doit respecter toutes les libertés légitimes, il n'en saurait être de même des libertés qui diminuent celles d'autrui; c'est le cas des couvents.

M. Antide Martin affirme en principe la liberté de toutes les associations, quelles qu'elles soient. C'est aux mœurs, c'est à l'éducation qu'il faut demander secours contre les sociétés religieuses, et non à la loi. Il se prononce énergiquement contre l'adoption du vœu.

M. de Hérédia appuie les paroles prononcées par M. Antide Martin. Une loi récente, mal appliquée jusqu'à présent, mais à laquelle le gouvernement tiendra la main, la loi de 1874 sur le travail des enfants dans les manufactures, remédiera à bien des abus. L'enfance ne sera plus exploitée...

Un membre du Congrès interrompt l'orateur pour dire que la loi de 1874 ne s'applique pas aux couvents.

M. de Hérédia répond qu'elle ne comporte aucune exception; elle vise tous les établissements dans lesquels les enfants sont employés à des travaux de quelque nature que ce soit. Les communautés seront tenues d'ouvrir leurs portes aux inspectrices; les jeunes filles ne pourront plus être surmenées. La loi a déjà produit d'excellents résultats; elle en produira de meilleurs encore dans l'avenir. M. de Hérédia termine en souhaitant aux étrangers qu'une loi semblable soit votée dans leurs pays respectifs.

M. Calligari parle en faveur du vœu. Il dit que la liberté des couvents n'est pas une liberté respectable.

M. Rama insiste de nouveau au nom du principe de liberté absolue.

Quelques observations sont encore échangées entre les partisans de la proposition et ses adversaires, et la clôture de la discussion est prononcée.

Le vœu, mis aux voix, n'est pas adopté.

M. le président donne lecture d'une deuxième résolution ainsi conçue :

« Considérant que l'amélioration du sort des femmes ne peut résulter que de l'application du principe d'égalité;
« Attendu qu'en écartant la femme d'un certain nombre de professions et de carrières, la société actuelle méconnaît le principe d'égalité, porte atteinte au droit de la femme, restreint sa liberté, limite ses moyens de vivre;

« La Section économique propose la résolution suivante :

« Le Congrès déclare l'homme et la femme égaux devant le droit au travail, égaux devant le choix des professions.

« Il émet le vœu que, soit par la création d'écoles d'apprentissage spéciales ou mixtes, soit par l'admission, dans tous pays, des étudiants des deux sexes aux cours des Facultés de l'Etat, les femmes soient appelées à l'exercice de toutes les professions et fonctions pour lesquelles elles justifieront des connaissances suffisantes. »

Personne ne demande la parole.

La Résolution est mise aux voix et adoptée; elle prend la place du vœu n° 1.

M. le président passe au vœu n° 2 (ancien n° 3) dont voici le texte :

« Considérant que l'inégalité des salaires pour le même travail accompli est une des iniquités sociales les plus choquantes et les plus funestes;

« Considérant que l'insuffisance des salaires est une des causes principales de la prostitution;

« Le Congrès adopte la formule économique suivante :

« *A production égale, salaire égal.* »

Cette Résolution est adoptée sans débat.

Lecture est donnée d'un troisième vœu affirmant le droit des femmes à vivre du produit de leur travail.

Il est conçu dans les termes suivants :

« Considérant que la dignité, l'indépendance de la femme ne peuvent être sauvegardées que par le travail;

« Que la femme dont les moyens de vivre dépendent de l'homme, n'est point libre.

« Le Congrès émet le vœu que toute femme soit mise à même de pourvoir seule à ses besoins. »

Une longue discussion s'engage sur ce sujet. La question de savoir si le travail rémunéré est un devoir absolu pour la femme, est soulevée. Quelques membres disent que les travaux d'intérieur, les soins donnés aux enfants, au ménage, équivalent aux travaux de l'homme. Si les travaux de l'homme se traduisent en espèces, ceux de la femme produisent des économies qu'on pourrait également apprécier en argent, en les faisant accomplir par une étrangère. L'entretien du ménage est donc un travail productif; il n'en faut pas demander d'autre à la femme; sa place est chez elle et non à l'atelier.

On réplique à cela que toutes les femmes ne se marient pas; que toutes celles qui se marient n'ont pas d'enfants à élever, à soigner, et que, sans contester la grande valeur du travail des épouses et des mères dans l'intérieur de leurs maisons, il ne faut pas oublier le devoir pour les célibataires et pour les veuves de subvenir seules à leurs besoins, c'est-à-dire sans être contraintes de subir de honteuses et dégradantes protections. Il faut donc à toute femme un état ou une profession. Si les soins de son ménage la retiennent, rien ne l'obligera à quitter le foyer domestique pour travailler au dehors; mais elle doit prévoir l'avenir et se précautionner contre des revers possibles et malheureusement trop fréquents.

Il résulte clairement, pour le Congrès, de cette discussion, que tout le monde est à peu près d'accord sur le fond, et qu'il n'y a de dissidence réelle que sur la forme. Un membre demande que le vœu soit renvoyé à la Section qui voudra bien, dans la prochaine séance, soumettre à l'assemblée une rédaction de nature à ne laisser planer aucun doute sur la haute importance qu'attache le Congrès aux travaux d'intérieur journallement accomplis par les femmes.

Le renvoi est prononcé.

M. le président continuant l'ordre du jour, donne lecture du vœu n° 4, ainsi conçu :

« Attendu qu'il y a lieu, pour les ouvrières comme pour les ouvriers, de se constituer par tout en chambres syndicales;

« Mais considérant que l'incapacité civile des femmes, leur minorité dans le mariage font obstacle au fonctionnement régulier des chambres syndicales de femmes;

« Le Congrès émet le vœu que les lois qui privent la femme des droits civils indispensables à la bonne administration des chambres syndicales d'ouvrières, soient promptement révisées.

« Il recommande, dans tous les centres industriels, la fondation de chambres syndicales d'ouvrières pour les professions qui leur sont spéciales, et de chambres syndicales mixtes pour les professions communes aux deux sexes.

« Il émet le vœu que les femmes soient admises à faire partie des conseils de prudhommes. »

Aucune observation ne se produit. Le vœu, mis aux voix, est adopté.

En raison de l'heure avancée, M. le président propose de renvoyer la séance au lendemain, 2 heures et demie. Le Congrès approuve.

La séance est levée à six heures.

SECTION ECONOMIQUE

(Suite).

Présidence de M. Léon RICHER

SOMMAIRE. — Lecture et approbation du procès-verbal. — Reprise de la discussion sur le vœu n° 3: adoption. — Vœu n° 5: adoption. — Lettre de M^{me} d'Elhom, déléguée de Lyon. — Adoption des vœux n° 6 et n° 7.

La séance est ouverte à trois heures.

M^{me} Eugénie Pierre, secrétaire, donne lecture du procès-verbal, qui est adopté.

M. le président informe le Congrès qu'il vient de recevoir une très-longue lettre de la déléguée des dames réunies de Lyon, M^{me} d'Elhom, qui, en s'excusant de ne pouvoir prendre part aux discussions de la Section économique, adresse un Mémoire dont elle demande qu'il soit donné communication en assemblée. M. le président consulte le Congrès sur la question de savoir s'il veut entendre immédiatement la lecture de cette pièce, ou s'il préfère terminer d'abord l'examen des vœux soumis à son approbation.

Le Congrès décide que son ordre du jour ne sera pas interrompu. Il renvoie, en conséquence, la communication du Mémoire de M^{me} d'Elhom à la fin de la séance.

M. le président rappelle à l'assemblée que le vœu n° 3, relatif au travail des femmes mariées a été renvoyé à la section économique, pour être examiné de nouveau et présenté sous une forme qui réponde aux idées développées par différents orateurs dans la séance précédente.

La formule suivante est proposée:

- « Considérant que la dignité, l'indépendance de la femme ne peuvent être sauvegardées que par le travail;
- « Que toute femme dont les moyens de vivre dépendent de l'homme n'est point libre;
- « Le Congrès réclame pour la femme une liberté de travail égale à celle de l'homme, et affirme la valeur et le mérite des travaux de ménage ou d'intérieur. »

Ce texte est mis en délibération.

Une longue discussion s'engage. M. Antide Martin pense que le vœu est inutile. M^{me} Van Calcar et M^{me} Rétoux le combattent. M. Léon Richer dit que la femme n'est vraiment indépendante que si, par son travail personnel, elle se met vis-à-vis de l'homme sur le pied

de l'égalité parfaite; il adjure les femmes, au nom de leur dignité, d'adopter la résolution qui leur est proposée.

Une dame étrangère dont le nom n'a pas été recueilli au procès-verbal, proteste contre les paroles de M. Léon Richer. « La femme, dit-elle, ne perd pas sa dignité parce qu'elle vit du travail de son mari. Il y a des femmes riches qui n'ont aucun besoin de travailler, les deux fortunes réunies suffisant aux dépenses de la vie commune. Il ne faut pas faire de toutes les femmes des ouvrières; il ne faut pas les envoyer à l'atelier ou courir le cachet. Une femme qui court le cachet s'expose à mille inconvénients qui peuvent porter atteinte à sa considération. La femme est faite pour la vie d'intérieur. »

Quelques personnes applaudissent, d'autres protestent.

Mme Rétoux soutient que la femme n'a d'autre mission que d'être mère. Elle doit soigner ses enfants, entretenir sa maison. C'est au mari qu'incombe le devoir de subvenir à tous ses besoins, de la nourrir, elle et ses enfants.

M. Léon Richer, afin de prendre part plus librement à la discussion, prie Mme Lejosne, présidente de la Section économique, de le remplacer au fauteuil.

M^{me} Lejosne prend la direction de la séance.

M. Antide Martin soutient de nouveau que le vœu n'a pas d'utilité. Les travaux d'intérieur, aux yeux de tous les gens qui pensent, suffisent à sauvegarder l'indépendance de la femme. Elle n'a pas besoin de se livrer à d'autres occupations. Dans la pratique, les femmes du peuple gagnent presque toutes leur vie. Beaucoup de ménages d'ouvriers sont alimentés par le mari et la femme. Quant aux femmes riches, elles n'ont pas besoin de travailler.

M. Léon Richer demande la parole.

« Je ne conteste pas, dit-il, que, dans ce qu'on appelle les classes ouvrières, beaucoup de femmes n'apportent leur contingent, chaque semaine ou chaque quinzaine, au budget commun. Je ne conteste pas davantage que l'entretien du ménage ne soit un travail ayant sa valeur; mais, malheureusement, cette valeur, on ne l'apprécie pas. L'homme qui apporte périodiquement à la maison l'argent gagné, le numéraire, qui paie le pain, le loyer, les vêtements, s' imagine assez volontiers que lui seul entretient la famille. Il faut combattre cette erreur. Nous avons pour devoir de poser en principe l'équivalence des services rendus. C'est à nous de bien faire comprendre, par une déclaration claire, précise, catégorique, que les occupations du ménage représentent de l'argent; affirmons donc nettement leur mérite réel, leur importance, leur valeur incontestable, intrinsèque. Il ne faut pas, — il ne faut plus, devrais-je plutôt dire, — que des hommes, faisant sonner leur paye entre leurs mains, puissent dire à la mère de famille: « C'est moi qui te nourris; sans moi tu ne vivrais pas! » Ne sentez-vous pas tout ce qu'il y a d'humiliant dans ces paroles?

« On nous parle des riches. Mais personne n'est sûr de son lendemain. Combien de femmes, après avoir vécu dans l'aisance, se sont trouvées brusquement en face de la plus épouvantable misère, quelquefois avec des enfants à élever. Celles qui avaient du courage cherchaient un emploi, quelque chose qui pût les faire vivre. Mais beaucoup n'en trouvaient pas. Pourquoi? Parce qu'elles ne possédaient aucune connaissance pratique. Bien qu'instruites, elle étaient incapables. Je ne veux pas dire que, sans nécessité, les femmes devront se livrer toujours à des travaux productifs. Non, mais ce que je demande, c'est que toute femme, par une éducation meilleure, par une instruction plus complète, soit préparée aux dures épreuves de la vie, et qu'elle puisse, le cas échéant, gagner son pain et celui de ses enfants sans le mendier à l'homme. Si vous repoussez cette idée, vous déclarez par cela seul que la femme a besoin de l'aide de l'homme, qu'elle ne peut s'en passer, qu'elle est à sa discrétion. Vous l'assujétissez, vous l'asservissez.

« Eh! quoi, l'on vient dire qu'il n'est pas convenable qu'une femme coure du matin au soir le cachet! D'abord, il n'y a pas que le cachet. Mais est-ce que déjà nous n'en voyons pas de très-honnêtes et de très-respectées qui, bravement, s'en vont par tous les temps, le front au soleil ou les pieds dans la pluie, donner des leçons de musique ou de langues dans des familles parfaitement honorables? En quoi cela blesse-t-il la dignité des femmes? Ce qui

compromet leur dignité, messieurs, c'est de se faire nourrir, c'est d'accepter de honteuses protections. Car il ne faut pas se leurrer de mots : il n'y a que deux manières pour la femme pauvre de gagner sa vie : le travail ou le trafic de son corps. Reconnaissez donc à la femme une liberté de travail égale à celle dont jouit l'homme, donnez-lui une instruction professionnelle sérieuse, ouvrez-lui des débouchés, ne l'écartez pas des carrières où elle se sent appelée, — et pour qu'aucune équivoque ne reste dans les esprits, déclarez nettement qu'à vos yeux les travaux d'intérieur et de ménage ont une valeur appréciable en argent, et que, par conséquent l'épouse qui remplit dignement ses devoirs à la maison, travaille autant que l'homme. Mesdames, au nom de votre dignité, au nom du respect qui vous est dû, je vous adjure de voter la Résolution qui vous est proposée. »

La dame étrangère qui s'était élevée déjà contre les idées développées par M. Léon Richer, proteste de nouveau ; elle dit que le langage qui vient d'être tenu est outrageant pour les femmes ; qu'une femme mariée a le droit de vivre de la fortune ou du travail de son mari ; que ce qui avilit les femmes, c'est de courir les rues sous prétexte de donner des leçons : « Les paroles prononcées par M. Léon Richer sont injurieuses, ajoute-t-elle, et je proteste au nom de mon sexe ! »

Une demoiselle polonaise, Mlle de Dwernicka, se lève au milieu du bruit et demande la parole. Elle dit qu'une pareille protestation est injuste, que M. Léon Richer a très noblement défendu la dignité de la femme, et qu'il faut adopter le vœu proposé.

M. Léon Richer exprime son étonnement de voir son langage aussi mal interprété. Il n'a rien à retirer, rien à rectifier. Il répète qu'il n'y a de dignité pour la femme que dans l'indépendance. Celle qui vit par l'homme devient la chose de l'homme ; elle est soumise, elle est assujétie, elle est servie. Incapable de se suffire à elle-même, elle est tenue par la faim. Est-ce digne cela ? « Encore une fois, Mesdames, s'écrie l'orateur, vous vous devez à vous-mêmes de déclarer que vous êtes des êtres libres ; affirmez donc votre droit à la liberté ! »

Personne ne demandant plus la parole, la clôture de la discussion est prononcée.

M^{me} Lejosne, présidente, donne une seconde fois lecture du vœu en délibération, et le met aux voix.

Le vœu est adopté à une forte majorité.

Mme la présidente prie M. Léon Richer de reprendre sa place au fauteuil.

M. Léon Richer se rend à cette invitation, et la séance continue sous sa direction.

L'ordre du jour appelle l'examen du 5^e vœu (le vœu n° 4 ayant été adopté à la précédente séance.)

Il est ainsi conçu :

« Considérant que, par des privilèges ou par des exceptions au droit commun, le travail dans les couvents, dans les ouvriers, dans les prisons, conduit à une dépréciation sans cesse croissante du salaire des femmes.

« Le Congrès émet les vœux suivants :

« 1^o Suppression des subventions accordées aux couvents et aux ouvriers.

« 2^o Soumission aux patentes, à l'impôt, en un mot, à toutes les charges et à toutes les règles du droit commun, des établissements religieux qui y échappent ou en sont exonérés.

« 3^o Etablissement d'une taxe sur toute main d'œuvre sortant des couvents et des ouvriers, calculée de manière à égaliser le prix de revient des objets confectionnés dans ces sortes d'établissements, avec celui des objets identiques confectionnés par les ouvriers du dehors.

« 4^o Application au travail des prisons du tarif fixé par les corporations et chambres syndicales de chaque industrie ou profession.

« 5^o Pour toutes les maisons de détention en entreprise, au fur et à mesure des résilia-

« tions des contrats passés avec les entrepreneurs, mise en adjudication, aux enchères publiques, des travaux exécutés dans l'intérieur, ainsi que de tous produits provenant, à quelque titre que ce soit, du travail des détenus.

« 6^o Pour la France,

« L'application rigoureuse dans les maisons religieuses et dans les prisons, comme partout ailleurs, de la loi de 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures dans les manufactures.

« Et pour les autres pays, le vote et l'application d'une loi analogue.

« 7^o Enfin le Congrès demande que dans tous les pays où les ouvrières rencontrent la concurrence déloyale des établissements privilégiés, une commission composée des représentants élus de la nation aux divers degrés, et d'un nombre égal d'ouvriers et ouvrières frappés par cette concurrence, soit chargée d'étudier les moyens d'appliquer les formes ressortant des vœux ci-dessus exprimés. »

Quelques orateurs pensent que l'application de la taxe, demandée par le vœu en discussion serait une mesure illusoire ; que les couvents, habitués à éluder la loi, trouveraient facilement les moyens de se soustraire à la charge qui leur serait imposée sous cette forme ; que, dès lors, il n'y a pas lieu d'introduire cette disposition. D'autres soutiennent que cette taxe n'est pas plus difficile à établir, ni plus difficile à percevoir que les droits de douane ou de dénaturation auxquels sont assujétis une foule d'objets manufacturés. Cette réplique paraît concluante à la majorité des membres du Congrès, et le vœu est mis aux voix, paragraphe par paragraphe.

Tous les paragraphes sont successivement adoptés.

Le vœu est ensuite adopté dans son ensemble.

Aucune autre proposition ne restant à soumettre aux délibérations de l'assemblée, M. le président donne la parole à M^{me} Eugénie Pierre, pour lire le Mémoire envoyé de Lyon par M^{me} d'Elhom, déléguée de la Société des dames réunies.

Mémoire de M^{me} d'Elhom.

Lyon, 20 juillet 1878.

« Mesdames et Messieurs,

« J'ai l'honneur de me présenter à votre assemblée comme déléguée par la chambre syndicale des corporations des dames réunies de Lyon ; elles m'ont donné le mandat de parler sur la question économique, portant le n° 7 dans le programme de ce Congrès si grand, si humanitaire, et qui doit, avec l'aide des personnages influents par leurs talents, leur réputation, leur position, et surtout par leurs convictions libérales et progressistes, composant votre Comité d'organisation, qui doit, dis-je, faire parvenir enfin les femmes à une place équitable autant que nécessaire dans le concert des nations.

« Elles ne seront plus obligées, pour réussir dans le monde, de recourir à ce caractère félin qui s'insinue quand même, par adresse, pour arriver à des fins plus ou moins avouables ; et l'on n'osera plus soutenir qu'elles ne peuvent ni ne savent raisonner.

« On dit avec quelque sens : l'homme seul vote, mais la femme le fait voter. Non, il n'en sera plus ainsi : la femme sera élevée, instruite, se respectera et se fera respecter pour marcher franchement dans le chemin du bien, de la vertu, et saura conduire ses enfants.

« Mais je m'égare et semble m'étendre loin de la question économique, qui est mon domaine, et que je vais tâcher, avec mon peu de lumières, de faire élucider par de plus savants et de plus aptes que moi sur cette importante matière, qui comprend tout dans l'existence humaine.....

« A Lyon, M. Gruyaz, jeune ouvrier faisant partie du Congrès tenu à Lyon en janvier 1878, vient d'obtenir un prix de quinze cents francs fondé par le bienfaisant M. Arlés-Dufour, négociant en soieries de cette ville, pour un rapport fait spécialement sur la question économique des femmes. Comme il faudrait tout citer, je renvoie à l'auteur qui est aussi précis qu'admirable. Il a été sans doute bien inspiré et aidé par ce Congrès ouvrier où beaucoup de dames ouvrières qui en faisaient partie, ont traité les questions du travail et du salaire de la femme avec une lucidité et une éloquence qui leur venait naturellement de ce qu'elles éprouvaient elles-mêmes.

« Aussi leurs raisonnements et leurs déductions démontraient d'une manière simple et pratique la nécessité de faire réformer des salaires insuffisants et dérisoires, et plus encore l'inégalité du salaire pour le même travail fait par des femmes et par des hommes. Ce Congrès ouvrier, comme celui de Paris, a donc jeté une grande lumière; mais comme ses adhérentes lyonnaises sont éminemment laborieuses et positives, elles se sont associées en chambre syndicale et sont en voie de fonder des ateliers de travail pour les femmes, ateliers qui pourront lutter avec les couvents, et n'être point ruinés par cette concurrence désastreuse ou anéanties par le chômage. D'ailleurs, si toutes les femmes ouvrières savent s'entendre dans chaque corps d'état, elles seront toujours plus nombreuses que celles des couvents.....

« Les dames de Lyon se sont également mises à l'étude pour fonder des écoles professionnelles comme celles de Paris; elles ont à leur tête une jeune ouvrière couturière de vingt ans, Mlle Finet, qui, au zèle ardent de son âge, joint une aptitude naturelle qui la fera arriver avec l'aide dévouée de ses co-associées à une prompte et bonne solution de ces questions économiques si importantes, et pour faciliter à la femme une position honorable et indépendante.

« A Lyon, comme l'a si bien dit M. Jules Simon dans son beau livre *L'Ouvrière*, l'ouvrière en soie a le bonheur de travailler comme son mari dans le domicile conjugal, de faire le même travail et d'avoir le même salaire, tarifé au mètre, si elle fait le même article. Elle est chez elle et peut avoir toutes les joies de la maternité en allaitant elle-même ses enfants. Aussi, cette classe d'ouvriers de Lyon (les canuts) a conservé les sentiments d'honneur et d'indépendance. On l'a vue à toutes les époques, comme maintenant, marcher aux premiers rangs du progrès. A cette heure, les canuts s'occupent de former une Société du *Sou des écoles*, pour l'enseignement libre et laïque, depuis la crèche jusqu'à l'école professionnelle, imitant ainsi la Société de Belgique qui produit des merveilles et prend des proportions aussi inattendues qu'admirables. L'économie d'un sou par jour devient une puissance.

« Espérons donc que les femmes ouvrières mariées pourront, chacune dans son état, avoir chez elles un travail largement rétribué, afin d'aider à maintenir l'aisance dans le ménage. Je crois que voilà un principe d'économie en famille qui sera le plus grand moralisateur.

« Puisque je représente Lyon, j'ai encore la joie de vous dire qu'il y existe une Société économique de prévoyance pour le dernier âge de la femme, le plus pénible et le plus triste pour les gens sans fortune, et j'ai la consolation de pouvoir ajouter qu'une Société de secours mutuels de femmes existe et fonctionne très-bien, à Lyon, depuis 1870. Il lui faudrait seulement plus de publicité et qu'elle s'étendît à toutes et partout, car je connais des dames membres de l'administration de cette Société, qui m'ont donné des détails touchants et concluants sur le bien qu'elle produit déjà pour les femmes âgées et isolées qui n'ont plus de famille. L'économie peut donc tout pour tous.

« Voici mon premier vœu pour la question économique des femmes; ce vœu est utile pour tous les âges et pour toutes les conditions: Quand on enseignera dans toutes les écoles les éléments des lois usuelles qui nous régissent, au lieu de vaines et inutiles formules métaphysiques, les femmes se tiendront dans la légalité et n'auront pas besoin d'aller chez des agents d'affaires et autres intermédiaires qui les volent et les trompent, ou bien leur coûtent si cher qu'ils les ruinent; elles pourront elles-mêmes faire leurs affaires avec prudence et économie, guidées par la connaissance de la loi. Les femmes laborieuses savent être économes et prévoyantes; elles savent se priver. J'ai même vu à Tours, pendant

nos malheurs de 1870, des femmes âgées obligées de se faire mendiante et cependant se privant d'un sou par jour pour l'apporter au Comité de secours pour les soldats, fondé à Marseille le 19 septembre 1870.

« Je vois donc les femmes, dans l'avenir, marcher de tout cœur et rapidement dans la voie du Progrès et de la Fraternité, quand, dès le jeune âge, au lieu de les abêtir, on leur aura appris à raisonner, à agir par elles-mêmes, à s'entraider toutes pour le bien, au lieu de laisser perdre leur intelligence en mesquineries, en frivolités, en conversations oiseuses, en rivalités jalouses qui les rendent malheureuses et leur enlèvent la considération des autres et d'elles-mêmes.

« Le gaspillage de leur intelligence, voilà, je crois, ce qui exige le plus prompt et le plus efficace remède économique. C'est la question qui prime toutes les autres. Le remède est dans l'application de principes moraux, sains et sévères. Alors nous jouirons du progrès avec joie, avec bonheur, comme l'a si bien dépeint M. Eugène Pelletan dans son livre: *Profession de foi du XIX^e siècle*.

« Nous devons remarquer que tous les hommes d'élite, tous les grands penseurs, tous les grands poètes, tous les grands écrivains cherchent sans cesse à élever la femme, à lui faire rendre justice. Ils se souviennent sans doute de leur mère.

« Ceci me remet en mémoire une croyance arabe qui m'a été citée bien des fois en Algérie, où j'ai tant de fois regretté de n'avoir ni la puissance ni la science nécessaires pour relever à leurs propres yeux toutes ces femmes résignées dans leur funeste abrutissement. On raconte que l'homme qui y devient célèbre en quelque genre que ce soit, lorsqu'il meurt, emmène avec lui une partie de l'âme de sa mère dans le paradis de Mahomet, où aucune femme ne doit pénétrer. (Le respect des enfants envers les parents est admirable; constatons-le.)

« Cette légende n'est-elle pas tout un enseignement et une réminiscence de la supériorité de l'amour maternel dans la femme, pour l'élève de ses enfants? Donc, si vous négligez, si vous méprisez la femme en la faisant votre esclave, vous perdez la plus grande influence sur le génie primordial des sociétés humaines. Economistes, songez-y!

« Ne voyons-nous point notre Algérie et tous les pays soumis à la loi musulmane, dépeuplés, rongés par la misère et l'ignorance, dévastés par la peste et la famine?

« Quand nous comparons la désolation de ces contrées avec la prospérité des pays libres, honorant et cultivant l'intelligence de la femme, habités par une population nombreuse de travailleurs et d'artistes, nous avons la preuve la plus éclatante de la nécessité, même économique, de la reconnaissance des droits de la femme.

« Aussi, dès mon jeune âge, j'ai espéré, en lisant que nos aïeules, les matrones gauloises, étaient les premières écoutées au Grand Conseil, que nous deviendrions un pays libre et que justice nous serait enfin rendue,

« Déjà bien des rayons brillent et annoncent l'aurore de ce beau jour. Les femmes étudient sérieusement, sont reçues bacheliers, docteurs en médecine, etc.

« En France, où le ridicule avait tué sous le nom de *bas-bleus* les femmes qui avaient le courage de devenir savantes, on ne parlait que de leur légèreté, de leur esprit romanesque, tout au plus bon à s'étaler dans de fades et insipides romans, ou dans des articles de modes. Mais aujourd'hui la jeune et libre Amérique, avec sa phalange de femmes aux idées positives, éclairées par la science, a rappelé la vieille Europe à la loi du progrès. Nous voyons toute une pléiade de femmes revenir, comme autrefois dans la Grèce de Platon, briller par le talent et éclairer les intelligences de leurs sœurs. Leurs romans mêmes sont sérieux; tout en attachant par le récit, ils résolvent les questions les plus importantes et les plus pratiques; et la pratique rend maître.

« Que n'a point fait éclore, pour notre avenir, notre immortelle Georges Sand? Le grand maître Victor Hugo n'a-t-il point dit que c'était la grande femme, la grande figure du XIX^e siècle? N'a-t-elle pas su faire comprendre toutes les plus hautes questions morales et philosophiques? Elle n'a point oublié les paysannes qu'il faut savoir amener à nos

associations pour les éclairer sur leurs devoirs, pour les faire arriver à leurs droits. En parlant de notre illustre morte d'hier, je suis dans mon mandat.

« Une grande quantité d'autres femmes écrivains ont fait avancer la question des droits de la femme ; les poètes, les auteurs sont toujours précurseurs.

« Madame de Staël a été un génie.

« Mme Emile de Girardin (Delphine Gay), n'a-t-elle pas été sublime quand elle sondait les replis du cœur de la femme, et n'a-t-elle point ainsi fait peut-être autant pour l'humanité que son mari, ce publiciste si illustre, si éminent depuis longtemps entre tous.

« Combien de femmes ne pourrais-je pas encore nommer, qui se sont élevées aux plus sublimes accords de la poésie, comme à tous les élans des passions généreuses, cherchant toutes la justice et la faisant désirer par toutes aussi.

« Aujourd'hui, plus encore que jamais, beaucoup de femmes écrivent des livres sérieux qui instruisent en récréant, parce qu'ils sont clairs, précis, courageux et pleins de cœur.

« Miss Norf (M^{me} Bouraud), à la Ciotat, près de Marseille, qui écrivait des articles pleins de sel attique dans le journal l'*Egalité* de Marseille et dans le *Frondeur*, de Léo Tascil, le militant, le combattant toujours condamné, a fait paraître deux volumes qui me semblent nécessaires à toute femme qui réfléchit. L'un est intitulé : *La femme et la civilisation* ; l'autre : *Le culte de l'avenir*. Un style clair, net, et même incisif, fait pénétrer chaque idée jusqu'au cœur. C'est un vade mecum.

« Madame Antonie Jauffret, de Marseille, fait ressortir de l'histoire, et même de la féerie, de graves vérités sur le sort de la femme trompée, méprisée, qui est fatalement entraînée à descendre la pente du mal. Son style éclatant, étincelant même, comme les scènes orientales qu'elle décrit, captive et charme en imposant à la mémoire la morale du récit.

« Madame Goegg, de Genève, si bon écrivain et si persévérante pour la Société des femmes, la *Solidarité*, qu'elle soutient, agrandit tous les jours par le journal la *Solidarité* répandu dans toutes les parties du monde par les adhérentes au Congrès de la Paix.

« A Marseille, en 1871, un groupe de dames avait fondé, avec l'approbation de l'autorité civile, la Société d'encouragement au bien et au travail des dames du Midi ; elle avait pour organe une petite feuille intitulée : *Le Devoir*, journal des femmes. Il est facile de comprendre pourquoi cette Société n'a pu se maintenir après le 24 mai 1873. Espérons maintenant que l'ardeur méridionale reprendra cette œuvre d'une manière solide et durable, car elle était économique autant que progressive. Elle avait commencé l'école professionnelle pour les jeunes filles, se soutenant par la cotisation du sou par jour.

« Ces dames devaient aussi fonder des ateliers pour les temps de chômage et des maisons de retraite pour la vieillesse des femmes seules, sans fortune et sans famille.

« Laissez-moi vous citer encore :

« M^{me} Steimber, épouse d'Henri Rochefort, qui réclame, dans la *Revue des Deux-Mondes*, notre droit à l'égalité ; Louise Michel, cette courageuse institutrice, qui reviendra bientôt, espérons-le, nous aider par ses chants et ses livres si entraînants, si émouvants pour la jeunesse ; M^{me} André Léo, qu'il nous tarde aussi de revoir, et dont le concours serait si précieux pour la solution des questions ardues qui nous occupent ; M^{me} Butler, de Liverpool, qui poursuit son immense et difficile mission à travers tous les obstacles, contre la prostitution légalisée : noble femme qui fait plus pour l'humanité, aussi bien moralement que physiquement, que tous les grands moralistes, les philanthropes de toutes les époques, et qui aidera à la régénération de la société.

« Le journal l'*Événement* de Paris vient de faire l'éloge de ce noble but qui, à lui seul, dit-il, fera la gloire de notre Congrès ; car, ajoute-t-il, nous aurons le grand mérite, en préconisant le travail et l'économie, de remplir les ateliers et de vider heureusement les lupanars.

« Il me faut aussi nommer :

« Mlle Pieromaldi, de Florence qui, dès l'âge de 18 ans, écrivit à Garibaldi, qui l'approuva fortement, qu'elle fondait l'association de *Guerre à la guerre, au duel, à la peine de mort* ! Quel progrès en trois mots !

« Mme Gagneur, de Paris, cet écrivain si attachant, si sympathique pour tous les opprimés de la liberté, et qui est à la tête de la *Société d'adoption pour les enfants abandonnés*, cette belle institution qui se fonde à Paris, qui est préconisée par toute la presse, et en particulier par notre dévoué défenseur Tony Révillon ; on voit qu'il est du pays de Lamartine, qui était l'ami du sexe faible.

« Mmes Charles Delon et Marie Pape-Carpantier, dont les méthodes si claires, si attrayantes pour le jeune âge, portent l'enfance à aimer l'instruction...

« Mme Garcin n'a-t-elle pas été un vrai pionnier avancé, dans l'*Emancipation de Toulouse*, et ne l'est-elle point encore ailleurs ?

« Mlle Maria Deraismes, dont l'éloquence remue si profondément les cœurs, n'est-elle pas la voix nous annonçant le salut ?

« Mme Maurice Rouvier (Claude Vignon), publiciste aussi élégant que remarquable, dans l'*Indépendance Belge*, et tant d'autres que je ne connais pas malheureusement et que je regrette de ne pouvoir nommer, pour faire profiter de leurs talents toute la génération des femmes de notre époque.

« Voilà un capital d'intelligence que notre système économique devrait faire fructifier ; car en faisant cette énumération je ne me suis pas écartée de mon mandat.

« Mais je ne puis assez témoigner notre reconnaissance à M. Léon Richer, le dévoué rédacteur du journal l'*Avenir des femmes*, qui produit tant de bien ; il a pu nous réunir dans ce Congrès qui, grâce à cet homme si bienfaisant, si humanitaire, comptera dans les annales d'or des femmes.

« M. Léon Richer a mis son talent, son temps, sa persistance même à défendre nos droits, notre cause. A lui tous nos remerciements et l'assurance de notre gratitude éternelle ; car nous la transmettrons d'âge en âge à celles qui nous suivront.

« Merci aussi à toutes les nobles femmes, surtout aux étrangères venues pour nous prêter leurs lumières et leur appui. Nous le leur rendrons à notre tour, espérons-le, par la fraternité universelle.

« Je demande donc au Congrès de prendre avec urgence les trois résolutions suivantes :

« 1^o D'aider à fonder partout et par tous les moyens honorables possibles, et au plus tôt, des ateliers par association et coopération pour les femmes, afin qu'elles ne perdent point leur temps et ne se laissent pas fatalement entraîner au mal par la misère : première question économique essentielle.

« 2^o D'établir partout des Sociétés de femmes qui correspondraient entr'elles pour s'entraider et animer leur émulation pour toute occupation sérieuse, afin que nous montrions que nous sommes dignes de jouir de nos droits.

« 3^o Le point le plus important de la question économique étant de ne pas laisser perdre la puissance moyenne d'action que peut produire l'intelligence de la femme, veillons à ce que cette intelligence ne soit jamais dévoyée ; faisons honte aux indifférentes de ne pas l'utiliser pour le bien, le beau, le bon ; soutenons, dans l'intérêt de notre grande cause, toutes les femmes courageuses : écrivains, penseurs, savantes. L'intelligence féminine, voilà le puissant levier qui soulèvera et changera le monde par le travail et qui nous octroiera enfin la vraie liberté et l'égalité des droits.

ANTONIA BESSIÈRES F. d'ELHOM.

M. le président fait remarquer que le Mémoire envoyé par M^{me} d'Elhom, au nom des ouvrières lyonnaises, se termine par des propositions, au nombre de trois, sur lesquelles il doit appeler les délibérations de l'assemblée. La dernière proposition lui semble plutôt du domaine de l'idéal que de celui de la pratique ; mais les deux premières, relatives à la fondation d'ateliers par association et à l'établissement de sociétés protectrices des femmes, peuvent donner lieu à des résolutions dont l'adoption compléterait dignement l'ensemble des vœux déjà votés par le Congrès.

Sur la demande qui lui en est faite par quelques membres de l'assemblée, M. le président rédige, séance tenante, le vœu suivant qui embrasse et résume les deux premiers points visés par M^{me} d'Elhom.

Vœu n° 6 :

- « Pour faciliter aux femmes les moyens de vivre du produit de leur travail,
- « Le Congrès recommande :
- « 1° La fondation d'ateliers par association et coopération pour les femmes.
- « 2° La création, partout où la législation le permet, de Sociétés de femmes correspondant entre elles, pour la défense de leurs droits et de leurs intérêts.
- « 3° L'établissement de Sociétés de femmes pour la protection des ouvrières et employées, en général trop isolées et privées de tout moyen de défense. »

Personne ne demandant la parole, le vœu est mis aux voix et adopté.

M. le président ajoute qu'il ne suffit pas au Congrès d'avoir recommandé la formation des Sociétés incontestablement utiles. En France, le droit d'association et de réunion n'existe pas. La recommandation resterait donc stérile si elle n'était complétée par un vœu à l'adresse du législateur. Le Congrès doit se prononcer pour l'abrogation des lois qui s'opposent à la libre association des intérêts, au libre groupement des personnes.

En conséquence, M. le président propose un dernier vœu ainsi conçu :

Vœu n° 7.

- « Attendu que le droit de réunion et d'association est non-seulement une conséquence
- « du grand principe de liberté qui doit être la base essentielle des républiques, mais que
- « l'exercice de ce droit est indispensable au développement du travail,
- « Le Congrès demande la suppression de toutes les lois restrictives du droit de réunion
- « et du droit d'association. »

Ce vœu, comme le précédent, est voté sans discussion.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée.

6^e Séance. — 5 Août 1878.

SECTION DE MORALE

Présidence de Mlle Maria DERAISMES.

SOMMAIRE. — Lecture et adoption du procès-verbal. — Discours de Mlle Deraismes. — Une motion d'ordre. — Mémoire de M. Alesson. — Discours de Mme Griess-Traut. — Discours de Mlle Drouin. — Discours de M. Camille Chaigneau. — Mémoire de M. le docteur Chapmann. — Discours de Mme Emily A. Venturi. — Mémoire de M. le docteur Huguet. — Discours de M^{me} de Morsier.

La séance est ouverte à trois heures.

Mlle Maria Deraismes, présidente de la Section de morale, prend place au fauteuil.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

Mlle Deraismes annonce que l'ordre du jour qui comprend la lecture des discours et mémoires approuvés par la Section de morale, suivra son cours sans interruption, afin que les discussions partielles sur les différents vœux proposés, ne viennent pas mettre obstacle à l'intelligence de l'ensemble des travaux.

Aucune opposition n'étant faite à ce mode de procéder, les travaux de la séance demeurent ainsi réglés.

Prenant ensuite la parole, Mlle Deraismes prononce le discours suivant :

Discours de M^{lle} Maria Deraismes.

« Mesdames, Messieurs,

« Tous les travaux des Sections précédentes n'ont eu qu'un but, celui d'arriver à la morale, de lui fournir des matériaux et de la constituer sur des bases définitives. Car elle est la science directrice de la vie, c'est-à-dire la partie la plus active, la plus effective, la plus féconde, puisqu'elle est la mise en application des principes, des doctrines et des lois.

« En effet, si nous consultons l'histoire, c'est pour y acquérir l'expérience et en tirer des leçons ; si nous nous occupons de pédagogie, c'est pour inculquer à l'enfant, par la meilleure des méthodes, une règle de conduite ; si nous étudions l'hygiène, c'est pour reconnaître que l'état cérébral est sous la dépendance de l'équilibre physiologique ; si nous traitons de l'économie politique, c'est pour apprendre à favoriser tous les intérêts sans en léser aucun. Enfin, aussi loin que nous cherchions, aussi loin que nous nous élevions dans

nos considérations théologiques, philosophiques et scientifiques, nous pouvons affirmer que notre objet est de parvenir à la morale. Nous n'élaborons des théories, nous n'échafaudons des systèmes que pour savoir comment nous devons nous comporter ici-bas ; soit que nous concevions des espérances d'aller au-delà, soit que nous nous contentions de rester en deçà.

« Eh ! qu'importent les axiomes, les doctrines, s'il n'ont point de réalisation ! Ce sont alors des jeux stériles de l'esprit ; ce sont des promesses sans effet, des sonorités sans écho, des rayons sans chaleur. Ce ne sont en somme que des intentions, que des projets, que des desseins qui ne prennent de valeur que lorsqu'ils passent dans la pratique, dans les usages, les habitudes, les mœurs. Car la manifestation la plus haute de la vitalité et de la puissance, c'est l'acte. Et l'immortel Platon, pour définir l'omnipotence de Dieu, a dit : Dieu est acte pur. Ce qui signifie qu'il agit sans arrêt. C'est-à-dire qu'il féconde, qu'il fertilise, qu'il produit éternellement. De toute idée, de toute pensée, de tout précepte, l'œuvre est le dénouement.

« Faites autant que vous le voudrez des discours sur l'esthétique, sur l'éthique, sur le droit, s'il ne sort pas de là des chefs-d'œuvre, des traits de vertu, une justice, vous êtes une semence morte.

« La qualité de l'acte démontrant seul la véracité et la force de la doctrine.

« Toutes les civilisations se sont vantées d'avoir une morale supérieure à celle des autres ; et aucune, y compris la nôtre, n'a eu la morale.

« La raison en est simple. La morale n'est pas une idée mère, elle est une résultante. Loin d'être initiale, elle est une conséquence des principes adoptés. Les principes sont-ils faux, elle est fautive. Et ce n'est pas tout. L'humanité se fractionne, se scinde en diverses croyances d'où jaillissent des morales contradictoires.

« Ce que voyant, des philosophes ont tenté de libérer la morale et de la soustraire aux jougs qui l'oppriment. Ils ont prétendu que la morale est une notion spontanée, primitive, antérieure à toute théorie mythologique, théologique et métaphysique ; notion sur laquelle le temps, l'éducation, la diversité des usages, des coutumes, des cultes ne peuvent rien ; notion primordiale, fondamentale et universelle : le respect de la personne humaine. Leur énoncé n'a été qu'un développement, une amplification du fameux : *Fais à autrui ce que tu voudrais qu'il te fût fait*.

« Mais cette maxime, bien que fort belle, est insuffisante, parce qu'elle n'a pas tout prévu.

« Sous l'empire de la superstition et du fanatisme, les gens les plus sincères ont accompli de bonne foi contre eux-mêmes des actes insensés ; et ils n'ont cru rien faire de mieux que d'agir de la même manière envers leurs semblables.

« Ce qui nous prouve que la morale est l'expression de l'état de la conscience, laquelle se forme d'après les opinions.

« La conscience ne vient pas au monde toute faite, elle n'est point une force indépendante du cerveau. Or, le cerveau, suivant les époques, est enténébré ou éclairé. Donc, la morale est devenante.

« Mais qu'est-ce donc enfin que la morale ?

« La morale est une loi naturelle, une loi d'ordre, une loi de convenance. Comme toute loi, elle dérive de la nature des êtres ; elle en est l'économie, la règle intérieure et extérieure, le code individuel et collectif ; code qui les guide sans déviations possibles vers leurs destinées et leur fins.

« On est autorisé à dire que le droit et la morale ne font qu'un. Peut-être objectera-t-on que la formule du droit n'est pas assez compréhensive pour contenir tout ce qu'implique la morale ; et que d'ailleurs la morale ne traite que des devoirs, tandis que le droit ne fait qu'affirmer les prérogatives des individus. Un examen plus attentif nous fait bientôt revenir de cette impression. Le droit, n'est en somme que la liberté donnée à chacun d'atteindre au complet développement de son être, et ce développement ne s'obtient que par l'exercice intégral de nos facultés sensitives et rationnelles, exercice duquel peut jaillir la morale

avec tous ses phénomènes de dévouement, d'héroïsme, de sacrifice. Or, comme le droit appartient à tous ; le droit de l'un constitue le devoir de l'autre et réciproquement.

« Donc, la morale est la science des rapports humains. Elle seule peut procurer l'harmonie et le progrès aux sociétés par la juste répartition des droits et des devoirs, des bénéfices et des charges.

« On comprend vite que cette conception scientifique de la morale n'ait pas été immédiate. Il a fallu d'abord acquérir la connaissance de soi-même et de ses milieux. La science n'est pas innée, elle n'est pas infuse. Et avant d'enregistrer les observations, les expériences et d'en tirer des conclusions, des siècles se sont passés. Pendant ce temps, la sensation et l'imagination ont été livrées à elles-mêmes. Ce sont sans doute deux précieuses facultés, mais elles deviennent des folles quand la raison éclairée n'intervient pas entre elles pour les soumettre à son contrôle. Ayant le champ libre, elles ont établi le règne de l'illusion, du rêve et de la chimère. Donc, la morale avant d'être objet de science, a été objet de foi, c'est-à-dire dogmatique. La morale dogmatique se base sur le droit divin, et nie le droit humain. Dieu seul est le droit. Les hommes n'ont que des devoirs et des obligations.

« Alors, qu'a à faire l'expérience, qu'a à faire la science, qu'a à faire la volonté humaine devant la loi divine ? Le commandement céleste est là, le faible mortel n'a pas à consulter sa nature. Si tel ordre d'en haut juge qu'il est bon de la traiter à rebours, il n'a qu'à l'exécuter sans réplique. Toute morale dogmatique, sans exception, s'est fait un honneur de ne tenir aucun compte des conditions biologiques ; elle affecte même de les braver. Elle a édicté des prescriptions, des ordonnances qui n'ont servi qu'à violenter les aspirations les plus légitimes, et qu'à exaspérer ceux qui tentaient de les pratiquer. La morale n'a plus été qu'une discipline, qu'un régime pénitentiaire, qu'une réduction systématique des êtres. Elle a commencé par scinder l'individu intégral en deux parties antagonistes qui se sont livré de constantes batailles. L'individu y a perdu son équilibre ; des phénomènes insolites se sont produits ; l'extase a succédé à l'inspiration, la contemplation à l'activité, l'hallucination au génie ; en un mot, l'état morbide à l'état sain. Et ce n'est pas tout, la morale dogmatique a sanctionné le privilège par le dogme du péché originel qui constitue définitivement la suprématie de l'homme sur la femme. Elle a sanctionné le privilège comme principe politique par ces paroles : *Toute puissance vient de Dieu, celui qui résiste aux puissances résiste à Dieu*. Voici donc les conquérants, les potentats, les tyrans qui, ne relevant que de Dieu seul, ne sont point soumis au jugement des peuples. L'autorité, la force, la richesse sont les signes de la faveur céleste. De là, la théocratie, l'autocratie, l'aristocratie, c'est-à-dire, sous ces diverses dénominations, le règne du privilège. Or, le privilège est en lui-même la source de toutes les immoralités, car il est tout à la fois l'exonération d'un devoir et la violation d'un droit. Il a enfanté l'esclavage, le servage, la hiérarchie féodale avec ses abominables prérogatives, et la plus monstrueuse de toutes, celle qui consistait à pouvoir souiller impunément ; ce qui existe encore de nos jours. La dignité humaine, cette fierté naturelle, l'honneur, sont les attributs des hautes classes. On ne craint ni d'humilier, ni d'insulter un subalterne : l'inférieur n'est point un semblable. L'égalité ne sera qu'au ciel.

« Tous les devoirs incombent donc à ceux qui sont dépouillés de leur autonomie. Il s'en suit que la vertu, qui n'est en somme que l'accomplissement des devoirs, est détournée de sa signification étymologique ; *virtus* veut dire force ; — la vertu est par elle-même impulsive et dirigeante. Mais quand elle devient exclusivement le lot des classes dirigées, et qui plus est des classes asservies, elle dégénère, elle prend un caractère de subordination, elle devient négative. L'humilité, la résignation, l'abstention de l'initiative, l'annihilation de la volonté, l'activité obscure et soumise lui échoient en partage.

« Evidemment le sens des mots est altéré ; il y a confusion et méprise. Et cette confusion, cette méprise sont poussées à un tel point que *Montesquieu*, ce grand esprit, n'y a pu échapper. N'a-t-il pas écrit que le principe des monarchies est l'honneur, et celui des démocraties la vertu ? Se figure-t-on aisément une vertu distincte de l'honneur et un honneur distinct de la vertu ? L'un et l'autre se confondent quand on raisonne suivant le bon sens et non suivant le préjugé. C'est qu'en effet, comme on l'entendait alors, l'honneur n'avait au-

cune affinité avec la vertu. L'honneur consistait en de vains exploits, de faibles prouesses, d'exercices abusifs de la force, de spoliation, le tout agrémenté d'oiseuses formalités chevaleresques infiniment plus théâtrales que réelles.

« Mais la rectitude des mœurs, une conduite laborieuse, la probité, le dévouement étaient considérés comme des qualités étroites et mesquines propres aux petites gens qui n'ont pas, comme les castes d'élite, le besoin de se signaler par des faits éclatants. Il est donc bien convenu que le régime du privilège exclut la morale, parce qu'il exclut le droit. Donc, pas de droit, pas de morale.

« Après des siècles d'efforts, de tentatives, la Révolution française posa les assises certaines de la morale. Les privilèges furent abolis. La déclaration des droits de l'homme nivela toutes les classes devant la loi. Révolution immense, mais incomplète, à cause d'une toute petite omission qu'elle fit : elle oublia la moitié du genre humain ! Qu'aux temps de l'exaltation de la force, temps de concurrence vitale, de luttes, de guerres perpétuelles, la femme eût été asservie, cela peut avoir sa raison d'être : c'est le triomphe de la dynamique musculaire ; qu'aux temps de crédulité et de foi, la femme ait été dénoncée comme prévaricatrice de la loi divine à l'origine, et condamnée pour ce fait à subir le joug de l'homme dans cette vie, ceci peut encore se concevoir. Mais que dans l'ère humanitaire, ère philosophique, scientifique et rationnelle, ère de libération générale où tous les hommes sont appelés sans distinction de savoir et d'intelligence, à l'égalité devant la loi, les femmes soient exclues, qu'elles soient restées dans le code mineures à perpétuité, qu'elles n'aient en rien bénéficié d'un mouvement auquel elles ont participé par leur dévouement et leur génie ; qu'auparavant, elles aient été en tutelle, qu'après, elles y soient restées ; ceci est le comble de l'immoralité, parce que c'est le comble de l'injustice. La Révolution s'est arrêtée à mi-côte. L'idée aristocratique, traquée de toute part, s'est retranchée dans sa dernière forteresse : le masculin — le genre noble comme disent les grammaires faites par des grammairiens. Un dernier privilège est donc resté debout. Le code des forts s'est maintenu quand même et a continué à séparer la société en deux parties et en deux lois. Cette conséquence dans l'application des principes est non-seulement préjudiciable aux femmes, mais encore au progrès. Une législation qui diminue les individus dans leur dignité et dans leur qualité, une législation qui rétrécit systématiquement le cercle où ils se meuvent, qui les déclare mineurs et en même temps responsables, est immorale au dernier chef, puisqu'elle est contraire à la nature des êtres et au plan universel.

« Le code, en ce qui concerne la femme, n'est que la longue énumération des humiliations et des servitudes qu'elle est appelée à subir dans toutes les conditions de la vie. Elle apprend bien vite, en le parcourant, qu'au-dessus du langage des salons qui la proclame reine, il existe une réalité écrite qui la fait bel et bien servir et vassale. Elle comprend, par ces mots : incapacité du sexe, que dans les circonstances les plus importantes de son existence, elle n'a pas voix délibérative ; qu'il lui est interdit de prendre des déterminations et de faire prévaloir sa volonté. Epouse et mère, elle n'est autant dire rien. Ce sentiment maternel qui lui tient le plus au cœur est sans cesse contrecarré par l'autorité du père. Le père seul exerce cette puissance sur l'enfant ; et la mère n'a cette prérogative intégrale que lorsqu'elle l'a illicitement conçu. Donc, c'est quand la femme agit en dehors de la légalité qu'elle jouit de plus larges avantages — *Erudimini*.

« La femme ne peut être tutrice que de ses enfants ; et encore à la condition que le mari, le père en un mot, n'aura pas pris d'autres dispositions testamentaires à cet égard.

« Mais si la femme peut être tutrice de ses enfants, pourquoi ne le serait-elle pas aussi bien d'autres enfants de sa famille ? Ou elle est inhabile, ou elle ne l'est pas ! Je ne finirais pas si je signalais toutes les inconséquences de la loi.

« Il ressort clairement de la lecture du code que ceux qui l'ont rédigé se sont complu à affirmer, malgré les preuves du contraire, l'inhabilité et l'incapacité féminines, et à en faire autant de motifs à son élimination des affaires. Comment alors ont-ils, autre part, au chapitre des mœurs, conféré le monopole de la responsabilité à cet être déclaré faible, débile, impuissant à se diriger seul ?

« Examinons la pénalité. Quant à l'adultère, elle est insignifiante pour le mari ; terrible et cruelle pour la femme. Au sujet des enfants naturels, la recherche de la maternité seule est admise. Pendant ce temps, le père prend tranquillement ses ébats et recommence à engendrer d'autres infortunées créatures dont il n'a pas plus de souci que des précédentes.

« En matière de fornication, commise entre personnes libres, et quelles que soient les circonstances qui accompagnent le délit, l'homme n'est jamais inquiété, tandis que la femme peut être précipitée dans les bas-fonds les plus immondes de l'avilissement. Le respect de la personne humaine est violenté de propos délibéré et de par la loi. La femme devient alors l'objet du dernier outrage. La loi peut la condamner à ne plus s'appartenir ; la loi peut la faire descendre au rang des choses dont on a la libre disposition ; la loi peut la métamorphoser en marchandise qu'on achète, dont on use et dont on abuse, en instrument dont on se sert, en propriété sociale. Et ce qui aggrave cette iniquité, c'est que quel que soit le crime d'un homme, il n'est jamais réduit à un tel degré d'abjection : on respecte son corps, si souillé qu'il puisse être. Les châtiments qu'on lui inflige ont tous une intention purificative. Ici, la loi commet une iniquité sans égale. Pesez bien le fait. Une femme a trafiqué ostensiblement de sa personne ; la peine à laquelle on la condamne consiste à récidiver d'obligation le délit qui lui a valu l'arrestation et le jugement. Le tribunal n'admet pas supposable le remords, le retour au bien. On nous dit, je le sais, pour faire disparaître nos scrupules, qu'il ne s'agit ni de juge ni de tribunal, qu'il n'y a ici qu'une mesure administrative. Comment ! l'administration dispose ainsi du sort des personnes sans l'aveu de la loi ! Mais l'administration n'est qu'un mécanisme fonctionnant d'après des ordres supérieurs. Qui les donne donc ces ordres, si ce n'est la loi ?

« Les physiologistes prétendent que l'organisme se transforme tous les cinq ans. Les législateurs n'en ont cure. L'accusée est le plus souvent une fillette qui a pu se laisser entraîner dans un moment d'ivresse passagère, ou bien qui a été pervertie par la corruption du foyer, de l'atelier ou de la rue. Pour elle, les circonstances atténuantes n'existent pas. Il semble vraiment qu'on saisisse avec empressement, et comme au vol, une proie de plus pour satisfaire les besoins bestiaux.

« On me dit : mais cette fille a provoqué les passants à une action malhonnête sur la voie publique. D'accord, mais les passants qui ont consenti ne devraient-ils pas avoir leur part de responsabilité ? N'ont-ils pas l'usage de leur raison et de leur liberté ? Non, ce sont les forts qui sont protégés et innocents.

« On a aboli, pour les forçats, la barbare coutume de la marque, mais on la maintient pour la femme. Cette flétrissure n'est pas gravée sur son épaule, c'est vrai ; mais sur des registres d'où rien ne s'efface.

« Du reste, pour peu qu'on se prenne à réfléchir, quelle foi pouvons-nous bien prêter à l'impartialité des législateurs, des juges en pareille matière ? Ce sont des hommes qui ne sont pas des anges. Par expérience quotidienne, nous savons que l'habit austère déteint rarement sur les mœurs ; or, ces hommes bénéficient comme les autres — *in petto* — du désordre. Attendre d'eux de grands efforts pour réprimer le vice est une naïveté.

« Chaque ligne du code trahit la partialité de l'homme et le désir d'exploiter le sexe qui n'est pas le sien. Ah ! l'on s'aperçoit tout de suite, sans longue recherche, que pour décider du sort de la femme, on ne lui a pas demandé son avis.

« Aussi, les légistes ont-ils choisi des moyens conformes à leurs fins. Ils ont organisé soigneusement tout un système de compression morale qui enserme les femmes dans les différentes phases de leur évolution et les empêche de s'élever au-dessus du niveau de la médiocrité. L'éducation qu'on leur donne ne les met pas à même de pénétrer jusqu'aux principes et de peser leur valeur. On s'applique à leur enseigner des opinions reçues et des jugements tout faits, de façon à ce qu'elles ne s'avisent pas de raisonner par elles-mêmes. C'est ainsi que des femmes très-honnêtes, très-vertueuses, loin de protester, ont acquiescé à cette loi infâme de la prostitution. Elles l'ont acceptée comme une transaction pratique, comme une nécessité sociale. Elles ont vu, dans ce fait révoltant, une mesure préservatrice, une garantie pour elles-mêmes contre les agressions de la passion inassouvie. Cette installation

légale de la débauche leur a paru une condition de sécurité pour leur vertu. Elles ont divisé la morale en deux parties dont l'une dément l'autre. Dépourvues des notions physiologiques les plus élémentaires, on leur a fait accroire qu'en raison d'une dynamique exubérante, les hommes étaient autorisés à professer des mœurs libres, tandis que la femme, d'après sa constitution, son tempérament, devait scrupuleusement se tenir dans la stricte circonscription de la légalité. A ce compte, c'est la nature qui est en contradiction avec elle-même ; c'est elle seule qu'il faut accuser. Et voici le monde livré à un conflit sans fin : ou bien les hommes seront perpétuellement déçus dans les exigences les plus impérieuses de leur organisme, ou bien les femmes transgresseront la loi qui les régit. Dans l'un ou dans l'autre cas, il y a nécessairement une victime.

« Ce système n'est ni philosophique, ni scientifique, il est tout simplement absurde. Certes, la prostitution légale est la manifestation la plus sauvage et la plus immonde du régime du privilège. Et cependant il a fallu qu'une femme d'un grand cœur et d'un vaillant esprit, Madame Butler, prit l'initiative d'une protestation publique pour que les yeux se dessillassent et que les consciences sortissent de leur apathie.

« Auparavant, cette colossale infamie se classait parmi les usages reçus.

« Je ne m'étends pas davantage sur cette question. Je me suis proposé, ici, de vous donner un aperçu synthétique, et non une analyse. J'ai envisagé la morale sous son aspect général, et je n'ai fait que vous indiquer les diverses transgressions législatives, dont elle est l'objet. Il est réservé à d'autres travaux d'entrer dans les détails et de donner les développements nécessaires.

« Il me reste à conclure, en peu de mots.

« Sous le règne du privilège, tous les rapports sociaux sont faussés. Les privilégiés, que je nommerai plus volontiers les spoliateurs, perdent de vue toute justice, et les spoliés oublient toute dignité. Il résulte pour les uns l'arbitraire dans l'esprit, pour les autres l'abaissement du caractère. Dénués d'une règle invariable, d'un critérium sûr, nous ne savons pas ce que nous devons tolérer, ou bien ce que nous devons défendre.

« Nos jugements varient suivant les catégories auxquelles appartiennent les personnes.

« Il est admis classiquement d'attribuer à la dissolution des mœurs, les effondrements des empires et la décadence des sociétés. Quoi d'étonnant ! C'est dans les législations elles-mêmes qu'est l'origine de la corruption. Ceux qu'on prive légalement de leur droit se rattrapent par la licence. La vocation de la femme a été empêchée de tout temps. Elle est venue au monde pour être l'agent moral par excellence. La nature l'a organisée à cet effet. Avant tout enseignement préalable, elle a instinctivement la réserve, le respect d'elle-même ; elle se possède mieux que l'homme. Par intuition, elle sent qu'elle a charge d'âmes et qu'on attend d'elle les premiers exemples et les premières leçons. Elle comprend que sa faiblesse musculaire ne peut être compensée que par sa virtualité morale ; et que, suivant les circonstances, elle doit donner une impulsion, ou bien opposer une digue. Appelée à remplir des fonctions sans égales : l'œuvre de la transmission de la vie et celle de l'éducation, elle a, dès l'âge le plus tendre, le sentiment vague de sa haute mission. N'avez-vous pas remarqué au front des adolescentes comme une empreinte grave et mélancolique ? Il semble déjà que la somme des grands devoirs qui lui incomberont plus tard pèse sur sa pensée et sur son esprit.

« On a dénaturé ces admirables dispositions, on les a perverties. A force de répéter aux femmes qu'elles sont des êtres inférieurs à l'homme, la plupart ont perdu la conscience de leur propre valeur.

« Oui, mesdames, beaucoup d'entre vous ignorent ce qu'elles valent et ce qu'elles peuvent. On leur a persuadé que pour elles la vertu gît dans l'effacement, la nullité, l'accomplissement d'humbles travaux, et que c'est rompre avec les habitudes de leur sexe que de chercher à s'élever. Alors on les voit pratiquer au coin de leur feu une vertu étriquée et stérile. Cette vertu qui doit être, comme nous l'avons dit tout à l'heure, active, expansive, communicative, est silencieuse, muette, inféconde ; elle ne se transmet même pas au frère, au mari, au fils.

« Les vierges folles font seules de la propagande. Elles ne s'adressent pas à la raison, mais à la passion.

« Eh bien ! mesdames, s'il y a la contagion du mal, décidons-nous donc à organiser la contagion du bien. Il y a urgence ; tous les esprits en sont frappés, et un mouvement favorable s'opère en ce sens.

« En effet, que se passe-t-il donc autour de nous ? Toutes les sociétés, à quelque régime qu'elles appartiennent, sont en proie au même malaise ; elles sont travaillées par un même besoin de réforme et de réorganisation. Elles sont lasses d'une morale qui se fige dans des formules creuses et ne se vivifie pas dans les choses ; elles sont lasses d'une morale qui n'a d'action ni en politique, ni en législation, ni en administration, ni en aucune branche de l'activité humaine. Enfin, elles rejettent une morale qui patronne l'immoralité ; elles rejettent une justice qui sanctionne l'injustice. Elles s'élèvent contre cette corruption qu'on rencontre fatalement dans tous les âges, dans toutes les civilisations, dans toutes les doctrines ; corruption qui paraît inexpugnable. Elles en ont cherché la cause et l'ont trouvée. Elles ont reconnu que partout et toujours il y a trouble, confusion, désordre quand les choses ne sont pas à la place qui leur est due. Depuis le commencement du monde, la femme est déclassée ; on l'a maintenue arbitrairement à un rang inférieur. Et par un phénomène de solidarité, la société entière s'en est ressentie. La femme étant rabaissée, l'élément moral qu'elle représente a été rabaissé avec elle. Et ne l'oublions pas, la morale contient le secret de toutes les énergies sociales.

« Pour la fixer, cette morale, sur des assises invariables, la première réforme à opérer est l'intégration de l'égalité des deux sexes dans le code. Un privilège est resté debout, il faut qu'il disparaisse. Et avec lui disparaîtront tous ces faits formidables qui soulèvent notre indignation. Ces faits ne sont que le produit de la perturbation et de l'anarchie des consciences. Il n'y aura pas de morale tant qu'il existera une injustice légiférée.

« Les femmes étrangères et les femmes françaises sont unies par la même pensée, par le même esprit. Toutes sont convaincues de la légitimité de leur cause et elles travailleront à en assurer le triomphe auquel est étroitement lié celui de la civilisation et du progrès.

Une longue salve d'applaudissements couvre les dernières paroles de ce discours, fréquemment interrompu par les acclamations et les bravos de l'assemblée.

Un membre de l'Assemblée, à qui la parole est accordée pour une motion d'ordre, exprime le désir que, sans ouvrir la discussion sur les conclusions de la Section de morale, — puisqu'il est entendu que cette discussion demeure réservée, — le texte des vœux qui seront proposés à la sanction du Congrès soit, dès maintenant, communiqué par le bureau.

Cette réclamation est vivement appuyée.

M. Antide-Martin, au nom du bureau, donne lecture des résolutions adoptées par la section de morale, et l'ordre du jour est repris.

M. Jean Alesson, appelé à la tribune, lit un mémoire intitulé : *Criminelle par l'homme*, et dont voici le texte :

Mémoire de M. Jean Alesson.

« Nous avons l'honneur d'appeler l'attention de tous les membres du Congrès sur deux chiffres d'une exactitude scrupuleuse.

« Dans le total de la population française, les femmes figurent pour 51 0/0 ; dans celui des criminels, les femmes n'atteignent pas la proportion de 16 0/0. Autrement dit, sur 100 habitants il y a 51 femmes, sur 100 accusés il n'y a que 16 femmes.

« Si de la cour d'assises on descend au tribunal correctionnel, la proportion des femmes est moindre encore, elle n'est que de 14 0/0.

« Le nombre moyen annuel des femmes traduites en cour d'assises est de 800 (800), or, 265 (le tiers) sont poursuivies pour attentats à la vie de l'enfant, c'est-à-dire pour infanticide et pour avortement. — On ne doit pas perdre de vue que ce dernier chiffre est celui des accusées jugées; nous laissons de côté le nombre effrayant annuel de 645 (645) faits de même nature demeurés impunis, soit parce que les charges sont insuffisantes, soit parce que les auteurs sont restés inconnus (388 affaires classées par suite et 257 ordonnances ou arrêts de non-lieu). Ajoutons-nous que ces totaux sont encore au-dessous de la vérité si l'on songe à l'avortement, ce crime qui échappe fréquemment à la justice comme à la société et pour la perpétration duquel les malheureuses coupables trouvent tant de complices aussi salariés que dévoués.

« Nous laissons également à part les délits d'exposition d'enfant dans un lieu solitaire ou non solitaire, et ceux d'homicide involontaire d'enfant nouveau-né. Les chiffres de ces catégories sont heureusement trop faibles pour éclairer le moraliste.

« Il nous a paru intéressant de rechercher si les crimes connus d'infanticide et d'avortement avaient augmenté depuis les suppressions successives et illégales des tours. Evidemment oui. Et dans une proportion inquiétante. Voici ce que nous révèlent les statistiques judiciaires si exactes dressées au ministère de la justice.

« De 1831 à 1840 il a été dénoncé un nombre moyen annuel de 540 infanticides et avortements.

« De 1841 à 1850..... 727 — —

(On sait que dans les départements, c'est la période pendant laquelle il a été supprimé le plus grand nombre de tours).

« De 1851 à 1860..... 947

« De 1861 à 1870..... 941

« De 1871 à 1875..... 869

« En 1876..... 978

« C'est-à-dire près de mille. En d'autres termes, le nombre a doublé en 35 années.

« La femme naît meilleure que l'homme.

« Pourquoi devient-elle criminelle? A la suite de quelle horrible série de désillusions, de tortures, de dégoûts se décide-t-elle à tuer son enfant, à détruire ainsi sa plus douce, sa plus chère, sa dernière religion: l'amour maternel.

« Recherchons-nous pour les énumérer, les causes multiples des crimes commis par la femme. Certes non, puisque tous ici, nous les connaissons. Elles peuvent tenir en trois mots; les ennemis de la femme sont l'homme, la coquetterie et la femme.

« On ne peut rien contre la coquetterie, c'est inutile de chercher. Plus on la critiquera, plus on excitera ses prêtresses. Ce qui se rattache directement à la vanité est indestructible. On l'a dit avant nous, l'orgueil et l'espoir nous sont aussi précieux que le sang.

« On ne peut rien non plus contre la femme. Peut-on empêcher deux femmes de sortir ensemble? Non. Peut-on surveiller constamment leur conversation? Non. Peut-on appliquer dans les ateliers le système cellulaire? Non.

« Reste l'homme. Ainsi que le dit M. Passy, on ne se fait pas faute de demander quand un homme a commis un crime où est la femme, à plus forte raison devrait-on toujours se demander lorsqu'une femme est en faute: où est l'homme? »

« Éviter le mal est difficile. Y remédier est peu de chose. Il ne faut pour cela qu'un peu de charité, un peu d'amour de l'humanité. « Jouffroy disait dans ses mélanges philosophiques que la marche de l'humanité est tracée; Dieu n'a pas laissé l'avenir aux chances des faiblesses et des caprices de quelques hommes; mais ce que nous ne pouvons ni empêcher, ni faire, nous pouvons du moins le retarder ou le précipiter par notre mauvaise ou notre bonne conduite. » Tout le monde le sait, sur l'initiative de M. le Dr Brochard on étudie la question du rétablissement des tours, ainsi que celle de la recherche de la paternité. Des hommes éminents tels que MM. Bérenger, Foucher de Careil, Schœlcher, etc., ont élaboré des projets de loi impatiemment attendus.

« Autre chose encore est à faire. Nous demandons qu'on veuille bien nous permettre de formuler un vœu.

« Nous voudrions que dès le premier jour de sa nubilité une jeune fille reçoive de qui de droit et avec une certaine solennité une sorte de catéchisme social et officiel dans lequel, sous un style ferme et explicite, il lui serait donné une théorie de la vie.

« Ce serait comme un traité d'honnêteté s'appuyant sur des exemples, choisis non pas dans la fiction, mais dans les dossiers de la cour d'assises et de la police correctionnelle, prévoyant tous les cas et tous les pièges et qui permettrait à la jeune fille de venir prendre sa place au soleil, en gagnant fièrement le pain quotidien.

« L'Etat fait afficher dans les gares les lois sur les chemins de fer, aux frontières les lois sur les douanes, chez les débitants de boissons la loi sur l'ivresse, etc., de façon qu'à côté du danger, le faible, l'ignorant, le méchant soit averti à temps. Pourquoi ne préviendrait-on pas la pauvre et chère innocente des pièges nombreux qui lui sont tendus et de l'immensité du sacrifice qu'on lui demande en ricanant.

« Nous faisons donc un pressant appel à la bienveillance des philanthropes puissants et des hommes spéciaux et nous les supplions de rédiger au plus vite ce vade mecum non pas, répétons-nous, un vade mecum à l'usage des jeunes personnes, mais le memento de la femme appelée à vivre, à combattre le mal, à se garder; nous les supplions de le faire répandre dans tous les coins de la nation et d'en exposer la connaissance.

« La situation si cruelle des familles pauvres et chargées d'enfants, n'est rien, dit M. René Lafabrègue, directeur de l'hospice des enfants assistés, n'est rien auprès de ce qu'endure la fille-mère dont le jugement est à peine ébauché, l'éducation morale à peu près nulle, et à qui nos mœurs et nos lois laissent tout le poids d'une faute bien souvent inconsciente. Cette faute, qu'ils ont été deux à commettre, et qu'elle expie seule, rejailit tout entière sur sa famille. »

« Tous les jours, a dit M. le Dr Brochard, de malheureuses jeunes filles, convaincues d'avoir, dans un moment d'égarement, cherché à se venger de celui qui les a mises à mal, ou troublé de leur présence la cérémonie de leur mariage, sont traduites devant les tribunaux. Et le drôle, cent fois plus coupable, qui a abusé de leur jeunesse avec l'intention bien arrêtée de les planter là (sic) quand il en aurait assez ou quand l'arrivée d'un enfant viendrait le gêner dans ses plaisirs ou dans ses affaires, se pavane (sic) tranquillement au banc des témoins, parmi les rieurs de la galerie, en attendant le moment de réclamer sa taxe pour la peine qu'il a prise de venir déposer contre son ancienne maîtresse. »

« Tout cela est odieux. Il est monstrueux de penser que ces colossales injustices subsistent dans un pays civilisé.

« Nous voudrions encore autre chose. Nous voudrions que dans les ateliers, dans les fabriques et les manufactures, il fût placardé à côté d'un extrait dudit catéchisme une sorte de requête adressée aux hommes, les invitant à respecter les femmes.

« Dans les classes ouvrières, la femme est esclave et l'homme un tyran, absolument comme dans les campagnes allemandes où les femmes sont chargées des travaux les plus pénibles. Se voyant ainsi défendue par la société, ainsi respectée, la femme aurait conscience de sa valeur, et de son rôle sur la terre, se respecterait elle-même et ferait plus de cas de son corps.

« Nous n'assisterions plus à des scènes révoltantes semblables à celles que nous demandons la permission de citer. Veuillez écouter, nous vous en prions, mesdames, messieurs, c'est de l'histoire.

« Une ouvrière, une femme honnête, mariée, rapporte à la maison de commerce l'ouvrage accompli. Elle hasarde une timide plainte sur la modicité du salaire. Un grand gaillard lui répond d'un ton goguenard en se passant un peigne dans la barbe: ah! vous n'avez pas qu'ça, belle enfant.

« Autre fait: dans une maison de commerce bien posée sur la place de Paris, une autre ouvrière, chargée d'un énorme paquet, arrive de son faubourg, elle tombe épuisée sur une chaise. Un premier commis, surchauffé par un abondant déjeuner, tout luisant de digestion,

passé, et voyant cette pauvre femme assise: les *ouvrières ne s'asseoient pas ici*, il retire la chaise et s'en va.

« Ces faits, absolument authentiques, sont des exemples récents. La politesse se perdait en France, on est en voie de perdre bien davantage: le respect humain.

« Il faut donc aller au plus vite au secours de la femme.

« Nous ne voulons plus que celles qui doivent doter les champs et les manufactures de travailleurs, ou qui doivent, s'il le faut, enfanter des soldats, continuent d'être trompées par de jeunes fats inconscients peut-être, mais lâches à coup sûr.

« Nous ne voulons plus que nos jeunes filles soient insultées et accostées au sortir de leurs ateliers.

« Nous ne voulons plus que les contrôleurs de bals publics laissent entrer chez eux des nuées de filles mineures. Il y a plus de cent bals publics ouverts le dimanche à Paris, la fille mineure y domine.

« Nous ne voulons plus que la femme, sur le point d'être mère, prie Dieu de ne lui point envoyer une fille pour la raison qu'une femme est trop malheureuse.

« La femme naît meilleure que l'homme. Ce n'est qu'après avoir reconnu l'infériorité dans laquelle l'homme la plonge qu'elle devient, suivant sa sensibilité, ou une criminelle si elle résiste, ou une sainte si elle s'humilie, ou une martyre si elle ne veut ni s'humilier ni résister. Une martyre en effet, la statistique ne nous montre-t-elle pas chaque année une moyenne de vingt femmes qui se donnent la mort pour ne pas survivre à une faute, il est une formule danoise, un peu dure pour des oreilles françaises, que nous voudrions voir adopter chez nous: c'est celle-ci: *épouse ou paie*.

« S'imagine-t-on les combats, les tortures qu'une pauvre âme a dû subir avant d'en arriver au crime, — au suicide! Recherchons la paternité, rédigeons un catéchisme social, prévenons les hommes et invitons-les à respecter les femmes; au besoin, sévissions contre eux. Obtenons de la société tout entière l'application énergique des art. 354 à 356 du code pénal sur les détournements de mineures.

« Dès maintenant, serrons-nous, faisons des places aux pauvres enfants naturels; vous les trouvez assez bons pour les envoyer se faire tuer en défendant vos propriétés. Trouvez bon alors qu'ils vous demandent du travail. Répétons-le. Lorsque la femme se verra plus respectée par la société, plus secourue par des lois nouvelles, à son tour elle se respectera, elle choisira mieux le père de ses enfants et nous aurons, je vous le jure, moins de bâtards, moins d'infanticides, moins d'abandons d'enfants, moins de suicides.

« Je demande maintenant la permission d'exprimer un vœu.

« Afin que le Congrès du Droit des femmes ne soit pas oublié dès le lendemain de sa clôture, afin que ses bons effets soient entretenus, afin que les réformes demandées puissent être soutenues, j'ai l'honneur de proposer au Congrès la nomination d'une commission permanente internationale. De plus:

« Considérant la progression ascendante des crimes contre l'enfant,

« Je demande que la section de morale s'associe aux membres de la section de législation pour réclamer la recherche de la paternité.

« Considérant la précocité des filles jetées dans le vice.

« Je demande:

« 1° L'application énergique des articles 354 et 356 du code pénal sur les détournements de mineures.

« 2° L'interdiction aux filles mineures de l'entrée dans les bals publics et de leur séjour dans les brasseries dites *brasseries à femmes*.

« 3° Que la séduction suivie d'abandon d'une fille mineure soit assimilée au délit d'excitation des mineures à la débauche, fait prévu par les art. 334 et 335 du code pénal.

« Considérant enfin le nombre toujours croissant des femmes perdues.

« Je demande qu'il soit rédigé et répandu au plus vite un *vade-mecum de la jeune fille*

mettant les femmes en garde contre les moyens, les promesses fallacieuses, employés par les hommes pour les séduire. (*Applaudissements*.)

La parole est à M^{me} Griess-Traut, qui a pris pour texte de son allocution, le sujet suivant: *De l'influence de la guerre sur le sort des femmes*.

Discours de M^{me} Griess-Traut.

« Messieurs, Mesdames,

« La question brûlante du désarmement graduel international et de l'abolition de la guerre, par l'application de la voie pacifique de l'arbitrage international, cette question qui intéresse à un si haut degré le sort des femmes sur qui la guerre fait peser une lourde part de douleurs, ne paraîtra point déplacée, je l'espère, dans ce Congrès, où tous les côtés de cette grande cause des femmes doivent être envisagés.

« On a accoutumé les femmes à penser que la guerre étant décidée par les hommes — alimentée par les hommes, — conduite par les hommes, les femmes ne portant point les armes, n'ont rien à y voir, n'ont pas à en souffrir, n'ont pas à s'en occuper. Examinons ce qui en est: l'assujettissement de la femme, qui seul a rendu la guerre possible, imputé mal à propos à une infériorité démentie à toutes les époques, qui a eu pour cause chez les peuples barbares l'abus de la force et les instincts grossiers, a eu pour cause essentielle et prépondérante, chez les nations civilisées, les besoins de la guerre. On comprend qu'étant donnée la guerre comme moyen de domination et d'assouvissement des plus détestables convoitises, il fallait, pour disposer librement des hommes, annuler la femme partout, au foyer et dans l'État. Pour avoir le père, le mari, le fils, annuler la fille, l'épouse, la mère, qui, au péril de leur vie eussent opposé une résistance invincible. Le code napoléon est un chef-d'œuvre du genre. Là, des lois empruntées à un code païen, minutieusement élaborées, consacrent cette chose contradictoire et sans nom, l'incapacité de la femme devant le droit, sa capacité devant le devoir; c'est-à-dire à la fois son abnégation et sa grandeur morales, incompatibles nécessairement avec les exigences de la guerre. De là le besoin d'annuler, d'abaisser celles que ni la compression, ni les baïonnettes ne sauraient expulser du vaste domaine que leur assigne la nature en vertu de lois supérieures aux lois de tous les codes, y compris celui de ce *génie du mal*, qui, en vingt années, a fait dévorer à l'Europe.

« Sept millions d'hommes!

« Vingt milliards de francs!

« Je traduis ici les excellents arguments que me fournit l'association *The Women's peace and arbitration auxiliary*, de Londres.

« 1° De quelle manière la guerre et le système militaire actuel affectent-ils les femmes?

« 2° Comment les femmes doivent-elles s'y prendre pour employer le mieux leur influence à prévenir la guerre et à provoquer le désarmement graduel international?

« Ces questions dont la gravité ne saurait échapper à ceux qui s'intéressent au bien-être moral et matériel des peuples, correspondent à un état de choses, qui, à juste titre, préoccupe depuis quelque temps un certain nombre d'hommes et de femmes d'élite. La première de ces questions: « Comment la guerre et le système militaire affectent-ils les femmes? » nous conduit à l'examen de faits tristes et douloureux que nous classerons ainsi.

« a.) Les femmes contribuent aux lourds impôts que nécessite le système militaire.

« b.) Les femmes sont atteintes, tant physiquement que moralement, par les vices inhérents à ce système en temps de paix ou de guerre.

« c.) Elles souffrent de toutes les horribles conséquences de la guerre, rupture des relations pacifiques, misère, mort, désolation.

« La guerre est le dévoreur le plus grand des revenus publics, revenus qui, pour la plus forte part, sont dus au travail des masses laborieuses : hommes et femmes. La moitié environ de ces revenus est consacrée à ce que l'on peut justement appeler un emploi déplorable et improductif : des millions de francs par semaine, des milliers par minute pour nourrir le monstre de la guerre. Il est affirmé par une autorité digne de foi que la dépense annuelle des établissements militaires chez les nations civilisées, s'élève au chiffre de *dix milliards* ! Avec une pareille somme et une armée productive en lieu et place d'une armée destructive on ferait de la terre un paradis !

« Ces dépenses énormes, il faut que chaque famille en supporte sa part, en impôts et taxes qui pèsent lourdement sur les salaires et conséquemment sur la mère, qui devra néanmoins pourvoir aux besoins des siens. Souvent même, la femme n'est-elle pas seule le soutien de la famille, en cas malheureusement trop fréquent d'intempérance du mari, ou qu'elle soit veuve. A elle alors la charge des impôts, de ses enfants et de son propre entretien.

« En dehors des fardeaux qu'impose la guerre, il en est qui ne s'attaquent point à la bourse et sont encore pires, les vices et l'immoralité inséparables du système militaire. Appliqué à l'éducation de l'homme, le système militaire le prépare à exécuter les actes de barbarie qu'exige la guerre qui conduit à la cruauté et à l'immoralité. Des masses d'hommes sont par ce système tenus éloignés des pures et salutaires influences de la famille. Pour la plupart ignorants et sortis des campagnes, ils arrivent à l'armée où les attend une discipline excessive, qui endurecit leur cœur et fausse leur sens moral. Ils ne voient l'héroïsme, la bravoure, le courage, la défense de leur patrie que sous des aspects de convention. On leur enseigne l'art de détruire et l'oubli des lois morales qui ailleurs est puni. A peu près oisif en temps de paix, le soldat consomme et ne produit pas ; il bénéficie des industries paisibles et n'y prend part que dans une faible proportion au profit de l'outillage de la guerre ; il se trouve donc nécessairement placé dans les conditions les plus défavorables à l'éclosion des vertus domestiques, et l'on comprend aisément le douloureux retentissement qui en jaillit sur les femmes.

« En Suisse où l'on forme d'excellents soldats, les meilleurs tireurs du monde, il n'est consacré chaque année que *six semaines* aux exercices militaires, qui du reste, sont une vraie fête pour les jeunes hommes ; après cela ils retournent joyeusement à leurs occupations paisibles.

« Je n'emprunterai point des faits à l'histoire, qui trop souvent sous les noms pompeux de gloire et de renommée dont elle entoure ses soi-disant héros, dissimule les terribles souffrances des victimes innocentes de la guerre ; mais je dois insister ici sur les événements contemporains, sur le pouvoir de plus en plus destructeur que la guerre étale sous nos yeux, et cela dans un temps de civilisation hautement vantée, de traités, de libre-échange, de lumières et de progrès.

« Qui, dans ces sanglants sacrifices, nous dira la somme de douleurs qui aura été le partage des femmes ? Le souvenir du siège de Paris, où elles ont enduré si héroïquement les souffrances les plus inouïes, est trop récent pour qu'il soit nécessaire d'insister sur le lot des femmes dans ces luttes fratricides. Parlerai-je de l'impôt infiniment plus douloureux encore que la licence prélève sur la femme en temps de paix ou de guerre ? De ce vice social qui tarit la vie des nations à sa source et dont l'ignominie ne pèse que sur le plus faible. Sanctionné et réglementé par l'État, ce vice a pris le rang d'une *institution*, que les victimes de la séduction impunie, et des misères qui en sont la conséquence, alimentent. Grâce aux lois d'exception et d'infériorisation qui régissent les femmes, on a pu créer au milieu des nations libres une classe de parias, soumise à des réglementations d'autant plus iniques et plus dégradantes, qu'elles ne s'appliquent qu'à l'un des deux propagateurs de la contagion, qu'elles prétendent empêcher, — au plus faible — à la femme. A la femme dont elles flétrissent, si elles ne peuvent les détruire, les plus nobles instincts..... Cette honte immense jaillit douloureusement sur notre sexe tout entier ! Du maintien dans un célibat forcé d'armées de jeunes hommes, les plus forts et les plus robustes du pays, les

(rachitiques et les estropiés laissés libres au foyer, étant chargés de propager la race), il ne peut nécessairement résulter que désordre, immoralité et dégénérescence de l'espèce.

« A nous, femmes, la mission et le devoir de réagir contre ces coutumes barbares d'un autre temps, et de faire triompher les idées de paix et de moralité par tous les moyens en notre pouvoir. Et d'abord comme mères et institutrices, commençons par rayer des jeux de nos enfants tout ce qui rappelle le sanglant métier des armes : les sabres, les fusils, les canons, les images de soldats et de batailles. Remplaçons-les par des jeux qui développent l'esprit et le cœur. Evitons toutes les occasions pour nous et nos amies d'approuver par notre présence ces parades de gloriole militaire où des masses d'hommes réduits à l'état d'automates sont préparées à la destruction et perdent par là l'habitude de la pensée et du travail. Répandons des idées plus justes sur ces fausses gloires et ces grands noms teints de sang et de larmes.

« En possession du moyen pacifique de l'arbitrage international, dont l'efficacité féconde a prévenu des guerres imminentes, les femmes peuvent et doivent intervenir auprès des pouvoirs pour demander son introduction dans tous les traités avec les autres nations, pour régler les différends qui peuvent survenir. Que les femmes de tous les pays prennent à cœur cette grande tâche ; qu'elles adressent aux parlements respectifs de leur pays des pétitions demandant l'arbitrage international ! Et, prenant ainsi en main la cause de l'humanité, en conservant à la patrie les fils qu'elles lui ont donnés, les femmes s'élèveront au rang de *citoyennes*, non d'un coin de terre, mais du monde entier.

« Qu'il me soit donc permis de soumettre au Congrès la pétition suivante, destinée à être adressée au parlement français :

« PÉTITION AU PARLEMENT FRANÇAIS.

« MESSIEURS LES SÉNATEURS !

« MESSIEURS LES DÉPUTÉS !

« La France républicaine dans son relèvement glorieux a, par le travail et la reconstitution de ses forces, reconquis toute l'indépendance nécessaire pour pouvoir proluire avec dignité son désir de paix et pour pouvoir appliquer tous ses efforts à le faire partager aux autres nations. Toutes les classes de la société gémissent sous le poids des charges, qu'impose, même en temps de paix, le régime des ornements militaires. Aux charges du budget de la guerre, s'adjoint pour nous français celle de la dette *par* la guerre. Nous les femmes à qui la guerre est en horreur, et dont elle révolte les fibres les plus intimes, qui, devant l'impôt, sommes les égales des hommes en dépit de l'infériorité avérée des ressources et des salaires — à qui la guerre inflige les plus cruelles souffrances, nous pensons que nous avons le devoir de nous adresser à vous, Messieurs les Sénateurs et Messieurs les Députés, à vous qui tenez en vos mains le sort de la France, et de vous demander instamment l'adoption de la clause pacifique de l'arbitrage international, à introduire dans *tous* nos traités avec les autres nations, pour régler pacifiquement les différends, s'il y a lieu. La France ne ferait ainsi que reprendre la voie de ses traditions, où l'ont devancée depuis 1873, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Congrès des États-Unis, la Hollande, la Belgique, et les États Scandinaves.

« Vous le savez, la France aspire à la paix. La paix seule aura la puissance de réparer les pertes infligées par la guerre. Notre ardent patriotisme nous en donne la certitude, la guerre est aussi impuissante à terminer les querelles qu'à servir le bon droit ; elle n'est donc plus dès lors qu'un crime inutile.

« Ecoutez la voix des mères — accomplissez cette lumineuse réforme et vos noms seront bénis par elles et par la nation tout entière.

« Veuillez agréer, messieurs les Sénateurs et messieurs les Députés, l'expression de nos sentiments très-respectueux. »

Mme Griess-Traut termine en exprimant le désir que cette pétition soit signée, au nom du Congrès, par Mlle Deraismes, présidente de la Section de morale, et envoyée aux chambres françaises. (*Applaudissements*).

La parole est donnée à M^{lle} Marie Drouin qui lit le discours suivant :

Discours de M^{lle} Drouin.

« Mesdames et Messieurs,

« La section de morale a pour mission de rechercher les causes de la prostitution, et d'indiquer les moyens de préservation qu'elle croira les plus pratiques.

« Nous sommes de ceux qui ne croient pas au mal inné dans l'âme humaine ; une femme, à moins d'exceptions rares, ne se plonge pas dans la boue par instinct, elle est généralement conduite à la honte par des circonstances fatales qu'elle n'a pu éloigner d'elle.

« Les femmes libérées fournissent, chaque année, un contingent, hélas, trop nombreux au bureau des mœurs, et c'est en faveur de ces infortunées, que nous réclamons toute la bienveillance du Congrès, et surtout un élan de sa volonté pour arrêter sur la pente du mal ces femmes, qui, soutenues et pardonnées, sont presque toutes capables de revenir au bien.

« Quelle que soit la cause qui ait fait arrêter une femme, lorsqu'elle sort de prison, soit avec une ordonnance de non lieu, soit après avoir subi sa peine, on peut affirmer, avec certitude, que l'heure la plus décisive pour cette femme, c'est le moment où elle se trouve libre.

« Certes le jugement rendu contre elle, a dû laisser des traces poignantes et ineffaçables dans son âme, pendant les longues heures de la détention, elle a dû beaucoup souffrir, beaucoup songer. Son âme s'est peut-être aigrie, révoltée sous l'empire des privations endurées, peut-être aussi que le remords l'a torturée, a hanté ses longues nuits solitaires, et lui a appris à détester son crime. Mais du passé rien n'est comparable aux réalités affreuses du présent.

« La femme, que personne ne protège, dont le monde abuse, n'a pas même le droit d'être soupçonnée. Aussi sera-t-on sans pitié pour la libérée.

« Sa famille humiliée, la repoussera, les étrangers auxquels elle demandera de l'ouvrage, s'ils savent la vérité, la chasseront avec mépris, si un patron assez humain l'acceptait pour ouvrière, ses compagnes d'atelier refuseraient de travailler à ses côtés.

« Il faut manger, la faim, vous le savez, est une mauvaise conseillère ; la masse, produit du travail si pénible de la prison, n'est jamais bien grosse, elle s'épuise donc promptement surtout lorsque la libérée est obligée de coucher dans un garni de mauvais aloi, de manger dans les restaurants de bas étage, où elle trouve des causes d'entraînement, de dépense. Joignez à cela, que cette femme est sans vêtements, sans linge, qu'elle est épuisée par le dur régime de nos maisons de détention.

« Les prisonniers ont une nourriture insuffisante, et les malheureuses, qui ne peuvent pas se procurer des suppléments, souffrent de la faim.

« On leur distribue par jour, 700 grammes de pain, une ration de soupe aux légumes matin et soir, au dîner on y joint 4 décilitres de riz. Deux fois par semaine et les jours de grandes fêtes, il y a un service gras, qui consiste en deux rations de soupe, et en une portion de viande, jamais de vin.

« Ces femmes mal nourries sont assujetties à un travail constant et payé d'une façon dérisoire, ce travail fait à bas prix a, malheureusement, des conséquences désastreuses pour les ouvrières honnêtes. L'entrepreneur des prisons accepte de confectionner du linge à n'importe quel prix, puisqu'il sait que les prisonnières n'ont pas le droit de se plaindre de la modicité du salaire, et il fait ainsi une concurrence déloyale à la femme qui n'a que son travail pour vivre.

« Plusieurs, parmi nous, appartiennent à l'œuvre des libérées de St-Lazare, et elles pourront affirmer, comme moi, avoir vu des jeunes filles frêles et délicates, après trois mois de séjour à St-Lazare, être dans un état d'anémie effrayant, d'autres avaient des crachements de sang inquiétants pour leur avenir. Ce n'était qu'après bien des mois de repos, qu'elles pouvaient songer à travailler d'une façon sérieuse.

« Cependant, la femme qui sort de prison a besoin de forces, pour lutter avec énergie et succès contre les nombreuses entraves que la société et ses préjugés vont jeter sur sa route.

« A Paris un autre danger existe pour les libérées : des femmes âgées, vétérans du vice, rôdent autour de la préfecture de police, elles se lient avec les jeunes libérées surtout qui sont coupables, c'est vrai, mais souvent, naïves sur bien des choses et sans méfiance ; elles deviennent la proie des *marcheuses* qui, moyennant une prime, les conduisent dans les maisons du vice. Le lendemain, elles sont inscrites sur les registres de la préfecture de police, d'autant plus facilement, qu'il y a un précédent fâcheux sur leur compte.

« Ces femmes retourneront à St-Lazare, ou à la maison centrale, mille fois plus gangrenées que la première fois, et la prison deviendra pour elles, un passe-temps où l'on vit aux frais du gouvernement.

« N'oublions pas qu'une seule faute de jeunesse chez une femme, peut flétrir à jamais son âme, briser sa vie, anéantir son avenir, surtout si après l'expiation, deux chemins s'ouvrent seulement devant elle : la mort ou le bureau des mœurs.

« Nous savons que des âmes généreuses ont fondé des refuges, où les repenties peuvent trouver loin du monde la pensée et l'oubli. L'abbé Coural en a fondé un près de Montpellier, où les femmes sortant de prison peuvent venir frapper, elles y sont toujours reçues.

« Les dames de Marie-Joseph, ont aussi différentes maisons qui admettent les libérées.

« Les religieuses de St-Michel et du bon pasteur ont également des asiles ouverts au repentir, mais à des conditions extrêmement *dures*. Il faut se soumettre au cloître absolu pendant trois mois, et après ce stage, on permet que la famille vienne, mais cette entrevue ne doit avoir lieu qu'à travers une grille.

« Enfin, il y a M^{me} de Lamartine qui fonda une maison, pour les femmes libérées du département de la Seine, ce refuge existe toujours, rue de Vaugirard, il est dirigé par les sœurs de Marie-Joseph.

« Les protestants ont également un refuge. Toutes ces maisons fondées, dans un très-bon but, nous en sommes certains, ne peuvent remplir la lacune que nous signalons. Pour entrer dans ces refuges, il faut être religieux et se sentir la vocation nécessaire, pour accomplir une règle austère. Ou bien, des femmes lasses de souffrir, préfèrent peut-être feindre des sentiments de fausse dévotion, plutôt que de végéter et retourner en prison.

« Il faut remédier à cet état de choses, car l'hypocrisie conduit un peuple à l'avilissement. La vie du cloître ne doit être qu'une exception, tandis que celle d'ouvrière doit être pour toutes. Une seule œuvre existe en France, qui puisse être citée comme modèle : C'est l'œuvre des libérées de St-Lazare, fondée par Mlle de Grandpré. Vous connaissez tous son origine simple et touchante, elle naquit à l'ombre d'une prison, elle fut poursuivie, huée, traquée, par ceux qui ont intérêt à conserver le peuple dans la fange, pour le mieux dominer.

« Aujourd'hui elle fonctionne au grand jour ; des femmes, appartenant à tous les cultes, à tous les rangs de la société, sont secourues, réhabilitées par le travail et par les mots de pardon que chaque patronne sait trouver dans son cœur, lorsqu'elles viennent, ces infortunées, couvertes de honte, tremblantes, faibles, exténuées, demander de l'aide, pour ne pas retourner au mal.

« Malheureusement cette œuvre ne peut secourir que les femmes de Paris et ce n'est qu'exceptionnellement, qu'elle peut venir en aide aux libérées des maisons centrales.

« Nous croyons donc que le temps est arrivé où la presse républicaine de province, doit s'emparer de cette question, et faire un pressant appel aux femmes riches et bonnes, pour que des œuvres purement civiles se fondent, dans les grands centres de la France surtout,

à Auberive (Haute-Marne), Clermont (Oise), Cadillac (Gironde), Doullens (Somme), Montpellier (Hérault), Rennes (Ille-et-Vilaine), Vannes (Morbihan), où sont situées les maisons centrales, dans lesquelles on enferme les femmes condamnées à plus d'un an.

« Il faut arriver à créer des maisons de convalescence morale et physique, où les libérées trouveront des vêtements, du linge et du travail.

« Le Congrès doit émettre un vœu favorable à cette idée de réhabilitation, qui sera un des plus sûrs moyens de combattre la prostitution, ce fléau social qui menace d'envahir toutes les sphères mondaines. » (Applaudissements.)

M. Camille Chaigneau est appelé à la tribune.

Il donne lecture d'un discours dont voici le texte :

Discours de M. Camille Chaigneau.

« Mesdames et Messieurs,

« Je suis de ceux qui croient qu'il est impossible à un homme de toucher à cette grave et délicate question du droit des femmes, sans apporter d'abord quelque élévation dans sa pensée, quelque épuration dans sa conscience. On ne saurait s'associer à l'œuvre de ce qui est le droit dans toute sa pureté vierge de force brutale, sans faire soi-même quelque progrès, sans se dépouiller quelque peu des instincts de violence et de domination qui sont encore l'héritage des hommes les plus doux et les plus avides de perfectionnement.

« C'est qu'il existe dans les sociétés un enchaînement rigoureux et mathématique, en vertu duquel aucun groupe n'accomplit un mouvement, sans qu'il doive se produire un mouvement corrélatif dans toutes les parties de l'organisme social. Si ce mouvement corrélatif ne se produisait pas, il y aurait tiraillement, violence, menace de bouleversement.

« Ceci veut dire, dans le cas présent, qu'à chacune des revendications légitimes du sexe féminin, auxquelles nous, véritables hommes d'ordre, nous nous associons, correspond, pour le sexe mâle, l'abdication d'un privilège usurpé.

« Cela veut dire que, dans le domaine de l'éducation, de l'instruction et de la science, nous avons une suprématie dont il faut faire litière.

« Cela veut dire que dans le domaine économique il est impossible de rendre justice à la femme sans une égale répartition des bénéfices du travail, et sans qu'il y ait quelque part un capital dont l'influence soit diminuée.

« Cela veut dire, dans le domaine législatif, qu'il ne peut y avoir une réforme efficace du code du mariage, s'il n'y a quelque part un orgueil d'homme qui s'immole et qui s'anéantit jusque dans ses dernières racines.

« Cela veut dire enfin — et par ici je rentre dans mon sujet — qu'il ne saurait y avoir de moralité publique, que l'on ne saurait supprimer ni même diminuer l'avilissement ou la prostitution de la femme, s'il ne se faisait quelque part, du côté des hommes, un renoncement aux habitudes contractées, d'autant plus dangereuses pour la société qu'elles sont moins flétries par l'opinion.

« Vous tous qui venez ici pour revendiquer, je suis avec vous en solidarité intime. Mais assez de voix s'élèveront pour la réclamation des droits; assez de mes frères vous parleront avec l'âme des femmes: laissez-moi vous parler un peu avec la conscience d'un homme. Car ainsi nous trouverons sans doute la contre-partie du droit que nous venons proclamer. Cette contre-partie, cette seconde face inévitable du droit des femmes, est nécessairement un devoir.

« Et ce devoir incombe à l'autre face, à l'autre partie de l'humanité, aux hommes. Si bien que l'on pourrait dire:

« Le droit des femmes — c'est le devoir des hommes.

« Ce devoir — en ce qui concerne la morale — cherchons-le dans toute sa rigueur adéquate au droit qu'il équilibre.

« Vous dites: La femme a droit à la dignité humaine.

« Ne faut-il pas dire aussi: L'homme a le devoir de respecter toute femme, quelle qu'elle soit, et d'autant plus qu'elle a plus souffert des engrenages vicieux de la société, d'autant plus qu'elle a plus besoin d'être relevée jusqu'au sentiment de la dignité humaine.

« Vous dites: La femme a droit à l'instruction et à l'éducation.

« Il faut dire aussi: L'homme a le devoir d'éclairer l'ignorante au lieu de la déshonorer.

« Vous dites: La femme a droit à vivre de son travail.

« Je vous dirai: L'homme a le devoir de ne pas offrir à la femme un salaire avilissant.

« Vous dites: La femme a droit à ne pas être vendue.

« Je vous dis: L'homme a le devoir de ne pas acheter la femme.

« Vous dites: La femme a droit à l'amour sincère et fidèle.

« Je vous dis: L'homme a le devoir de consacrer sa vie à celle qui lui a ouvert son cœur, à celle qui a donné tout son être, sans penser qu'il pouvait y avoir des convenances assez barbares ou des intérêts assez lâches pour délier ce qui avait été uni par le sentiment le plus noble et le plus fécond.

« Vous dites, en un mot: La femme a droit à la même morale que l'homme.

« Ceci veut dire: L'homme a le devoir de s'astreindre à la même morale que la femme.

« Ne croyez pas que je vienne, de gaieté de cœur, prononcer des paroles, qui, pour quelques-uns paraîtront peut-être un peu sévères dans la bouche d'un jeune homme. — Je me tairais volontiers, si je ne me sentais poussé par l'instinct d'un devoir impérieux, — d'autant plus impérieux que l'on vient d'en bas et que l'on croit avoir fait un peu de chemin dans la conquête du sens moral.

« Je crois nécessaire de présenter la question qui nous occupe du côté du devoir, et d'y insister. Car si, en principe, il est admis par tous que l'idée de droit appelle inévitablement l'idée de devoir, je ne puis m'empêcher de remarquer, dans les réalités de la vie, combien d'hommes, même généreux et enthousiastes, semblent peu se douter qu'en proclamant les droits des autres, ils s'imposent des devoirs à eux-mêmes.

« Je ne puis m'empêcher de voir combien il est peu d'esprits libéraux qui soient entièrement pénétrés de cette vérité: qu'il n'y a pas de victoire de la justice sans renoncement aux bénéfices de l'injustice.

« En un mot, ce n'est pas aux intelligences que ces paroles s'adressent: c'est aux consciences. Trop souvent, entre les idées et les actes, manque ce rapport de haute valeur humaine, qui est la logique de la vie. Parfois la société semble se dissoudre dans une inondation d'intelligence et de talent, où disparaissent le cœur et la volonté. On analyse, on explique, on combine, on imagine, on a même des aspirations, tout le monde conçoit l'avenir: mais où sont les caractères pour le fonder?

« Ceci est peut-être un cri d'alarme. A coup sûr ce n'est pas un cri de désespoir. Encore moins est-ce un jugement empreint de malveillance. Je n'ai jamais bien compris ces hommes qui voulaient parler de trop haut et juger les maux de l'humanité, comme s'ils n'en étaient pas eux-mêmes, de cette pauvre humanité qui a tant de peine à dégager la loi de son fonctionnement naturel. Nous sommes une collectivité qui cherche son équilibre. Voilà tout. Chaque fois qu'un des éléments de cette collectivité se sent froissé par le mode d'action anormal des éléments voisins, chaque fois qu'étant passé lui-même, par une série d'efforts, d'une évolution perturbatrice à une évolution plus physiologique, il a conscience de ces efforts et du progrès personnellement réalisé, cet élément doit à l'organisme général dont il fait partie — la sincérité de son impression et la notion du travail qu'il a accompli.

« Je vous demande pardon de me réfugier dans un langage aussi abstrait. Mais vous comprenez combien est difficile et délicat le devoir que je me suis imposé. — Pourtant j'ai besoin d'être clair.

« Permettez-moi donc de prendre un exemple qui me donnera en même temps l'occasion de payer un tribut de reconnaissance.

« Ce n'est pas devant ce congrès international qu'il est besoin de faire connaître Madame Butler, l'initiatrice et l'organisatrice d'un mouvement qui rayonne sur les deux mondes. Tous ici connaissent sa campagne infatigable contre la légalité de la prostitution et le régime de la police des mœurs. On sait avec quel accent de tendresse navrée et de conviction profonde M^{me} Butler sait parler aux femmes malheureuses et aux hommes inconséquents. Pensez-vous que tant de travail et tant de dévouement puissent se donner sans porter des fruits ou sans en préparer pour l'avenir ?

« Je me rappelle que dernièrement j'entendais quelqu'un mettre en doute l'influence du passage de M^{me} Butler à Paris. Les travaux de notre section sont une réponse victorieuse à ce doute. Pourtant je veux admettre un instant que la manifestation extérieure de cette influence trouve encore bien des obstacles à vaincre. Mais, dites-moi, cette action de la conscience sur la conscience qui est au-dessus de tous les mécanismes gouvernementaux, croyez-vous qu'elle n'ait pas déposé des germes nombreux, forces latentes précieuses qui n'attendent que l'heure propice pour se développer, ou qui, peut-être, chacune dans leur terrain, se sont déjà développées à votre insu ?

« Serait-il possible que la portée d'une conviction aussi ardente eût été peu profonde ? Tout en moi crie et se révolte contre une pareille supposition ; car je sens trop bien certains progrès accomplis et qui sont faits de la vie plus noble qu'elle a soufflée en moi ! Non, l'on ne saurait trop affirmer l'action de ces grandes et lumineuses personnalités, qui non contentes de porter l'évidence dans les esprits, infusent la révolution dans les caractères ; et je sais quelqu'un, qui plutôt que de permettre que l'on en doutât, aimerait mieux, imitant de loin son maître J. J. Rousseau, venir exposer sous vos yeux sa conscience toute palpitante de ses angoisses et de ses luttes.

« Celui dont je parle écrivait quelque part, peu de temps après le passage de M^{me} Butler, et sous l'impression de la noble parole qui vibrait encore dans son cœur :

« Il y a un grand pas à franchir : laissons-nous entraîner par l'enthousiasme, sans regarder en arrière. Ne marchandons pas, ne considérons pas les sacrifices de l'égoïsme, ne voyons que les conquêtes de la solidarité. Souvenons-nous de cette nuit mémorable où les privilèges furent immolés sur l'autel de la patrie ; et tous ensemble, par une adhésion unanime, jurons d'effacer les traces iniques du passé, de délivrer ce que nous avons enchaîné, de purifier ce que nous avons terni, de relever ce que nous avons abaissé ; abandonnons les privilèges que nous avons soutenus et les plaisirs que nous avons célébrés, aveugles que nous n'avons pas vu l'esclavage derrière le privilège, la douleur de l'esclave derrière le plaisir du maître. Lisons-nous irrévocablement par un engagement solennel. Promettons de n'accomplir aucun acte qui puisse accroître le mal d'abjection et de servitude. Si nous nous défions du tempérament national, transformons le devoir d'austérité en devoir de loyauté, et nous serons forts, ayant l'honneur pour rempart. Quand le pays est en danger, ses enfants s'enrôlent sous la bannière de la défense, les moins vaillants dressent le serment et la mort entre l'héroïsme et leur faiblesse, et marchent jusqu'au bout sans lâcheté, ceux qui désertent sont flétris et châtiés, car ils ont forfait à l'honneur. »

« Une signature au bas de telles paroles est un engagement grave qui retentit sur toute la vie d'un homme et qui le force à tremper son caractère. Il importe peu de savoir s'il les a écrites dans l'effervescence de l'enthousiasme, et alors qu'une pensée plus haute que la sienne l'élevait au-dessus de sa propre nature. Ce progrès d'un jour qu'il a accompli, il en a fait son devoir inviolable : il ne lui est plus permis de retomber. Et à quoi donc servirait cet admirable enchaînement, cette indissoluble solidarité qui unit tous les êtres de l'univers, et qui est peut-être encore plus ininterrompue que l'on ne se l' imagine généralement ? — à quoi tout cela servirait-il, si les plus élevés par l'esprit et les plus purs par la conscience devaient toujours tendre au-dessus d'eux des bras désespérés et ne rencontrer que des mains défaillantes ?

« Il ne suffit pas de dire : Il faut réformer la société. Une société a une vie collective, mais cette vie collective est une synthèse de vies individuelles ; et le progrès des sociétés

ne peut se faire que par le progrès des individus. Et c'est pourquoi le sage disait : Connais-toi toi-même ; ce qui implique cette conséquence : Réforme-toi toi-même.

« Et c'est aussi pourquoi je viens vous demander de nous associer à l'engagement solennel dont il vient d'être parlé. C'est à vous surtout, jeune génération, qu'il appartient d'édifier l'avenir. Songez donc aux miracles que nous pouvons faire, si nous voulons nous délivrer des sophismes, des idées fausses et préconçues. Vous désirez des réformes sociales, et je les désire avec vous, mais songez bien que ce n'est pas seulement avec les systèmes de notre esprit que nous trouverons les grandes solutions, si nous ne demandons à la nature la force vivifiante qui doit animer les rouages de la société. N'avez-vous jamais songé à la révolution qui se ferait sur la terre, le jour où la fraternité et l'amour seraient affranchis de la tradition malsaine et de la mauvaise éducation qui résulte des mœurs acceptées ; — le jour où l'on aurait anéanti ce mensonge que l'on a fait endosser à la sagesse des nations : « Il faut bien que jeunesse se passe » comme si la jeunesse n'était pas le rayon de soleil où doit éclore la fleur d'impérissable amour ; — le jour où l'on aurait compris que si l'instinct pousse les privilégiés vers les filles du peuple, ce n'est pas parce qu'elles doivent être les passe-temps de leur oisiveté, et les victimes de leur lâcheté et de leur égoïsme, mais parce que la divine nature a voulu mettre au cœur de l'humanité la force qui doit répandre les familles sur les familles et rétablir par la pression impérieuse des sentiments, l'équilibre rompu par les fautes économiques ? Avez-vous songé à la somme de bonheur qui illuminerait la terre, le jour où l'amour respecté, plus fort que les castes, briserait les dernières barrières qui divisent la société, le jour où certains hommes voudraient faire leurs femmes de celles qu'ils jugent assez belles pour en faire les compagnes provisoires de leur âge de poésie, mais qu'ils renient à l'âge de l'intérêt, que j'appellerai pour eux l'âge de la prostitution. Car l'homme qui regarde une femme à travers une dot, à l'heure du mariage, l'homme qui cherche un bon parti, l'homme qui fait un beau mariage — pour me servir des cyniques expressions qui déshonorent la langue prude des salons, — cet homme-là est un homme qui se prostitue, et, comme il n'a pas l'excuse de l'ignorance ou de la faiblesse, il est cent fois plus vil que la courtisane des mauvais lieux.

« Inclignons-nous devant la nature : c'est un crime d'escamoter ses lois. Si nous ne cherchons pas à défigurer ses commandements qui sont de l'Esprit universel, nous entrerons dans les voies de l'harmonie, et nous éviterons bien des bouleversements. Le temps vient où, dans la question sociale comme dans la question politique, à la révolution de la guerre il faut substituer la révolution de l'amour. Et s'il est utile de préparer les lois et les institutions de l'avenir, il ne faut pas oublier que ces lois et ces institutions ne sont rien, s'il n'y passe le souffle de la vie naturelle : l'organisme humain n'est rien sans la vie, l'organisme social n'est rien sans l'amour : l'amour est l'âme du socialisme.

« Donc il faut passer de la débauche à l'amour sublime, c'est-à-dire de la nuit au jour, et pour cela il faut le vouloir. Dans cette œuvre, une part incombe à la collectivité, une autre à nous-mêmes. Telle est la conclusion.

« Je m'en tiens toujours à la question du progrès de l'homme, à propos duquel M^{me} Butler a dit :

« Comme la déchéance d'un sexe est la condamnation de l'autre, la réhabilitation de la femme dépend par dessus tout du relèvement du niveau de la moralité chez l'homme. »

« Dans l'œuvre de ce progrès, ai-je dit à l'instant, une part incombe à l'action de la société. Ecoutez encore M^{me} Butler :

« Pour rétablir la vie de famille, il faudra toute une révolution dans les opinions et les habitudes des hommes. Il sera surtout nécessaire d'élever en eux le niveau de la moralité. Voilà une tâche herculéenne, mais ce n'est pas une tâche impossible. Je suis pleine d'espérance pour la jeunesse de la France, c'est une jeunesse généreuse et intelligente qui va rompre, j'espère, avec les traditions funestes dont elle a hérité, traditions de la nécessité du vice ; c'est une jeunesse qui posséderait assez d'énergie pour obtenir une véritable réforme, si de tous côtés on écartait ces obstacles qui l'empêchent, chaque jour,

« de réaliser ses bonnes aspirations, et qui rendent la rentrée dans les voies de la vertu presque aussi difficile pour les jeunes gens que pour les jeunes femmes. »

« Par ces obstacles M^{me} Butler entend, outre les préjugés sociaux, l'effet moral (ou plutôt immoral) de la tutelle, dont l'administration couvre le vice, et qui détruit dans les consciences le sens des responsabilités.

« Donc la première conclusion, celle qui peut avoir une sanction gouvernementale, se rattache intimement à l'ensemble des travaux de la IV^e section. Vous la connaissez déjà. Elle se résume ainsi :

« Abolition du régime de la prostitution légale ou tolérée.

« Suppression de la police spéciale, dite police des mœurs.

« Mais, avant de terminer, il me reste à formuler une autre conclusion beaucoup plus délicate et plus subtile, car elle ne relève que du for intérieur et de la bonne volonté de chacun.

« Je n'espère point voir réaliser immédiatement mon désir, mais je serais bien heureux si l'idée exprimée se déposait, comme un germe, dans quelques cœurs dévoués, en attendant l'heure propice des résultats.

« J'ai essayé de montrer la nécessité de passer des paroles aux actes, en ce qui concerne l'amélioration de nous-mêmes, la plus difficile de toutes, amélioration qui est nécessairement indispensable au progrès commun.

« Etant donnés les combats que l'on a à livrer contre soi-même, j'ai cru devoir indiquer, par un fait, la force qu'il est possible de trouver dans un engagement d'honneur, force qui se trouverait multipliée par la puissance de l'union.

« Et peut-être qu'un jour quelque voix plus autorisée s'élèvera, jettera un appel à la jeunesse, et groupera une légion d'âmes ardentes, résolues à vaincre en elles-mêmes toutes les tentations de l'injustice, — je dis « de l'injustice » car si l'immoralité doit être odieuse, c'est moins parce qu'elle est la dégradation pour nous-mêmes que parce qu'elle est l'injustice envers les autres.

« Il ne s'agit pas d'abolir les passions. Ainsi que le dit Jean-Jacques, « il n'y a que les âmes de feu qui savent combattre et vaincre. Tous les grands efforts, toutes les actions sublimes sont leur ouvrage, ... et l'on ne triomphe des passions qu'en les opposant l'une à l'autre. Quand celle de la vertu vient à s'élever, elle domine seule et tient tout en équilibre : voilà comment se forme le vrai sage, qui n'est pas plus qu'un autre à l'abri des passions, mais qui seul sait les vaincre par elles-mêmes, comme un pilote fait route par les mauvais vents. »

« Je reviens au sujet. Cette légion dont il vient d'être parlé, cette libre association du devoir, entourera les femmes d'un respect inaltérable, les plus pures d'une profonde vénération, les autres d'une fraternelle sollicitude; et ainsi, voyant dans toutes femmes une mère ou une sœur, il ne sera pas possible à ces hommes de les avilir, ni même de profiter d'un avilissement déjà consommé.

« Ils devront bien se pénétrer du principe de l'égalité des sexes devant la loi morale.

« Ils devront s'engager, — et ceci est indépendant de la question du divorce que je considère comme nécessaire en l'état de nos mœurs, car la bonne foi peut se tromper, — ils devront s'engager à ne proposer et à ne contracter union avec une femme, que dans la pensée d'un amour sincère et impérissable.

« Ils s'efforceront de répandre autour d'eux la notion des sentiments nobles que doit inspirer la femme.

« Regardant toute femme comme leur égale, ils seront jaloux de son honneur comme si elle portait le nom de leur famille, car ils seront eux-mêmes un des germes de la grande famille qui se prépare, je veux dire : de l'humanité transfigurée.

« En un mot, liés les uns aux autres par le serment du devoir, armés contre le vice en eux-mêmes et dans la société, ils seront sévères contre le mal et doux pour les âmes.

« Dans un milieu de dissolution et de transition, ils seront le groupe ferme et invulnérable qui préparera les voies à la morale universelle et intégrale.

« Puisse, un jour, quelque force aimée et vaillante lever ce petit bataillon d'avenir, qui sera la légion d'honneur de la justice. » (Applaudissements prolongés.)

L'ordre des inscriptions appelle à la tribune M. le docteur Chapmann, médecin anglais, auteur d'un Mémoire ayant pour objet d'établir que le système de réglementation appliqué aux prostituées par le service des mœurs, loin d'être profitable à la santé publique, ne fait qu'étendre la contagion et la rendre plus dangereuse.

Sur la demande qui lui en est adressée par M. le docteur Chapmann, M. Derode, secrétaire de la Section de morale, donne lecture de cet important Mémoire, qui est ainsi conçu :

Mémoire présenté par M. le docteur Chapmann.

« Plusieurs membres de la Section de morale ont déjà condamné le système qui impose aux prostituées, un règlement et un traitement médical obligatoires. Ils l'ont condamné par la raison que ce système viole le principe sacré de la liberté individuelle, qu'il dégrade encore davantage les malheureuses auxquelles on l'applique, qu'il rend presque impossible pour elles le retour à une vie plus pure — enfin, parce qu'il implique une tyrannie honteuse qu'on impose à l'un des sexes seulement, en vue du profit que l'autre principalement est censé en retirer. Il est présumable que tous les membres de cette Section se rangent à ces considérations, considérations qui cependant aboutiraient bien plus facilement à un résultat pratique et bienfaisant — je veux dire, l'abolition de ce système — si nous pouvions démontrer qu'il n'atteint même pas le but qu'on se propose, et que, loin de l'atteindre, il nourrit et développe le mal qu'on s'efforce par ce moyen de restreindre et de combattre. En d'autres termes, notre cause serait bien plus forte encore si nous pouvions établir que le système actuellement appliqué aux prostituées a pour effet de propager les maladies vénériennes, au lieu de les circonscrire et de les diminuer. Or, voici précisément ce que je vais chercher à démontrer.

« L'inscription des filles publiques à Paris qui constitue le fondement indispensable de tout le système de surveillance et de contrôle, est lui-même une défaite. « En restant dans les limites de la modération la plus scrupuleuse, dit M. Lecour, on peut estimer le nombre des courtisanes à Paris, population qui se renouvelle sans cesse, à 30,000; » et « il faut bien remarquer, ajoute-t-il, que ce chiffre s'applique bien plutôt aux femmes qui, par leurs débauches habituelles, sont un danger pour la santé publique, qu'aux courtisanes clandestines et insoumises en circulation qui s'occupent constamment de séduction. Eh bien, nonobstant cette foule énorme de femmes portant atteinte à la santé publique — nonobstant aussi l'augmentation constante de la population générale, le système de surveillance sanitaire obligatoire est tellement frappé d'impuissance, que c'est à peine si 4,000 de ces malheureuses peuvent être enregistrées. En outre, le nombre de celles qui sont sur le registre décroît d'année en année. — De l'année 1865 à l'année 1870, toutes deux comprises, le nombre sur le registre s'est diminué comme suit : 4225, 4003, 3861, 3769, 3731 3656. Ce dernier chiffre ne représente qu'un huitième de la population prostituée, suivant l'estimation authentique et scrupuleusement modérée de M. Lecour. Mais ce qui est encore plus fort, c'est que les filles mêmes qui sont inscrites sur le registre, ne peuvent y être maintenues qu'un temps très court. De 1845 à 1854, une période de dix ans, les filles inscrites disparaissaient à raison de 745 par an, le chiffre total des inscriptions n'étant maintenu à son niveau réel — que par la reprise d'une fraction de celles qui s'étaient échappées, par l'enregistrement d'autres sujets pour la première fois.

« Les administrateurs du système en question ne verraient leur idéal réalisé que si tou-

tes les filles étaient inscrites, et, en outre, si toutes les filles inscrites étaient forcées de se loger dans les maisons spécialement reconnues pour cet usage, des *maisons tolérées*. On se flatte que si un tel système pouvait se réaliser, le domaine de la syphilis s'en trouverait considérablement réduit. Par suite, les partisans zélés et les agents de la surveillance sanitaire obligatoire ont surtout visé à augmenter le nombre de ces maisons tolérées, ainsi que le nombre des femmes qui les habitent. Mais en dépit de leurs efforts, le courant s'est établi dans la direction opposée — et, de 1845 à 1867, le nombre de maisons tolérées à Paris et dans les faubourgs a été réduit peu à peu de 233 à 165, de même que pendant la période de 1857 à 1867 le nombre de filles logées dans des maisons tolérées s'est réduit de 1976 à 1302!

« Abordons maintenant la question la plus importante : quels sont les résultats sanitaires du système que nous discutons ? Durant la période de 5 ans qui s'étend depuis le commencement de 1865 jusqu'à la fin de 1869, voici quelle est la proportion des filles inscrites qu'on a trouvées syphilitiques :

Années	Nombre des Prostituées arrêtées.	Nombre des Prostituées reconnues syphilitiques	Proportion pour 1000 des prostituées syphilitiques.
1865	4225	424	100
1866	4003	341	85
1867	3861	378	97
1868	3769	423	112
1869	3731	519	139

« Le rapport des filles syphilitiques au total des filles inscrites à Paris, nous donne le degré minimum auquel cette maladie fut réduite dans la période susdite, par le fonctionnement du bureau des mœurs. Sans doute, ce degré minimum est inférieur à celui qu'on trouverait chez des filles d'un ordre équivalent à celui des filles inscrites de Paris, mais qui ne seraient soumises à aucune surveillance, ni à aucun traitement médical obligatoire. Et, si l'extension moyenne de la syphilis parmi toutes les prostituées de Paris, pouvait par le fonctionnement du bureau des mœurs se réduire à pareil minimum, je serais des premiers — au point de vue purement sanitaire — à reconnaître ses bons effets ; malheureusement, ce bienfait sanitaire ne s'applique qu'à la petite minorité des prostituées de Paris, qu'on maintient sous le régime du traitement médical obligatoire, et bien que le bureau des mœurs, comme faisant partie de la préfecture de police, puisse disposer librement de toute la force armée qu'on juge nécessaire à l'œuvre, la grande majorité de la population lui échappe toujours. Malheureusement aussi, ce bienfait sanitaire, tout petit qu'il soit, ne s'obtient qu'à un prix si ruineux, tant pour la santé des filles non inscrites, que pour la santé des hommes qui ont recours à elles, qu'on peut s'étonner que le conseil municipal lui-même n'ait pas mis fin aux agissements du bureau des mœurs. Jetons un coup d'œil sur les faits qui démontrent quel est ce prix.

« Si nous considérons combien les motifs sont nombreux et puissants qui portent les femmes à défendre leur liberté, nous ne serons pas surpris d'apprendre qu'elles préfèrent endurer tous les maux de la contagion syphilitique, et se contenter de n'importe quel secours, plutôt que de révéler leur état véritable en recourant aux hôpitaux. De fait, les filles publiques (sauf celles dont la dépravation et l'endurcissement dans le vice excluent tout espoir de retour) ont une telle horreur de l'inscription, qu'on pourrait regarder l'enregistrement, comme ayant été inventé à dessein pour favoriser le développement de la syphilis en cachant cette maladie à tous les yeux et en la soustrayant à tout traitement médical possible. S'attendre à un résultat différent, c'est s'attendre à ce que telle cause bien connue amène un autre effet que celui qu'on lui a vu amener jusqu'ici. C'est s'atten-

dre à un miracle : or, ce miracle espéré ne se produit pas. Voici quelles sont les suites bien constatées de l'organisation du bureau des mœurs :

Années.	Nombre des prostituées enregistrées, mises en état d'arrestation.	Nombre des prostituées reconnues syphilitiques.	Proportion pour 1000 reconnues syphilitiques.
1865	2255	468	207
1866	1988	432	217
1867	2018	557	276
1868	2077	651	313
1869	1990	840	422

« Nous voyons par cette table que, pendant les 5 années auxquelles elle se rapporte, le chiffre moyen des filles arrêtées tous les ans a été de 2065, que le nombre de ces filles qu'on trouvait être syphilitiques était de 589 par an, c'est-à-dire de 28 à 39 pour cent, et que cette proportion des filles syphilitiques a augmenté si constamment et si rapidement, qu'au bout de 5 ans elle s'était doublée. Si vous vous reportez au tableau que j'ai donné précédemment de la proportion des filles inscrites qu'on a trouvées syphilitiques, vous remarquerez que l'année 1863 a été exceptionnellement heureuse, mais que, à partir de cette année, la proportion des filles inscrites trouvées syphilitiques s'est régulièrement accrue, et que cette augmentation de la maladie correspond d'une manière frappante à celle qu'on a constatée pour la même période chez les filles insoumises.

« Nous devons naturellement nous attendre à ce que ce progrès de la syphilis chez les courtisanes de Paris amène des résultats correspondants, non-seulement dans la clientèle privée des médecins de Paris, mais encore dans les hôpitaux. Voici ce témoignage exprimé dans la statistique de ces établissements. Le nombre de malades vénériens traités dans les hôpitaux durant les années 1867 et 1868 a été comme suit :

	1867.	1868.
Infirmierie de St-Lazare.....	1357	1694
Hôpital de Lourcine (femmes).....	1030	1024
Hôpital de Midi (hommes).....	3226	3185
Hôpitaux ordinaires.....	1403	1551
	<u>7016</u>	<u>7454</u>
Hôpitaux militaires.....		1907
Au total.....		<u>9361</u>

« M. Lecour fait observer qu'une partie des militaires (435) traités pour maladies vénériennes à l'hôpital militaire de Versailles, devrait être comptée comme appartenant à Paris. De cette manière, nous atteignons un total de 9,500 malades environ, qu'on a traités tous les ans pour des maladies vénériennes assez graves pour justifier l'entrée du patient à l'hôpital.

« Sans craindre le reproche d'exagération, dit M. Lecour, nous pouvons considérer ce chiffre (9,500) comme représentant un cinquième des malades vénériens à Paris, qui se font traiter par des médecins à domicile, ou qui demandent secours aux pharmaciens et aux charlatans. » Nous arrivons ainsi au chiffre de 45,000, qui, tout formidable qu'il est, reste probablement au-dessous de la vérité.

« Résumons les faits que nous venons de citer. Nous voyons que malgré l'organisation compliquée, coûteuse — et en ce qui concerne les femmes, — l'organisation tyrannique de la surveillance sanitaire en question, — malgré aussi les moyens dont ce système dispose et les circonstances qui favorisent son fonctionnement, sept huitièmes des filles publiques de Paris échappent complètement à l'enregistrement ; que, d'année en année, le nombre des filles inscrites décroît ; que le nombre de maisons tolérées à Paris et aux environs décroît constamment aussi ; que le nombre des femmes qui habitent ces

maisons, et qui sont soumises à l'examen le plus efficace, décroît également; que, d'un autre côté, la proportion des filles inscrites qu'on trouve syphilitiques, va en augmentant; qu'en voulant soumettre les filles publiques à l'enregistrement, on en pousse environ sept sur huit à exercer leur métier en secret, et qu'on empêche celles qui prennent la contagion de rechercher un secours médical efficace; — que par conséquent, sur le nombre des filles inscrites qu'on arrête, la proportion de celles qu'on trouve être syphilitiques est énorme; — qu'en cinq ans cette proportion a doublé, et qu'en 1869, elle s'était élevée jusqu'à 1 sur 2,36! qu'en 1868 les hôpitaux civils de Paris ont reçu 7,454 vénériens, c'est-à-dire, 438 en plus que l'année précédente; que ce chiffre ajouté à celui des vénériens de la garnison de Paris traités à l'hôpital, produit un total d'au moins 9,500, pour lesquels environ 1250 lits d'hôpital sont constamment en réquisition; et finalement que la personne la plus compétente pour émettre une opinion qui fasse autorité sur ce sujet, envisage les 9,500 malades en question comme formant un cinquième seulement du nombre total des personnes qui ont recours aux médecins tous les ans pour combattre les maladies en question. Quarante-sept mille victimes des maladies vénériennes tous les ans, tel est le résultat actuel — et tel est le commentaire éloquent — du fonctionnement du bureau à Paris!

« Depuis la publication en 1872 de la seconde édition du livre de M. Lecour intitulé: *« La prostitution à Paris et à Londres 1789-1871, »* l'attention publique a été de plus en plus dirigée vers un fait, qui, aujourd'hui, paraît être bien établi, c'est que les mesures sanitaires prises par le bureau des mœurs de Paris à l'égard de la prostitution, ont entièrement échoué. La plupart des Français qui ont étudié cette question, croient que le système est bon, mais que son inefficacité vient de ce qu'il n'a pas été appliqué assez rigoureusement ou sur une assez vaste échelle.

« Le Dr Jeannel, dans son ouvrage: *De la prostitution dans les grandes villes*, soutient habilement cette opinion; il affirme que l'augmentation du nombre des prostituées clandestines à Paris est due à l'affaiblissement de l'autorité publique et au relâchement des mesures de répression, ce qui fait que la prostitution clandestine, se sent, pour ainsi dire, protégée par la police.

« M. Lecour repousse avec indignation cette attaque et affirme que, dans le domaine de la surveillance et de la répression, la préfecture de police déploie beaucoup d'activité et de vigueur. Je ne sais si les critiques adressées de temps à autre au bureau des mœurs ont stimulé son action, mais certainement dans les dernières 4 années il y a eu une recrudescence de mesures répressives.

« Dans l'aperçu que nous avons déjà donné des opérations du bureau des mœurs et des conditions sanitaires de la prostitution à Paris, nous n'avions parlé que de la période des cinq années qui se termine à 1869; nous allons compléter notre tableau en faisant les mêmes remarques sur les cinq années suivantes, de 1869 à 1875. Le tableau ci-après contient une grande partie des renseignements qui nous ont été fournis par M. Lecour lui-même.

« D'après ce tableau, on peut se rendre compte de la recrudescence d'activité déployée par le bureau des mœurs durant les cinq années qui s'y trouvent indiquées. Le nombre des arrestations pour les femmes inscrites qui ont manqué au règlement, ou pour les femmes non inscrites qui pratiquent la prostitution clandestine, a beaucoup augmenté pendant la période des cinq années qui se terminent en 1869. La moyenne des arrestations annuelles pour les prostituées inscrites est 4451; pendant la période qui finit en 1875, cette même moyenne est de 8310 et en 1874 et 1875, le nombre respectif des arrestations a été de 10454 et de 16363. Il en résulte que, durant la première de ces périodes, la moyenne des arrestations par année dépasse la moyenne des inscriptions par année, et que pendant la seconde période, la moyenne des arrestations par année est plus du double de la moyenne des inscriptions par année.

« En outre, la moyenne des prostituées clandestines arrêtées pendant la 1^{re} des deux périodes en question a été de 2067, tandis que pendant la 2^e période le chiffre correspondant

s'est élevé à 3305 et en 1875 le nombre total des arrestations de prostituées inscrites ou non inscrites s'élève au chiffre énorme de 14515!

TABLEAU SOMMAIRE DE L'HISTOIRE DE LA PROSTITUTION A PARIS PENDANT LES CINQ ANNÉES DE 1871 A 1875.

Années.	Nombre des prostituées inscrites.	Nombre des maisons de tolérance.	Nombre des prostituées vivant dans les maisons.	Nombre des prostituées inscrites en chambres.	Nombre des arrestations de prostituées inscrites.	Nombre des arrestations de prostituées clandestines.	Nombre des visites sur les prostituées inscrites.	Nombre des prostituées inscrites et syphilitiques.		Nombre total des prostituées atteintes de la syphilis.	Nombre des prostituées inscrites affectées d'ulcères, catarrhes, etc.	Nombre des visites sur les prostituées clandestines.	Nombre des prostituées clandestines atteintes de la syphilis.	Nombre des prostituées clandestines atteintes d'ulcères, catarrhes, etc.	Tant sur 1000 de syphilitiques.	
								En maison.	En chambre.						Inscrites.	Clandestines.
1871	3.359	127	715	2.644	3.072 ⁽²⁾	2.935	36.235	219	202	421	315	2.636	479	559	125.333	163.202
1872	3.675	142	1.072	2.583	7.584	3.769	94.023	505	291	796	804	3.769	669	743	216.598	177.500
1873	4.242	138	1.031	3.116	9.076	3.316	105.309	580	383	963	917	3.319	529	682	227.015	159.385
1874	4.603 ⁽¹⁾	136	1.143	3.460	10.454	3.338	113.319	354	430	784	976	3.338	480	627	170.311	143.298
1875	4.564	134	1.152	3.412	11.363	3.152	117.021	406	311	117	983	3.152	327	592	157.099	103.740

(1) Ces arrestations furent faites dans la période, entre le 3 juin 1871 et le 1^{er} janvier 1872.

(2) Ce nombre est celui porté sur le registre au 1^{er} janvier 1872.

« Ces faits prouvent que la lutte entre le bureau des mœurs et la prostitution parisienne est devenue une lutte à outrance. Malgré cela, l'immense effort fait par le bureau pendant ces cinq dernières années a été suivi d'une défaite aussi complète que celle qui (nous l'avons montré) a signalé la période des cinq premières années finissant en 1869.

« Nonobstant le grand nombre d'arrestations faites pendant la 2^{me} de ces périodes, la moyenne des prostituées inscrites sur les registres est inférieure de 363 à la moyenne de la 1^{re} période. La moyenne de la 1^{re} période donne 4,451; la moyenne de la 2^{me} 4088.

« Pendant la 1^{re} période, la moyenne des maisons de tolérance et des filles qui y sont enfermées est de 162; dans la 2^{me} période ce chiffre est tombé à 135.

« Ce sont ces maisons que la préfecture de police et les soi-disant réformateurs voudraient voir augmenter. Dans la 1^{re} période de 1855 à 1869, le nombre des prostituées vivant dans les maisons est tombé de 1852 à 1206, et la moyenne pour les maisons dans les cinq dernières années donne 1026 seulement. D'un autre côté, le nombre des prostituées inscrites qui vivent en chambre a considérablement augmenté; on regarde à juste titre ces femmes comme étant sur la voie qui peut les amener à s'affranchir de la police et à exercer leur métier secrètement, en sorte que l'augmentation de cette classe, au détriment de celle des femmes qui sont en maison, est de fait une victoire remportée sur le bureau des mœurs.

« Nous allons maintenant examiner les résultats sanitaires fournis par le tableau ci-joint.

« Nous avons déjà fait remarquer que, pendant la 1^{re} période qui se termine en 1869, la moyenne des arrestations de prostituées clandestines a été de 2,067 par an, et que pendant la période indiquée sur le tableau, la moyenne des arrestations annuelles s'est élevée à 3,305. Maintenant, il est évident que plus le nombre des arrestations de prostituées clandestines augmente dans un temps donné, plus la moyenne de leur condition et de leur état social s'élève, et par conséquent la moyenne des maladies vénériennes reconnues chez elles baisse en proportion. La vérité de ce point de vue est confirmée par l'expérience du bureau des mœurs notée dans les statistiques ci-jointes. Dans la période où la moyenne des ar-

restations annuelles de prostituées clandestines donne 2,067, elles ont été trouvées affectées de la syphilis dans la proportion de 287,380 sur 1,000; mais pendant la période où cette même moyenne annuelle donne 3,305, la proportion d'infection sur 1000, est tombée à 149,425.

« Par contre, les prostituées inscrites sont affectées de la syphilis à un degré qui prouve que chez elles la maladie a été plus forte pendant les cinq dernières années que pendant les cinq précédentes. Ce résultat concorde d'une façon frappante avec certaines vues que nous avons exprimées à ce sujet dans la *Westminster Review* de juillet 1876. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, la moyenne annuelle des prostituées inscrites est pour la période des cinq années échue en 1875, de 363 au-dessous du nombre correspondant pour les cinq années qui finissent en 1869; mais, tandis que pendant la 1^{re} période la moyenne des prostituées atteintes de la syphilis est de 106,953 sur 1000, pendant la 2^{me} période cette même moyenne a atteint 179,271 sur 1,000. En outre, le lecteur s'apercevra, en jetant un coup d'œil sur le tableau, que bien que le nombre des prostituées inscrites qui vivent en chambre donne la proportion de 3 sur 4 sur la totalité des inscriptions, 4 sur 9 seulement de la totalité des inscrites syphilitiques appartiennent à cette classe.

« Il se trouve donc en vérité que les prostituées appartenant à la classe des filles en maison, et c'est à cette classe unique que presque tous les partisans du système sur le Continent voudraient réduire les prostituées, cette classe, dis-je, est précisément celle qui, d'après les statistiques, est la plus dangereusement atteinte de syphilis et dans laquelle la maladie fait les progrès les plus rapides! Pendant la période des cinq dernières années, 402 sur 1000 de ces femmes ont été trouvées malades. Nous prions nos lecteurs de ne pas oublier que ces femmes sont celles que le bureau des mœurs surveille avec le plus de soin, qui sont visitées chaque semaine, qui sont envoyées à l'hôpital aussitôt qu'elles sont malades, et qui, de fait, réalisent presque complètement l'idéal que les hygiénistes français se sont fait de la manière de vivre, de l'organisation de police et du traitement médical qui doivent être imposés aux prostituées!

« Les comparaisons présentées par le tableau suivant, entre les deux périodes de cinq ans, l'une finissant en 1869, l'autre en 1875, prouvent suffisamment que, quoique les efforts du bureau des mœurs aient été exceptionnellement grands pendant la 2^{me} période, la maladie vénérienne, et surtout sa forme la plus grave, — la syphilis, — a augmenté incessamment.

Période.	Moyenne annuelle des arrestations.		Moyenne annuelle des Prostituées inscrites sur le registre.	Moyenne annuelle des visites.	Tant p ^r 1000 de pros- tituées inscrites atteintes, etc.		Tant p ^r 1000 de pros- tituées clandestines atteintes, etc.	
	Prostituées inscrites.	Prostituées clandestines.			Syphilis.	Ulcérations catarrhes, etc.	Syphilis.	Ulcérations catarrhes, etc.
Durant les 5 années finis- sant en 1869.	4.451	2.067	3.918	121.089	106.953	43.392	287.379	82.661
Durant les 5 années finis- sant en 1875.	8.310	3.305	4.088	93.181	179.271	195.421	149.425	193.968

« Nous avons déjà fait remarquer que le nombre des prostituées traitées pour un mal vénérien dans l'infirmerie de St-Lazare a été de :

1357 en 1867
1694 en 1868

« Le tableau précédent, qui nous indique la quantité de syphilis ou d'autres formes du mal vénérien constatées chez les prostituées pendant les cinq dernières années, nous autorise à conclure que le nombre des malades traitées à St-Lazare a encore augmenté pendant cette même période de cinq années.

« La quantité de maladies vénériennes constatées chez la partie de la population parisienne qui relève de la charité médicale, est aussi en progression ascendante comme l'on pouvait bien s'y attendre.

« Le tableau suivant en fait foi.

Nombre des maladies vénériennes traitées du 1^{er} janvier 1869 au 31 décembre 1875, dans les établissements qui relèvent de l'administration de l'Assistance publique, à Paris.

NOMS DES ÉTABLISSEMENTS.	ANNÉES								
	1867	1868	1869	1870	1871	1872	1873	1874	1875
Hôtel-Dieu.....	134	36	104	70	73	111	121	99	74
Pitié.....	114	401	161	190	214	123	140	105	125
Charité.....	152	189	54	46	41	40	54	38	35
St-Antoine.....	94	311	151	134	182	177	154	159	142
Necker.....	21	50	51	24	23	33	30	25	47
Cochin.....	5	6	13	17	20	47	41	18	21
Beaujon.....	98	95	64	44	72	83	83	67	49
Lariboissière.....	89	105	55	77	71	107	78	73	52
St-Louis.....	562	676	785	648	529	790	822	701	757
Enfants malades.....	3	4	»	»	»	»	»	»	»
Ste-Eugénie.....	7	6	»	»	»	»	»	»	»
Maison d'Accouchement.	»	3	»	»	»	»	»	»	»
Cliniques.....	10	12	55	34	48	53	52	22	35
Maison de Santé.....	731	68	198	191	134	225	182	151	223
Midi.....	3.226	3.185	3.751	3.499	1.980	3.648	3.808	3.774	4.014
Lourecine.....	1.030	1.024	1.583	1.406	1.341	1.461	1.384	1.252	962
Enfants assistés.....	41	21	24	22	12	26	33	20	32
Totaux.....	6.359	5.760	7.057	6.402	4.740	6.924	6.982	6.504	6.568

« Il faut remarquer que la période comprise dans ce tableau, est de neuf années. Si nous la partageons en deux parties égales de quatre ans et demi chacune, nous aurons :

Première période : 27,948 malades.
Deuxième période : 29,348 malades.

« Nous n'avons pas recherché quelle est la moyenne annuelle des malades vénériens traités pendant les cinq dernières années dans les différents hôpitaux militaires affectés aux corps en garnison à Paris et à Versailles, mais nous pouvons affirmer que 109 sur 1000 des forces effectives de ces corps sont atteints de maladies vénériennes; il va sans dire que la proportion sur 1000 des hommes présents est encore plus forte. Si nous comparons ce taux à la proportion moyenne des maladies vénériennes de toute l'armée française (y compris les troupes en Algérie où les maladies vénériennes se trouvent en raison de 198 sur 1000), nous trouvons qu'il est de 6 sur 1000 plus élevé que dans le second cas.

« Le tableau suivant, qui nous montre la quantité des maladies vénériennes dans la totalité de l'armée française, nous donne lieu de conclure qu'à Paris, où les mesures médicales forcées sont rigoureusement appliquées, la maladie règne dans une forte proportion.

Années.	Nombre des vénériens.	Nombre des vénériens à l'hôpital.	Proportion sur 1000 des vénériens sur les autres cas.	Proportion de vénériens sur 1000 hommes présents.	Proportion sur 1000 des vénériens sur tous les autres cas à l'hôpital.
1867	40.584	21.158	179	106	57
1868	51.753	25.600	181	106	64
1869	43.125	20.904	173	106	60
1872	43.050	15.788	145	103	53
1873	38.857	pas de renseignements.	120	103	44
1874	38.837		120	103	45

« Si nous considérons la signification des différents groupes de faits que nous venons d'étudier, nous ne serons pas surpris de voir M. Lecour, qui les analyse avec intelligence et sans passion et les connaît mieux que toute autre personne, s'exprimer de la sorte :

« D'où vient cette recrudescence de la débauche publique et la contagion vénérienne ? A quoi l'attribuer ? Comment la réprimer efficacement et y porter remède ? Malgré les préoccupations politiques, ces questions s'imposent à l'attention générale. »

« Dans de pareilles conditions, tout écrit sur la prostitution emprunte aux circonstances une importance exceptionnelle. C'est l'heure, entre toutes, où la question doit être sérieusement examinée, où les observations et les critiques fondées peuvent utilement se produire, où il ne suffit pas de juger rapidement et avec des sévérités sommaires l'action administrative, où il faut enfin tenir compte, si gênant que cela soit pour les théoriciens de cabinet, des exigences de fait et des brutales nécessités de la pratique.

« En présence de ces chiffres si concluants et de l'augmentation progressive et considérable de la prostitution clandestine, je persiste dans l'opinion que j'ai émise en 1870. Je disais alors et je redis aujourd'hui : « Cet état de choses révèle l'existence d'une maladie sociale que des mesures de police ne peuvent seules atteindre et détruire. »

La vive impression produite par ce savant mémoire se traduit, quand la lecture en est achevée, par une bruyante salve d'applaudissements.

La parole est donnée à M^{me} Venturi, de Londres, qui s'exprime dans les termes suivants :

Discours de M^{me} Emilie A. Venturi.

Messieurs et Mesdames,

« On m'a demandé quelques renseignements sur les moyens proposés par le parti abolitionniste en Angleterre pour réaliser le but sanitaire qui est le motif ostensible de la réglementation de la prostitution par la police.

« Vous savez tous que les partisans du système nous disent que : puisque c'est de la nature même de leur horrible métier de les rendre malades, et que la maladie se propage même parmi les personnes innocentes, il est dans l'intérêt du salut public de forcer les prostituées à subir le traitement nécessaire. S'ils voulaient être au moins aussi logiques

qu'odieux, ils diraient : puisque, pour chaque femme qui gagne sa vie à ce triste métier, il faut qu'il y ait au moins dix hommes qui s'en servent ; — puisque ce ne sont pas les prostituées, mais les hommes qui les fréquentent, qui transmettent des maladies à des personnes innocentes, il est encore plus de l'intérêt du salut public de surveiller et de traiter forcément les hommes qui fréquentent les *maisons de tolérance*, et non les femmes qui y demeurent. Et cette proposition honteuse fut faite dans un des derniers Congrès Internationaux d'hygiène (je crois à Vienne), sans qu'un seul des médecins présents se soit levé pour protester au nom de la dignité humaine.

« Je ne discute pas chose semblable avec vous ; vous savez comme moi que la visite forcée est une chose immorale, et qu'on ne peut pas la rendre morale en élargissant sa sphère d'action. Le Dr Chapmann vient de vous démontrer que ce système a échoué complètement en Angleterre. Les statistiques publiées, par notre police même, confirment ces conclusions. M. Lecour, dans son dernier ouvrage (publié je crois en 1876, dit la même chose. « Je disais en 1869, je répétais en 1870, la prostitution augmente, et elle devient, de jour en jour, plus dangereuse pour la santé publique.

« Et moi, femme, je vous dirai pourquoi ce système d'arrestation arbitraire, et cette « visite sanitaire » imposée aux esclaves blanches de la police, échouera partout et toujours. C'est que cette « visite » à laquelle un médecin de mon pays a osé donner son vrai nom de « viol instrumental », est une chose tellement contre nature que les femmes les plus dégradées même s'en révoltent, et que le plus grand nombre d'elles trouveront toujours moyen d'y échapper. Mais le problème physique restait, et les abolitionnistes de la traite des Blanches en Angleterre en ont cherché anxieusement la solution. Nous nous sommes dit : Comment faire pour guérir les maux physiques de ces malheureuses sans violer en elles la liberté individuelle, le droit commun ?

« La réponse était bien plus simple qu'on ne croyait.

« Il ne fallait que nous souvenir d'un seul fait jusqu'alors oublié ; — il ne fallait que nous rappeler que la prostituée est une créature humaine comme nous, — un enfant de Dieu comme nous, — notre sœur.

« C'est une sœur égarée ? Raison de plus pour lui tendre une main fraternelle, pour l'aider à reprendre le bon chemin. Cette sœur s'est blessée en faisant fausse route ? Raison de plus pour lui montrer de la tendresse, de la pitié, pour la guérir de ses maux physiques, afin que, ayant vu le bon chemin, elle ait la force de le suivre.

« Nous avons pensé donc que, tout en continuant nos efforts pour l'abolition des lois qui sanctionnent, en l'organisant, la prostitution, il fallait en même temps, tout mettre en œuvre pour pourvoir aux moyens de traiter gratuitement les vénériennes absolument comme les autres malades pauvres. Et cette méthode, n'est-ce pas la nature même qui nous l'enseigne ? Chacun de vous, s'il voyait tomber un homme dans la rue et se casser la jambe, s'empresserait de le transporter tendrement à l'hôpital. Vous ne resteriez pas là, les mains dans la poche en disant : Je regrette de ne pouvoir pas l'aider, le malheureux ; mais que voulez-vous, cet homme n'était pas chaste.

« Nous nous sommes dit aussi que, pour attirer les malades aux hôpitaux, il fallait ôter à ces institutions toute ressemblance avec les hôpitaux-prisons du gouvernement, que ces femmes craignent tant ; que pour faire qu'elles y restassent volontiers, il fallait leur faire savoir qu'elles étaient libres d'en sortir ; et que tous nos efforts devaient être consacrés à les rappeler au respect de leur propre personne.

« Vous voyez bien que les abolitionnistes Anglais fidèles à l'originalité du caractère national, ne peuvent pas se convaincre — refusent même de croire que le meilleur moyen de faire qu'une femme se respecte, est celui de la jeter dans la boue, et de la fouler aux pieds. Nous faisons notre possible aussi pour attirer l'attention du public, et surtout des comités qui président aux dispensaires, infirmeries, hôpitaux, etc., sur ces moyens, et de les presser d'abolir l'exclusion, — que nous trouvons aussi peu politique que chrétienne — des malades atteints des maux provenant de l'immoralité. Je ne puis pas vous dire que nous avons réalisé tous ces idéals ; mais je puis vous dire que dans les deux ou trois grands hôpi-

taux généraux de Londres l'on reçoit les vénériennes, les lits sont toujours pleins, et la matrone d'un des plus grands, m'a dit que, s'il y en avait cinq fois le nombre actuel, il en serait de même. Je lui ai demandé si elle trouvait de la difficulté à faire rester les femmes malades jusqu'à guérison; — elle m'a répondu: « la difficulté n'est pas celle de les faire rester; la grande difficulté, c'est de les faire s'en aller; il y en a qui pleurent amèrement le jour du départ. »

« Le docteur Chapmann est dans le vrai en disant qu'au point de vue de la morale, il est très important d'ouvrir les portes des hôpitaux généraux aux malades vénériennes, parce que les hôpitaux spéciaux tendent à maintenir ces malheureuses dans la condition d'une classe à part, et ainsi à empêcher leur réhabilitation; et aussi parce qu'il y a bien des femmes qui, ayant mis le pied sur le bord de l'abîme, en reculent avec horreur; et que, tandis qu'elles iraient volontiers cacher leurs souffrances et leur honte dans un hôpital général, elles mourraient plutôt que de se présenter à un hôpital spécial où il faudrait se présenter comme prostituée.

« Toujours est-il que les deux hôpitaux spéciaux qui ont été fondés par des abolitionnistes — l'un à Bristol, conduit, je crois, par une dame, et l'autre à Londres, conduit par le docteur Drysdale, sont très-recherchés par ces malheureuses. J'ai demandé au docteur Drysdale — homme d'une grande bonté de cœur — s'il trouvait ces femmes aussi violentes, ingrates, in-traitables, insoumises qu'on le prétendait. Il m'a répondu qu'elles étaient, au contraire, d'une reconnaissance excessivement touchante, et que ce qu'il a trouvé chez elles de plus touchant que leur reconnaissance même, c'était leur surprise, leur étonnement de se voir traiter en êtres humains.

« Un mot maintenant, si vous me le permettez, sur la prétendue nécessité de la prostitution. Vous savez que nos adversaires nous affirment que la prostitution a toujours existé et que, pour cette raison, c'est une triste nécessité à laquelle il faut pourvoir. Messieurs et dames, cette théorie du mal nécessaire (qui est, peut-être, très-commode pour des égoïstes qui n'en souffrent pas, et voudraient se dispenser de toute responsabilité envers celles qui en souffrent), est une négation de l'unité de la loi morale, du principe de l'égalité et de la justice, parce qu'elle suppose une partie de l'humanité — de l'être progressif — éternellement vouée au rôle de victime, d'esclave.

« Vous savez tous que la prostitution est la destruction physique et morale de la femme. Or, je vous demande, l'homme vicieux, qu'a-t-il fait pour l'Etat? quel service a-t-il rendu à la patrie par ses vices, pour que la patrie consente à lui immoler chaque année une seule de ses sœurs françaises?

« Ecoutez un instant ce que dit Parent-Duchâtelet sur les maisons de tolérance. Vous savez tous que Duchâtelet, c'est le prophète de cette religion du vice dont la maison de tolérance est le temple, dont le médecin en titre est l'archiprêtre, dont le clergé est la police, et dont les hommes dépravés sont les fidèles. Duchâtelet dit de la maîtresse de la maison de tolérance :

« C'est une femme qui, par métier, par intérêt, par habitude, et en quelque sorte par nécessité, spéculé sur la corruption publique, sur les goûts dépravés que le libertinage fait naître; sa fortune et son existence se fondent sur le libertinage d'autrui; elle ne vit que de désordre et d'infamie; c'est elle qui est à la piste des jeunes filles que leur figure peut faire remarquer aux libertins. Une dame de maison est, par essence, la corruptrice de la jeunesse, et la pourvoyeuse du vice, etc. etc., sa maison est une école de scandale où les enfants à peine formés viennent faire apprentissage de la prostitution. »

« Le même homme ajoute :

« Voilà ce qu'est une maîtresse de maison et cependant, tel est l'état de la société, que leur existence est en quelque sorte nécessaire et que l'administration, dans l'intérêt du bien, doit les entourer de toute sa protection ! »

« Il est donc nécessaire à l'Etat que la jeunesse soit corrompue, que les enfants à peine formés fassent l'apprentissage de la prostitution !

« Les enfants de qui s'il vous plaît? Les vôtres? Non, n'est-ce pas? Des pauvres mères hon-

nêtes? Non, ce serait trop lâche! Les orphelines de la patrie? Non, mille fois non!

« Mais je vous déclare hautement que ceux mêmes qui prêchent cette théorie, que la prostitution est une nécessité, n'y croient pas, et je vais vous le prouver. Est-ce qu'on emprisonne, qu'on torture, qu'on punit les personnes qui pourvoient aux vraies nécessités de la société, de l'Etat? Le pain est une nécessité pour le pauvre, c'est une bien triste nécessité. Est-ce que l'administration punit les boulangers qui fournissent le pain? La guerre — pour défendre la patrie — est souvent une nécessité. Est-ce qu'on punit les militaires? Il y a même des gouvernements — j'espère qu'il n'en reste pas, — des peuples civilisés qui croient que la peine de mort est une nécessité. Ces gouvernements ne punissent pas cet être abject entre tous, le bourreau.

« Vous voyez bien que cette théorie du mal nécessaire n'est qu'une hypocrisie. C'est une de ces choses que les gouvernements immoraux ont trouvée bonne à dire au peuple. Nous croyons, vous croyez avec nous, que rien que la vérité n'est bonne à dire au peuple, rien que la justice n'est bonne pour gouverner le peuple. » (*Longs et chaleureux bravos.*)

M. Edouard de Pompéry, appelé à la tribune, déclare renoncer à la parole.

Appelé à son tour, M. le docteur Huguet se borne à déposer sur le bureau un mémoire dont voici le texte :

Note sur la Morale

ENVISAGÉE DANS SES RAPPORTS AVEC LA PHYSIOLOGIE, LE DROIT, LE DEVOIR, LA JUSTICE, LA LIBERTÉ ET LA FRATERNITÉ.

« Nous avons pensé qu'une définition exacte de la morale était indispensable : voici celle que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation :

« La Morale est l'introduction, dans les habitudes et dans les coutumes, de tout ce qui peut concourir au bonheur de l'humanité. Le mot morale dérive des mots latins : *moralis*, qui appartient aux mœurs, et *mos* (coutume, usage.)

« Le bonheur consiste dans la satisfaction des besoins et des aspirations légitimes.

« La vie normale consiste dans l'évolution de l'individu selon ses aptitudes et dans le sens de la plus-value individuelle et collective.

« Cette évolution normale ne peut avoir lieu que par l'étude et la culture intégrales de l'individualité humaine.

« Cette étude nous apprend que l'homme est un ensemble de forces qu'il tient, en partie de ceux qui lui ont donné le jour, et en partie du milieu dans lequel il vit, forces qui ont des organes pour supports et pour instruments de fonctions. L'homme étant en relation avec son espèce et avec son milieu, il faut bien connaître ces relations pour les rendre profitables à tous, ce qui ne peut avoir lieu que par l'équilibre entre le droit et le devoir.

« Le droit d'un individu consiste à trouver facilement, dans son milieu, par un travail en rapport avec ses forces et ses aptitudes, tous les éléments nécessaires à la satisfaction de ses besoins légitimes en vue de la plus-value individuelle et collective.

« On a prétendu que le droit naît de l'accomplissement du devoir. Nous pensons, au contraire, que le devoir est le produit de l'exercice du droit. Le devoir est proportionnel au droit; plus les droits sont étendus, plus les devoirs sont grands;

« Le devoir, en d'autres termes, est une dette contractée par l'usage du droit envers ceux qui nous ont appris à le connaître et aidé à en jouir; pas de droits, — pas de devoirs!

« Pour affirmer son droit il faut le comprendre; pour le comprendre, il faut l'apprendre.

« Le droit a son origine dans la proportionnalité entre les éléments, entre les termes qui constituent la Série naturelle.

« Le droit existe avant la conscience, avant la raison; il en est même indépendant.

« Le droit doit être maintenu seulement tant qu'il ne porte pas atteinte au droit

d'autrui, car un *droit* qui pourrait porter atteinte au droit d'autrui ne serait plus le droit et cesserait, par le fait, d'être un droit.

« Le droit d'un être est *complémentaire et confirmatif* du droit des autres ; il établit, entre tous, une solidarité pratique et équitable.

« Le *devoir*, comme le droit, a son *origine* dans la *proportionnalité* ; il consiste à rendre aux autres l'*équivalent* des biens qu'on en a reçus et à concourir de toutes ses forces à la jouissance intégrale du droit d'autrui.

« L'équilibre (*æqua libra*), la *balance* entre le *droit* et le *devoir* de *chacun* et de *tous* constitue l'*équité*, fille de la *proportionnalité* *primordiale*.

« L'équité engendre la *liberté* qui n'est que l'équité dans les rapports, condition des échanges, des services réciproques et agréables entre les individus, d'où la *fraternité* qui est le *sommet* de la *morale* en *actions* !

« La *liberté*, pour nous, n'est donc que la *dépendance mutuelle* dans la *justice*, ou l'*obéissance* *consciente* à la *loi* qui ne doit être, *elle*, que la *proclamation* des *droits* et des *devoirs*.

« Le droit et le devoir ont pour *finalité* *prochaine* la plus-value évolutive et progressive de l'individu en vue de la plus-value collective et conséquemment de la plus-value *universelle*.

« Nous croyons que cette façon de comprendre le droit et le devoir donne l'idée la plus nette de ce que doit être la morale.

« La *liberté* ou l'*obéissance* *consciente* à la *loi* se distingue de la *fatalité* qui n'est que l'*obéissance* *passive* à la *loi*, c'est-à-dire l'*esclavage* individuel ou social.

« Avant de se soumettre à une *loi*, la *raison* et l'*équité* veulent que l'on reconnaisse que cette *Loi* est bien l'expression d'un droit et d'un devoir.

« En conséquence de ces principes, nous considérons la *richesse* acquise comme une force ou un *ensemble* de *forces* devant être *utilisées* pour mettre, de plus en plus, en *équilibre* le *droit* et le *devoir* dans l'*économie* *sociale*.

« La *vie* *sociale* consistant dans un échange entre les produits de tous, il s'en suit que chacun doit veiller à ce que ces produits soient les meilleurs possibles.

« Cette *solidarité* dans la plus-value des produits de tout ordre, est une manifestation de la morale qui conduit à l'*estime* *mutuelle* des intéressés.

« Par la *mise* en plus-value de la *raison* et de la *conscience* *individuelles*, la *raison* et la *conscience* *sociales* finiront par vaincre les abus et les privilèges, sans secousses, sous l'*action* *incessante* du *progrès*.

« Grâce à la coopération de la science et de la raison, nous verrons la *morale* *sociale* établir un *harmonieux* accord entre les *droits* et les *devoirs* de tous pour le *bonheur* *commun*. »

Acta est donné à M. le docteur Huguet du dépôt de ce Mémoire.

La parole est à M^{me} de Morsier, qui s'exprime ainsi qu'il suit :

Discours de M^{me} de Morsier.

« Mesdames et Messieurs,

« En lisant l'article qui concerne la IV^e section, j'ai été frappée d'une chose. Le titre de cette Section porte ces mots :

« SECTION DE MORALE :

• *Morale générale.*

• *Morale individuelle.*

« Je me suis demandé pourquoi la morale générale avait été nommée avant la morale individuelle. La chose peut vous sembler de peu d'importance, mais si je me permets de la

6 août.
1 p. 144. ltr. Section morale (suite) par M. de Morsier. - Lettre de
Michael Heineken - Borna - 8 juillet 78 : la honore madame, je m'excuse
de ne pouvoir assister à l'assemblée de Paris mais les circonstances ne me le permettent
pas. Je vous en prie de vous en excuser ce que je ne puis espérer.

DU DROIT DES FEMMES

145

rer que de vous madame, la communication des résolutions qui auront été prises dans le Congrès. Cependant comme je ne possède pas suffisamment les langues française et anglaise pour pouvoir rendre complètement ma pensée, je le ferai en allemand ma langue maternelle, vous laissant le soin d'apprécier si le document mérite la traduction en français pour être présenté au Congrès.

« Le choix de Paris, en ce moment surtout, est très-heureux. Tandis qu'un autre Congrès se partage le butin d'une guerre barbare, le vôtre, assemblé au lieu de rendez-vous des œuvres de la paix prend en mains une grande tâche humanitaire en ouvrant les voies à l'extinction de la lutte qui, depuis l'origine de l'humanité, existe entre les deux sexes. Cette guerre du rapt des droits et de l'oppression a été la plus terrible de toutes dans ses conséquences.

« L'histoire est muette à cet égard, les oppresseurs — les gouvernements étant les plus forts, — ayant seuls conservé la parole. A notre époque il était réservé d'élever la voix, au nom de la justice, contre cette iniquité. Cette voix dit aux hommes : vous avez combattu en tout temps pour vos droits ; mais soit comme vainqueurs, soit comme vaincus, jamais vous n'avez songé à considérer et à sauvegarder les droits de celles qui, dans leur impuissance, étaient seules à même de vous fournir les preuves de ces droits à votre respect. Celui-là seul est un véritable défenseur du droit et de l'humanité qui, sans égoïsme et librement, les reconnaît et les défend.

« Puisse Paris, aujourd'hui le centre de ces aspirations et de ces manifestations vers la paix, diriger ces efforts pacifiques vers l'issue finale de cette lutte séculaire entre les deux sexes. — Le choix de Paris offre une autre considération : n'est-ce pas une choquante anomalie, que le pays des grandes révolutions, qui a proclamé les droits de l'homme, où les femmes prirent une si grande part à la défense de ces droits, se soit laissé dépasser dans cette voie par d'autres pays. Evidemment il n'en pouvait être autrement car, avant que la Révolution ait pu porter ses fruits, elle fut étouffée par le soldat couronné. Sous un tel régime, il ne pouvait exister de droits que ceux que la force brutale et le sabre protégeaient et soutenaient. De même que la prétendue religion d'amour « commande à la femme le silence dans l'église, » de même le césarisme impose silence à la femme ! Sur le champ de bataille seulement, le tonnelet au côté, la femme a accès ; le stigmate de l'opprobre au front, elle a encore accès ailleurs. — Comment aurait-elle accès aux Chambres et au Conseil des nations ? Pensée insensée, reconnaître à la femme son autonomie, ses droits de citoyenne dans un Etat qui a pour base l'oppression, pour blason le sabre et sur la tête une couronne. Mais lorsque l'oppression politique s'unit à l'oppression spirituelle et que l'esprit des ténèbres fait la nuit sur le domaine de l'intelligence dont le développement peut seul assurer à l'homme la dignité d'être humain — sans espoir est alors la revendication des droits de la femme.

La France a posé les bases d'une République qui, il faut l'espérer, rendra impossible le retour au césarisme. A présent seulement pourra se produire et librement se développer chez les citoyens le sentiment de ses droits. La France, elle aussi, reprendra les traditions de sa grande Révolution et celles des vaillantes et intelligentes femmes qu'elle avait su inspirer et enthousiasmer. Elles auront des continuatrices, des femmes qui non seulement maintiendront la revendication de leurs droits, mais qui encore comprendront que le souvenir et la conservation de ces mêmes droits ne peuvent être garantis que par une République solidement assise et une liberté vraie. Votre Congrès émettra, il n'en faut douter, des réponses satisfaisantes à ces questions qui certainement impressionneront en France l'opinion publique, ainsi que cela s'est produit en Angleterre et surtout aux Etats-Unis où, si le but n'est pas atteint encore, les résultats sont assez marquants pour qu'on ne puisse douter du triomphe.

Ce succès ne peut avoir d'autre signification que l'égalité complète entre les deux sexes ; les droits de l'homme sous toutes les faces, sont inhérents à l'être humain et non au sexe, et la moindre atteinte à ses droits est une diminution de l'intégralité humaine ; de même aussi que le privilège le plus minime est une usurpation. Un temps viendra où l'homme

rougira d'avoir employé la supériorité de sa force physique à assujétir — à dominer la femme plus faible que lui, la gardienne du sentiment humain, et sans les vertus de laquelle le monde idéal ne serait qu'un aride désert. Et comme la femme affranchie ne peut exister que parmi les hommes libres, il ne peut y avoir d'homme digne de ce nom que celui qui, dans la femme plus faible, reconnaît son égale. Et le véritable homme d'Etat de l'avenir, sera celui qui fera converger harmonieusement et vers le même but le travail des deux sexes pour la perfection de la société humaine.

« Qu'on y pense, les vieux préjugés, les résistances aveugles, les appréciations à courte vue, les soi-disant témoignages de l'histoire, les obstacles créés à plaisir, le désir immodéré de la domination soutenu par l'égoïsme vulgaire, contre l'application à tous de la justice, disparaîtront peu à peu devant la persistance de cette généreuse et salutaire agitation. De la réforme indispensable des lois, poursuivie et appliquée à l'éducation, et de l'extension aux femmes des professions libérales, il ressortira cette vérité lumineuse « que ce qui est vrai en principe ne saurait être faux en pratique ».

« Je m'arrête, car ces questions ont été traitées *ex professo* et elles trouveront dans votre Congrès, je n'en doute pas, des défenseurs plus compétents que moi. Je me joins donc à vous, madame, et vous adresse mes meilleurs vœux pour le succès et les résultats ultérieurs et heureux du Congrès, et me dis avec le plus profond respect,

« Votre dévoué,

KARL HEINZEN.

Mention de cette lettre est faite au procès-verbal. L'original et la copie en langue française sont déposés sur le bureau.

L'ordre du jour appelle l'examen des Vœux proposés par la Section de morale.

Le premier est ainsi conçu :

- « Considérant que les lois humaines doivent se conformer à la loi morale ;
- « Considérant que la femme est l'égale de l'homme devant la loi morale ;
- « Considérant que les lois humaines imposent à la femme des devoirs sans lui donner des droits correspondants ;
- « Le Congrès émet le vœu que la loi place la femme dans des conditions qui lui permettent d'accomplir librement les devoirs que la loi morale lui impose. »

Personne ne demande la parole ; ce Vœu est adopté.

Lecture est donnée du deuxième vœu rédigé dans les termes suivants :

- « Considérant que la morale générale est la résultante des morales individuelles ;
- « Considérant que la morale individuelle ne peut pas exister sans la possibilité de la lutte contre le mal ;
- « Considérant que la réglementation de la prostitution, en rendant la femme esclave du vice, lui ôte cette liberté de la lutte qui est le droit légitime de toute conscience humaine ;
- « Considérant qu'en autorisant les lieux de débauche et en faisant du désordre l'exercice d'une profession régulière, l'Etat sanctionne le préjugé immoral que la débauche est une nécessité pour l'homme ;
- « Le Congrès émet le vœu que la réglementation officielle soit abolie.

Ce vœu paraît incomplet à plusieurs membres du Congrès. Une discussion est ouverte à ce sujet. Un orateur dit qu'il ne suffit pas à la moralité publique que la réglementation officielle soit abolie ; il faut encore que les maisons publiques de prostitution cessent d'exister. L'administration les protège. Alors même qu'il serait donné satisfaction au vœu proposé, elle pourrait les protéger encore. Ce sont des repaires où la police traque les voleurs. Ils lui sont utiles. En dehors même de toute réglementation, de toute visite sanitaire, il y aurait encore ingérence de l'administration, puisque c'est elle qui autorise ou supprime à son gré les maisons de tolérance. Donc, il ne suffit pas de demander que la régle-

mentation officielle soit abolie, il faut demander la fermeture de toutes les maisons de débauche.

Tout en approuvant les idées générales qui viennent d'être résumées, plusieurs membres pensent que la suppression de toute réglementation officielle étant surtout le but à poursuivre, le Congrès doit se borner à provoquer cette mesure importante. Bien des maisons, voyant leur clientèle diminuer par la crainte de la contagion, seraient obligées de licencier leur personnel et de fermer leurs portes.

Une dame fait observer que les maisons de prostitution ne sont pas seulement des lieux ouverts à la débauche, mais encore de véritables prisons pour les malheureuses que le vice y conduit. Ces femmes ne sont plus libres ; elles appartiennent aux maîtresses de maison qui les vendent parfois. A côté de la question de moralité, il y a une question de liberté. Si une femme se sauve, la police la recherche et la ramène. Le Congrès doit demander la fermeture de ces honteuses Bastilles.

M. Léon Richer appuie cette proposition. Non seulement la liberté des femmes est supprimée jusqu'au point de leur rendre impossible tout retour au bien, mais la loi écrite est ouvertement violée par l'existence des lupanars sur le seuil desquels, le soir, dès la nuit tombante, des femmes plus ou moins vêtues provoquent et attirent le passant. L'article 334 du code pénal est formel. Or, c'est au mépris des dispositions de cet article que l'administration tolère l'existence des maisons publiques de prostitution. Il faut rappeler l'administration au respect de la loi.

M. Léon Richer pense qu'on pourrait adopter le vœu proposé par la Section de morale, dans les termes où il a été présenté, sauf à le compléter par un autre vœu ayant trait à la fermeture des maisons de tolérance.

Quelques observations de détail sont encore échangées entre diverses personnes qui toutes se rallient, pour le fond, à la proposition de M. Léon Richer.

En conséquence, le vœu n° 2, tel qu'il est transcrit plus haut, est mis aux voix et adopté.

M. Léon Richer donne lecture du vœu rédigé par lui.

En voici les termes :

- « Considérant que les maisons de prostitution sont un scandale public et engagent la responsabilité des gouvernements qui les autorisent ou les tolèrent,
- « Le Congrès émet le vœu :
- « Que, partout où elles existent, les maisons publiques ouvertes à la débauche soient supprimées. »

Un membre fait observer que les maisons de prostitution ne sont pas seulement autorisées par la police, qui viole ainsi la loi, mais que l'Etat en tire bénéfice en leur délivrant des patentes pour débit de boissons, à un taux supérieur aux patentes ordinaires. Il est honteux que l'Etat encaisse de pareilles primes. En conséquence, l'orateur propose de rédiger comme suit le premier paragraphe du vœu en délibération :

- « Considérant que les maisons de prostitution *patentées par l'Etat...* » ;

Cette addition des mots « patentées par l'Etat », est acceptée, et le vœu dans son ensemble est adopté.

Le vœu suivant, qui prend le n° 4, est lu par la présidente.

Il est ainsi conçu :

- « Considérant que les partisans de la réglementation ne s'appuient, pour maintenir ce système, que sur la raison sanitaire ;
- « Considérant que la statistique démontre que ce système a complètement échoué, précisément au point de vue sanitaire ;
- « Considérant que le seul moyen de diminuer les maladies consiste dans l'adoption, envers les prostituées, de mesures justes et bienfaisantes, notamment : les admettre dans

- « les hôpitaux généraux au lieu de les emprisonner dans les hôpitaux spéciaux où elles
- « sont traitées avec mépris; les encourager à se faire soigner dès le début de la maladie
- « en leur donnant tous les secours médicaux possibles sans conditions spéciales;
- « Le Congrès émet le vœu que les mesures de police se bornent à faire respecter l'ordre
- « public sans distinction de sexes. »

Aucune observation n'est faite. Le vœu, mis aux voix, est adopté.

Un cinquième vœu est proposé dans ces termes :

- « Considérant que les femmes libérées des prisons en général sont exposées plus qu'au-
- « cunes autres femmes à tomber dans la prostitution réglementée;
- « Le Congrès émet le vœu qu'il se fonde autour des maisons centrales de femmes de
- « nombreuses œuvres laïques pour venir au secours de ces malheureuses, qui sont le plus
- « souvent abandonnées par leur famille. »

Ce vœu est adopté sans discussion.

Lecture est donnée du vœu n° 6, ainsi conçu :

- « Considérant la progression ascendante des crimes contre l'enfant;
- « Considérant que l'homme et la femme sont égaux devant la loi morale;
- « Considérant, par conséquent, que la responsabilité du père est égale à celle de la mère,
- « La Section de morale émet le vœu que la recherche de la paternité soit autorisée. »

M. Léon Richer fait remarquer que ce vœu n'est pas tout-à-fait à sa place dans la Section de morale. La Section de législation, spécialement chargée de proposer des réformes aux codes s'est préoccupée tout particulièrement de la recherche de la paternité. Elle a nommé un rapporteur, M. Antide Martin, qui développera les motifs adoptés par la Section; un vœu a été rédigé; il ferait double emploi avec celui qui vient d'être proposé. M. Léon Richer pense qu'il y a lieu d'écarter celui que présente la Section de morale.

M. Derode et Mme de Morsier remercient M. Léon Richer de ses explications, mais ils pensent que la Section de morale ne doit pas se désintéresser de la question et paraître ne s'y être pas attachée.

Après un court échange d'observations, M. Derode propose la rédaction suivante :

- « Considérant la progression ascendante des crimes contre l'enfant;
- « Considérant que l'homme et la femme sont égaux devant la loi morale;
- « Considérant, par conséquent, que la responsabilité du père est égale à celle de la
- « mère;
- « La Section de morale s'en remet à la Section de législation pour la question de la
- « recherche de la paternité, convaincue que ses résolutions seront en harmonie avec les
- « principes de morale qui viennent d'être posés. »

Le vœu ainsi modifié est adopté.

Le vœu suivant, relatif à la séduction, provoque, de la part de M. Léon Richer, des observations identiques à celles qu'il a présentées sur la question de la recherche de la paternité. La Section de législation s'est préoccupée de l'insuffisance des articles 354 et 356 du code pénal; elle demande que la séduction soit un délit; elle a rédigé un vœu dans ce sens; M. Antide Martin présentera le rapport.

En présence de ces explications, M. Derode propose de rédiger comme suit, le vœu émis par la Section de morale :

- « Considérant la facilité avec laquelle beaucoup de jeunes filles sont jetées dans le vice,
- « la Section de morale s'en remet à la Section de législation pour demander énergique-
- « ment l'application des articles 354 et 356 du code pénal français, visant les détourne-
- « ments de mineures, et pour provoquer des mesures de répression contre la séduction de
- « la fille mineure. La Section de morale espère que, dans ses résolutions, la Section de
- « législation donnera satisfaction à ce vœu. »

Cette rédaction est adoptée.

M. Calligari demande la parole.

Parvenu à la tribune, il donne lecture d'un discours écrit, dont le texte n'a pas été préalablement communiqué à la Section de morale, et dans lequel, considérant le célibat des prêtres catholiques comme une des principales causes de la débauche et de la prostitution, il demande que le Congrès émette un vœu en faveur du mariage des prêtres (1).

Une longue discussion s'élève à ce sujet.

Plusieurs pensent qu'émettre un vœu dans ce sens, ce serait mettre en doute le droit qu'ont les prêtres de se marier. D'autres répliquent que le doute existe, et qu'il faut faire trancher la question par une loi.

Le débat, auquel prennent part l'auteur de la proposition, M^{me} Clémence Royer, M. Léon Richer, M^{me} Féresse-Deraismes et quelques autres membres du Congrès, ne tarde pas à s'élargir et à être placé sur son véritable terrain. On fait observer que le célibat des prêtres n'est pas le seul qui offre des dangers; le célibat forcé des soldats n'entraîne pas moins d'inconvénients. En même temps qu'au clergé, il faut s'en prendre au régime funeste des armées permanentes. Il y a aussi le célibat volontaire, très-fréquent de nos jours. Si le célibat est une des causes de la prostitution, — ce qui ne peut être contesté, — il faut accuser le célibat en général, et non spécialement, uniquement, le célibat des prêtres. Tout ce qu'on peut demander, mais sans viser une catégorie de citoyens plutôt qu'une autre, c'est que la loi n'entrave pas le mariage. Contre le célibat volontaire, le Congrès ne peut rien; cela regarde les mœurs. Ayons de meilleures mœurs, comprenons mieux nos obligations sociales, et les mariages seront de plus en plus nombreux.

Donc, la seule chose qu'il appartienne au Congrès de faire, c'est de demander en termes généraux que toutes les causes de célibat, venant des lois, disparaissent. Alors, le législateur pourra intervenir utilement.

Cette proposition, lentement dégagée des avis successivement émis par les différents orateurs, paraissant réunir l'assentiment général, le vœu suivant est rédigé.

- « Considérant que le célibat est une des grandes causes de la prostitution;
- « Le Congrès émet le vœu :
- « Que toutes les causes de célibat venant des lois soient progressivement abandonnées.

Personne ne demande la parole. Le vœu est mis aux voix et adopté.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

(1) M. Calligari n'a pas remis à la Commission le texte de ce discours qui, par suite, ne peut être publié.

SECTION DE LÉGISLATION

Présidence de M. Antide MARTIN

SOMMAIRE. — Lecture et adoption du procès-verbal. — Discours de M^{lle} Mozzoni. — Rapport de M. Léon Richer sur les incapacités civiles de la femme. Proposition de vœu : adoption. — Rapport de Mme Sabatier-Herbelot sur le divorce et proposition de vœu : adoption. — Proposition d'un vœu relatif à l'adultère ; discussion et adoption. — Rapport de M. Antide Martin sur la séduction et proposition de vœu : adoption. — Communication relative à la Roumanie.

La séance est ouverte à deux heures et demie.

Le fauteuil est occupé par M. Antide Martin, président du Congrès.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

La parole est donnée à M^{lle} Marie Mozzoni, déléguée italienne, qui s'exprime dans les termes suivants :

Discours de M^{lle} Mozzoni.

« Mesdames et Messieurs,

« La Société du XIX^e siècle est le produit de la révolution philosophique.

« La révolution philosophique n'a pas été très puissante par la valeur des principes qu'elle a déclarés, car de tous temps et chez toutes les civilisations d'excellents principes ont été posés et acceptés ; mais la révolution n'a été si efficace et victorieuse du moyen-âge que par la puissance de la méthode. En parcourant toutes les sciences, réagissant contre tous les liens de la pensée, elle a changé le point de départ de l'esprit humain, elle a transformé les données de notre jugement.

« Aussi la révolution n'est pas finie, mais par la méthode elle se continuera perpétuellement et ses bienfaits s'enchaîneront sans fin.

« Un fait toutefois m'a toujours frappée et m'a fait réfléchir sur les contradictions fré-

quentes des esprits les plus forts et les plus raisonneurs chez qui le respect de la tradition entrave à chaque instant le procédé rationnel, et c'est l'état de notre législation actuelle vis-à-vis des principes de la Révolution et de la méthode par laquelle ces principes doivent trouver leur application.

« La science de la législation devait être de principe et de fait, la fille aînée de la Révolution.

« Inaugurée par la Déclaration des droits de l'être humain, elle ne devait, elle ne pouvait se croire acquittée par l'émancipation du serf féodal en tant que serf, et de l'artisan en tant qu'artisan ; on devait s'attendre, qu'examinant l'être humain tel qu'il est au milieu des réalités sociales, au lieu de lui continuer l'application des principes autoritaires reçus de la tradition théologique et juridique, on vit la nécessité de déterminer ses conditions civiles d'après l'étude du rationnel et du réel. Commencée en Italie dans les arts et dans les sciences naturelles, continuée en Allemagne, en Angleterre, en Suisse dans l'examen du dogme, la Révolution vint se dramatiser en France sur le terrain politique. Arrivée à ce point, la méthode révolutionnaire était mûre pour toute application. Aussi, dès ses premiers jours, Sieyès et Condorcet avaient tout dit et tout compris ; et à leur suite une foule d'écrivains des deux sexes dont la France s'honore ont vu et blâmé l'incohérence des hommes de la révolution et de leurs continuateurs. Tous avaient accepté les principes, mais on ne voulait pas de la méthode.

« Or, Mesdames et Messieurs, c'est l'application de cette méthode que je demande dans le sujet qui nous occupe ; la réformation des codes civils, dans la partie qui regarde la condition juridique des citoyennes.

« On peut réformer de deux façons différentes. On peut réformer comme on l'a toujours fait, empiriquement, partiellement, suivant le développement de certaines idées, la modification de certains usages, l'ensemble progressif du milieu social. Alors on supprime un paragraphe, on en met un autre à sa place, on change un mot, on modifie une phrase et on rédige des codes comme on arrangerait le texte d'une mesure transitoire de police et de sûreté publique.

« Ou bien, on conçoit le rôle de législateur sérieusement — on considère que la loi même et surtout dans un pays régi par la forme représentative, n'est pas investie d'un rôle purement disciplinaire, mais que ce rôle est aussi et par dessus tout éducateur, car on est autorisé à croire que la nation investit ses hommes les meilleurs et les plus éclairés du mandat législatif.

« Or, ce n'est pas évidemment pour que les plus avancés dans les lumières suivent pédestrement les idées, les opinions, les préjugés des foules moins éclairées et se chargent de les illustrer par des lois qui les reproduisent exactement, ce n'est pas pour cela évidemment que les meilleurs reçoivent le mandat suprême.

« Si le législateur est au-dessous de son rôle quand il copie servilement dans ses paragraphes les opinions surannées et les préjugés des multitudes, jugez combien il en est pitoyablement au-dessous quand il est en retard vis-à-vis des mœurs et de l'opinion publique, et c'est pourtant le fait qui se produit aujourd'hui. Nos consciences sont meilleures que nos lois.

« Aussi c'est dans l'intérêt de la science, de la morale, de la civilisation et de la liberté que nous nous sommes réunis pour protester contre les dogmatismes, les contradictions, les leçons immorales, les mesures arbitraires dont une partie de nos lois tâche de fausser notre jugement, de supprimer notre raison, de corrompre nos consciences et d'endormir notre vigilance à l'égard de la liberté personnelle.

« J'appelle donc votre attention sur les parties de nos lois qui violent ces principes et sont coupables de ces attentats, et je les sou mets à votre appréciation et à votre jugement.

« La constatation du fait et les déductions conséquentes qu'en tire le sens commun, voilà toute la méthode philosophique moderne ; et c'est par là qu'il faut procéder à une réforme qui reproduise l'état de la science et la direction générale de la pensée et de la conscience dans notre siècle.

« Bien que votre perspicacité embrasse sans doute déjà ma pensée à travers les imperfections de mon langage, permettez que je définisse, par exemple, le système à suivre dans la réforme que nous désirons, ce qui vous permettra en même temps de constater les vices de la loi.

« Il y a peu de forme d'autorité, ou même il n'y en a pas du tout dans ce monde qui ne porte avec elle, à n'en pas douter, le document irréfutable de sa légitimité, hors une seule, et c'est la maternité. La maternité est, dans le principe, l'autorité de la cause sur l'effet. Vis-à-vis de l'utilité, c'est la réalité et la spécialité de la providence qui répondent à la réalité et à la spécialité du besoin. Dans le sentiment, elle occupe la place d'un fait supérieur, premier et qui se passe de toute démonstration. Toute autorité qui voudra prétendre aux caractères de la légitimité devra étudier dans celle-ci l'enseignement éloquent et profond de la nature. Pour être légitime elle devra être nécessaire dans le domaine de la raison, utile dans le domaine du fait, acceptée dans le domaine du sentiment.

« Eh bien, Mesdames et Messieurs, en présence d'un fait si solennel et si complexe qui a tout pour lui, le législateur ne voit rien de plus sage à faire que de lui imposer silence par les dispositions de la loi, et il déclare que les enfants sont du mari et que la puissance paternelle doit s'exercer par le père seulement, basant ainsi, contre toute logique, la loi sur l'hypothèse, là où la nature lui offre la certitude.

« Il y a dans les codes une déclaration des devoirs des époux vis-à-vis l'un de l'autre. J'ai pensé maintes fois que quand une institution est organisée par les lois naturelles, tant qu'elle marche dans son train ordinaire, il est parfaitement inutile que le législateur se soucie de déterminer comment, si ce n'est pour la reconnaître telle qu'elle est. Aussi voit-on le législateur trop zélé et trop parleur être toujours en dehors de la réalité et créer des complications là où il n'y en aurait pas.

« Il veut la prévalence, en tout cas, de l'homme dans la famille. Mais la nature a, sur ce sujet, des idées à elle. Une sanction extérieure ne lui en impose pas le moins du monde. Pour qu'une force soit vraie et suivie, il faut qu'elle soit intime au sujet qui l'exerce; aussi elle fait prévaloir tour à tour dans la société domestique, comme partout ailleurs, la raison, la volonté, la force morale ou physique, et ces éléments elle les place indifféremment chez l'homme ou chez la femme. Aussi la déclaration légale des devoirs et des droits des époux est dans le fait une causerie inutile, hors certains cas dans lesquels elle sert à encourager un despotisme qui devrait être réprimé et à opprimer une victime qui devrait être protégée.

« Je lis dans le code un devoir de protection et de défense du mari qui évidemment remonte aux temps primitifs, quand l'homme devait protéger son trou ou sa cabane contre l'invasion des bêtes fauves, car je n'en vois pas du tout l'application dans notre société, où les lois défendent la justice personnelle.

« J'y lis un devoir d'obéissance sans mesures et sans limites qui évoque devant ma fantaisie la famille du patriarche antérieure à toute organisation juridique de la famille. J'y lis des devoirs réciproques de fidélité qui ont une portée différente chez les deux époux, mais que le législateur, qui ne chicane pas sur les adjectifs, appelle toujours *réciproques*. Ces devoirs *réciproques* donc, permettent à l'un ce qu'ils défendent à l'autre, supposant des différences de faits et de sentiments qui sont en dehors de la réalité naturelle.

« Cette détermination légale de la fidélité conjugale, répondra parfaitement à l'esprit de la polygamie, à la base de laquelle est la seigneurie et l'esclavage; mais elle est contradictoire dans l'esprit de la monogamie, à la base de laquelle l'égalité, se réfléchissant sur les développements successifs de notre civilisation, a conduit nos consciences au sentiment complexe de l'amour conjugal qui ennoblit et idéalise les noms des peuples policés.

« Je comprendrais parfaitement qu'un code réformé supprimât toute action pénale pour l'infidélité conjugale puisque nos mœurs y répugnent évidemment, et la rejetât sous peine de ridicule dans l'enceinte de la vie privée; mais je n'en concevrai jamais la différente appréciation chez les deux époux.

« Je lis dans le code le devoir de cohabitation du mari, assez miraculeux pour pouvoir s'ac-

commoder avec le droit d'absence. Le législateur est seul à ne pas voir combien il est peu sérieux de sa part de déclarer un devoir positif, extérieur, précis, sans s'inquiéter de sa transgression. Tous les devoirs du père, du mari, du chef de famille n'existent plus pour lui dès qu'il est absent. La famille fera ce qu'elle pourra, voilà tout. Après 10, 15, 20 années il reviendra: il retrouvera encore envers son épouse et ses enfants tous ses droits, quoiqu'ayant manqué envers eux à tous ses devoirs. Que la femme toutefois ne s'avise pas d'en faire autant, car quand il s'agit de réciprocité on ne trouve jamais le législateur chez lui. Celui-ci verra dans la femme partie, non pas une *absente*, mais une fugitive. On la cherchera, les gendarmes la reconduiront au logis conjugal dans les bras de l'époux qui la pleure sans doute, à moins qu'il ne préfère accepter l'honnête compensation que le législateur lui présente dans une partie des biens de son épouse ou dans son patrimoine tout entier.

« Je lis dans la loi civile un droit d'autorisation du mari pour tout engagement pécuniaire ou gratuit de l'épouse, un droit d'autorisation pour toute action civile qu'elle soit active ou passive, un droit absolu d'administration et de jouissance des biens conjugaux qui se maintient en dehors de toute garantie vis-à-vis des devoirs éventuels d'assistance et de subvention de l'épouse ruinée; — j'y lis enfin une foule de droits qui supposent dans les hommes des habitudes de modération, d'équité, de bienveillance et des aptitudes dirigeantes très-désirables, mais qu'on ne saurait établir nullement si elles sont dans le fait la règle ou l'exception. Je me demande par quel point de vue d'observation sur la nature humaine le législateur a pu tirer cet idéalisme transcendant et a pu s'endormir si paisiblement sur l'impossible abus d'un pouvoir si énorme et si peu contrôlé?

« Nos codes rédigés d'après des traditions surannées et confectionnés avec des éléments coutumiers, théologiques et historiques qui vinrent successivement modifier nos mœurs et nos opinions, se ressentent de ces différents éléments, et sont en grande partie fossilisés, — ils légifèrent des êtres qui ne sont plus les éléments de nos sociétés.

« Est-il permis de considérer la femme du XIX^e siècle comme le législateur romain considérait la femme de son temps?

« Et néanmoins dans des moments difficiles pour la République, il avait émancipé la mère de trois enfants!

« La minorité perpétuelle de l'épouse de nos jours suppose une incapacité administrative constitutionnelle, inguérissable. Mais comment le législateur arrange-t-il donc cela avec la capacité administrative de la femme majeure, avec l'exercice de la tutelle de la mère veuve, avec l'inscription dans le code de commerce de la femme mariée ou non mariée?

« La femme en général est incapable de la tutelle, de par la loi. Or, la tutelle est tout ensemble une maternité et une administration. Comme maternité, elle réfléchit les mille besoins variés du pupille et exige une foule de providences diverses dont vous n'êtes pas capables, Messieurs, non par les vaines présomptions légales, mais par le fait de votre caractère général et de votre éducation; comme administration, l'incapacité de la femme est l'éternelle contradiction de la loi.

« La femme est-elle membre de la famille?

« Messieurs les poètes, ne bougez pas! Dans le royaume de vos chimères dorées nous sommes les anges, les caresses, les reines, les sourires, les dieux pénates du foyer; c'est très-joli et ça nous flatte infiniment, mais toutes vos belles chansons aux rythmes variés ne peuvent rien du tout contre les paragraphes du code.

« La femme est l'instrument passif de la famille; elle n'en est pas membre actif. D'après la détermination de la condition juridique du chef de la famille, il résulte que la femme ne dirige pas la famille, qu'elle ne la conseille pas, qu'elle n'élève pas les enfants, qu'elle ne gouverne pas, qu'elle n'entre pas dans l'éducation des fils ni des filles, qu'elle ne représente la famille ni au dedans ni au dehors. Si elle fait toutes ces choses, et elle les fait, c'est bien malgré le législateur, c'est parce qu'il en a assez de dogmatiser sans jamais s'inquiéter de la nature des choses et des réalités sociales.

« Dans cela le législateur est tout aussi rêveur que vous, messieurs les poètes et même

plus que vous; car vous ne vous écartez pas de la réalité en l'idéalisant; lui, il chante son *a solo*, et même de si loin dans le passé qu'on ne l'entend presque plus.

« D'après l'insistance avec laquelle la loi s'acharne à l'affirmation, maintes fois répétée, de l'incapacité de la femme, on serait autorisé à croire que sa responsabilité vis-à-vis de la sanction pénale est tout au moins relative. Mais ne supposons jamais, quand il s'agit de la femme, la logique au code avant de l'avoir constatée.

« Le législateur sait parfaitement, partout ailleurs, que la responsabilité et l'incapacité sont deux termes incompatibles devant la raison, comme devant l'équité; mais il paraît croire que le sexe faible a un besoin tout à fait spécial d'un traitement absurde et barbare. Aussi il ne s'inquiète nullement du raisonnement qui sort tout naturel de ses dispositions contradictoires; si la femme est incapable, pourquoi est-elle responsable? et si elle est responsable, comment est-elle incapable?

« Après vous avoir sommairement exposé les contradictions de la loi et son peu de logique, permettez-moi de vous la montrer immorale et corruptrice.

« La première leçon d'immoralité que le code donne au citoyen, est renfermée dans le paragraphe: « Toute promesse de mariage est nullemême par écrit, » et cette leçon de déloyauté est importée crûment sans limitation d'âge, sans nulle observation ni de circonstance ni de conséquence. S'il reste parmi les élèves du code civil un peu de sentiment d'honneur, si un homme se respecte assez pour se croire encore engagé par sa parole, la louange n'en reviendra pas au législateur. Il aura tout fait de son côté pour l'étouffer dans le cœur des citoyens.

« La seule existence de la loi suppose le principe de la responsabilité, lequel à son tour relève du fait de la conscience, c'est-à-dire du sentiment continu, évident, indéniable de notre propre identité; que chacun donc réponde de son fait: voilà la seule base possible de la société. Hors de là nous sommes dans le domaine du hasard, ou de la force brute.

« Eh bien, voilà que le législateur, oubliant ni plus ni moins que la seule base possible de la loi tue d'un coup le principe de la responsabilité, défend la recherche de la paternité!

« Veuillez vous rappeler que dans les débats du conseil d'Etat sur cet article, le premier Consul posa son mot, et, comme partout où il a bien voulu intervenir, il a laissé l'empreinte de la violence, de l'arbitraire, de l'insouciance pour les intérêts les plus sacrés de la famille humaine. « L'Etat n'a aucun intérêt à ce que les bâtards soient reconnus. » Voilà la logique, la sagesse, la prévoyance du grand génie!

« Il a paru croire que l'Etat a besoin de beaucoup de victimes, d'un grand nombre de prolétaires, d'une masse qui n'a ni toit, ni famille, ni attachement, conséquemment ennemie naturelle d'une société qui la repousse.

« Il a paru croire que cet élément anormal, qui aurait toujours grossi par sa sage disposition, n'aurait pas manqué d'assurer à l'Etat la paix intérieure, la prospérité économique, et de multiplier entre les citoyens les ententes sympathiques et cordiales. Assurément ce n'est pas sa faute à lui si le désordre n'est pas en permanence. Aussi parmi les jurisconsultes qui en grand nombre ont appuyé, soit dans des réunions délibérantes, soit dans des livres et des mémoires ce paragraphe du code civil, nul n'a osé répéter la sotte sentence du premier consul; mais tous se sont attachés à démontrer les difficultés de la recherche de la paternité, à exagérer de leur mieux ces difficultés, à supposer une foule de circonstances embarrassantes chargées de présenter cette recherche comme un mal pire que la défense; ces jurisconsultes n'avaient pas tort. Ils sentaient bien que l'échafaudage des mauvais arguments ne s'élèverait jamais assez haut pour couvrir la voix du devoir de la nature.

« Comment! on a trouvé le poids de l'atmosphère, on a mesuré la distance des astres, on a découvert, à n'en plus douter, des milliers de mondes où le regard n'arrivera jamais; on lit dans les couches terrestres comme dans un livre ouvert l'histoire des époques géologiques dans lesquelles l'homme n'avait pas encore paru sur la terre, et voilà que le législateur manque

tout seul d'instrument de découverte, et, se couchant comme Job sur son fumier, déclare à l'enfant qu'il ne lui est pas possible de retrouver son père!

« C'est que le législateur est souvent dans le faux, parce qu'il ne cherche pas le vrai, ne l'aime pas et ne le veut pas. Il lui faut en toute chose le conventionnel; il veut ce qu'il veut, et non pas ce qui est, croyant tout bonnement que l'homme est fait pour la loi, et non la loi pour l'homme. Aussi il présume toujours la fidélité dans le mariage; il présume toujours l'infidélité dans l'amour. Par ce point de départ, les difficultés fourmillent sous ses pas. C'est bien ce qu'il veut pour pouvoir dire à l'enfant: « Tu vois bien qu'il m'est impossible! » Des présomptions, toujours des présomptions. Mais ce vice constitutionnel de nos codes n'est que de la mauvaise foi; car la plus simple réflexion sur les données psychologiques qui nous sont fournies par l'observation de l'âme humaine nous ferait présumer plutôt la fidélité dans des liens librement formés et librement conservés, que dans les liens conjugaux déterminés bien souvent par des considérations d'utilité et conservés par la tyrannie des institutions. Je trouve dans le code deux formes de procédure pour s'instruire d'un fait. L'une s'arrangeant pour ne pas le connaître, se barricadant entre des limites données et commençant là où elle devrait à peu près finir; l'autre, l'instruction criminelle, faite pour atteindre tout simplement son but. La réforme ne doit admettre que celle-ci.

« Que le législateur cherche le lâche qui a fait deux victimes et se refuse à son devoir comme il cherche le malfaiteur, car c'est un malfaiteur. Qu'il plonge son regard scrutateur partout, qu'il mette son doigt sur toutes les traces, qu'il recueille tous les indices, qu'il tienne compte de toutes les circonstances, qu'il fasse trésor des dires des gens, qu'il écoute tous les témoignages, qu'il remonte aux antécédents, qu'il tire des inductions les déductions, qu'il établisse des présomptions raisonnables, qu'il accepte et discute toutes les hypothèses; enfin, qu'il vise à son but par tous les moyens rationnels et positifs par lesquels on arrive à la constatation d'un fait, et alors la recherche d'un lâche ne sera pas plus difficile que la découverte d'un assassin.

« Par l'effet du même principe de responsabilité, la Section de législation cherche au Congrès son appui pour qu'une loi vienne mettre un frein aux entreprises de débauchés sans cœur et protéger les mineures contre la séduction. Le code réformé comptera encore une contradiction de moins, c'est-à-dire, l'incapacité reconnue de la mineure à défendre sa bourse, et sa capacité présumée à se protéger elle-même contre les passions partagées, les flatteries, les promesses, les mille ruses qui environnent la jeunesse et l'inexpérience.

« Je voudrais demander aussi au législateur de vouloir bien se mettre d'accord avec lui-même sur la dissolubilité du mariage.

« Aux considérations d'ordre moral et social qui ont déterminé la Section de législation à se prononcer à l'unanimité pour le divorce et qui seront soumises à votre appréciation, j'ose ajouter quelques réflexions inspirées par la nécessité de l'harmonie et de la logique entre les institutions et les principes qui leur ont servi de racine et de base.

« L'indissolubilité du mariage est le caractère naturel des noces religieuses, elle est censée être sanctionnée par une autorité surhumaine; la noce religieuse échappe à la discipline de l'humanité et à la mobilité de ses relations. Aussi suppose-t-elle certaines croyances et un ordre d'idées qui n'est plus celui qui discipline nos sociétés.

« La noce religieuse, qui fut en usage parmi nous jusqu'à hier, répondait exactement à la *confarrea* des Romains, mariage des païens et des prêtres, mariage religieux par excellence et qui, subissant cette logique qui a fait des institutions latines des modèles de bon sens, considérait comme sacrilège le divorce, bien que l'Etat le permit à tous les citoyens.

« Notre mariage civil, ou mariage contrat, répond à la *conventio in manu* des Latins. Le divorce est logique et naturel dans cette forme de noces, comme toute résolution du pacte social est raisonnable dans toute société, dont les membres sont d'accord pour ne plus rester associés.

« Le législateur romain, très préoccupé de la famille qu'il considérait comme le type et le berceau de l'Etat, et regardait comme le temple de l'ordre et la gardienne de la vertu, ouvrait à ce temple toutes les portes et s'étudiait à y faire entrer le plus grand nombre possible de

citoyens et à y faire rentrer tous ceux qui en étaient sortis. Trop philosophe et connaisseur des hommes pour s'engager dans les voies directes qui provoquent la réaction des sentiments et des volontés, il offrait des avantages aux mariés et les environnait de bienveillance et de considération.

« Mais quand, après les guerres Puniques et les discordes civiles, la débauche entraînée par la foule des esclaves et l'inondation du scepticisme hellénique finirent de corrompre les mœurs, le nom romain se vit à deux doigts de sa perte ; ce fut à une troisième forme de mariage que l'Etat dut sa conservation, le mariage par *cohabitation*.

« On se contente aujourd'hui d'admirer, sans espoir de les voir imiter, l'ampleur, la sagesse et l'indulgence philosophiques par lesquelles le législateur romain luttait pied à pied et sans violence contre les causes dissolvantes de la famille, et s'étudiait à concilier par la variété des formes légales les diverses croyances, les influences exotiques, l'invasion des doctrines les plus disparates, le débordement des passions et la décadence d'une religion décrépite.

« Une quatrième institution destinée à composer la famille pour celui qui n'en avait pas et à la restituer à ceux qui l'avaient perdue, était l'adoption très en usage chez les Romains et par laquelle le trône des Césars fut plusieurs fois occupé.

« Des inspirations rigides, puritaines, peu soucieuses des réalités de la vie et excessivement préoccupées de garantir un ordre donné qui exploite le citoyen au bénéfice de la loi, ont conseillé aux réformateurs du code civil italien, en 1865, la suppression de l'adoption.

« Par un étrange phénomène de la conscience les jurisconsultes italiens se révoltaient contre cette fiction légale qui est un acte de piété et établit, au profit de l'ordre, des liens doux et hautement moraux entre les citoyens, pendant que l'on conservait jalousement toutes les fictions et les présomptions sur lesquelles repose la centralisation despotique de la famille, centralisation qui en fait un type antagoniste de celui des Etats modernes.

« Les instincts conservateurs du sénat sauvèrent l'adoption des arguments du ministère Pisanelli, qui, voyant dans l'adoption un moyen terme pour reconnaître sans embarras les enfants naturels, ne pouvait se résigner à paraître la dupe du devoir déguisé en philanthropie ; le sénat opposa la force de l'usage séculaire. L'adoption, sauvée par le sénat, resta dans le code italien mutilée et entravée, monument ruiné par un rigorisme sans sagesse qui au lieu d'aplanir les voies du devoir et de l'ordre, les rend de plus en plus inaccessibles et épineuses.

« Tout en demandant pardon aux membres de la Section et aux membres du Congrès d'avoir peut-être amplifié le sujet déjà extrêmement complexe de ces études, je crois devoir m'en justifier en résumant dans l'affirmation d'un seul principe toutes les idées que j'ai émises.

« La Section de législation, sur la proposition de M. Léon Richer, a fait très opportunément un groupe de tous les paragraphes du code qui établissent des différences entre le citoyen et la citoyenne, l'époux et l'épouse, le père et la mère, et a décidé qu'ils doivent être réformés dans le sens de la plus entière égalité. Je groupe à mon tour tous les paragraphes du même code qui regardent l'organisation de la famille, soit légale, soit naturelle ou adultérine et règlent les rapports de ses membres entr'eux, et je demande qu'ils soient réformés dans le but de favoriser avec la plus grande ampleur le développement de la famille, idée tout-à-fait opposée à celle qui a inspiré le législateur, qui, ne considérant comme famille que le type unique dont il est convenu, outrage la nature en la niant partout ailleurs, insulte la morale, méconnaissant les devoirs qui en ressortent, détruit sa propre raison d'être, renie le principe de la responsabilité, lèse le droit naturel de l'enfant responsable de l'état social de ses parents, pousse l'absurdité morale jusqu'à faire les parents qu'il considère comme coupables, les exécuteurs de leurs victimes innocentes, en leur défendant de se faire succéder par leurs enfants adultérins, et crée enfin, et multiplie dans la société, contre toute sagesse politique, une masse isolée, ennemie naturelle des lois qui les sacrifient et du corps social qui les repousse.

« Après avoir considéré la citoyenne lésée ou sacrifiée dans certaines parties de ses droits,

nous ne sommes pas encore malheureusement au bout de notre sujet. Il nous faut encore la considérer dans l'exclusion de tout droit, dans la complète suppression de sa personnalité juridique, c'est-à-dire devant le règlement de la police des mœurs.

» Elle y est lésée dans le droit naturel par la violence et la contrainte qu'on applique à sa personne ; elle y est lésée dans le droit civil par la suppression qui se fait contre elle de toutes les garanties judiciaires ; elle est lésée dans le droit statutaire par l'arrestation qu'elle subit sur le simple jugement intérieur d'un bas fonctionnaire.

« Or, est-elle admissible l'application de la loi des soupçons en temps ordinaire et dans un état de choses qui se reproduit tous les jours ? N'accuse-t-elle pas une insuffisance législative qui supplée à la sagesse par la violence ? N'est-elle pas l'anomalie qui devient la règle ?

« Est-elle admissible une institution qui arrête et séquestre une personne, à côté des lois qui défendent et punissent ce fait ? Peut-on supporter dans un pays libre et chez des peuples mûris dans la science du droit qu'on arrête, ou violente, ou juge, ou exécute une citoyenne sans le mandat du magistrat, sans instruction, sans requisitoire, sans défense légale, sans débats publics, sans publication de sentence, sans aucune des garanties, en un mot, que la loi doit offrir et offre au dernier des malfaiteurs même surpris en flagrant délit, — et cela pour un fait qui, considéré dans chacun de ses moments, échappe à toute appréciation juridique et ne pourrait jamais être érigé en crime ?

« On objecte des raisons d'utilité publique. Bien que cette objection n'ait pas à son appui des faits bien clairs et incontestables, ce n'est pas à la Section de législation à s'occuper des points de vue spéciaux. Je suis convaincue que si les mêmes mesures violentes et illégales étaient appliquées pour les mêmes raisons aux citoyens, ils se refuseraient à s'y soumettre, car ils penseraient être guéris de la migraine par la décapitation.

« Il y a dans le code pénal d'Italie une disposition qui punit l'excès de la défense, c'est devant cette loi que je voudrais traîner le règlement de la police des mœurs soutenu, j'y consens, par force pièces justificatives et témoignages. Je suis convaincue qu'elle n'en reviendrait pas absoute.

« Mesdames, Messieurs, je vais résumer mes idées.

« Je me rappelle avoir entendu, dans mon adolescence, faire devant moi l'éloge des codes de procédure civile de Marie-Thérèse en des termes qui laissèrent dans mon jeune esprit une impression ineffaçable. « Procédez, disait-on, dans la marche de vos affaires comme le veut le sens commun, et vous êtes sûr de vous conduire selon le code autrichien. Vous n'avez pas besoin d'en connaître la lettre. » Quel éloge pour un code !

« On ne fait pas les lois, écrivait le comte de Maistre, et à travers la distance qui sépare l'écrivain de la royauté et de la papauté des idées d'une enfant de la révolution philosophique, je lui tends la main.

« Non, on n'invente pas les lois, on les étudie dans la nature de l'homme et de la société, et on les déclare simplement de manière que le citoyen puisse se conduire par la loi, même ne la connaissant pas.

« Tout ce qu'il y a de tyrannique, de forcé, de faux dans une loi, n'accuse pas tant le despotisme du législateur que son peu d'étude de l'homme et de la société.

« Bien que les citoyennes aient le droit de se soucier de leur bien-être personnel et collectif, ni plus ni moins que les citoyens qui y travaillent dès le commencement du monde, je tiens à persuader ceux qui se désintéressent de cette question qu'une réforme de nos lois selon la méthode rationnelle n'est pas exclusivement destinée à améliorer la condition des femmes.

« C'est le procédé qui a émancipé la conscience humaine dans la direction générale de la pensée. Le législateur est en retard sur le physicien, le géologue, le philosophe, le littérateur, le critique, l'astronome ; il est encore dans le dogme, l'hypothèse, le gratuit, la tradition, lui qui devait les fondre tous dans la rationalité.

« Jusqu'à ce qu'il soit arrivé, la Révolution ne sera que dans les livres et les académies ; elle ne sera pas dans la vie civile et sociale.

« D'après ces idées, je prie le Congrès de vouloir bien prendre sur le sujet des décisions claires, rationnelles et surtout pratiques en l'état actuel des choses.

« La Révolution pratique qui a transformé les destinées de mon pays en le tirant de son tombeau séculaire, a laissé des convictions profondes dans l'esprit des hommes qui sont aujourd'hui chargés de lui assurer les bienfaits de la Révolution et de le protéger contre les réactions possibles.

« Supérieurs aux préjugés des foules, ils ont compris la nécessité de l'harmonie entre les institutions civiles et les institutions politiques. Ils savent que la famille est le type de l'Etat, et que le citoyen ne peut être que ce qu'il a été formé dans la famille. Si celle-ci ne possède que les éléments du serf et du despote, comment pourrait éclore le citoyen libre ?

« C'est peut-être pour avoir trop oublié ces vérités que la patrie de la Révolution a le plus souffert des réactions les plus immodérées, et c'est dans le code Napoléon que d'autres pays se sont trop pressés de copier, qu'il faut peut-être chercher la cause de cet esprit excessif de réglementation qui tue les principes philosophiques et conserve dans la nation française une disposition générale d'esprit moins favorable aux réformes libérales.

« En constatant cette disposition générale des esprits, on comprend pourquoi la France a accepté et supporté le gouvernement personnel. Pourquoi, en effet, n'aurait-on pas supporté venant des Tuileries, ce que chaque citoyen trouvait raisonnable chez lui ?

« Il ne s'agit que d'accepter le dogmatisme et l'arbitraire en principe, pour que l'application dans les faits de tout ordre s'en impose naturellement.

« D'après ces considérations, persuadée que tout ce qu'on fait pour procurer ce bien-être, la liberté et la justice dans la famille et dans la vie particulière des citoyens, doit se réfléchir dans la vie publique et dans le caractère national et affermir à tout jamais la liberté politique et sociale, je prie le Congrès de vouloir bien tenir compte de la méthode rationnelle, laquelle, ouvrant la porte aux réformes, est seule capable de les pousser aussi loin que possible sans entraîner après soi des réactions; car les principes, après avoir inspiré la loi, deviennent la loi de la conscience; et c'est alors seulement que la loi extérieure et conventionnelle a acquis dans la conscience la valeur de la réalité et qu'on peut se réjouir, car un progrès est acquis à l'humanité. »

Ce magnifique discours, fréquemment interrompu par les bravos de l'assemblée, est couvert à la fin de longs et chaleureux applaudissements. M^{me} Mozzoni est vivement félicitée par toutes les personnes qui l'entourent.

La parole est ensuite donnée à M. Léon Richer, rapporteur du Vœu relatif à la suppression des incapacités civiles de la femme.

M. Léon Richer s'exprime dans les termes suivants :

Rapport de M. Léon Richer.

« Mesdames et Messieurs.

« Un grand principe sert de base à toute la législation moderne, qu'il s'agisse de la loi civile ou qu'il s'agisse de la loi pénale. Ce principe, emprunté au droit naturel et proclamé par la Révolution, c'est le principe d'égalité.

« Non seulement la loi, mais des chartes, des constitutions, — chartes octroyées et constitutions votées — ont accepté ce fondement essentiel du droit public contemporain. Nous y avons lu : « TOUTS LES FRANÇAIS SONT ÉGAUX DEVANT LA LOI. »

« L'idée d'égalité ne se discute plus, elle est passée dans les mœurs et dans les consciences.

« Mais, à côté de la doctrine, il y a le fait.

« Le fait est-il conforme à la doctrine ? Le fait répond-il à la théorie ?

« Non, Messieurs.

« Rendons cependant témoignage aux premiers législateurs. Etant donné l'état de l'opinion en 1793, aussi bien qu'en 1803, on peut dire que le code civil de la Convention et le code civil de Bonaparte, ont fourni toute la somme de justice qu'il était permis d'attendre des esprits les meilleurs et les plus éclairés de ces temps-là.

« Je ne m'arrête pas au code civil de la Convention qui n'existe plus. Nous n'aurons à parler ici, et je ne dois vous entretenir que du code demeuré debout, de celui qui depuis 75 ans régit, gouverne la société française, comme il régit et gouverne encore, à l'heure où je parle, les nations nos voisines un instant soumises à la domination du soldat corse, devenu empereur.

« En s'attachant spécialement au code napoléonien, votre commission ne perd pas de vue le caractère international de ce Congrès, puisque la plupart des Etats d'Europe l'ont adopté, et que ceux qui ne l'ont pas copié servilement s'en sont inspirés.

« Eh bien, ce code de 1803, si imparfait qu'il soit, si contradictoire que nous le trouvions sur une foule de points avec les véritables données de la justice, — je le dis avant d'entrer dans la critique, — s'est rarement écarté du principe d'égalité, tel que l'avaient compris les hommes de la Révolution. Même sous Bonaparte, même avec Bonaparte pour collaborateur, il eût été difficile aux préparateurs de la loi d'oublier, de méconnaître cette base fondamentale. Le peuple l'avait comprise et l'avait acceptée. C'était son héritage, à lui; et pas plus qu'il ne serait possible aujourd'hui de porter atteinte à ce qu'on appelle en France le suffrage universel, c'est-à-dire de supprimer le droit politique exercé depuis trente ans par tout homme majeur; pas plus qu'il ne serait aujourd'hui possible de contester le principe de la souveraineté nationale, il n'était au pouvoir du législateur de 1803 de se soustraire, — pour mieux dire, de soustraire son œuvre, — à l'idée d'égalité qui avait pénétré les consciences et qui s'était implantée dans les mœurs.

« Le code a donc été rédigé dans cet esprit.

« Je n'en remercie pas l'homme de Brumaire, — il ne pouvait faire autrement.

« Quoi qu'il en soit, je le répète, le code de 1803 consacre partout, dans toutes ses dispositions, le principe d'égalité entre les hommes, le seul qu'ait accepté la Révolution, le seul par conséquent qui pût être consacré par le législateur de cette époque. Du reste, le législateur lui-même n'en soupçonnait pas d'autre; il était aussi aveugle, aussi ignorant de la vérité philosophique et de la justice sociale, que les foules à peine émancipées et pas encore éclairées.

« Mais le monde a marché. Trois quarts de siècle ont passé sur l'œuvre du premier consul. L'opinion publique s'est peu à peu modifiée. Des lumières nouvelles ont surgi, nous voyons mieux et plus loin que nos pères. Nous comprenons que la femme appartient à l'humanité, qu'elle en fait partie intégrante. Pour nous, elle est ce qu'elle n'était pas pour les révolutionnaires de 92 et de 93, pour les collaborateurs de Bonaparte : — elle est une personne.

« Je n'ajoute rien, Messieurs, à cette expression tombée de ma plume. Le mot suffit, il dit tout : — *La femme est une personne.*

« Mais si elle est une personne, c'est-à-dire une intelligence, c'est-à-dire une conscience, c'est-à-dire une raison, elle a des droits.

« La loi, jusqu'à présent, Messieurs, lui en a reconnu fort peu; mais elle lui a, en revanche, imposé beaucoup de devoirs, notamment celui-ci : — « *Obéir.* »

« Aux termes de nos codes, la femme est vassale.

« De là, Mesdames et Messieurs, toutes les iniquités, toutes les contradictions, toutes les hypocrisies juridiques contre lesquelles je vais m'élever.

« Vous n'attendez pas de moi, certainement, et vous n'exigerez pas du rapporteur de votre V^e Section que le travail qui vous est en ce moment soumis étale à vos yeux, un à un, les innombrables dénis de justice pour lesquels au nom des femmes sacrifiées, au nom du droit méconnu, violé, je demande, nous demandons réparation. Il y aurait trop à vous dire, il me faudrait vous apporter ici, lire et commenter devant vous des centaines, — je dis des centaines, — d'articles détachés de nos lois, des chapitres entiers consacrés à régler, — Messieurs, c'est le mot, et je vous demande la permission de le maintenir, — consacrés à régler la servitude de la femme. Je ne ferais plus un rapport, j'écirais un volume.

« Cependant, pour juger, il faut connaître.

« Quelques exemples, Mesdames et Messieurs, suffiront pour venir édifier et pour justifier à vos yeux, devant vos consciences, les conclusions que j'aurai dans un instant l'honneur de vous proposer.

« La plupart des femmes s'imaginent que le mariage est pour elles une sorte d'émancipation. Quelle erreur ! Il est vrai que bien peu de femmes lisent le code. Je dois les prévenir que c'est un livre pourtant bien intéressant pour elles. Si, dans leurs moments de loisir, elles l'ouvraient, voici, entre mille choses du même genre, ce qu'elles liraient :

« Article 371 du code civil : — L'enfant doit honneur et respect à ses père et mère.

« Article 372. — Il reste sous leur autorité jusqu'à sa majorité ou son émancipation..

« — Tiens ! se dit la mère en lisant ce passage, j'ai bien autorité sur mes enfants, c'est écrit, il ne peut y avoir aucun doute....

« Pardon ! elle continue, et voici ce qu'elle trouve :

« Art. 373. — *Le père seul exerce cette autorité.*

« Est-ce assez dérisoire, Mesdames ?

« Il y a cependant des mères qui ont toute autorité sur leurs enfants. Ce sont celles qui, néprisant vos conventions sociales, vos lois, votre morale, ont mis au monde les êtres que vous flétrissez du nom de bâtards, et les élèvent bravement malgré le mépris qu'elles vous inspirent.

« La mère étant seule, on lui laisse l'autorité.

« Mais revenons aux mères légitimes.

« Quelquefois le mari est indigne ; c'est un ivrogne, un joueur, un libertin. Cela importe peu à la loi. Le père, même avili, même débauché, l'emporte sur la mère. Tant qu'il est là, c'est lui qui commande, — lui seul.

« Vous savez tous, Mesdames et Messieurs, que l'enfant qui se marie doit représenter le consentement de son père et de sa mère.

« Oui, de sa mère. L'article 148 porte, en effet, ce qui suit :

« Art. 148. — Le fils qui n'a pas atteint l'âge de 25 ans accomplis ; la fille qui n'a pas atteint l'âge de 21 ans accomplis, ne peuvent contracter mariage sans le consentement de leurs père et mère....

« — Ah ! va dire la mère, voilà enfin l'égalité ! A cette heure solennelle, mon droit équivaut à celui de l'homme sous le joug duquel je plie depuis vingt ans, depuis trente ans. Il veut livrer ma fille ; moi je ne veux pas ! Cette union dont mon enfant aveuglée ne voit pas l'ignominie, je vais pouvoir l'empêcher. La loi que je viens de lire, que j'ai là sous les yeux, ne dit-elle pas que les enfants ne peuvent contracter mariage sans le consentement de leurs père et mère ?

« Oui, pauvre femme ! la loi dit cela. Mais elle ajoute : « En cas de dissentiment, le consentement du père suffit. »

« Ai-je eu tort d'écrire plus haut que nous rencontrerions dans la loi non seulement des contradictions, non seulement des injustices, mais encore des hypocrisies ?

« Car je dois, Messieurs, appeler les choses par leur nom. Si loin qu'ait pu être le législateur de 1803 du vrai principe d'égalité, nous ne pouvons admettre qu'il n'y ait pas eu, dans les deux exemples que je viens de citer, autre chose que de l'ignorance. J'y dénonce le parti pris. Napoléon étant là, il fallait bien que l'idée démocratique fût faussée, que l'idée d'égalité et de justice, proclamée pour la forme, disparût aussitôt.

« N'est-ce pas lui, Napoléon, qui, justement, pendant l'élaboration des différents chapitres qui composent l'ensemble de notre législation civile, s'est écrié :

« Un mari doit avoir un empire absolu sur les actions de sa femme ; il a le droit de lui dire : Madame, vous ne sortirez pas ; Madame, vous n'irez pas à la comédie ; Madame vous ne verrez pas telle ou telle personne ; c'est-à-dire : Madame, vous m'appartenez corps et âme. »

« Napoléon, parlant ainsi, était applaudi. Il profitait, cet habile, ce génie tortueux, de la faute qu'avaient commise les conventionnels en ne reconnaissant pas à la femme la qualité de personne civile.

« Je poursuis.

« Vous savez qu'en France, le régime matrimonial le plus communément adopté, c'est le régime de la communauté. Les époux mettent en commun leurs biens, leurs maisons de commerce, leur industrie, leurs bénéfices.

« L'art. 1421 proclame en ces termes la suprématie du mari :

« Le mari administre seul les biens de la communauté ; il peut les vendre, les aliéner, les hypothéquer sans le concours de la femme. »

« Traduisez : — Le mari a le droit de ruiner sa femme, de dissiper l'héritage de ses enfants ; tout lui appartient.

« L'art. 1422 ne laisse aucun doute sur la pensée du législateur. Le blanc-seing est complet. Je lis :

« Le mari peut disposer des effets mobiliers à titre gratuit et particulier, au profit de toutes personnes. »

« Mesdames, il faut nous arrêter à cette disposition.

« Savez-vous ce qu'elle stipule ?

« Elle stipule, pour l'homme, le droit d'enlever tous les titres d'actions, d'obligations, de rentes, toutes les valeurs mobilières, en un mot, — en ce temps où le plus clair des fortunes se compose de valeurs mobilières, — l'épargne même de la famille, pour en avantager une maîtresse, une concubine au détriment de la mère laborieuse et des enfants dont l'avenir peut être à jamais compromis.

« Le code pénal punit l'homme qui détourne de la caisse confiée à sa probité, les sommes qu'il jette en pâture, sous forme de parures ou de diamants, aux filles de trottoir ou de bou-doir ; — le code civil, plus accommodant, favorise le mari, le père, qui détourne pour un but identique, les économies lentement et péniblement amassées.

« Il va plus loin, le code civil, car il dit (art. 1428) : — « Le mari a l'administration de tous les biens personnels de la femme. »

« Vous comprenez, n'est-ce pas, Mesdames, toute la gravité de cette disposition draconienne, — j'allais dire napoléonienne ? Il ne s'agit plus des biens communs, de la fortune acquise par un travail partagé ; — c'est la fortune personnelle de la femme, c'est sa dot, c'est l'héritage de son père, de sa mère, dont les produits peuvent servir à de honteuses et criminelles dissipations.

« Sans doute, tous les maris ne sont pas des débauchés. C'est fort heureux. Mais il y a des maris incapables, il y a des maris joueurs. La bourse est là. Elle en attire beaucoup. Calculez le nombre de ceux qui s'y ruinent.

« Tout cela serait-il possible si la femme avait son droit de contrôle, si sa signature était nécessaire ?

« Qu'est-ce que le contrat de mariage, en définitive ? Un contrat de Société. Je ne parle pas du mariage en lui-même, qui est le lien des âmes ; je parle du contrat, de cet acte qu'un notaire rédige et qui n'a, ne peut avoir d'autres effets, que des effets civils. Eh ! bien, dans tous les contrats de cette nature, les parties sont égales. Je voudrais donc, Mesdames et Messieurs, ou plutôt nous voudrions, — puisque je ne parle pas pour moi seul, — que le droit d'administration, en ce qui concerne les biens communs, et le droit d'aliénation, cessassent d'appartenir à un seul. Nous voudrions qu'un mari n'ait pas plus la faculté de vendre, sans le consentement de sa femme, une valeur commune, qu'il n'aurait la faculté, étant associé commercialement, de prendre et de vendre le mobilier commercial.

« Voici un fait qui vous frappera :

« Un homme est marié. Mais en même temps qu'il est marié, il est associé commercialement avec une femme majeure ou veuve, c'est-à-dire, libre.

« Or, il se produira ceci : L'associée aura le droit, à toute heure, de lui demander des comptes ; sa femme ne le pourra pas. De plus, il ne pourra disposer d'un fêtu, dépendant de la maison de commerce, sans le consentement de l'étrangère, et il pourra dissiper au gré de son caprice, non seulement sa part de gain nécessaire à l'entretien de sa maison, mais les revenus de sa femme, mais toute la fortune mobilière de sa femme.

« Il ne le fera pas, s'il est honnête. Mais il peut le faire. Cela suffit pour que nous protestions.

« Mesdames et Messieurs, je ne voudrais pas allonger démesurément ce rapport ; cependant je voudrais bien ajouter encore quelques considérations.

« J'ai parlé, jusqu'à présent, de la femme mariée.

« Comment donc est traitée la femme majeure, célibataire ou veuve ? Celle-là est libre ? celle-là peut-elle jouir de droits égaux à ceux que la loi civile nous confère ?

« Non, Messieurs,

« Le Code qui assujettit la femme lorsqu'elle se marie, l'humilie, — laissez-moi dire le vrai mot — l'outrage lorsqu'elle ne se marie pas.

« Que de révélations j'aurais à vous faire, si je pouvais m'étendre ! Mais je dois être bref, je le serai.

« Je prends les articles 442, 443 et 444 du code civil.

« Ce qui résulte de la combinaison de ces trois articles, le voici :

« Ne peuvent être tuteurs ni membres d'un conseil de famille, les mineurs, les interdits, « les hommes condamnés à une peine infamante... et LES FEMMES ! »

« Et les femmes ! Quelle injure plus grande, Mesdames, pouvait vous être faite ?

« Quoi ! la femme exclue des conseils de famille ! Quoi ! la femme déchue du droit de tutelle !

« Oui, cela est écrit. Il n'y a d'exception que pour les mères et les aïeules.

« Donc, Mesdames, la loi vous assimile aux mineurs et aux interdits. Jusque-là, elle est logique. Vous êtes des mineures.

« Mais elle va plus loin, elle vous place sur le même rang que les voleurs et les assassins, sur le même rang que les repris de justice, que les individus condamnés au bagne. Acceptez-vous cette flétrissure ?

« Voilà 75 ans que vous la subissez.

« C'est le comble, pensez-vous peut-être.

« Non, Mesdames, ce n'est pas le comble. On pouvait ajouter à cette injure, — et on l'a fait.

« Le Code déclare que vous êtes indignes d'être acceptées comme témoins dans un acte public. Votre signature ne fait pas foi. Le Code n'a pas confiance en vous. La véracité de votre parole, votre loyauté, votre droiture sont en suspicion. Vous serez admises en témoignage

dans un procès criminel ; un mot de vous pourra faire tomber une tête ; mais pour un simple bail, pour une déclaration de naissance, vous ne serez pas crues ; votre signature ne comptera pas.

« Voilà comment les codes sont logiques ; voilà comment ils vous respectent.

« Mais j'ai hâte de vous le dire, cette iniquité tend à disparaître. En Italie, depuis le commencement de cette année, la disposition outrageante dont je parle n'existe plus ; le témoignage des femmes dans les actes publics est accepté.

« Mesdames et Messieurs, je termine. Les quelques exemples que j'ai cités — j'aurais pu les multiplier — vous ont, je l'espère, suffisamment éclairés. Il est impossible que vous ne reconnaissiez pas avec nous la nécessité urgente de réformer toutes les parties de nos codes qui assujettissent, soumettent, infériorisent la femme au point de la rejeter ignominieusement en dehors du droit commun.

« La commission dont je suis l'organe fait appel à vos consciences, à votre esprit de justice, à votre loyauté. Il y va de notre honneur, de l'honneur de la civilisation. Vous comprendrez qu'il faut en finir avec les distinctions de castes, de classes, de catégories. La femme et l'homme sont des individualités propres qui s'équivalent. L'heure est venue d'élever la femme à son rang, de lui donner dans la famille et dans la société la place qui lui est due.

« En conséquence, Mesdames et Messieurs, sans entrer dans les détails, sans viser directement les divers articles qui infériorisent civilement la femme, la Section de législation vous propose d'adopter la résolution suivante :

« Considérant que la femme est personne civile ;

« Attendu qu'en droit naturel, la femme majeure est l'égale de l'homme majeur,

« Le Congrès émet le vœu que, dans tous les pays où la femme est infériorisée, l'ensemble de la législation civile soit révisé dans le sens de l'égalité la plus complète et la plus absolue entre les deux sexes. »

Ce rapport est unanimement et très-chaleureusement applaudi. Aucune objection n'est faite aux conclusions proposées. Le vœu, mis aux voix, est adopté.

M^{me} Sabatier-Herbelot, chargée du rapport sur le divorce, est appelée à la tribune.

Elle donne lecture du travail suivant :

Rapport de M^{me} Jenny Sabatier-Herbelot

« De toutes les conquêtes de la Révolution, la plus précieuse, après la liberté, c'est l'égalité. Non l'égalité telle que font semblant de la comprendre de soi-disant démocrates, qui sont à la démocratie ce que des loups déguisés en bergers seraient aux troupeaux, mais l'égalité telle que la comprennent tous les philosophes, tous les vrais républicains, l'égalité des citoyens, grands ou petits, riches ou pauvres, HOMME OU FEMME, devant la loi.

« On peut dire à juste titre de ce XIX^e siècle si prodigieux de science, si éclatant de génie, de ce siècle qui a inventé la vapeur, découvert l'électricité, trouvé le télégraphe, supprimant les distances, rapprochant les mondes, préparant la fusion des peuples, par la fusion des intérêts, et conviant l'Univers étonné à des Expositions merveilleuses comme celle que Paris nous offre en ce moment, on peut dire de ce siècle, que les générations futures appelleront certainement le grand siècle, qu'il est aussi et surtout le siècle de la loi. En France du moins, nous n'avons plus à nous y tromper, des événements récents nous l'ont prouvé, c'est la loi qui règne et le peuple, s'il n'est le maître de ses destinées en tant qu'individu, est collectivement maître des destinées de ce qu'il aime le plus au monde : sa patrie. La volonté du nombre s'est substituée à la volonté d'un seul ; et cela, non seulement

dans le règlement des affaires particulières d'un pays, mais encore dans le monde entier, dans le règlement des conflits de tous les peuples. La dernière expression du progrès et de la civilisation européennes se trouve résumée dans ce mot : Congrès. Congrès, c'est-à-dire, appel du droit contre la force à toutes les sagesse, à toutes les expériences des nations!... Congrès, c'est-à-dire : l'ère du droit s'ouvrant enfin, pour dire à la force brutale, comme la digue au flot qui déborde : Tu n'iras pas plus loin!... Un souffle de justice, un souffle libéral, ardent, a passé sur les peuples, apporté du nouveau monde à l'ancien sur les ailes de feu du progrès, sur les ailes d'aigle de la liberté! Les yeux se sont enfin ouverts, les oreilles ont enfin voulu entendre, les consciences se sont éveillées, les esprits se sont éclairés, les cœurs se sont élevés!... Cela a été de toutes parts comme une régénérescence morale.

« C'est dans cette disposition des esprits, c'est à cette heure fortuite que se réunit le Congrès international du droit des femmes, venant jeter à la conscience humaine ce cri du droit méconnu et du malheur immérité : Justice et pitié! Et ce cri, nous le jetterons si haut que le monde entier l'entendra, fût-ce malgré lui ; que l'opinion sera forcée de s'en émouvoir et le portera jusqu'à ceux qu'il doit convaincre, jusqu'aux maîtres des destinées futures de la femme, jusqu'aux législateurs modernes.

« En effet, pour que justice soit rendue à la femme, pour que la pitié qu'inspire sa situation douloureuse porte des fruits, il faut que le code, ce code qui, on l'a dit avant moi, la traite en mineure quand il s'agit de ses droits, en majeure, quand il s'agit de ses fautes, soit remanié dans presque tout ce qui la concerne ; il faut qu'on le rétablisse sur le pied d'une égalité parfaite entre les deux sexes, égalité qui est dans la loi naturelle, et qui doit se retrouver dans la justice. La femme est un être comme l'homme ; elle est son égale devant la naissance, devant la mort, devant la misère, devant l'opinion ; elle doit être aussi son égale devant la loi ! Elle a les mêmes droits imprescriptibles au travail, les mêmes droits à la liberté ! les mêmes droits surtout à la justice des hommes !

« Un autre que moi s'est chargé de traiter devant vous dans toute son étendue, cette question soulevée et résolue par la Section de législation, si j'y touche incidemment, c'est qu'elle se rattache au sujet dont je suis rapporteur : la nécessité du divorce.

De toutes les lois dont la femme, et même l'homme, sont victimes, la plus terrible, celle qui cause le plus de souffrances, le plus de démoralisation, et disons-le hardiment, statistique en main, *le plus de crimes*, c'est la loi qui proclame l'*indissolubilité du mariage* ! loi qui a fait de l'institution civile la meilleure, la plus respectable, le dissolvant le plus énergique de la moralité sociale ; loi qui a transformé le lien le plus sacré et le plus doux en chaîne de galérien, en boulet de forçat ! Le mariage indissoluble, c'est, moralement parlant, pour les êtres malheureux qui y sont rivaux, la Nouvelle-Calédonie à perpétuité !

« La réunion du Congrès du Droit des femmes nous a confirmé dans cette opinion déjà pressentie qu'un revirement considérable s'est fait dans l'esprit public, en faveur du divorce, et que le moment est venu d'en demander le rétablissement ou l'établissement dans les pays qui en sont privés. Les échos qui nous arrivent de l'Italie à ce sujet sont pleins de promesses ; une commission y étudie, pour la porter devant les Chambres, une proposition de loi relative au divorce ; déjà, en 1865, une proposition semblable avait été soumise au parlement italien, proposition très-favorablement accueillie par l'opinion publique, et la loi du divorce eût été certainement votée dès cette époque, sans un sénat qui aurait cru manquer à toutes ses traditions de sénat, s'il n'eût été rétrograde. Enfin, l'esprit public est tourné de ce côté ; il attend, il espère ; car ce n'est pas seulement la moitié du genre humain qui demande le divorce, ce sont les quatre cinquièmes de l'humanité ; les hommes, étant presque aussi intéressés que les femmes dans cette question de droit commun. Du reste, ce n'est point une institution neuve, une loi nouvelle que les chercheurs du bonheur humain viennent demander aux législateurs : le divorce existe dans tous les pays où la religion protestante domine. Avec quelques modifications dans les textes, en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, en Suisse, aux Etats-Unis, la loi délie ce qu'elle a lié, et rend à

la liberté, et parfois au bonheur, deux êtres qui ne s'aiment plus. Ce qu'on a reconnu de nécessité publique dans un pays, ne peut pas l'être moins dans un autre ; l'humanité, à quelques différences de mœurs près, est la même partout, dans ses conditions, dans ses devoirs, dans ses droits et dans sa fin. Les montagnes, les fleuves qui limitent les Etats, peuvent créer des différences de langage et des habitudes diverses ; mais ils ne peuvent changer les lois immuables de la nature, et les conditions éternelles du cœur humain, le bonheur et le malheur sont amenés, ici et là, par les mêmes causes, et produisent ici et là les mêmes effets. Ce qui, en fait de morale, est bon dans un pays, est bon dans tous. Des préjugés ou des influences intéressées peuvent seuls priver certaines nations malheureusement partagées de ce qui fait le bonheur des autres.

« Le divorce a existé en Italie, en France ; il est inscrit tout au long dans le code pénal qui a régi durant cinq cents ans les Etats pontificaux ; il fut inscrit de 1803 à 1815 dans le code civil français ; et si l'on est revenu sur ce progrès, j'oserai dire sur ce bienfait, c'est que le catholicisme domine en France et que les catholiques d'aujourd'hui, plus royalistes que le roi, prétendent que l'Eglise, dans son infaillibilité, a érigé en dogme l'indissolubilité du mariage.... Eh bien, les catholiques se trompent : l'Eglise, sous peine d'être en désaccord complet avec elle-même, avec ses Pères, avec son passé, même avec son présent, ne peut avoir fait un dogme de l'indissolubilité du lien conjugal. Le divorce a été admis au berceau même du catholicisme ; les écritures en parlent, les conciles le sanctionnent ; je viens de vous dire qu'il a régi cinq cents ans les Etats pontificaux, (vous voyez que les papes l'admettaient alors) ; et dans les pays catholiques où le divorce est institué, comme la Belgique, par exemple, les prêtres remarient, non sans difficulté c'est possible, mais enfin ils remarient les divorcés riches qui contractent de nouvelles unions.... Pourquoi les riches et non les pauvres ? pourquoi un, et non tous ?...

« Le dogme, basé sur le principe divin, est ou n'est pas. S'il est, il est absolu, il est invariable. Nulle raison pas plus les raisons d'Etat, que les raisons d'argent ne devraient prévaloir contre lui. Nulle exception ne devrait être faite. Et nous ne sommes pas encore si loin, que nous ne nous en souvenions point, des temps historiques où le divorce d'un empereur fut sanctionné par l'Eglise, le Pape en tête. Ce fut même cette sanction et ce divorce qui permirent d'introduire dans le code la loi du divorce. De 1803 à 1815, les prêtres bénirent les unions de divorcés. Qu'on ne me dise point non : j'ai personnellement connu un ménage de divorcés que l'Eglise avait parfaitement béni et même avec pompe... Il était riche!.. Qu'avait-on fait du dogme en ce temps-là?... Croyez-vous que s'il eût existé, on l'eût relégué dans un coin pour les besoins du moment?... Non !... Non loin de nous encore, n'avons-nous pas vu sous le dernier pontificat, le mariage d'un juif rompu par ce seul fait que ce juif s'était converti au catholicisme ? L'Eglise l'autorisa à contracter une seconde union. L'Eglise admet donc, permet donc le divorce. Non seulement elle le permet, mais elle le sanctionne, elle le bénit. Pourquoi dire alors qu'elle s'y oppose ? En tous cas, son opposition est latente, elle ne se montre pas absolument rigoureuse ; elle a des accommodements. Profitons donc de ces accommodements pour ne pas restreindre au point de vue étroit du dogme religieux, un problème social si important et d'essence éminemment civile.

« Le mariage est un contrat ; comme tous les contrats, il est dissoluble ; en outre, il est purement civil ; nul texte de la loi n'oblige les contractants à demander l'autorisation de l'Eglise ; les formalités religieuses n'ajoutent rien à la validité du mariage ; et comme l'a dit notre confrère, M. Léon Richer, dans son livre si remarquable sur le divorce, quand il s'agit d'une loi d'ordre humain, il faut songer que le catholicisme n'est pas la seule religion professée, soit en France, soit en Italie, soit en Espagne ; il y a dans tous ces pays des protestants, des juifs, des libres-penseurs. Le code n'a pas à se préoccuper des sectes religieuses ; les lois civiles sont faites pour des citoyens, non pour des croyants. La liberté pour tous, voilà ce que demandent le droit public nouveau et le progrès de l'intelligence humaine ; les lois étant faites pour tous, libre à tous d'en faire ou de n'en point faire usage.

« Mais que les députés de la majorité républicaine, quand ils auront à statuer sur ce

projet du rétablissement du divorce, se souviennent bien de ceci : la République et le divorce ont le même ennemi ?... Rétablir le divorce, c'est contribuer à assurer le maintien des institutions républicaines. La femme, entre les mains d'un pouvoir occulte, si fort qu'il contrebalance les lois, est un instrument; l'instrument par lequel on tient l'époux par l'épouse, les enfants par la mère... Arracher la femme à cette domination, c'est la rallier aux idées libérales et républicaines. La femme heureuse échappe au mysticisme, sa piété est modérée; mais la femme malheureuse, éternellement rivée à la chaîne, subissant la torture (cette torture qu'on a abolie dans l'ordre physique, mais qu'on a laissé subsister dans l'ordre moral en faisant le mariage indissoluble), la femme malheureuse n'a que deux ressources pour pouvoir supporter une existence insupportable : se jeter dans les bras de l'adultère ou aux pieds des autels ! Disons-le à sa louange, elle choisit souvent l'autel; la religion console;... le prêtre domine;... la femme est ralliée... elle est soumise... elle est vaincue... elle est l'instrument inconscient et docile. Le rétablissement du divorce est donc dans des mains républicaines, non seulement une question d'avenir social, mais encore une question d'avenir politique.

« En tous cas, il est une question d'humanité, et cela suffit. Il n'y a qu'à ouvrir la *Gazette des Tribunaux* pour se convaincre des conséquences terribles de l'indissolubilité du mariage. Ici, l'adultère... là l'infanticide... là enfin, l'assassinat.

« Les préjugés, ces stupides oiseaux de nuit qui ne disparaîtront que lorsque l'instruction universellement répandue aura fait le jour dans l'esprit humain, les préjugés ont fait l'honneur de l'homme responsable de l'honneur de la femme; l'inconduite de l'épouse rejailit injustement sur l'époux; et voilà un homme d'honneur, un galant homme, ridicule et quelquefois déshonoré, parce qu'il a pour compagne dans la vie une Célémène ou une Messaline.

« Si le divorce existait, le mari trompé reprendrait simplement à son indigne compagne son nom qu'elle traîne dans la boue et son honneur qu'elle compromet; séparant complètement son existence de l'existence flétrie de l'infidèle, il aurait dans le cœur plus de mépris que de colère, et dédaignerait de se venger.

« Mais dans l'état actuel de la législation, l'époux trompé ne pouvant que demander la séparation de corps, c'est-à-dire provoquer un scandale qui rejailit sur son nom, ce nom qu'il ne peut enlever à sa femme, quelque indigne qu'elle puisse être de le porter, dans quelque orgie qu'elle doive le traîner un jour, l'époux trompé, dans sa rage de ne pouvoir rompre cette communauté infamante, se laisse aller à l'ivresse de la colère, aux folies de la fureur, donne la mort et se tue après. Que d'exemples n'en avons-nous pas tous les jours; le procès Dubourg retentit encore à nos oreilles et nous montre combien de crimes le divorce éviterait!

« Non, comme le dit encore M. Léon Richer, auquel il faut souvent revenir dans cette question, car il l'a étudiée sous toutes ses faces, nous n'avons pas le droit d'introduire « l'irréparable dans la vie humaine. Quiconque le fait viole un principe essentiel, il « méconnaît tout à la fois les lois de la justice et celles de la nature. L'indissolubilité du mariage est contraire au principe de la liberté individuelle; au principe « primordial de l'autonomie de l'individu. Tout être humain, qu'il soit homme ou femme, « s'appartient; et le mariage ne peut subsister qu'à la condition d'être librement consenti.»

Rien n'est plus propre à démoraliser la femme que cette servitude conjugale que les lois et l'opinion lui imposent. Quoi! dans un pays libre, une femme, être soi-disant libre, être qui s'appartient, être qui n'est pas réputé esclave, sera forcée de par la loi de subir l'embrassement de l'époux indigne qui la trompe, qui l'injurie, qui la bat souvent et qu'elle déteste! Quoi! elle sera forcée de subir, de par la loi, le contact répugnant de l'homme qui s'enivre, de l'homme infâme et malade qui va vicier à la fois son corps et son âme!... Quoi! plus réduite que la bête, elle sera contrainte, chien couchant, de lécher la main du maître qui l'opprime, du bourreau qui la tue, et de permettre le viol de son corps, après avoir permis le viol de sa volonté?...

« Non! non!... tout ce qu'il y a de raison, de dignité dans la nature humaine, protestent

contre cette violation du droit, contre cette dégradation morale, contre cette infamie légalisée qui ne peut amener que la démoralisation, et qui suffirait à elle seule pour faire réclamer le rétablissement du divorce, au nom du grand principe de la liberté, fondé sur la dignité humaine.

« La loi, forcée de reconnaître les dangers qu'entraîne le régime de l'indissolubilité du lien conjugal, a cherché à y remédier; elle avait sous la main la guérison: le divorce, elle a préféré le palliatif: la séparation de corps! la séparation de corps, régime bâtard qui rompt le mariage sans le détruire, qui laisse toutes choses en état, n'empêche rien, ne répare rien; et qui est, à tous les points de vue, beaucoup moins moral que le divorce, par lequel, tôt ou tard, il sera remplacé. Mieux vaudrait donc tôt que tard.

« La séparation de corps est anti-humaine. Elle oblige les époux séparés ou à une vie d'isolement qui n'est point dans la nature, ou à une vie irrégulière, contraire à la loi et à la morale conventionnelle. Mille fois plus défavorable pour la femme que pour l'homme, la séparation de corps ne protège l'épouse contre les violences, l'indignité, ou la déloyauté de son mari, que pour la laisser désarmée, vis-à-vis du monde, des préjugés et du destin, quand elle est pauvre!

« La femme séparée est isolée ou condamnée. A la fois libre et enchaînée, elle est maîtresse de ses pas, de ses démarches, mais elle ne l'est point de son corps, de son âme, de sa fortune. L'époux, indigne ou non, reste le maître, le maître du corps et de la fortune de sa femme. Il conserve des droits sur son travail même, et j'ai vu, de mes yeux vu, un homme de lettres, s'opposer à la représentation d'un ouvrage dramatique dont sa femme était l'auteur. Ils étaient pourtant séparés; eh bien, il a fallu plaider et replaider pour obtenir l'autorisation nécessaire. Le mari peut toujours en cas d'adultère, ou de soupçon d'adultère, faire pénétrer le commissaire de police dans le domicile particulier de sa femme!... Quelle situation pour la malheureuse séparée, éternellement sous le coup du soupçon, éternellement sous le coup de la loi, éternellement humiliée, éternellement soumise; quoi qu'elle fasse, quelque exemplaire que soit sa vie, elle est perdue, elle est parmi les déclassées. Supposons-la froide, le cœur et le corps glacés, elle sera néanmoins malheureuse. Que sera-ce donc si elle est jeune, passionnée!... Si, à vingt ans, délaissée, abandonnée, elle s'écrie: « Mais j'aime et je veux vivre!... Il me faut ma part de femme, en ce monde!... La chambre de pensionnaire, la table et le logement dans la famille, et la solitude de cœur et de corps éternelle, voilà ce que la loi me laisse! Non, loi odieuse et barbare, loi inhumaine, je ne veux pas de toi! je veux la loi de la nature! je veux la vie de la femme!... je veux vivre ma vie pleine! je veux l'amour! je veux le mari! je veux les enfants! je veux le bonheur! Que répondrez-vous à cette femme, vous, le juge?... vous, la loi?... N'est-elle pas dans son droit d'être humain?... d'être créé pour la procréation et l'amour?... Et si cette femme se choisit un jour en dehors de ce qui est permis, en dehors de la loi barbare, un foyer, un appui, une consolation, un oubli, quelle place lui ferez-vous dans la société?... Aurez-vous le courage de la condamner?... Quel est celui d'entre nous qui osera lui jeter la première pierre?... Sera-ce vous, hommes?... vous qui comprenez bien que cette malheureuse créature ne fait que subir le sort auquel un homme, un des vôtres, un de vos pareils l'a condamnée?... Sera-ce nous, femmes, nous qui pouvons, demain, être fouettées des mêmes verges, exposées au même destin?... Qui donc la lapidera?... La loi, toujours la loi!... la loi monstrueuse de la séparation de corps qui ne permet pas à la femme, qu'elle fait libre de cœur et de corps, de disposer de son corps et de son cœur, tandis qu'elle permet tout à l'homme, fermant les yeux sur ses dérèglements, semblant presque les excuser ou les absoudre, en ne les punissant pas.

« C'est tout bonnement inique, et on comprend que l'indissolubilité du mariage ait mené jusqu'au suicide, jusqu'au crime même, des natures très-exaltées.

« Toutes les femmes n'ont pas la ressource de cette grande dame dont le procès en séparation fort scandaleux, a ému et passionné naguère tout ce qui, en France, s'occupe de problème social et de loi humaine. Ne voulant pas se résigner à une vie isolée ou immorale, protestant contre le régime odieux de la séparation qui régit la France, une princesse

française, est allée demander à des lois plus humaines que les nôtres, un avenir qui ne soit pas solitaire, une vieillesse qui ne soit pas déshonorée; elles s'est expatriée, s'est fait naturaliser allemande et s'est remariée. Beaucoup ont jeté la pierre à cette femme, lui reprochant amèrement d'avoir été demander à un pavillon ennemi la protection et le bonheur. Mais les philosophes qui connaissent le cœur humain, qui savent combien la vie est courte et le bonheur difficile, qui ont réfléchi sur les passions et les faits, et surtout sur l'odieux de la loi de la séparation, les philosophes ont absous cette femme, rejetant sur la mère-patrie que les lois font marâtre pour certains de ses enfants, l'abandon de cette femme, et son refuge dans une société plus clémente?

« Seulement, ainsi que je le disais tout-à-l'heure, il n'y en a pas une sur deux millions qui puisse user de cette ressource que donnent une grande fortune, un grand nom et de très-hautes protections.

« Ce n'est pas, du reste, pour les femmes riches, pour les gens fortunés que le régime de la séparation nous inquiète le plus. Quoiqu'il pèse aussi certainement sur ces favoris de la vie, il ne les écrase pas; quelque adoucissement se trouve toujours mêlé, pour eux, à leurs peines. Mais c'est pour les pauvres que ce régime m'inquiète et qu'il doit préoccuper le législateur!... Là, aucun adoucissement, aucun remède au mal; là, la séparation a ses plus odieuses, ses plus terribles conséquences. Pour la femme pauvre et sans protection, la faim..... la prostitution..... quelquefois l'infanticide... quelquefois encore... la folie, cette mort vivante!... Pour les hommes, le désordre toujours.... et souvent le crime!...

« O vous qui vous élevez contre le divorce, réactionnaires repus qui voyez le monde dans le miroir de votre bonheur, et, contents de votre sort, déclarez que tout l'Univers doit l'être du sien, avez-vous compté les coups de couteau qui closent journellement les séparations des ménages d'ouvriers?... Avez-vous pénétré dans les maisons d'aliénés, où les chagrins domestiques entassent le plus de victimes?... Eh bien... consultez les registres des cours d'assises, les statistiques criminelles, les médecins aliénistes, et vous verrez si tout est pour le mieux, comme vous le dites, dans le meilleur des codes possibles; et si, en empruntant l'expression du fabuliste, en louant Dieu de toute chose, Garo retourne à la maison. Hélas! heureux de la terre, vous voyez ainsi le monde du côté de votre égoïsme.... et c'est là ce qui fait l'abîme creusé entre le peuple et vous; c'est là ce qui fait ce qu'on appelle le péril social. Parce que vous êtes riches, vous oubliez les pauvres; parce que vous êtes heureux, vous oubliez les misérables; parce que vous êtes bien portants, vous oubliez les malades!... Une loi est mauvaise, elle exaspère; elle étouffe, elle mène à l'immoralité, à la folie ou au crime, mais elle ne vous atteint pas; alors vous la trouvez bonne, et vous dites: A quoi sert de la réformer?... Et pendant ce temps, les malheureux qu'elle frappe souffrent, se débattent et meurent.

« Qu'avez-vous à objecter au rétablissement du divorce?...

« L'opposition de l'Eglise? Mais, je vous l'ai dit... elle n'existe pas. Il y a une lettre d'un pape, Alexandre III, à un prélat français, qui dit que, « quoique l'Eglise romaine ne fût pas dans l'usage de dissoudre les mariages légitimes, si la coutume de les dissoudre existait en France, elle pourrait y être tolérée. » Vous voyez donc bien! Que le divorce soit rétabli, l'Eglise bénira avec des messes, de 1^{re}, 2^{me} et même (qui sait?) peut-être de 3^{me} classe, les unions des divorcés. Il ne reste plus que l'intérêt des enfants? Oui, voilà la grosse question, la grosse objection, disons mieux, la seule.

« Mais il a été prouvé, et cela ne fait presque plus question pour ceux qui n'ont point de parti-pris absolu, que l'intérêt des enfants n'est pas plus lésé par le divorce que par la séparation de corps; je parle de l'intérêt *matériel* qu'un second mariage sauvegarde mieux, dans son honorabilité économique, que les dilapidations d'une vie de débauche et de concubinage.

« Et quant à l'intérêt moral, il exige le rétablissement du divorce plutôt qu'il ne s'y oppose. En effet, rien de plus propre à fausser le sens moral de ces petits êtres, si malléables de corps, de cœur et de conscience, que la fausse situation qu'entraîne pour leurs parents la séparation. Placés entre les reproches et les haines des deux parties; tiraillés par

deux affections diverses; dominés par deux pouvoirs également puissants; initiés dès leur plus jeune âge aux mystères intimes des existences de leurs père et mère qui s'injurient et se calomnient mutuellement, les enfants, après des souffrances au-dessus de leurs jeunes forces, après des combats qui leur déchirent le cœur et leur exaltent l'imagination, les enfants perdent peu à peu le respect de leurs parents, le goût de la famille, et enfin cette notion saine du bien et du mal, que l'on appelle le sens moral, flambeau nécessaire à tout être voulant marcher droit dans la vie. Les trois quarts des séparés, cela est connu, vivent en faux ménages; et les enfants passent tour à tour des genoux de la maîtresse de leur père, aux genoux de l'amant de leur mère!... Ne voulant pas être juges de ceux qu'ils aiment, ils s'en font inconsciemment complices; ne voulant pas mépriser, ils excusent; mais ils ont perdu le sens moral, et, jeune homme ou jeune fille, ils s'en ressentiront toujours. Voilà la situation pour les *enfants légitimes* nés du mariage rompu, mais non détruit par la séparation.

« Mais quelle sera la situation des enfants illégitimes qui naîtront de ce double faux ménage?... Vous ne vous en inquiétez pas, n'est-ce pas?... Ils sont hors la loi... Et pourquoi sont-ils hors la loi?... Est-ce que la législation d'un peuple civilisé a le droit de se désintéresser ainsi du sort d'êtres qui naissent et qui, légitimes ou non, seront un jour des citoyens, des hommes, des femmes égaux devant la patrie!... Tout être qui naît, dans le mariage, ou en dehors du mariage, a droit à la protection de tous, c'est-à-dire de la loi qui représente la protection collective. Il faut se préoccuper du sort des enfants adultérins, que les fausses conditions de leur venue en ce monde ne regardent pas, dont ils ne doivent pas supporter les conséquences fatales; il le faut dans une nation qui se pique de civilisation, sous peine d'être traitée d'inhumaine et de barbare par les peuples les moins civilisés. Eh bien, supprimez la loi de la séparation de corps, remplacez-la par le divorce, et voilà les enfants adultérins devenus légitimes; et vous supprimez du même coup cette épithète de bâtard, qui, chose étrange, inique, insensée, au lieu de flétrir seulement le père et la mère coupables, flétrit surtout l'enfant innocent et le marque, forcé de la vie, d'un fer rouge ineffaçable.

« L'intérêt matériel et moral des enfants sera donc mieux sauvegardé par le divorce que par la séparation de corps. Voilà la grosse objection réfutée, et quant à celles de second ordre, s'il fallait toutes les soulever et les réfuter, on aurait la matière de plusieurs volumes; mais ces objections se réduisent toutes à néant; et de la discussion, il ne résulterait qu'un fait incontestable, c'est que le divorce est absolument, mais absolument nécessaire; il est d'utilité publique.

« Donc, s'inspirant de toutes ces considérations,

« Convaincu que la législation actuellement en vigueur est incomplète; — que le régime de la séparation de corps est immoral et doit disparaître; — que l'indissolubilité du mariage est contraire au principe de la liberté individuelle, — contraire à la moralité; — qu'il a les conséquences les plus tristes et les plus terribles; — que le divorce est nécessaire au point de vue de l'humanité, de la morale, en un mot, de l'avenir social;

« La Section de législation, éclairée par les débats et s'inspirant des aspirations générales des nations, exprimées par les membres qui les représentent; laissant aux législateurs le soin de formuler le texte de la loi et de déterminer un mode de juridiction spécial, — émet les propositions suivantes qui lui semblent répondre aux vœux de la majorité, et qu'elle soumet à l'appréciation du Congrès:

« Le Congrès demande:

« 1^o La suppression du régime de la séparation de corps.

« 2^o L'établissement ou le rétablissement du divorce, sur le principe de l'égalité entre les époux. »

M^{me} Sabatier-Herbelot regagne sa place au milieu des applaudissements de l'Assemblée. Personne ne demande la parole sur le vœu proposé.

Le Congrès adopte.

A ce moment la parole est demandée par M. Antonin Levrier qui lit un discours très-long dans lequel il est parlé des fiançailles, du mariage, du divorce, de l'adultère, etc., etc... Ce discours, qui a le tort de traiter deux questions pour l'examen desquelles des rapporteurs spéciaux ont été nommés : le divorce et l'adultère, est cependant écouté avec attention et bienveillance par l'assemblée (1).

Ce discours ne pouvant donner lieu à aucune délibération de la part de l'assemblée, et l'auteur ne déposant d'ailleurs aucune proposition spéciale, M. le président annonce qu'il va reprendre la suite de l'ordre du jour.

M. Léon Richer demande et obtient la parole.

Il explique que, chargé officiellement par la Section de législation de présenter un rapport sur l'adultère, il a lieu de s'étonner qu'un membre de cette Section, ait cru devoir s'emparer du mandat et se substituer au rapporteur élu.

Dans ces conditions, et attendu qu'il ne pourrait, à la séance de demain, que reproduire les arguments développés sous une autre forme par M. Levrier, il renonce à présenter son rapport.

Plusieurs membres du Congrès insistent pour que le rapport de M. Léon Richer soit néanmoins communiqué.

M. Léon Richer répond que l'intervention inattendue de l'orateur qui vient de se faire entendre, lui crée une situation inacceptable et qu'il renonce à son rôle de rapporteur.

Quelques personnes approuvent cette résolution commandée par un juste sentiment de dignité; d'autres veulent que le droit du rapporteur reste entier.

Au milieu de l'agitation produite par cet incident, M. Calligari demande à formuler un vœu.

La parole est donnée à M. Calligari.

L'orateur dit que le discours de M. Levrier suffit à éclairer l'assemblée, qu'il n'est plus besoin d'un rapport spécial, que ce rapport ferait double emploi et que le Congrès, suffisamment édifié peut, sans que M. Léon Richer produise un travail dont il a pu être chargé, mais qui est devenu inutile, adopter une résolution visant l'adultère.

Quelques protestations s'élèvent.

M. Calligari demande que l'on veuille bien écouter le projet de vœu qu'il désire soumettre à la sanction du Congrès.

Le silence se fait, et M. Calligari donne lecture de la résolution suivante:

« Le Congrès considère la liberté absolue du divorce comme le meilleur remède contre l'inégalité de l'homme et de la femme devant la loi relative à l'adultère. »

Cette formule ne soulève aucune contestation, Elle peut être adoptée sans inconvénient.

M. Léon Richer déclare s'y associer et prie l'assemblée de la voter.

M. le président la met aux voix. Elle est adoptée; mais plusieurs membres du Congrès persistent à demander que le rapport spécial de M. Léon Richer soit lu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la lecture du rapport de M. Antide Martin sur la Séduction.

M. Antide Martin prie M. Léon Richer de vouloir bien le remplacer au fauteuil.

La séance continue sous la présidence du Commissaire général.

La parole est à M. Antide Martin,

L'honorable rapporteur s'exprime dans les termes suivants :

(1) Le texte de ce hors-d'œuvre ne peut être publié, M. Levrier ayant refusé d'en laisser copie à la commission chargée du présent compte-rendu.

Rapport de M. Antide Martin.

« Mesdames, Messieurs,

« Nous avons aujourd'hui à examiner deux questions bien graves, mieux vaudrait dire: nous avons à sonder deux plaies hideuses qui tendent, de plus en plus, à gangréner le corps social; il s'agit de la séduction préméditée et du refus de reconnaissance de la paternité.

« Nous savons, comme vous, diront des gens bien intentionnés, que ces plaies existent; mais elles datent de bien loin, et, en voulant entreprendre de les guérir, on risque fort de faire plus de mal que de bien.

« A cette objection craintive et optimiste à la fois, voici notre réponse: Les réformes dans les mœurs et dans les lois sont difficiles à faire passer dans la pratique, mais il y a toujours honneur et profit à les édicter.

« Il est vrai de dire que les institutions sociales du passé qui ont créé, maintenu des castes plus ou moins privilégiées, ont contribué par cela même à la corruption des mœurs. Elles donnaient à croire à beaucoup d'hommes que, de par la supériorité de leur position, ils avaient la toute-puissance d'enlever tout caractère d'iniquité à tels ou tels actes qu'il leur plaisait de commettre. Leur mauvais exemple, devenu de plus en plus contagieux, a eu de trop nombreux imitateurs, il est temps d'y porter remède. Les droits supérieurs qui résultaient de la naissance ou de la richesse sont éteints, sinon de fait, du moins au regard de la législation des principaux Etats de l'Europe centrale, il faut que les mauvaises conséquences qu'on en faisait dériver aient à disparaître à leur tour. Là où l'esprit démocratique prend vraiment place, le premier soin doit être d'en poser l'assise la plus essentielle: l'amélioration progressive des mœurs.

« Parlons donc nettement de la séduction sans avoir besoin de beaucoup nous étendre sur la description des ravages qu'elle cause; car ici, comme en dehors de cette enceinte, il n'est pas une personne de raison qui, les ayant entendu citer, n'en ait cruellement gémi.

« Qui n'a connu, en effet, l'histoire d'une jeune fille, pure d'âme et de corps, à la poursuite de laquelle s'acharne un homme dont ce n'est pas le premier coup d'essai. La jeune fille ignore tout, parce que, sous prétexte de pudeur, sa mère a été assez imprudente pour ne pas lui dévoiler les pièges qu'on peut lui tendre et les conséquences terribles de la chute. Ni l'inclination, ni l'estime, ni l'amour n'aiguillonnent le séducteur. C'est un appétit grossier, un fanfaron désir de réussite. Pour les satisfaire, il étale de faux sentiments, entasse mensonges sur mensonges. Son moyen suprême consiste à jurer qu'il ne vise qu'à des biens éternels consacrés par un prochain mariage, serment dont il se moque intérieurement comme d'une farce ne prêtant qu'à rire quand elle aura produit son effet.

« La victime, hallucinée par cet ensemble de dissimulation, succombe pour s'éveiller en proie à la plus complète déception. Des serments, des engagements du séducteur, il ne reste plus rien. Non seulement il renie tout, mais encore c'est lui qui, le premier, jette ses dédains, son mépris à celle qu'il a moralement assassinée. Le monde qui finit par tout savoir, achève l'écrasement en accablant de sa réprobation, non le monstre qui a volontairement commis le crime, mais la jeune fille qu'il a traîtreusement sacrifiée et dont l'existence est désormais flétrie, quoi qu'il advienne.

« De telles horreurs ont trop longtemps duré. La morale, la justice réclament que le vrai coupable, le séducteur, soit puni.

« Quand un malfaiteur réussit à entraîner une personne dans un guet-à-pens et la dépouille, la loi frappe le malfaiteur. L'acte commis par le séducteur est plus grave, plus irréparable, il a volé à la jeune fille plus que sa bourse, plus que ce qui a été appelé à un

point de vue mondain, son capital, il lui a ravi ce que nul ne peut rendre : au regard d'elle-même, sa propre estime, — au regard du monde, l'honneur.

« Dira-t-on qu'il y a des jeunes filles séduites et abandonnées qui se familiarisent aisément avec cette situation ? De celles-là nous n'avons pas à nous occuper parce qu'elles font présumer qu'elles ont vu et compris le piège qui leur était tendu et qu'il leur a convenu de ne pas l'éviter.

« On prétendra encore que les mœurs présentes, ne rangeant pas la séduction dans la catégorie des faits répréhensibles, la loi aurait tort de s'en occuper. Nous répondons qu'il n'est pas un père de famille, pas un frère qui ne frémissse d'horreur à la pensée que sa fille ou sa sœur pourrait, malgré la vigilance dont il l'entoure, devenir la victime dont nous parlons. Un tel malheur survenu, qu'aurait-il à faire ? Provoquer en duel le séducteur au risque de donner lieu au coupable d'ajouter par un meurtre un nouveau crime à son crime ? Se faire justice à lui-même ? La loi le défend !

« Il est donc évident qu'il y a des mesures à prendre.

« Comment, de temps à autre, sommes-nous informés des crimes de séduction qui sont commis ? Par les journaux qui relatent, sans commentaires, que telle jeune fille s'est noyée, que telle autre s'est asphyxiée, par suite d'abandon.

« Ah ! si le scandale n'était pas pour les victimes et pour leurs familles l'aggravation la plus redoutable du mal dont elles souffrent, on le verrait bien plus souvent éclater ; mais quoi ! Centupler la honte, sans résultat utile, sans qu'aucune sanction vengeresse intervienne ! On s'en garde bien. On dévore sa colère en s'écriant : Loi aveugle, pourquoi me défends-tu de me venger, et pourquoi n'exerces-tu pas toi-même ma vengeance !

« Ce cri lamentable doit être enfin entendu ; il vibre profondément dans la conscience publique. C'est au législateur d'y faire droit.

« D'aucuns, satisfaits de l'état présent des choses, n'iront-ils pas jusqu'à objecter malicieusement que, si nous voulons rendre socialement la femme égale à l'homme, c'est que, dès à présent, nous la croyons douée d'une perspicacité, d'une habileté et d'une puissance de volonté égales à celles de l'homme, et ils ajouteront : Pourvu que les moyens d'attaque dirigés contre elle soient exempts de violence, ne saura-t-elle pas se défendre, sans qu'il soit besoin de loi nouvelle pour la protéger ?

« A nous préoccuper de la séduction, nous ne pensons qu'aux jeunes filles telles qu'elles existent dans le monde actuel. Or, il est certain pour quiconque est de bonne foi que, par la nature incomplète de l'instruction et surtout de l'éducation du plus grand nombre d'entr'elles, il s'en faut qu'elles soient suffisamment armées contre la séduction. C'est pourquoi elles doivent être protégées aussi efficacement que possible.

« D'où leur viennent les attaques ? A de rares exceptions près, d'hommes plus âgés qu'elles, ayant tout expérimenté dans la vie, passés maîtres en fait de tromperie à l'égard du sexe féminin. L'attaque et la défense ne sont donc pas égales.

« Il y a des pays, tels que l'Angleterre, les Etats-Unis d'Amérique, où les jeunes filles jouissent d'une grande liberté et où, cependant, les séductions coupables sont bien moins fréquentes que chez nous. Il faut reconnaître que cela tient, d'abord, à un meilleur système d'éducation des filles et des garçons, mais surtout aux lois de ces pays. Aux Etats-Unis, la séduction est punie. En Angleterre, le séducteur est contraint d'épouser ou de payer des dommages-intérêts.

« Ce sont des lois de ce genre que nous désirons voir édicter chez toutes les autres nations qui se piquent de civilisation ; tous les hommes, certainement, ne sont pas voleurs, et nul pourtant ne s'étonne qu'il y ait, pour l'occasion, des lois contre les voleurs. Qui oserait soutenir qu'il n'y aurait pas plus de vols si ces lois n'existaient pas ? Elevons donc partout où elle manque une barrière qui donne à réfléchir au séducteur avant qu'il entreprenne de la franchir.

« La loi à créer sera-t-elle plus que toute autre d'une application bien difficile ? Quelle en serait la raison ? Les tribunaux n'ont-ils pas à démêler le sens souvent fort compliqué de milliers de dispositions inscrites dans les codes ? N'ont-ils pas des enquêtes à faire, des té-

moignages à recueillir, des faits très délicats à apprécier ? Lorsqu'ils seront saisis d'accusations relatives aux faits de séduction, ils sauront de même discerner la vérité du mensonge et les plaintes sincères de celles qui résultent d'une tentative de spéculation.

« A déduire tous les motifs qui rendent nécessaire une loi contre la séduction, on emploierait la matière d'un volume ; mais ce serait vous fatiguer inutilement que d'y insister davantage. C'est à notre Congrès qu'il appartient de rappeler qu'on a toujours tort de s'arrêter dans les déductions que l'esprit de justice impose. Lorsque ces déductions exigent une sanction, il faut la créer sans plus attendre.

« Par ces motifs votre Section de législation vous propose d'adopter la résolution suivante :

« Le Congrès exprime son très vif désir de voir intervenir le plus tôt possible chez les nations qui en sont privées, une loi qualifiant de *délit* le fait de séduction d'une fille mineure, accompli à l'aide de manœuvres mensongères et d'une promesse de mariage non réalisée.

« Cette loi devra conférer aux tribunaux connaissant le délit toute faculté de condamner, quand il y aura lieu, le délinquant à des dommages-intérêts envers la partie plaignante. »

De vifs applaudissements accueillent la lecture de ce remarquable travail.

Les conclusions en sont mises aux voix et adoptées à l'unanimité, sans débat.

M. Antide Martin reprend la place au fauteuil et propose de renvoyer au lendemain la suite des travaux de la Section de législation.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée à six heures.

SECTION DE LÉGISLATION

(Suite).

Présidence de M. Antide MARTIN.

SOMMAIRE : — Lecture et adoption du procès-verbal. — Incident. — Rapport de M. Léon Richer sur la question de l'adultère. — Proposition de vœu, discussion et adoption. — Rapport de M. Antide Martin sur la recherche de la paternité. — Proposition de vœu, adoption. — Discours de Mme Emilie A. Venturi : Proposition de vœu, adoption.

La séance s'ouvre à deux heures sous la présidence de M. Antide Martin.

Le procès-verbal est lu et adopté.

M. Léon Richer demande et obtient la parole.

Il explique qu'un grand nombre de membres du Congrès, et particulièrement ses collègues de la Section de législation, ont vivement insisté auprès de lui pour qu'il donnât lecture du rapport sur l'adultère dont il a été officiellement chargé. On lui a fait observer qu'ayant accepté le mandat, il devait le remplir.

En voyant, à la séance précédente, un membre de la Section de législation se substituer de son autorité privée à deux rapporteurs élus; traiter tout à la fois la question du divorce et la question de l'adultère sans mandat spécial, — ce qui pouvait avoir pour conséquence de compromettre, par la présentation de vœux rédigés à l'improviste, l'adoption des résolutions mûrement délibérées au sein de la Section, — M. Léon Richer n'a pu se défendre d'un vif et très légitime sentiment de mécontentement. Il s'en est expliqué avec franchise. Son refus de demeurer rapporteur sur la question de l'adultère était fondé; personne n'a hésité à le reconnaître. Mais puisqu'on insiste; puisque, d'ailleurs, le silence du rapporteur officiel aurait pour résultat d'anéantir un des vœux émis par la Section de législation, et dont le Congrès doit être saisi, il n'y pas à s'occuper plus longtemps du discours lu à la séance précédente. M. Léon Richer dit qu'il est tout prêt à donner communication de son rapport.

M. Calligari demande la parole et déclare s'opposer à ce que le Congrès entende la lecture du rapport présenté par M. Léon Richer. La question ayant été traitée la veille, on ne doit pas y revenir.

M. Calligari, dont la parole s'anime s'oublie jusqu'à dire qu'il voit dans tout cela une manœuvre jésuitique de M. Léon Richer, pour faire annuler un précédent vote.

Des murmures s'élèvent. M. Léon Richer proteste avec indignation contre l'insinuation injurieuse dont il vient d'être l'objet.

« Où est la manœuvre? s'écrie-t-il. S'il s'en est produite une, de qui vient-elle? De celui qui, nommé rapporteur par une des Sections de ce Congrès, apporte le travail dont il s'est chargé, ou de celui qui, sans mandat, est venu jeter le désordre et la confusion dans nos travaux? »

« Je n'accuse personne, poursuit M. Léon Richer; mais s'il y a jésuitisme quelque part, c'est du côté de ceux qui ont essayé et essaient encore d'étouffer la voix de la commission. »

M. Calligari insiste de nouveau avec une vivacité d'expression extrêmement regrettable, pour que le rapport préparé au nom de la Section de législation soit considéré comme non avenu.

Les murmures et les protestations s'élèvent de toutes parts. Le Congrès veut que le rapport rédigé par M. Léon Richer lui soit communiqué.

Pour mettre fin à l'incident, et puisqu'une difficulté a été soulevée, M. le président annonce qu'il va consulter l'Assemblée.

À la presque unanimité, le Congrès décide que M. Léon Richer, rapporteur de la Section de législation sera entendu.

M. Léon Richer, appelé à la tribune donne lecture du travail suivant:

Rapport de M. Léon Richer.

« Mesdames et Messieurs,

« Il est difficile que les préjugés d'un peuple ne se reflètent pas dans ses lois. C'est ce qui explique pour moi les erreurs des codes sur une foule de points où nous relevons non-seulement des atteintes au droit, non seulement des violations criantes de la justice, mais encore d'innombrables accrocs au simple bon sens.

« Combien de réformes hélas! sont entravées, arrêtées, suspendues pendant un temps souvent long, tout simplement parce qu'une phrase banale, une phrase de convention court les rues — ou les salons — ce qui parfois est plus dangereux encore! Ce que le paradoxe a fait et continue de faire de mal au progrès des civilisations, est incroyable. Il faut y arrêter son esprit pour le comprendre.

« Prenons quelques exemples.

« S'agit-il de détrôner l'échafaud, de supprimer la peine de mort? Essayez-vous d'inspirer aux sociétés modernes le respect de la vie humaine? On vous jette à la tête cette phrase toute faite: « Que messieurs les assassins commencent! »

« Cela dispense de raisonner. On passe, et la question est vidée. Beaucoup de gens se sont laissés convaincre par cet argument de tréteau.

« Dans un autre ordre d'idées, sur un autre terrain, nous retrouvons également dans le paradoxe, — c'est-à-dire dans l'ignorance et le préjugé, — la cause de nos attardements. Lorsqu'on parle du divorce, la formule courante, celle qui vole de bouche en bouche, celle devant laquelle la masse s'incline, vous vous la rappelez: *l'intérêt des enfants*.

« Oui, quand on vous a regardé bien en face et qu'on vous a lancé triomphalement ces mots terribles: *Et les enfants, qu'en faites-vous?* il semble qu'il n'y ait plus de réplique possible; vous êtes, vous devriez être foudroyés.

« M^{me} Sabattier a réduit hier à sa juste valeur cette stupidité stéréotypée.

« Dans la question de l'adultère, c'est encore une phrase de convention qui gouverne l'opinion publique. Vous savez, Mesdames et Messieurs, que nous considérons l'adultère de l'homme comme étant tout aussi coupable et tout aussi grave que celui de la femme.

Mais tel n'est pas le sentiment commun. Pourquoi? Parce qu'un paradoxe habile a faussé l'opinion. Ce paradoxe, vous le connaissez; peut-être la plupart d'entre vous l'ont-il maintes fois répété. Je sais, en tout cas, d'excellents esprits qui s'y sont laissés prendre.

« En voici la formule:

« L'adultère de la femme est plus coupable que celui de l'homme, parce qu'il entraîne des conséquences plus graves. La femme peut introduire des enfants dans la maison de son mari, le mari n'en introduit pas chez sa femme.

« En vérité, Messieurs, je m'étonne que l'on s'arrête à un pareil semblant de raisonnement, lorsque deux minutes de réflexion suffiraient pour en faire complète justice. Mais non, le mot a cours, la phrase est acceptée, elle est entrée dans le domaine des choses reçues. C'est presque un axiôme.

« Cependant, l'extrême facilité avec laquelle l'opinion publique s'approprie les formules paradoxales, les phrases et les idées de convention, n'est pas sans dangers. Le plus grand de tous, celui qui m'intéresse et qui vous regarde, c'est que la loi se fait complice du préjugé accepté. Les auteurs du code pénal en ont subi l'influence. Ils l'ont si bien subie que persuadés, eux aussi, que l'adultère de la femme est plus coupable et plus odieux que celui de l'homme, ils ont traité la femme beaucoup plus durement que le mari.

« Je vous parlerai tout à l'heure de la différence des pénalités. Vidons d'abord, si vous le voulez bien, la question de fond.

« Il est incontestable, Messieurs, que si nous examinons le délit d'adultère au point de vue étroit, c'est-à-dire en ne considérant qu'un seul ménage et en nous préoccupant uniquement des intérêts particuliers de deux époux, l'adultère de la femme peut avoir, pour le mari, des conséquences personnelles que l'adultère du mari ne comporte pas pour la femme. Le mari coupable n'accroîtra pas le nombre des enfants de sa femme; il peut arriver au contraire que la femme augmente le nombre des enfants que le mari sera forcé de prendre pour son compte, et qui porteront son nom.

« Oui, cela est parfaitement vrai, mais attendez! Quand on examine un problème social, on ne le réduit pas aux données les plus étroites, on l'embrasse dans son ensemble, de haut, au point de vue de la collectivité toute entière, et l'on daigne en voir les conséquences générales.

« Or, Messieurs, si le mari n'apporte pas dans son propre ménage les bâtards que vous reprochez à sa femme d'y introduire, — êtes-vous sûr qu'il ne les porte pas dans un autre intérieur? Dans ce cas, le mari adultère n'est-il pas coupable, vis à vis d'un autre mari, de l'acte révoltant qui rend la loi si sévère pour les infidélités de l'épouse? Car enfin, que le crime d'introduire des bâtards dans une famille soit commis à droite ou à gauche, ici ou là, dans le ménage n° 1 ou dans le ménage n° 2, c'est toujours le même crime. Êtes-vous donc fondés à le juger différemment?

« Mais, dira-t-on, tous les hommes qui commettent l'adultère ne s'adressent pas à des femmes mariées, et alors ils ne courent pas le risque d'accroître déloyalement la famille du voisin, quelquefois de l'ami. Non, mais il s'expose à donner naissance à des enfants qu'il lui est interdit de reconnaître, à augmenter le nombre de ces malheureuses, de ces parias, que la société flétrit avec tant de cruauté de l'appellation outrageante de *filles-mères*.

« Messieurs, l'homme ne peut être adultère que des trois manières suivantes :

« 1° En s'adressant à une femme mariée ; — et je viens de vous démontrer que dans ce cas-là son crime est l'égal du crime de la femme, puisque les risques sont les mêmes.

« 2° En séduisant et détournant une fille honnête de ses devoirs ; — et je vous demande si ce crime n'équivaut pas, au point de vue moral, à celui d'accroître les charges d'un mari confiant et trompé.

« 3° Enfin, en se contentant de filles quelconques, mais avec lesquelles il court des risques graves. Outre, Messieurs, qu'il contribue ainsi, pour sa part, à entretenir, à perpétuer la prostitution en la subventionnant, il s'expose à compromettre la santé de sa femme et

celle de ses propres enfants. Il n'introduit pas de bâtards chez lui ; mais il peut y introduire la contagion, la maladie, la mort ; il devient le père d'une descendance rachitique, étiolée qui ne vit pas, ou qui vit souffreteuse. Hélas ! les exemples sont tellement nombreux que je n'insiste pas davantage sur ce point délicat.

« Donc, vous le voyez, de quelque manière que l'homme commette l'adultère ; de quel côté qu'il se tourne, — sa culpabilité peut entraîner les plus immenses désordres.

« Eh ! bien, que dit la loi ?

« Elle dit ceci, Messieurs :

« Code pénal, art. 337. — La femme convaincue d'adultère subira la peine de l'emprisonnement pendant trois mois au moins et deux ans au plus... »

« Voilà pour les femmes.

« Passons à l'homme.

« Art. 339. — Le mari qui aura introduit une concubine dans la maison conjugale, et qui aura été convaincu sur la plainte de la femme, sera puni d'une amende de cent francs à deux mille francs.

« Maintenant, examinons.

« Premier point à constater : la faute de l'homme ne donne lieu qu'à l'amende ; celle de la femme entraîne l'emprisonnement : trois mois au moins, deux ans au plus.

« Et notez ceci, — car tout est à relever dans cette législation bizarre, — pour que l'homme puisse être passible de cette peine en argent qui est le moindre souci des riches, (qu'est-ce que c'est que cent francs ? qu'est-ce que c'est que mille francs ? la menue monnaie des débauchés !) pour que l'homme, dis-je, soit attaqué, il faut qu'il ait souillé son propre foyer ; ce n'est pas encore assez, — il faut qu'il ait *entretenu* sa concubine dans la maison conjugale, sous le toit même de l'épouse. Vous comprenez dès lors qu'il est bien facile à un mari de ne jamais tomber sous le coup de la loi. Il entretiendra sa maîtresse dans un appartement situé en face, il prendra la peine de traverser la rue, et il sera en règle avec le code pénal.

« Pour la femme, c'est autre chose. L'adultère est criminel partout ; il est poursuivable et punissable en quelque lieu qu'il ait été commis.

« Cependant, Mesdames et Messieurs, on voit quelquefois des maris arrêtés et poursuivis sous l'inculpation d'adultère, bien qu'on les ait surpris *flagrante delicto* ailleurs que chez eux.

« Oui, et c'est même le côté curieux de l'affaire.

« D'après les termes de la loi, je le répète, un mari n'est pas coupable et ne peut être recherché, s'il a le soin de ne pas commettre l'adultère dans sa propre maison, s'il n'entretient pas sa concubine au domicile conjugal ; mais s'il est surpris en compagnie d'une femme mariée, on l'arrête et on le traduit en police correctionnelle, ni plus ni moins qu'une simple femme. Mais distinguons. On ne le poursuit pas comme *personnellement* coupable d'adultère ; on le poursuit comme *complice* de l'adultère d'une femme mariée.

« En tant que mari, il est indemne ; sa propre femme n'a pas le droit de l'attaquer.

« Il y a pourtant deux êtres outragés, blessés au cœur dans le cas particulier — mais fréquent — dont je parle ; il y a le mari de la femme adultère ; celui-là peut se plaindre, nous venons de le voir. Et comme il est homme, non seulement il a le pouvoir de traîner sa femme coupable devant la justice, mais il peut y faire comparaître un autre homme. Quant à l'épouse de ce complice, blessée elle aussi, il faut qu'elle se taise, qu'elle dévore sa douleur, sa honte. La preuve est là pourtant ! le flagrant délit s'étale ; on le constate. Elle n'a pas le droit, Messieurs, de l'invoquer. Son mari va être condamné tout-à-l'heure ; mais non pour avoir assombri son foyer, détruit son bonheur à elle ; il va être condamné pour le dommage dont s'est plaint un autre homme.

« Voilà, Mesdames et Messieurs, comment nos lois entendent quelquefois la justice.

« J'accuse le législateur, mais je ne puis me défendre, en même temps, d'accuser la société elle-même. Le crédit qu'elle accorde à certaines phrases de convention dont elle ne cherche pas à découvrir la banalité, rend facile l'établissement des lois injustes. Je crois

vous avoir montré, Mesdames et Messieurs, de quel poids a pesé dans la résolution des auteurs du code pénal l'idée fausse, mais universellement acceptée, que l'adultère de la femme a des conséquences plus graves que l'adultère de l'homme. Si l'on eût, dès le début, creusé la question, il est probable que l'iniquité flagrante contre laquelle nous nous élevons en ce moment, n'eût jamais été commise; en tout cas il eût été plus difficile au législateur de l'imposer à l'opinion.

« Déshabituons-nous de considérer la morale comme susceptible des nombreux accommodements qui flattent nos désirs et nos passions. Cessons de croire que la morale des hommes n'est pas, ne peut pas être la même que la morale des femmes. Car c'est là le point essentiel. Voulez-vous en être convaincus? C'est facile.

« Vous avez vu que le mari n'est reconnu coupable d'adultère que s'il entretient sa concubine dans le domicile conjugal; — ce qui veut dire que la loi, d'accord avec les mœurs, c'est-à-dire avec le préjugé, lui passe toutes les infidélités dont il se rendra coupable en ville, j'entends hors de chez lui. Ces infidélités-là ne comptent pas, la loi est complaisante, elle les accepte.

« Pour la femme, c'est différent. La morale devient autre quand il s'agit d'elle, et la loi, protectrice de la famille, protectrice de la sainteté du lien matrimonial, intervient et frappe la coupable.

« Deux poids, deux mesures; — parce qu'on part de cette idée fausse qu'il peut y avoir deux morales.

« Voici un argument qui frappera assurément vos esprits:

« Quel prétexte la loi invoque-t-elle pour frapper l'épouse adultère plus sévèrement que le mari adultère? Celui-ci: que l'infidélité de la femme *peut* avoir pour résultat d'introduire des bâtards dans la maison de son mari.

« Quel prétexte la loi prend-elle pour amnistier l'adultère du mari, lorsqu'il n'est pas commis dans son domicile même, en quelque sorte sous les yeux de l'épouse outragée? Celui-ci: — que le mari infidèle n'impose pas à sa femme l'obligation d'élever, de nourrir, d'instruire ses bâtards; qu'il ne leur donne pas son nom, etc., etc.

« Alors, Messieurs, toutes les fois que la femme infidèle ne sera pas mère, si vous voulez être logiques, si vous voulez que la loi soit juste, qu'elle ait le sens commun, vous devrez amnistier la femme comme vous amnistiez l'homme, je veux dire fermer les yeux sur les infidélités ou les débordements de la femme, comme vous fermez complaisamment les yeux sur les infidélités et sur les désordres du mari; la maternité seule constituera le délit.

« Mais les auteurs du code pénal ne l'ont pas entendu de cette façon. Pourquoi? — Encore une fois, parce que la théorie des deux morales, l'une très-coulante pour les hommes et l'autre très-sévère pour les femmes, est entrée dans l'esprit public, et, de là, s'est largement installée dans le texte même de la loi.

« Puisque nous comprenons aujourd'hui, rectifions les erreurs commises par nos pères sous l'empire d'un préjugé dont la portée réelle leur échappait, je veux le croire. C'est notre devoir, Messieurs. Tout homme qui, découvrant une injustice, ne fait rien pour en détourner les effets et en détruire les causes, se rend solidaire de cette injustice. Il assume, devant les consciences, sa part de responsabilité.

« Etant éclairés, étant édifiés, nous avons l'obligation impérieuse d'intervenir, de faire appel au législateur moderne.

« C'est pourquoi, Mesdames et Messieurs, j'ai l'honneur de soumettre à votre sanction la résolution suivante:

« Attendu que la morale est une;

« Attendu que le degré de culpabilité pour un même crime ou délit accompli ne saurait varier avec les sexes.

« En ce qui concerne le délit d'adultère:

« Considérant que l'adultère de l'homme est aussi coupable que celui de la femme, puis-

« que l'homme, comme la femme, peut porter dans une famille qui n'est pas la sienne le bâtards dont il est l'auteur;

« Considérant qu'à part même cette circonstance, l'adultère de l'homme, non moins que celui de la femme, entraîne à sa suite des désordres sociaux dont la gravité, soit au point de vue des liens de famille, soit au point de vue de la moralité publique, n'est contestée par personne;

« Considérant que si le rétablissement du divorce sur les bases de la liberté la plus large doit avoir pour résultat de diminuer les cas d'adultère, il ne saurait les empêcher tous;

« Le Congrès émet le vœu que les lois pénales n'établissent aucune différence entre l'adultère de la femme et l'adultère du mari, en quelque lieu qu'ait été perpétré le délit. »

De longs et sympathiques applaudissements accueillent ce rapport; M. Léon Richer est vivement félicité.

M. Calligari demande la parole.

Il déclare protester contre le rapport qui vient d'être entendu et s'opposer à ce que les conclusions en soient adoptées; elles ne peuvent même, dit-il, être mises aux voix, attendu qu'elles sont en contradiction avec le vœu adopté la veille sur sa proposition.

M. Léon Richer répond que, loin de contredire le vœu auquel fait allusion M. Calligari, celui que propose aujourd'hui la Section de législation l'appuie et le confirme.

Que dit le vœu ou plutôt la déclaration dont M. Calligari est l'auteur? Ceci seulement: « Le Congrès considère la liberté absolue du divorce comme le meilleur remède contre l'inégalité de l'homme et de la femme devant la loi relative à l'adultère. »

« Mais, poursuit M. Léon Richer, de ce que le divorce est le meilleur remède aux maux graves dont on parle, il ne s'en suit pas que ce soit le remède unique. De plus, il y aura toujours des gens qui ne divorceront pas, parce qu'ils n'y auront aucun intérêt, et n'en pratiqueront pas moins l'adultère. Il faut prévoir ce cas. Il faut, que toutes les fois qu'il se présentera, la loi ne puisse plus inférioriser la femme, et soit forcée de se montrer aussi rigoureuse pour l'époux que pour l'épouse. La morale sociale y est intéressée. Or, le vœu que rappelle M. Calligari ne dit rien de tout cela. La résolution développée que propose aujourd'hui le rapporteur de la Section de législation, complète le vœu de M. Calligari, sans en diminuer l'importance. Les deux résolutions sont nécessaires. »

M. Calligari n'admet pas qu'on revienne deux fois sur la même question. Il dit que tout a été résolu dans la précédente séance; que l'on veut annuler son vœu; qu'il est faux que la résolution proposée aujourd'hui soit utile: « C'est tout bonnement, s'écrie-t-il, une manœuvre imitée des jésuites. »

M. Calligari, est vivement interpellé par plusieurs membres du Congrès.

M. Léon Richer proteste avec énergie contre les insinuations blessantes qui viennent, pour la seconde fois de se produire à son égard.

L'agitation s'accroît. Plusieurs personnes prennent à la fois la parole.

Pendant quelques minutes, le tumulte est à son comble dans la salle. M. le président parvient cependant à ramener le calme et à obtenir le silence.

Il met aux voix le vœu relatif à l'adultère, présenté au nom de la Section de législation et dont le texte est reproduit plus haut.

Après deux ou trois exceptions, toutes les mains se lèvent pour l'appuyer.

Le vœu en conséquence est adopté.

M. Calligari se lève alors, et déclare qu'il ne siégera pas plus longtemps dans un Congrès pareil. »

M. le président fait remarquer que le membre d'une grande assemblée qui se retire d'une façon aussi peu convenable manque de respect à l'assemblée dont il fait partie. Il engage M. Calligari à reprendre sa place.

M. Calligari, pour toute réponse, jette sa carte sur le bureau et quitte la salle.

Le calme renaît immédiatement et la séance reprend son cours paisible et régulier.

L'ordre du jour appelle le rapport sur la recherche de la paternité.

M. Antide Martin cède à M. Léon Richer le fauteuil de la présidence, et lit le travail dont voici le texte.

Rapport de M. Antide Martin.

Mesdames, Messieurs,

« La séduction et la méconnaissance de la paternité ont une même origine et l'une dérive de l'autre. Cependant, les résultats que chacune d'elles engendre établissent entr'elles une notable différence qui oblige à ne pas les juger de la même façon.

« La séduction peut présenter des degrés de culpabilité très-distincts, souvent difficiles à préciser, selon que la jeune fille assiégée a été plus ou moins clairvoyante et tenace dans sa résistance.

« Au contraire, la méconnaissance de la paternité est de prime-abord et toujours un crime de lèse-probité et de lèse-humanité, car elle est le désaveu volontaire, calculé, d'un fait précis, matériel, dommageable pour autrui, rendu indéniable, en tant que fait, par la venue au monde de l'être désavoué.

« Au regard de la morale et de la loi, la difficulté résultant de la méconnaissance ne devrait commencer qu'au moment où le père indiqué par la mère nie le fait même de la paternité.

« Il se présente, en effet, deux cas: Celui où la paternité est avouée ou évidemment démontrée, et celui où l'homme désigné affirme que cette désignation est fausse.

« Ce que nous reprochons à la loi actuelle, c'est d'être volontairement, impitoyablement opposée à la constatation de la paternité dans l'un comme dans l'autre cas.

« Que se passe-t-il tous les jours?

« Une femme non mariée met au monde un enfant. Cet enfant a eu un père, rien n'est plus certain; mais le père, redoutant les conséquences et les charges diverses de la paternité, se dérobe, laissant là la mère et l'enfant.

« Qu'il admette verbalement sa paternité ou que, d'elle-même, elle ressorte certaine; ou bien que, pour plus de commodité, il la désavoue, la situation reste la même pour la mère et pour l'enfant.

« En vain la femme pleure, se désespère. En vain elle démontre au père que la naissance de l'enfant lui fait une situation intolérable sous le double rapport moral et matériel, l'homme reste insensible, inflexible. Plus il est supplié, plus il fuit.

« Beaucoup de femmes jetées dans cette affreuse situation se résignent courageusement. Leur persistante abnégation vient faire contraste à la lâcheté de celui qui les a abandonnées. Par leur bonne conduite elles s'efforcent de reconquérir, sinon l'estime, au moins la bienveillante attention du monde. Elles redoublent d'ardeur au travail, elles s'imposent de nouvelles privations, afin que la vie de leur enfant en soit quelque peu adoucie.

« Plus l'enfant grandit, plus s'accroît la difficulté de ces existences anormales. Dès qu'il parle et comprend, on lui demande: Où donc est ton père? Il balbutie qu'il ne le sait pas. A douze ans déjà, quand la question se renouvelle, il ressent un trouble profond. Autour de lui sont des enfants qui ont un père, lui n'en a pas. Il se tourne vers sa mère; elle pleure et se tait.

« Cette angoisse de ces deux êtres également souffrants se prolonge jusqu'à ce qu'un jour, l'enfant étant devenu homme, la plus douloureuse confession de la mère éclate dans un commun sanglot. Elle lui dit quel est son père et comment elle en a été abandonnée.

« Cette révélation fait naître chez le fils quelque espérance. Il sait, enfin, le nom de son

père, il le cherchera, il le trouvera, il obtiendra d'en être reconnu!.. Vaine illusion! Il l'a trouvé, mais sa mère l'en avait prévenu d'avance, il n'a obtenu qu'un refus. De ce nom si désiré qu'il réclame seul, renonçant à tous autres avantages, de ce nom qu'il lui donnerait une place correcte dans la société, il restera définitivement privé; eût-il en mains les preuves les mieux caractérisées de sa filiation, la loi lui interdit de les invoquer. On peut faire en justice la preuve de la plus minime créance; il est défendu à un fils d'y prouver quel a été son père, si ce n'est dans un seul cas fort exceptionnel.

« Heureux encore est l'abandonné, quand au refus qu'il essuie ne se joignent pas l'insulte et l'outrage. « Vous faites fausse route en vous adressant à moi. Demandez à votre mère auquel de ses amants vous devez la vie. » Tellé est, en effet, la réponse la plus fréquente de ces hommes sans cœur et sans honneur, voulant faire cesser plus vite ce qu'ils appellent: une fâcheuse importunité.

« Que penser, que faire alors, si ce n'est maudire son père et maudire surtout la disposition légale qu'il abrite en l'autorisant à masquer ainsi son infamie!

« La loi ne se borne pas à garantir l'impunité du coupable. S'adressant à l'être innocent qui n'a pas demandé à entrer dans la vie, elle lui imprime une tache honteuse en le classant parmi ceux qu'elle dénomme: Enfants naturels, triste assemblage de divers degrés d'infortunés qu'elle exclut du droit commun.

« Ne sont-ils donc pas déjà assez fortement frappés? Trop souvent, l'instruction, l'éducation, une profession utile leur manquent. La misère, l'abjection les étouffent. C'est dans leurs rangs que les prisons, les bagnes, les maisons de prostitution recueillent beaucoup de leurs recrues.

« Il est inutile, Mesdames, Messieurs, de développer davantage devant vous ce lugubre tableau. Votre conviction est faite, quant à la certitude et à l'étendue du mal signalé. C'est au remède à y apporter qu'il faut songer.

« Vous vous étonnez comme nous que le législateur, dont la mission est de sauvegarder d'une manière égale tous les intérêts, en soit venu à effacer dans les cas dont nous nous occupons, la responsabilité de l'homme qui s'est volontairement rendu père. Vous voyez là un contre-sens aux principes de la morale et de la justice.

« C'est qu'en vertu de fausses traditions masculines, et sous le prétexte de maintenir la moralité publique, on n'a pas voulu rompre avec le préjugé qui consiste à rejeter toute la culpabilité sur la femme, à constituer une complète immunité au profit de l'homme et à mettre à l'abri de toute revendication la famille qu'il lui plaît de se donner postérieurement à sa faute.

« C'est pour le mieux, disent les partisans de ce commode système; il n'est pas admissible qu'un homme qui s'est donné passagèrement des distractions, puisse être publiquement troublé dans son honorabilité, dans sa position sociale, par la femme qui lui aura fourni ces distractions, par l'enfant qui en aura été le résultat, il serait encore plus malséant de voir leurs réclamations se produire au sein de la famille de cet homme, y jeter le trouble et porter préjudice à ses intérêts. »

« Un tel raisonnement est-il soutenable quand on se place, comme on le doit, au point de vue social, aussi bien qu'à celui de la morale et du véritable Droit, inscrit dans la conscience humaine? Nous répondons: Non, et nous disons à ceux qui s'en font les échos:

« Vous ne pouvez vous refuser d'admettre avec nous que celui-là est coupable qui renie et abandonne son enfant et c'est ce coupable que vous voulez ménager, abriter! En violant la loi de la nature, de l'humanité, de l'équité, ne s'est-il pas mis volontairement au ban de la société? Cette considération publique dont vous tenez si fort à le maintenir entouré, la mérite-t-il? En le protégeant ainsi, ne voyez-vous pas que vous vous faites ses complices dans la durée du mal qu'il a causé?

« Et sa famille, pourquoi voulez-vous la favoriser outre mesure? Sans doute elle est à plaindre, de même que si tout autre genre de malheur l'avait atteinte; mais ici la réparation est facile, que la famille intervienne et l'impose au besoin. Si, au contraire, elle se li-

gue avec son chef contre le Droit, qu'elle en subisse les conséquences. Le scandale causé est en partie son œuvre.

« Quand le chef de famille a contracté, avant son mariage, des engagements pécuniaires absurdes, ruineux, ne faut-il pas qu'il paie quand même? Si, étant marié, il administre sottement ses affaires, ses créanciers s'abstiendront-ils de le faire déclarer failli, uniquement par considération pour sa famille? S'il a commis une action frauduleuse, le ministère public renoncera-t-il à le poursuivre parce qu'il est père de famille?

« Vous vous apitoyez sur la douleur causée à cette famille par l'enfant qui réclame un nom; oubliez-vous que beaucoup de jeunes filles déshonorées par les séducteurs ont aussi des familles sur lesquelles leur déshonneur rejaillit; et cet enfant sans nom, sans honneur, ce bâtard soumis à tous les quolibets, en est-il de plus innocent que lui du mal qu'on lui cause?

« Ne pouvant nier la puissance de ces considérations, les défenseurs des séducteurs et des pères réfractaires se réfugient dans la prétendue impossibilité de faire la preuve de la paternité et dans le danger qu'il y aurait à susciter de perverses spéculations.

« Ces raisons sont sans valeur. Nous ne demandons pas que la mère abandonnée et l'enfant renié soient crus sur parole. Comme le fait de séduction, le fait de paternité est à soumettre à l'examen et au jugement des tribunaux, ainsi qu'en plusieurs pays cela se pratique. Le demandeur est tenu de faire la preuve pertinente de ce qu'il avance.

« A qui appartiendra l'initiative de l'action judiciaire? Sera-ce à la mère? sera-ce seulement à l'enfant majeur, agissant personnellement, ou à un tuteur représentant l'enfant encore mineur?

« Comment cette question se trouve-t-elle posée, comment est-elle fortement controversée? Disons-le nettement, c'est parce que, pour la trancher, les juristes restent soumis, sans s'en douter, au préjugé masculin que nous avons indiqué, préjugé en vertu duquel la femme est toujours classée à un rang de beaucoup inférieur à celui de l'homme. Elle a cédé à une obsession déréglée, à des serments mensongers; elle est incontestablement victime. Qu'importe! Lorsqu'elle veut venir en aide à son enfant, entrer en lutte contre l'improbité d'un imposteur, on lui dénie toute capacité personnelle, on la proclame indigne de comparoir en justice; mais au séducteur, au père dénaturé, on accorde tous les honneurs, toute la prépondérance des moyens de défense qui lui sont propres. Pourtant la femme a un double droit: le sien qui est indéniable, non à titre d'amante, mais à titre de mère, et celui de son enfant mineur. Qui donc peut les exercer mieux qu'elle?

« On parle d'un conseil de famille, d'une tutelle spéciale à constituer pour la protection de l'enfant mineur abandonné. Nous y souscrivons au besoin et faute de mieux, parce que ce serait un pas accompli vers la justice sociale. On reconnaîtrait du moins que du côté de la femme et de l'enfant, il y a aussi une famille, ce dont on s'est peu soucié jusqu'à présent. Nous comprenons la nécessité de ne donner à ce genre d'action qu'un caractère absolument sérieux, mais nous rappelons en même temps que les ravages de la séduction s'exercent surtout dans les familles non riches, chez lesquelles, par conséquent, est rare l'argent qu'exigent les formalités judiciaires et les officiers privilégiés chargés de les remplir.

« Y aura-t-il des femmes intentant imprudemment des procès qu'elles sauront mal fondés? Nous croyons que ce cas sera rare. Toutefois, si le *chantage* apparaissait sous cette forme, les femmes n'auraient pas inventé ce mode de poursuite. Les tribunaux actuels ont plus d'une fois à juger des causes de chantage intentées par des hommes, et ils savent en faire bonne justice. D'ailleurs, ce que le chantage invoque pour principal moyen de succès, c'est la publicité par la presse, publicité qui pourrait être interdite quand il s'agirait de questions de paternité.

« Nous ajoutons que, généralement, les femmes ont plus à perdre qu'à gagner en courant le risque d'un échec judiciaire. Un scandale de plus ne ferait qu'ajouter à leur déconsidération devant le monde. Le moindre sentiment de pudeur les porterait à s'abstenir si elles n'avaient pas des preuves formelles à invoquer.

« Il ne manquera pas d'hommes prétendant que, ni sentiment de pudeur, ni crainte de

scandale n'arrêteront les fausses demandes en justice, parce que, généralement, les femmes sont inférieures à l'homme sous le rapport de la moralité. Nous croyons précisément le contraire, et raisonnant comme ces contradicteurs à un point de vue général, nous affirmons que le nombre des femmes morales est de beaucoup supérieur à celui des hommes moraux, en faisant de plus remarquer que chez une multitude de ceux-ci la morale pratiquée est loin d'être parfaite, attendu qu'ils l'accrochent à leur façon.

« Quand il y a immoralité manifeste chez la femme, la cause n'en est pas difficile à trouver. C'est l'homme qui s'est fait perfidement le provocateur, le corrupteur, jouant à cet effet tous les rôles, selon que sa réussite l'exige. Par qui le trouble est-il porté dans les familles tranquilles, dans les ménages unis? Par ces prétendus moralistes. Quelles femmes, en majorité, peuplent les lupanars? Celles qui ont été trahies, abandonnées au début de leur jeunesse.

« Il n'appartient donc pas aux hommes d'attaquer, d'une façon générale, la moralité des femmes, et lorsqu'il s'agit de réformes à opérer, ce n'est qu'au point de vue général qu'il faut se placer pour juger si ces réformes sont ou non praticables.

« En créant la responsabilité légale de la paternité, on atteindra un premier résultat, celui d'inspirer une crainte salutaire aux libertins mariés, à ceux qui ont dans le monde une position de fortune ou de considération. Beaucoup de jeunes hommes dont la position est à faire redouteront aussi de déranger ou d'engager leur avenir. La moralité publique s'en trouvera mieux. Le nombre des enfants naturels qui va toujours croissant, en sera diminué. Les infanticides, cette monstruosité effroyable, perdant son principal motif, seront certainement moins fréquents.

« Le but que nous recherchons en commun, Mesdames et Messieurs, sera en grande partie atteint.

« Le mal que nous combattons est si frappant qu'à l'heure présente une proposition s'y rapportant est présentée au Sénat français. Elle émane d'hommes éminents dont les opinions politiques et religieuses sont fort opposées. Ils ne se sont pas moins ralliés dans le désir d'élever, enfin, une nouvelle barrière contre l'immoralité.

« Le code civil français n'admet la recherche de la paternité que dans le cas d'enlèvement immédiatement suivi de conception. La proposition dont il s'agit ajoute les nouveaux cas de viol, de séduction et de possession d'état. Elle n'accorde qu'à l'enfant l'action en recherche.

« L'adoption de cette modification à faire au code civil français serait un notable progrès dont nous espérons la réalisation, en attendant une réforme plus complète. Ce que nous regrettons surtout, c'est la crainte qu'ont eue les auteurs de la proposition de donner à la mère le droit d'agir judiciairement. Nous en avons donné nos motifs. Il y a lieu de considérer, en outre, que tout en tenant compte du devoir qui incombe à la mère de diminuer le déshonneur de son enfant bâtard, il faut encore admettre que la reconnaissance qu'elle obtient pour lui est pour elle aussi un juste commencement de réhabilitation. La qualité, la position du père sont plus d'une fois une circonstance atténuante de la défaillance de la mère. Si le père avait à redouter d'être connu, il ne fallait pas qu'il mît tous ses soins et toute sa volonté à le devenir. Il faut savoir récolter de bonne grâce ce qu'on a très-volontairement semé.

« Nous ne disons qu'un mot de l'indemnité pécuniaire allouable à la femme réclamant la reconnaissance de son enfant. Nous ne la croyons nécessaire que s'il s'agit d'une jeune fille mineure séduite à l'aide d'une promesse de mariage.

« La proposition sénatoriale, à laquelle nous venons de nous référer, a justement attiré l'attention publique et provoqué des objections qui sont résumées dans la pétition suivante, provoquée par M^{lle} Hubertine Auclert, de Paris, et qui sera adressée au Sénat avec beaucoup de signatures:

« Messieurs les sénateurs,

« Vous allez avoir à examiner une proposition de loi tendant à modifier l'article 340 du

« Code civil. Certes, nous aurions voulu voir vos collègues aller plus loin dans la voie de la justice ; nous regrettons toutes les restrictions du projet, et pendant qu'il est à l'étude, « messieurs les sénateurs, nous vous prions de lui donner son extension naturelle, de le rendre complet. Nous vous demandons de considérer les difficultés que ces réserves susciteraient aux juges et aux parties intéressées, si vous l'adoptiez sans l'élargir.

« Messieurs les sénateurs, quelle que soit l'opinion politique que vous professiez, vous êtes d'accord pour réagir contre la dissolution des mœurs qui tend à abâtardir la race et à rabaisser le niveau des caractères. Eh ! bien, puisque vous voulez détruire le mal, extirpez-le à sa racine, rendez le coupable responsable de la faute qu'il commet.

« Messieurs les sénateurs, donnez-vous la gloire d'accomplir un des plus grands actes de justice des temps modernes, en supprimant purement et simplement cet article barbare : « La recherche de la paternité est interdite ; » qui équivaut souvent à : « Aux enfants naturels la vie est interdite. »

« Messieurs les sénateurs, prenez avis de votre conscience ; cherchez l'intérêt moral de l'humanité, et vous serez convaincus que ce n'est pas l'être fort, affranchi, instruit, l'homme, que la société doit protéger contre l'enfant innocent et l'être réputé faible, mais la femme, toujours mineure devant les droits à exercer, toujours majeure devant les devoirs à accomplir.

« Nous ne voulons de protection pour personne, nous demandons seulement justice pour tous !
« Nous demandons que la recherche de la paternité soit permise, comme est permise la recherche de la maternité.

« Messieurs les sénateurs, votre raison vous dit que, dans le fait de mettre au monde un enfant, la responsabilité appartient solidairement, et au même titre, au père et à la mère ; la naissance de cet enfant doit donc avoir logiquement les mêmes conséquences pour ses deux auteurs.

« Objecterez-vous l'impossibilité de prouver la paternité ? Mais pour les assassinats, il n'y a pas toujours des preuves.

« Des preuves morales, des quasi-preuves suffisent pour envoyer un homme à l'échafaud, elles ne suffiraient pas, pour lui attribuer la paternité d'un enfant !

« Nous vous prions instamment, messieurs les sénateurs, de soumettre aux règles du droit commun « la recherche de la paternité. »

« Ordonner la recherche du père, par le ministère public, c'est être loyal pour l'enfant, pour la mère, c'est mettre en même temps l'homme à l'abri de toutes surprises.

« Votre loi, juste et équitable, n'atteindra pas les honnêtes gens, elle frappera seulement les libertins et les hommes lâches qui veulent se donner toutes les jouissances du cœur sans assumer les devoirs de la famille. »

« A l'appui de cette pétition, le Congrès tiendra à exprimer hautement son opinion sur la nécessité d'admettre la recherche de la paternité.

« Sera-ce tout ? Non certes. Le Congrès manquerait à la logique et commettrait une grave omission s'il n'appelait l'attention des législateurs de tous les pays civilisés sur un dernier point fort important. A titre de punition ayant le tort de porter sur l'enfant innocent, des conditions d'inégalité plus ou moins marquée existent dans les codes au préjudice des enfants de diverses catégories nés hors mariage. Il serait juste d'établir en faveur de tout enfant naturel reconnu un droit à la succession de son père, égal à celui de tous les autres enfants issus du même père.

« Par ces motifs, votre Section de législation vous propose d'adopter les résolutions suivantes :

« Le Congrès,

« Considérant que l'équité, la morale et le bon ordre social exigent que la filiation de tout être humain puisse être établie légalement,

« Exprime le vœu que la recherche de la paternité soit admise à la requête de l'enfant non reconnu, ou à celle de sa mère.

De longs et chaleureux applaudissements suivent cette lecture.

La discussion est immédiatement ouverte. Diverses observations sont présentées, notamment sur les conséquences résultant de certains articles du code civil français qui refusent aux enfants naturels reconnus la qualité d'héritiers, et l'assemblée décide qu'en maintenant le considérant proposé par la Section, ses résolutions seront formulées comme suit :

« Le Congrès,

« Considérant, etc., etc...

« Exprime le vœu que la recherche de la paternité, par les voies judiciaires, soit admise et poursuivie, sans frais, en faveur de tout enfant non reconnu, et aussi à la requête de la jeune fille mineure dont la séduction par des manœuvres mensongères et des promesses de mariage a été constatée.

« Le Congrès ajoute qu'il est utile que les lois sur le droit à la succession du père soient rendues égales pour tous ses enfants, sans distinction entre eux. »

Le vœu, ainsi rédigé, est mis aux voix et adopté.

M. Antide Martin reprend sa place au fauteuil.

La parole est donnée à Mme Venturi qui s'exprime en ces termes :

Discours de M^{me} Emilie A. Venturi.

« Vous savez tous, Messieurs et Mesdames que la mission dont j'ai été chargée par les deux Associations que je représente ici, est celle de proposer au Congrès de faire entendre sa voix au sujet des violations arbitraires du droit commun commises par la police des mœurs. La Section de morale s'est déjà prononcée sur ce sujet important. Je dois donc aujourd'hui laisser de côté le point de vue moral de la question, laisser de côté le but sanitaire que nos législateurs croyaient atteindre en accordant à la police des pouvoirs tout-à-fait nouveaux, et vous prier de considérer ces pouvoirs au point de vue purement légal. Un mot sur les moyens adoptés pour faire voter la loi dont il est question, en mon pays.

« A la fin d'une longue session parlementaire, lorsque la majorité des députés était déjà partie pour la campagne, et que tout le monde croyait qu'il n'y avait plus que des formalités gouvernementales à remplir — la loi qui renouvelle pour la police les anciens pouvoirs arbitraires de la *loi des suspects* (longtemps abolie en Angleterre) fut présentée à la Chambre par un membre du gouvernement de l'administration, je crois, de la marine. Le vrai but de la loi était soigneusement caché sous le titre trompeur de « *Loi sur les maladies contagieuses*. » Elle fut présentée après minuit, quand les représentants du peuple, brisés par la chaleur excessive et par la fatigue, étaient à moitié endormis. Elle ne fut pas même discutée, parce que, quoique parmi les députés présents, il y eût bien des hommes de cœur qui auraient voté contre s'ils avaient su de quoi il s'agissait, ces députés croyaient — ils l'ont déclaré publiquement depuis lors et à la Chambre même — que la loi traitait seulement la question des maladies des bestiaux.

J'ai dit que cette loi accorde des pouvoirs arbitraires à la police. J'aurais dû dire à la police *centrale*. Dans les villes de garnison et dans les ports de mer où cette loi est en force, la police *locale* reste, comme toujours, soumise au droit commun, elle est obligée de respecter les droits garantis par la loi aux citoyens et aux citoyennes anglais, par la constitution et par le droit commun.

« Vous connaissez sans doute les noms de ces pièces fondamentales qui sont, en même temps les bases de la constitution anglaise, et en quelque sorte l'Evangile de notre droit commun. Ce sont la *Magna Charta*, le *Bill et Reghts* et le *Habeas Corpus*. Eh bien ! par cette nouvelle loi, la police centrale, envoyée par le gouvernement dans les villes de garnison et les ports de mer, ne dépend pas des ordres de la magistrature, mais seulement

des ordres du pouvoir central de l'administration, pas même civile, mais de l'administration militaire et de la marine.

« Soumise donc à l'arbitraire des agents de la police centrale, une partie de la population anglaise est, littéralement, *hors la loi*. Une femme, sur la seule déclaration d'un *policeman* qu'elle lui est *suspecte*, peut être arrêtée arbitrairement, emprisonnée arbitrairement et même mise à la torture arbitrairement.

« Je n'ai pas besoin de vous dire que le peuple anglais — un peu lent et flegmatique, si vous voulez, mais une fois convaincu extrêmement tenace et résolu, tient beaucoup à la constitution et encore plus à son droit commun. Et il a raison. Le droit commun ressemble en quelque sorte à la loi morale; il lui ressemble en ce qu'elle n'est pas écrite sur le parchemin, mais qu'elle est écrite dans la conscience collective et individuelle. Chaque homme qui l'y cherche de bonne foi, l'y trouvera gravée par la main de Dieu, en ces deux mots sacrés: *Justice, égalité*.

« Or, la grande difficulté que nos deux Associations ont rencontrée dans leurs efforts pour obtenir l'abrogation de la loi arbitraire dont il est question, est la difficulté de faire comprendre, de faire croire même au peuple qu'on l'avait violé. La loi ne s'applique pas à tout le pays. Ses auteurs n'osaient pas le faire; ils se sont dit, dans leurs commissions secrètes parlementaires — dont le rapport officiel publié quelques années après, existe pour le prouver — qu'il fallait tromper le peuple *pour son bien*, (c'est toujours pour son bien qu'on le trompe, n'est-ce pas?) qu'il ne fallait pas lui montrer la chose à nu, mais la présenter « sous un voile », c'est leur propre mot; — et surtout il fallait agir avec mystère, introduire le système silencieusement et graduellement et en ayant grand soin de ne pas offenser le *sentimentalisme religieux* du peuple. Et c'était habile de leur part, parce que ce *sentimentalisme religieux* du peuple invoque la justice, sachant instinctivement qu'elle est éternelle et divine.

« Cependant malgré leurs précautions nous avons réussi à éveiller le peuple — et dans nos meetings publics chaque fois que nous faisons appel à ce sentiment de justice qui semble inné dans le cœur du peuple, le peuple est avec nous.

« Et maintenant permettez-moi une petite digression. Puisque le Congrès a dû protester contre bien des choses qui ont été faites par les hommes, c'est plaisir de pouvoir dire en signe de la solidarité des deux sexes dans le bien, que la première protestation publique faite contre les lois abominables qui réglementent la prostitution en Angleterre, fut faite par un homme, un médecin, le docteur Charles Bell Paylor. Pendant six mois il a lutté seul, écrivant des lettres aux journaux, que la plupart d'entre eux, refusaient sous le prétexte que le sujet ne pouvait se traiter publiquement, écrivant des brochures qu'on disait malhonnêtes parce qu'il demandait la justice, même pour les malhonnêtes, sacrifiant son temps et sa fortune, sans résultat apparent, jusqu'à ce qu'un hasard fortuné mit une de ses lettres sous les yeux de M^{me} Butler. Ce fut l'étincelle qui alluma le feu sacré qui embrasa lentement, mais sûrement — en la purifiant — ma patrie. Nos associations sont devenues très-puissantes. Elles ont des comités actifs partout, qui se donnent la main et s'entraident d'une extrémité du pays à l'autre, et qui sont encouragés et aidés par la sympathie toujours croissante de l'opinion publique. Notre désir, notre ferme résolution est que la lumière soit faite que « le voile » soit déchiré; convaincue que, dorénavant comme auparavant, partout où le peuple pourra connaître la vérité, il sera avec nous. Nous faisons donc chaque année un grand nombre de *meetings* où nous nous bornons à mettre la vérité sous les yeux du public. Il n'y a pas besoin d'exagération; cette vérité est si laide qu'il suffit de la faire voir pour la faire haïr. C'est un fait à noter aussi, que nos adversaires n'ont pas osé, jusqu'ici, faire appel au peuple une seule fois: il n'ont pas tenu un seul *meeting* public.

« Je résume. Pour juger cette question de l'arbitraire de la police, il ne s'agit pas de s'informer de quel crime, de quel méfait ou de quelle faute sont accusées les femmes qui sont mises en dehors du droit commun. Il ne s'agit même pas de ce fait monstrueux que ce crime, ce méfait ou cette faute est une faute à deux — qu'elle est commise par deux personnes dont

l'une reste libre, pendant que l'autre est arrêtée et privée de son droit d'être jugée légalement par un jury et condamnée ou absoute par lui selon le droit commun.

« Il s'agit seulement de déclarer — et je demande que la Section de législation se prononce là-dessus — lequel du droit ou de la force brutale doit être souverain.

« Depuis mon arrivée ici, certaines personnes m'ont dit que je ne dois pas aborder cette question dans la section de législation, parce qu'en France, ce n'est pas la loi qui opprime les citoyennes françaises, ce n'est que l'administration. Cette raison me paraît peu concluante pour un Congrès international. En Angleterre, aussi bien qu'en Italie, ce sont de nouvelles lois qui condamnent les femmes à l'esclavage le plus honteux possible, l'esclavage aux vices de leurs semblables. Mais cette raison me paraît encore moins concluante pour les membres français du Congrès. Vous voyez bien qu'il ne vaut pas la peine de se constituer en République, et de déclarer vos citoyens égaux devant la loi; — que les tyrans les plus despotiques possibles pourraient parfaitement accorder à leurs sujets les codes les plus démocratiques possibles, s'il leur était fait cette petite concession insignifiante que l'administration resterait au-dessus du code. Les représentants du peuple pourraient abolir la peine de mort demain, que — grâce à cette petite concession, — l'administration pourrait avoir toujours sa guillotine à elle.

« Figurez-vous le cas d'une querelle entre un petit homme chétif et un grand homme fort. L'homme fort saisit l'homme faible, le jette dans un cachot, et l'y outrage indignement. L'homme faible porte plainte devant la justice. Le juge demande à l'homme fort pourquoi il a battu, maltraité l'homme faible et il répond: Ma foi ce n'est pas ma tête raisonnante qui a fait cela, ce n'est que mon bras, donc je n'en suis pas responsable.

« Croyez-vous qu'un jury trouverait la réponse suffisante?

« Messieurs et Mesdames, l'Etat c'est la tête, l'administration n'est que le bras. Le jury, c'est la conscience de la Nation; selon moi il faut que la Nation fasse comprendre à l'Etat que c'est justement parce qu'il représente la partie plus noble du corps politique — la tête pensante — qu'il manque à son devoir chaque fois qu'elle permet au bras d'agir sans elle. L'administration — le bras — ne peut justement avoir d'autre mission que celle d'exécuter fidèlement la volonté réfléchie du peuple souverain proclamée par la voix de ses représentants. De deux choses l'une: Ou les lois humaines n'ont pas d'autre base que le caprice d'un pouvoir plus ou moins personnel, ou elles dérivent d'idées supérieures à toute personnalité individuelle — c'est-à-dire de l'idée de l'être collectif.

« Pour les citoyens du même pays, cet être collectif est la Nation.

« Pour le grand Congrès des nations républicaines que nous entrevoyons dans l'avenir, cet être collectif dont les nations ne seront que les individus, sera l'humanité. »

De longs et chaleureux applaudissements accueillent ce discours.

Mais il lui faut une sanction, et M^{me} Venturi propose le vœu suivant:

« Considérant que le premier, le plus sacré des droits de l'Etre humain est son droit à la souveraineté absolue de sa propre personne;

« Considérant que les citoyens et les citoyennes sont égaux devant le droit commun;

« Considérant que les pouvoirs arbitraires accordés à la police des mœurs sont une violation flagrante des garanties juridiques assurées par la loi à chaque individu, même au plus grand criminel;

« Le Congrès demande la suppression de la police des mœurs.

Après un court échange d'observations, ce vœu, mis aux voix, est adopté.

M. Lévrier demande la parole pour une proposition.

Il dit que la Commission d'initiative du Congrès ayant, dans son programme, affirmé l'égalité des deux sexes, il serait utile que, par une déclaration collective, le Congrès s'associât à son tour à la déclaration de ce principe.

Il propose, en conséquence, la formule suivante:

- « Attendu que le Congrès, en ouvrant ses séances, a affirmé l'égalité absolue des deux sexes ;
- « Attendu que toutes les mesures de réparation réclamées par lui ne sauraient avoir de raison d'être que si elles découlent naturellement du principe d'égalité ;
- « Ne pouvant admettre de restriction au droit ;
- « Le Congrès déclare que le droit doit devenir le fait.
- « Et réclame le vote des lois qui sont les conséquences naturelles de l'égalité des deux sexes, proclamée par la Commission. »

Plusieurs personnes font observer que toutes les résolutions votées jusqu'ici témoignent assez haut des sentiments du Congrès ; que l'égalité des sexes y est constamment affirmée et proclamée, et que dès lors le vœu présenté par M. Lévrier est une superfétation inutile.

M. Léon Richer répond qu'il ne voit, pour son compte, aucun inconvénient à l'adoption du vœu. Il ne se méprend pas sur l'intention, qui inspire l'auteur de la proposition ; mais comme, sur le fond, tout le monde est d'accord ; comme la question de principe ne fait doute pour personne, M. Léon Richer, tant en son nom personnel qu'au nom de la Commission d'initiative, accepte le vœu proposé par M. Lévrier.

Personne ne demandant la parole, le vœu est mis aux voix, comme *Vœu d'ensemble*, et adopté.

Le Congrès décide qu'il sera tenu le lendemain une séance de clôture.

La séance est levée à six heures et demie.

10^e Séance. — 9 Août.

CLOTURE

Présidence de M. Antide MARTIN.

SOMMAIRE: — Lecture et adoption du procès-verbal. — Discours de M^{lle} Maria Deraismes. — Proposition par M. Henri Krohn et discussion. — Nomination d'une commission internationale permanente. — Discours de M^{lle} Hubertine Auclert. — Discours de M^{me} Rouzade. — Discours de M. Antide Martin.

La séance est ouverte à trois heures, sous la présidence de M. Antide Martin, président.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

La parole est donnée à M^{lle} Maria Deraismes, qui prononce le discours suivant :

Discours de M^{lle} Maria Deraismes.

« Mesdames, Messieurs,

« Appelée à l'honneur immérité d'ouvrir ce Congrès, permettez-moi de réclamer la faveur de le clore. Au nom du comité d'organisation, j'ai beaucoup de remerciements à faire. Je commencerai d'abord par remercier les femmes étrangères, les lois de l'hospitalité l'exigent, de plus, la justice le veut. Nous les remercions de n'avoir marchandé ni leurs fatigues, ni leurs sacrifices pour venir jusqu'à nous ; nous les remercions d'avoir, pour la plus grande part, contribué au succès de notre Congrès.

« A la seule nouvelle d'un Congrès international du droit des femmes, quelques-uns ont dit : ce sera drôle, d'autres : nous allons rire. Un Congrès international composé de femmes, certainement ce sera le rendez-vous de toutes les excentriques des deux mondes. Comment, des femmes se réuniraient, se grouperaient en vue de servir une idée et de la faire triompher ! Elles adopteraient un plan et sauraient le suivre ! C'est impossible. Les femmes manquent de suite dans l'esprit ; les petites passions les dominent et les font dérailler, la rivalité les divise ; elles ne pourront jamais s'entendre : toutes parleront à la fois.

« Qu'est-il arrivé ? Tout le contraire de ce que nos adversaires attendaient. Quand les prétendues excentriques ont apparu, on a été obligé de convenir qu'elles pourraient donner des leçons de convenance et de dignité à plus d'une de ces femmes du monde qui se sont bien gardées d'assister à nos séances, dans la crainte de se compromettre. A divers de-

grés de la vie, nous les avons vues joindre la grâce à la gravité. Pendant nos débats, elles ont fait preuve de cœur, de savoir et d'esprit. Elles ont traité les questions les plus élevées, les plus difficiles avec une profondeur, une sûreté de jugement, une expérience acquise qui ont déconcerté plus d'un railleur. En outre, elles se sont expliquées dans une langue qui n'est pas la leur et elles l'ont fait avec pureté et élégance, — ce qui révèle en elles un niveau d'instruction supérieur au nôtre. Nous avons, nous, femmes françaises, à faire profit de cet exemple.

« Mais ce qui a le plus étonné nos adversaires, c'est l'ordre, la simplicité, la courtoisie qui n'ont cessé de régner pendant la session.

« Que nous sommes loin des pédantes et des précieuses de notre illustre Molière avec leur morgue et leur acrimonie. Ce type est décidément démodé, il faut le reléguer dans les musées au nombre des collections archéologiques. Du reste, quand il y avait des pédantes et des précieuses, il y avait en même temps des pédants et des précieux; triste fruit de l'éducation aristocratique.

« Donc, le grand résultat du Congrès a été de faire revenir beaucoup de gens d'idées préconçues. J'en prends à témoin la presse, j'entends celle qui se respecte et qui ne fait pas profession de mensonge. A celle-ci, nous devons nos remerciements, et notamment au *Rappel* qui, s'inspirant de son illustre fondateur, Victor Hugo, n'a cessé de rendre chaque jour un compte impartial de nos séances. Nous remercions aussi les hommes qui ont bien voulu faire partie du Congrès et qui nous ont aidés de leurs lumières et de leur science. Ils l'ont fait avec un complet dévouement et une entière abnégation. Nous les mettons à l'ordre du jour, et nous disons: Ils ont bien mérité du Congrès.

« Nous remercions aussi le public qui a paru prendre le plus vif intérêt à nos débats en suivant assidûment nos séances. Nous sommes en droit de dire, sans être taxée d'exagération, que ce Congrès est un estimable début qui a été favorablement accueilli. C'est un encouragement, mais il nous faut continuer. Nous n'avons point d'illusion, nous n'avons encore que des vœux, et pour en voir la réalisation, il nous reste encore bien à faire. Nous devons donc redoubler d'efforts et poursuivre incessamment notre entreprise. Nous instituerons probablement tout-à-l'heure un comité de permanence dans le but d'entretenir les relations avec les membres tant étrangers que nationaux de ce Congrès, d'en étendre le nombre, et de nous renseigner mutuellement sur les progrès que fait cette question dans les deux mondes, en un mot, de préparer dignement un autre Congrès qui aura lieu, nous l'espérons, sans trop tarder. En finissant, nous pouvons vous dire: à bientôt!»

Ce discours, fréquemment interrompu par les bravos de l'Assemblée, est longuement et chaleureusement applaudi. M^{lle} Deraismes reçoit de nombreux témoignages de sympathie.

Un membre du Congrès, M. Henri Krohn demande qu'il soit nommé une commission chargée de publier le compte-rendu officiel des travaux du Congrès. Il propose d'y introduire des étrangers; il lit une liste, préparée par lui, et qu'il soumet à l'adoption de l'Assemblée.

M. Léon Richer fait remarquer que, parmi les personnes étrangères dont M. Krohn vient de lire les noms, quelques-unes ont déjà quitté Paris, sans attendre la fin du Congrès et que plusieurs autres doivent partir dès demain. La commission que propose M. Krohn ne pourrait donc fonctionner. D'ailleurs, ajoute M. Léon Richer, la publication des Actes exigera beaucoup de temps; ce sera l'affaire de plusieurs mois; il est donc impossible de confier ce travail à des personnes n'habitant pas Paris.

« Mais il reste, dit encore M. Léon Richer, une considération puissante à faire valoir.

« A côté de la commission d'initiative du Congrès, un comité d'organisation s'est formé. C'est ce comité qui a tout fait, tout préparé, tout organisé; lui enlever maintenant la conduite ou la surveillance des derniers travaux qui restent à accomplir, ce serait en quelque sorte lui infliger un blâme public; ce serait le destituer avant l'œuvre achevée, et une résolution pareille ne pourrait être considérée que comme un vote de méfiance. Telle n'est pas la pensée de M. Krohn et telle ne saurait être celle du Congrès.

« M. Léon Richer demande, pour conclure, que le comité d'organisation qui a déployé tant de zèle, d'activité et d'intelligence reste investi jusqu'à la fin de la tâche qu'il s'est imposée avec un si réel dévouement.

Cette proposition est chaudement appuyée.

Après un très court débat, M. Henri Krohn déclare retirer sa proposition, et l'assemblée décide que le comité d'organisation du Congrès restera chargé de la publication des Actes.

M. Léon Richer demande et obtient de nouveau la parole. Il dit qu'il serait désirable que le Congrès actuel devînt le point de départ d'une union étroite et durable entre tous les partisans du droit des femmes répandus dans le monde entier, c'est pourquoi il croit devoir soumettre à la sanction de l'Assemblée une résolution qui, suivant lui, produirait les plus féconds résultats, surtout si l'on est bien décidé à organiser plus tard de nouveaux Congrès.

Voici le texte de cette Résolution:

- « Le Congrès,
- « Considérant qu'il lui importe de poursuivre son œuvre par tous les moyens pratiques en son pouvoir;
- « Considérant qu'il a pour devoir impérieux de veiller à la réalisation aussi prochaine que possible des réformes par lui votées, et d'en réclamer au besoin l'exécution,
- « Décide ce qui suit:
- « Une commission internationale permanente sera nommée en séance de clôture.
- « Les membres de cette commission resteront en communication constante et régleront eux-mêmes leurs moyens de correspondance et de rapport.
- « Ils seront notamment chargés de l'organisation du prochain Congrès. »

Cette Résolution, mise aux voix, est adoptée.

Le Congrès décide en outre qu'il sera nommé trois membres au plus par nation. Une exception est faite pour l'Amérique, chaque Etat, à cause des différences de législation, pouvant être considéré comme pays indépendant, et les réformes à réaliser dans l'un étant tout autres que celles qu'il y aurait lieu de poursuivre dans l'autre.

Il est ensuite procédé au vote.

Sont nommés:

POUR LA FRANCE: — M. Léon Richer (Paris); M^{lle} Maria Deraismes (id); M^{me} Griess-Traut (id).

POUR L'ANGLETERRE: — M^{me} Emilie A. Venturi (Londres); M^{me} Hearteley (id); M. le docteur Chapman (Paris).

POUR L'ITALIE: — M^{lle} Maria Mozzoni (Milan); M^{me} Aurelia Cimino Folliero de Luna (Florence); M. Bertani, membre de la chambre des députés (Rome).

POUR L'ALSACE-LORRAINE: — M^{me} Keller-Dorian (Mulhouse); M^{me} Richard (Colmar). — Ces deux commissaires seront priées de choisir un troisième membre.

POUR LA SUISSE: — M^{me} Marie Goegg (Genève); M^{me} Hunziker (Aarau); M. Elie Ducommun (Berne).

POUR L'ALLEMAGNE: — M^{me} Rosalie Schoenwaser (Dusseldorf); M. Sonnemann, directeur du *Journal de Francfort* (Francfort-sur-le-Mein); M. Hirsch, ancien correspondant du *Journal de Francfort* (Paris).

POUR LA HOLLANDE: — M^{me} Elisa Van Calcar (La Haye); M. Van Houten, membre de la 2^{me} Chambre des représentants du peuple (La Haye).

POUR LA SUÈDE: — M. Carl von Bergen (Stockholm).

POUR LA POLOGNE: — M^{lle} de D... (Pologne-Russe).

POUR LA RUSSIE: — M^{me} Catherine Gontcharoff, docteur en médecine (Paris).

POUR LA ROUMANIE: — M. Calligari (Paris).

POUR L'AMÉRIQUE:

- 1° *Etat de Massachussets*. — M^{me} Julia Ward-Howe (Boston); M^{me} Lucy Stone (id.).
 2° *Etat d'Illinois*. — M^{me} Grahame Jones (Chicago).
 3° *Etat de New-York*. — M^{me} Cady Stanton (New-York); M. Théodore Stanton, fils de M^{me} Cady Stanton (New-York); Mlle Susan Antony (New-York); M^{me} Hotchkiss (id.).
 4° *Etat de Pensylvanie*. — M^{me} Gibbons (Philadelphie).

Il est ensuite décidé que Paris restera, jusqu'à la réunion du plus prochain Congrès international, le siège officiel de la Commission qui vient d'être nommée, et que tous les documents ainsi que la correspondance, seront adressés à M. Léon Richer, chargé de les centraliser.

La parole est à ce moment donnée à M^{me} Hubertine Auclert, qui lit un intéressant travail dont la Section de législation avait cru ne pouvoir adopter, quant à présent, les conclusions. Ce discours, qui répond à des préoccupations sur lesquelles, au fond, tout le monde est à peu près d'accord, est fréquemment applaudi (1).

M^{me} Léonie Rouzade demande à son tour la parole et donne lecture du discours suivant:

Discours de M^{me} Rouzade.

« Mesdames, Messieurs,

« Une des choses qui ont le plus surgi en dehors et parmi les débats de ce Congrès, ça été l'emploi de cette formule: La vie de foyer. Je vais prendre ce thème, et comme font les chimistes pour un composé qui semble avoir de l'importance, je vais l'analyser. Ce sera très-court.

« En bon français, la vie de foyer veut dire: la vie concentrée. Ce genre d'existence a eu sa raison d'être, aux époques sans industrie, là où, pendant que l'homme faisait fructifier le sol et le garantissait, la femme tissait la coque de la famille et confectionnait toutes les choses nécessaires à l'entretien de la petite tribu.

« Mais nous ne sommes plus au temps des patriarches laboureurs; la ménagère n'a plus à pétrir son pain ni à tisser l'étoffe de ses draps et de sa robe, elle doit tout acheter maintenant; il faut donc qu'elle gagne.

« — On répond: la femme a son mari qui gagne pour elle. — Permettez: premièrement la femme ne vient pas au monde rivée avec un mari; il y a des femmes qui n'en ont pas, il y en a d'autres qui en ont eu et qui l'ont perdu; et puis, un mari n'est pas toujours une richesse; il y en a même quelques-uns qui sont un déficit. Donc il faut que la femme puisse ou suppléer au mari qui lui manque, ou remédier au mari qu'elle a detrop, et, pour cela, il faut que la femme puisse gagner.

« Puisque la femme vient au monde isolément, ceci établit que la nature n'impose pas l'homme à la femme comme un moyen d'existence. Nous apportons notre individualité, l'homme apporte la sienne, et c'est développer chacun notre mutuelle loi d'origine que de développer chacun notre individualité; si la nature avait pour loi de nous faire absorber par l'homme, la nature nous aurait rivée à lui, mais puisqu'elle nous fait naître isolément, donc indépendantes, c'est la preuve que notre union doit être basée sur l'association et non sur la subordination.

(1) Ce discours ne peut être reproduit, Mlle Auclert en ayant, par lettre, refusé le texte à la commission chargée de la publication du présent compte-rendu.

« Il ne faut pas nous regarder à part, nous ne sommes pas un ingrédient dans la race, nous sommes une des deux bases absolues sans l'ensemble desquelles l'humanité ne peut être constituée. Nous avons donc le droit de développer par le travail et de garantir par les lois, notre individualité.

« Aussitôt on nous demande ironiquement si nous avons la prétention de devenir charbon, menuisier, charpentier et autre chose de même genre? — Du tout, Messieurs, du tout; soyez persuadés que nous n'avons pas plus que vous l'ambition de ces rudes travaux, et nous vous les laisserons sans conteste.

« Laissons ces détails, nous dit-on; que la femme isolée s'embarque à ce qu'elle voudra; mais la femme mariée, celle-là, n'a qu'un devoir: élever ses enfants, vivre au foyer.

« Pardon, si votre ménagère a pour tout horizon de bien organiser le rangement d'une armoire et de trousseur lestement une fricassée, comment votre ménagère pourra-t-elle élever vos enfants pour la vie du dehors, c'est-à-dire pour le sentiment de la justice et pour le noble usage de la liberté? — Ce sera le père qui donnera l'éducation civique. — Ah! fort bien; ce seront aussi des professeurs spéciaux qui fourniront l'éducation scientifique; nbt, il restera à la mère le débarbouillage des enfants et la confection du dîner. Hé bien, elle peut sans péril se faire remplacer. — Non pas, car ce sera la mère qui formera le cœur. — Y songez-vous? Comment pourrait-elle former le cœur, cette femme qui vit au milieu du martyrologe de la société et qui est assez nulle ou assez cruelle pour ne pas s'y intéresser!

« Votre ménagère passive est une conception romantique. Si nous devons former la nouvelle humanité, nous devons nous intéresser à toutes les questions qui touchent l'humanité; et si, ne sachant rien, nous ne pouvons pas former utilement l'humanité, nous n'avons pas besoin de rester au foyer.

« Si malgré tout l'homme persiste quand même à nous affubler de cette carapace du foyer, nous lui répondrons: Si la femme n'est pas née pour la vie active, l'homme n'est pas né pour la vie sédentaire; donc, tout homme devra s'escrimer à marteler, terrasser, charpenter et se colleter avec les tigres et les panthères; hors de ces travaux, l'homme sera déchu, si hors du foyer la femme est déclassée.

« Mais je ne veux pas conclure sur cette parole de guerre. La vie de foyer est bien le rêve de l'humanité, mais il faut d'abord le conquérir pécuniairement, ce foyer, et ensuite, il faut que les contractants soient égaux pour former cette harmonie intime qui constitue le véritable foyer.

« D'un dernier mot je vais soulever une grosse question que je ne résoudrai pas, mais que je montrerai parfaitement franchissable. On se dit: l'admission des femmes va développer de nouveaux bras au travail et accroître la misère. Pour toute réponse, je dirai: du temps où il y avait beaucoup moins d'artisans et aucune machine, la misère, loin d'être inconnue, était au contraire tellement une détresse que, devant les travailleurs, certain philosophe pouvait se demander s'il devait les classer parmi les humains ou parmi les animaux. Ainsi, vous le voyez, l'accroissement des bras, a, non pas appauvri, mais décuplé la richesse générale; il en sera de même encore cette fois. Le jour où la richesse ne pourra plus augmenter, ce sera le jour où le travail n'aura plus de matière à exploiter; mais la nature n'est pas encore vide, de nouveaux bras peuvent venir travailler.

« Quant aux difficultés d'arrangement, ces difficultés seront plus vite étudiées et d'autant plus vite vaincues qu'il y aura un plus grand nombre d'intéressés à s'en occuper.

« N'ayons donc pas terreur de l'avenir; l'avenir est le grand trésorier qui verse éternellement l'inépuisable Progrès.

« Si vous dites que cela est faux, qu'il y a des peuples qui s'abâtardissent et disparaissent; nous vous répondrons: oui, il y a des peuples qui s'abâtardissent et disparaissent, mais l'humanité collective s'ennoblit sans cesse et monte toujours!

« La preuve, c'est l'enthousiasme de toutes les nations devant le chef-d'œuvre de la paix, de la civilisation, devant enfin l'apothéose du travail: l'Exposition internationale!

« A ceux qui riraient de notre Congrès, né au centre du genre humain, puisque Paris est la capitale du monde, nous leur dirions: Riez donc alors de votre religion, née dans l'é-

table d'une bourgade et riez aussi de votre royauté, coupée primitivement sur un informe bouclier!

« Notre origine vaut bien les vôtres; par l'ampleur de notre point de départ mesurez le sommet où nous devons arriver!

« Je porte donc un vivat à la concorde des Peuples, au Travail et à la République française, puisque c'est au milieu de ces trois forces que le droit des femmes s'est affirmé. »

De vifs et chaleureux applaudissements couvrent la parole de M^{me} Rouzade.

M. Antide Martin, président du Congrès, se lève à son tour, et s'exprime dans les termes suivants:

Discours de M. Antide Martin.

« Mesdames, Messieurs,

« Avant de quitter ce fauteuil de la présidence où votre bienveillante confiance m'a placé, j'aurais voulu vous présenter le résumé des travaux que vous avez accomplis dans ce Congrès; mais leur diversité égale leur multiplicité. Plus de vingt-cinq vœux en forment la nomenclature et beaucoup de ces vœux comprennent plusieurs divisions d'une portée distincte.

« Refaire devant vous cette récapitulation pure et simple serait fort aride. L'analyse que je vous donnerais de vos décisions en rappelant, même de la façon la plus brève, les motifs sur lesquels vous les avez basées, vous retiendrait trop longtemps sans utilité certaine.

« Ce qu'il importe, c'est que vos travaux laissent une trace durable; il faut pour cela qu'ils soient publiés dans toute leur étendue. Ce sera certainement votre volonté.

« Alors chacun de vous pourra revoir en pleine tranquillité d'esprit tout ce qui a été dit et voté.

« Cette publication aidera aussi notre propagande, car elle fournira aux personnes sympathiques à nos idées, et même à nos adversaires, un plus sûr moyen d'étudier et d'apprécier les réformes que nous proposons.

« Quelle qu'ait été, Mesdames et Messieurs, l'ardeur des désirs et des espérances exprimés depuis douze jours par ce Congrès, nous reconnaissons volontiers qu'elle nous a fait vivre imaginativement dans un monde façonné au mieux des sentiments de notre cœur et des déductions de notre esprit. Nous rentrons maintenant dans le monde réel qui est tout autre, nous promettant d'y reprendre la tâche, de contribuer par tous nos efforts à le pousser dans les voies que notre ferme conviction nous montre devoir être meilleures pour lui.

« Nous ne nous dissimulons pas les difficultés de cette œuvre. Par exemple, nous demandons beaucoup plus de pouvoir social pour les femmes, et nous savons qu'en plusieurs pays très-civilisés il y a des politiciens fort avancés qui ne veulent pas du suffrage universel pour leurs concitoyens parce qu'ils redoutent que, dans leur ignorance ou leur fanatisme, ils s'en servent contre le progrès. Tant qu'il en sera ainsi, qu'espérerions-nous obtenir pour les femmes, nous qui sommes bien convaincus que ce n'est pas à coups de décrets, mais par l'instruction, génératrice du raisonnement, que les réformes durables s'établissent!

« Ayons, Mesdames et Messieurs, courage et persévérance. Le progrès a fait bien des conquêtes; il est dans la destinée humaine qu'elles aillent se développant et se multipliant. Notre devoir est de concourir à l'activité de ce développement et notre suprême satisfaction sera de nous y être dévoués avec la ferme croyance d'avoir été utiles. »

Ces paroles, les dernières, sont chaudement et longuement applaudies.

M. Antide Martin prononce la clôture du Congrès.

Il rappelle qu'à sept heures, un banquet réunira une dernière fois les membres du Congrès, au Salon des Familles, avenue de St-Mandé.

On se donne rendez-vous pour le soir.

La séance est levée à 4 heures et demie.

9 Août

BANQUET

Deux heures après la séance officielle de clôture, la plupart des membres du Congrès et quelques invités se réunissaient au Salon des Familles, 40, avenue de St-Mandé, où les attendait un magnifique et confortable repas d'adieu.

Ce banquet, primitivement fixé au lendemain samedi, avait dû être avancé d'un jour, la salle n'étant pas libre le 10 août.

Tout le monde s'est prêté de bonne grâce à cette modification, indépendante de la volonté des organisateurs, et dès avant sept heures, la foule se pressait déjà dans les salons et dans les jardins.

Les tables, dressées en forme de fer-à-cheval, occupaient dans toute sa longueur la grande et belle salle ayant ouverture sur la galerie qui communique directement avec le jardin. On y comptait environ 200 couverts.

Au fond de la salle, dominant la table d'honneur, s'élevait une estrade ornée de drapeaux, et réservée aux orateurs inscrits pour les discours d'usage.

A la table d'honneur, siégeaient:

Mme Emilie A. Venturi, de Londres, qui avait bien voulu accepter la présidence du banquet; à sa droite, M. Antide Martin, membre du conseil municipal de Paris, président du Congrès; à sa gauche, M. Laisant, député de la Loire-Inférieure; puis, Mlle Maria Mozoni, de Milan, M. Bertani, député italien; Mme Aurélia Cimino Folliero de Luna, de Florence; Mlle Maria Deraismes qui, malheureusement très-souffrante, a dû se retirer de bonne heure; Mme Féresse-Deraismes; M. de Hérédia, membre du conseil municipal de Paris; les deux secrétaires du Congrès, Mlle Eugénie Pierre et Mlle Aline Cuvelier; M. Léon Richer, commissaire général et organisateur du Congrès, Mme Léon Richer, M. et Mme Griess-Traut, M. Morin conseiller municipal etc., etc.

A la même table, des places avaient été réservées aux représentants de la presse française et étrangère et aux sténographes. Les autres tables étaient occupées par les membres du Congrès et les invités.

Le service s'est fait très-rapidement et avec beaucoup d'ordre.

Au dessert plusieurs discours et toasts ont été prononcés. Tous ont été très chaleureusement applaudis.

Les voici dans l'ordre où la sténographie les a recueillis:

Discours de M. Antide Martin.

« Mesdames et Messieurs,

« Les toasts commencent, je vous propose d'en porter un: *A la persévérance internationale des partisans du progrès.*

« Réunir à Paris un Congrès international pour l'examen et la défense du droit des femmes, alors que tant d'autres Congrès y étaient en pleine activité ou en train de commencer leurs travaux, a dû paraître à beaucoup de gens une œuvre singulièrement risquée. Vous leur avez prouvé que les convictions sincères font tout réussir. Vos séances ont été suivies avec autant d'assiduité que de ferveur et elles ont été plus nombreuses que dans aucun autre Congrès tenu exclusivement par des hommes.

« Vous avez cru venu le moment de dire tout haut et collectivement ce qui se pensait tout bas et individuellement. Vous avez examiné et posé selon vos consciences les questions qui intéressent le plus les femmes sous le rapport de leur personnalité, de leur dignité, de leur instruction, de leur éducation, de leur action civile et sociale, et aussi de leur intérêt.

« Vous n'avez pas craint de constater avec une énergique vérité le mal et ses causes, descendant, quand il l'a fallu, jusqu'aux derniers degrés de la souffrance ou de la pourriture sociale, parce que vous avez justement senti que là où la misère ou l'avilissement sont plus grands, là il est nécessaire de porter les plus prompts remèdes.

« Avez-vous conçu l'espérance que les vœux par vous formulés seront réalisés demain ? Oh ! non ; vous savez trop combien le monde est lent à faire accueil à ce qui est bon ; vous voyez trop avec quelle obstination il se plaît à piétiner dans la routine même la plus mauvaise. Tout ce qui est nouveau l'effraie. C'est pour cela même que vous avez tenu à exprimer ouvertement vos désirs.

« Voulant arriver à persuader, il vous fallait bien provoquer l'examen, car vous aussi vous savez que l'idée fondée sur la raison, soutenue par la persévérance, est semblable à la goutte d'eau qui, retombant sans cesse sur un roc dur, finit par le percer.

« Notre Congrès a donc bien fait de poser nos principaux *desiderata*. Les chercheurs, sérieusement occupés de l'avenir, les examineront. Les écrivains, attirés par l'extrême gravité du sujet, les critiqueront ou y applaudiront.

« Des modifications à nos solutions pourront être présentées ;

« Nous nous en réjouirons si elles tendent à une possibilité plus prompte d'application. L'opinion publique, ainsi utilement remuée, avisera à prendre parti sur des réformes si utiles et si pressantes.

« C'est en prévision de ce mouvement et en vue de l'étendre et de le régulariser, que nous avons terminé nos travaux par la constitution d'une Commission permanente internationale, à laquelle nous convions les femmes et les hommes dévoués de tous les pays, de fournir leur plus zélé concours.

« Grâce à cet ensemble d'efforts, nos idées, nos formules, prendront leur place au grand jour de la discussion publique et l'espoir de leur mise en application, à des périodes successives, deviendra réalisable.

« Voilà pourquoi, Mesdames et Messieurs, je renouvelle mon toast : *A la persévérance internationale des partisans du progrès !* » (Longs applaudissements).

Discours de M. Laisant.

« Mesdames et Messieurs,

« Il semble que la parole devrait peu m'appartenir dans un banquet comme celui où nous sommes réunis pour constater les résultats du Congrès qui vient d'avoir lieu. En effet, j'ai pris aux travaux de ce Congrès une part bien plutôt nominale qu'effective. Ce n'était pas la bonne volonté qui me manquait, croyez-le bien ; j'étais retenu par d'autres travaux.

« Malgré les reproches qui m'ont été adressés, les regrets doivent être pour moi seuls. Le Congrès a bien marché, ses travaux ont été assez complets, les séances ont été remplies,

les questions y ont été envisagées sous assez de formes, d'aspects, pour qu'on puisse dire : Il n'y avait rien à y ajouter. Je n'aurais pu que m'y instruire.

« Ce Congrès a prouvé une chose, c'est qu'aujourd'hui la question des droits de la femme, les questions de justice, de dignité, d'humanité, ont fait des progrès réels depuis plusieurs années. Cette question en a fini complètement avec la raillerie, ce mauvais procédé de discussion usité trop longtemps. On s'est aperçu que la raillerie n'était plus de mise parce que, dans ces grandes assises du droit de la femme, on en est venu à discuter des questions sérieuses et qu'elles ont été discutées sérieusement par les femmes elles-mêmes, ce qui est un immense progrès accompli. Les adversaires de la cause que nous défendons ont été obligés de rendre hommage au talent, au bon sens, à l'honnêteté avec lesquels les questions ont été posées dans ce Congrès. (*Applaudissements.*)

« Mais permettez-moi de le dire, on n'a fait et on ne pouvait faire que de la théorie, poser des principes, indiquer des solutions que malheureusement vous n'avez pas le pouvoir d'appliquer ; cela appartient aux législateurs de tous les pays où la question se pose, et elle se pose un peu partout ; en particulier au Parlement français pour ce qui nous concerne.

« A ce point de vue, je suis forcé de reconnaître que la France n'est peut-être pas en avance sur les autres nations ; cependant des progrès sensibles ont été réalisés.

« La question du divorce que vous avez agitée et qui a été traitée avec talent, est soulevée ; elle a été posée dans le Parlement depuis plusieurs années. La recherche de la paternité semblait une question monstrueuse, énorme qu'on ne devait jamais toucher ; qu'arrive-t-il ? nous la voyons posée, non à la Chambre des députés, mais au Sénat, par un sénateur de gauche, l'honorable M. Schœlcher, de concert avec un sénateur de droite, sans préoccupation de parti, d'opinions politiques : on en arrive aujourd'hui, dans le Sénat même, à reconnaître qu'il y a là une question grave, une question de principe à établir, et qu'il faut qu'elle soit résolue. (*Applaudissements.*)

« Faudrait-il croire, comme le disait tout-à-l'heure notre président, que ces questions, par cela même qu'elles ont été posées, vont être résolues à l'instant ; que, lorsqu'elles voudront s'introduire au Parlement, il n'y aura pas une période de transition par laquelle il faudra passer ? Ce serait évidemment une grande erreur.

« Il y aura des oppositions, des difficultés, il n'en faut pas douter un instant : mais il y aura des bonnes volontés puissantes, énergiques, qui viendront à notre aide ; et avec le temps nous triompherons parce que nous ne défendons que la raison, la bonne justice et la dignité humaine. (*Applaudissements.*)

« Je m'aperçois que je m'oublie à causer ici. Ce Congrès doit être apprécié, envisagé avec plus de compétence que je ne pourrais le faire, par plusieurs orateurs. Permettez-moi de me résumer et de dire : — *Pas d'illusion et pas de découragement : — Persévérance et Confiance !* » (*Bravos prolongés.*)

Discours de M^{me} Goëtz-Steinheimer.

« Messieurs et Mesdames,

« Je ne comptais pas prendre la parole dans cette réunion fraternelle, il me semblait qu'un discours prononcé par une simple ouvrière faisait un contraste trop frappant avec les paroles éloquentes que vous venez d'entendre, et aussi avec celles qui vont suivre ; mais on m'a dit que, représentant le syndicat des couturières lingères, il était indispensable que les plaintes de nos compagnes fussent formulées. J'ai dû obéir. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de développer longuement leurs griefs, personne n'ignore que les ouvrières de ces corps d'états sont loin d'avoir une occupation assurée, et chacun sait en même temps que leur travail n'est pas suffisamment rémunéré, surtout si l'on défalque les jours de chômage. On se plaint du nombre toujours croissant des malheureuses qui succombant

sous le poids de la misère, demandent au vice le pain que leur travail ne peut leur donner. Hélas ! la société est ainsi faite : elle voit le mal, elle en connaît la source, mais elle ne veut faire aucun effort pour appliquer le remède. Cela vient sans doute de l'éducation faussée qui pèse sur nous depuis des siècles ; on nous a toujours fait accroire que la providence veillait sur nous et que tous nos efforts étaient vains sans son secours. (*Applaudissements*).

« C'est cette croyance funeste qui a produit l'apathie que nous voyons se produire autour de nous ; les ouvrières voient d'un œil indifférent les tentatives faites par un petit groupe pour l'amélioration de leur sort, elles restent sourdes à l'appel fraternel qui leur a été fait au nom du syndicat. Puissent-elles l'entendre et comprendre enfin que, seules, elles sont sans force, tandis qu'unies pour un but commun elles pourraient discuter leurs intérêts et faire valoir leurs droits. (*Bravos*).

« D'autre part, on voit et on maintient une iniquité monstrueuse : nous avons dans notre beau pays des Sociétés philanthropiques de tous genres, protégeant les animaux et aussi les gens, eh ! bien, aucune d'elles n'a encore élevé la voix pour demander la suppression, ou tout au moins la réglementation du travail dans les couvents, les ouvroirs et les prisons. La spéculation de ces antagonistes du travail libre est révoltante. Si encore l'apprentissage était sérieux ; si en sortant du couvent ou de l'ouvroir, la jeune fille connaissait son métier, le mal serait moins grand ; mais il n'en est rien. Dans ces saints ateliers, la besogne de chacun est calculée selon l'âge et la force, on y fait toujours la même chose afin d'arriver à la faire très vite et très bien ; c'est ce degré d'habileté qui fait le profit de la sainte maison. Quant à la jeune fille, elle deviendra ouvrière si elle le peut ! (*Applaudissements*).

« Dans les prisons, c'est autre chose ; là, les coupables semblent avoir pour mission d'affamer les innocentes ; on y travaille moyennant un salaire dérisoire, et nous nous demandons dans quelles poches entrent les bénéfices ! (*Vive approbation*).

« Le mal est grand, Messieurs et Mesdames ; réunissez-vous à nous pour y trouver un remède, que nos voix soient entendues afin que la devise républicaine devienne une vérité. » (*Applaudissements*).

Discours de M^{lle} Mozzoni.

« En remerciant les Français présents qui nous ont reçus, nous étrangers, avec une cordialité fraternelle, et reconnaissant l'influence considérable que leurs vœux pour la liberté de la femme vont avoir dans tous les pays civilisés, partout où les masses sont réunies dans une même pensée, permettez que je me réjouisse de l'état de la question dans mon pays.

« L'Italie, passée récemment de l'état de simple expression géographique à la dignité de nation, recueille aujourd'hui le glorieux héritage de ses ancêtres, et croit de son devoir de marcher à la tête des nations européennes dans la voie du progrès.

« L'ancien cosmopolitisme qui couronnait la reine des nations n'est pas sorti de son génie national, malgré les siècles de silence et de servitude ; mais déposant les lauriers des césars et la tiare des pontifes, enseigne vieillie d'une civilisation décrépite, subjuguée par l'épée, emmaillottée par le dogme, elle ne s'est pas arraché du cœur le cosmopolitisme qui la pousse vers les autres nations dans un élan fraternel et dans l'ampleur et l'indépendance de l'esprit.

« Aussi les Italiens qui, à travers les révolutions cent fois répétées et les guerres sanglantes, ont vu s'en aller en lambeaux les maillots dont les avaient enveloppés l'Eglise et le despotisme étranger, regardent l'avenir avec l'œil ferme et limpide d'une intelligence librement ouverte à la lumière nouvelle, debout sur les ruines de deux civilisations éteintes. (*Applaudissements*).

« On voit, on croit, on sent en Italie que la plénitude des temps est arrivée pour la femme.

« Quand la pensée a subjugué la matière, que le droit prévaut sur la force ; quand la puissance des nations est déterminée par la finesse de la civilisation et la suprématie des arts et des sciences ; quand le pacifique laurier de la vertu civique est plus sympathique aux peuples que le laurier sanglant du guerrier, alors l'heure de la femme a sonné. (*Applaudissements*).

« Sortie d'une époque guerrière, mais inspirée par l'idée du droit, l'Italie est apparue non *barbarisée*, mais civilisée ; aussi la femme est montée, comme partout où les peuples s'élèvent et pensent. (*Bravos*).

« Le gouvernement s'est donné la tâche d'étendre progressivement les programmes d'éducation qui la concernent ; les portes universitaires, que la double réaction leur avait fermées, se sont ouvertes devant elle.

« Elle est acceptée dans les différents bureaux de l'administration et dans les associations politiques. Les écoles des deux sexes lui sont largement confiées.

« Le code civil lui a accordé, dès 1865, la puissance paternelle, après la mort du père ; le droit de succession égal à celui des mâles dans tous les héritages ; la tutelle des proches parentes majeures ; la capacité de témoigner dans les actes civils ; et la commission pour la réforme électorale propose pour elle le vote administratif dont elle jouit déjà en Toscane, et dont elle jouissait jadis dans la Lombardie et dans la Vénétie. Les réformes ne sont pas terminées ; elles ne font que commencer, et l'esprit public s'y prête tous les jours davantage. En 1865, j'élevai la première la voix en faveur de la femme ; je trouvai tout de suite un groupe d'apôtres dévoués dans les deux sexes.

« Aujourd'hui la question est agitée par beaucoup, sympathiquement accueillie par une masse, et acceptée par tout le monde. (*Vifs applaudissements*).

« M'envoyant ici, assister au Congrès, pour lui faire un rapport sur les délibérations de l'assemblée, le gouvernement de mon pays a rencontré les adhésions et les éloges de la démocratie, c'est-à-dire de l'immense majorité de la nation.

« Je ne peux mieux répondre à la sympathie avec laquelle j'ai été accueillie qu'en formant pour la France un vœu auquel mes compatriotes présents voudront certainement s'associer.

« Puisse la République se fortifier de jour en jour dans le cœur des Français, non pas seulement dans la forme extérieure que l'histoire nous montre capable d'accommodement avec plusieurs tyrannies, mais dans l'ampleur de l'idéal et les principes libéraux qui en sont l'âme et la puissance véritable ! Par elle et avec elle, les femmes arriveront ; sans elle, les hommes aussi se perdraient.

« Vive la France ! Vive la République ! »

(*Bravos prolongés*).

Pendant que M^{lle} Mozzoni descend de la tribune, le président se lève et dit :

« Je crois qu'aux paroles prononcées par Mlle Mozzoni, nous répondrons d'une seule voix : Puisse l'Italie rester convaincue qu'elle n'a pas de meilleure amie que la France ! »

De chaleureux applaudissements, partis de tous les points de la salle, témoignent que le président vient d'exprimer les sentiments unanimes de l'assemblée.

Discours de M. Lemonnier.

« Mesdames et Messieurs,

« Parmi les paroles éloquentes que nous avons entendues, il en est une qui m'a frappé. Cette parole qui m'a frappé, qui vous a frappés comme moi, est sortie d'une bouche italienne. Mlle Mozzoni a remercié la France, elle a remercié Paris de l'hospitalité que les nations sœurs ont trouvée parmi nous. Eh ! bien, que Mlle Mozzoni me permette de le dire,

elle a interverti les rôles : c'est nous qui devons remercier les nations sœurs ; nous devons remercier l'Italie, nous devons remercier l'Amérique, nous devons remercier l'Angleterre, la Hollande, la Russie, même les absents. Qu'aurions-nous fait si nous étions restés, Français et Françaises, dans notre isolement ? Un des orateurs a dit avec vérité que la France est loin, dans cette question de l'affranchissement de la femme, de tenir le rang qu'elle est si souvent habituée à accepter : le premier. La France a laissé jusqu'ici les nations étrangères la devancer ; eh ! bien, grâce au Congrès qui vient de s'accomplir par vous, par nous tous, par ceux mêmes qui nous ont critiqués et dont les yeux s'ouvriront en même temps que le cœur, par nous tous, étrangers et Français, membres du Congrès, cette différence disparaîtra ; et dès aujourd'hui, dès demain, quand nous nous présenterons, quand les partisans du droit de la femme se présenteront à ceux qui ne reconnaissent pas encore ce droit, c'est le plus grand nombre, on ne distinguera plus les nations qui sont en avant de celles qui sont en arrière, toutes se donneront la main. (*Applaudissements*).

« Que nos remerciements soient donc acquis, de tout esprit et de tout cœur, aux femmes généreuses, aux hommes non moins généreux qui sont venus des terres étrangères sur cette terre de Paris nous donner la main. (*Applaudissements*).

« J'ai dit tout-à-l'heure qu'il ne fallait pas oublier les absents ; il est un nom que, sinon tous, la plupart d'entre vous connaissent, un nom auquel nous devons tous penser, sur lequel ma parole appelle déjà le souvenir et l'allusion. Parmi les peuples qui nous ont envoyé leurs députés, je n'ai pas parlé du peuple suisse ; eh bien, il est en Suisse une femme généreuse, dévouée depuis 11 ans à la cause des femmes ; si elle est absente de ce Congrès, cela n'est que par la nécessité d'accomplir à Genève des devoirs impérieux. J'ai nommé M^{me} Marie Gœgg. Que le nom de M^{me} Gœgg soit donc associé à tous les noms que vous avez acclamés, que nous acclamons. (*Bravos*). En 1868, dans le second Congrès de la Ligue de la Paix et de la Liberté, madame Gœgg est venue seule ou presque seule demander l'égalité des droits pour la femme, et je dois dire que cette prétention des femmes à se placer sur le pied d'égalité en droit, sinon en fait, que cette prétention fut d'abord accueillie avec surprise dans la Ligue, dans le Congrès, avec une surprise peut-être favorable ; et je dois dire aussi que la simplicité, la résolution, le calme, la grâce infinie, toute féminine, — et la grâce féminine n'exclut pas l'énergie, — avec lesquelles cette première réclamation au nom de la femme fut faite, emporta l'unanimité des votes. Non seulement madame Gœgg vit passer sa motion qui était la reconnaissance, la déclaration que les femmes ont toutes un droit humain, civil, économique et politique ; mais encore, dès le lendemain, le jour même, le triomphe de madame Gœgg était si complet, que ceux-là mêmes qui avaient vu sa proposition se présenter avec quelques craintes, étaient unanimes pour demander qu'elle s'assît à côté des hommes dans le conseil, dans le comité supérieur de la Ligue internationale de la Paix et de la Liberté.

« Laissez-moi vous donner quelques renseignements en passant : Il y a 7 Sociétés de la Paix et de la Liberté ; dans ces 7 Sociétés il n'y en a que 2 chez lesquelles les femmes peuvent siéger sur le pied d'égalité à côté des hommes : c'est l'*Universal Peace international* de Philadelphie et la Ligue internationale de la Paix et de la Liberté de Genève, et ce n'est pas le moindre honneur de ces Sociétés de la Paix. Celle de la Ligue internationale de la Paix et de la Liberté est au nombre de celles qui peuvent s'en vanter le plus. Il y a 10 ans que madame Gœgg siège dans le conseil de la Ligue, et il y a 8 ou 9 ans qu'elle a fondé le recueil de la *Solidarité*, dans lequel elle défend le droit des femmes ; elle est la première qui ait lié cette épithète d'internationale avec le substantif « les femmes » ; elle est la première qui ait écrit avec ses amies, « l'Association internationale des femmes ». Eh bien ! M^{me} Gœgg, en particulier, maintenant, a fait abolir dans le canton de Vaud la tutelle perpétuelle des femmes, qui existait il y a 3 ans. Encore avec ses amies, car elle n'agit pas seule, c'est elle qui a ouvert l'instruction secondaire de l'université de Genève aux femmes et aux filles.

« Je termine, Mesdames et Messieurs, en vous proposant un toast en l'honneur des dames et hommes qui sont venus de l'étranger serrer nos mains françaises et j'y associe la Suisse et madame Gœgg. » (*Longs et chaleureux applaudissements*).

Discours de Madame Sabatier.

« Messieurs et Mesdames,

« Après m'être associée aux remerciements de M. Lemonnier aux dames étrangères dont le talent a éclairé nos débats, dont les arguments visibles et palpables ont établi la valeur intellectuelle que le préjugé seul peut refuser aux femmes (vous avez pu en juger par M^{me} Mozzoni) ; après avoir salué avec émotion l'Italie régénérée donnant la main à la France nouvelle, à la sage Angleterre et aux aventureux Etats-Unis, il me reste encore à adresser beaucoup de remerciements, d'abord, au public, à ce public bienveillant et sympathique qui nous a suivis jusqu'à ce banquet, et dont la présence assidue à nos séances a été la consécration de nos travaux, la sanction des vœux que nous avons émis ; ensuite, au conseil municipal dont les membres, en prenant part à ce Congrès, en s'associant à ses revendications, ne nous ont point étonnés. Ils n'ont fait que suivre les traditions libérales de ce grand corps auquel ils appartiennent, dont le cri de ralliement est : en avant ! et qui a pour devise : travail, justice et liberté. (*Applaudissements*).

« Ensuite, aux députés dont la présence ici, si petit qu'en soit le nombre, est une promesse de l'avenir aux vœux, aux espérances du présent ; enfin, à nos bons confrères de la presse qui ont combattu comme nous le bon combat, qui nous ont aidés à plaider notre cause, traitant enfin avec sérieux cette question humanitaire de nos justes revendications.

« Je voudrais qu'une voix plus autorisée que la mienne remerciât ceux qui nous ont aidés au nom de la grande fraternité littéraire, de la grande fraternité humaine ; je voudrais que cette voix pût les convaincre, non de nos droits ce serait prêcher, je crois, des convertis, mais de leur puissance ici-bas, de leur pouvoir sur la foule, afin qu'ils sachent que, s'ils le veulent, notre cause sera gagnée. Je voudrais que cette voix leur dît avec la conviction de l'éloquence, à cette heure, que ceux qui travaillent du grand travail de la pensée, tiennent en leurs mains les destinées de la patrie, des femmes et des hommes. A cette heure, dans les mains de l'écrivain droit et honnête, toute plume est un sceptre devant lequel s'inclinent jusqu'aux rois, et qui peut modifier jusqu'aux lois mêmes. Je voudrais surtout que cette voix allât jusqu'à nos grands hommes, Victor Hugo, Louis Blanc, Gambetta, pour qu'ils prissent en main cette cause de leur mère, de leur fille, de leur sœur, la plus noble des causes parce qu'elle est grande, parce qu'elle est juste, parce qu'elle est sacrée. Des esprits généreux comme le leur doivent la défendre, la protéger par droit de conquête, par le droit du génie. A eux appartient de relever la femme, avec elle, la France et le niveau moral du monde qui s'abaisse. Cette tâche est digne d'eux. Que s'ils la trouvent au-dessus de leurs efforts, qu'ils se rappellent, pour se rassurer, que plus la conquête est difficile, plus elle est glorieuse. Le génie est non seulement la puissance, il est la puissance suprême, car toutes les richesses, tout le pouvoir des nations ne peuvent créer un homme de talent, tandis qu'un homme de talent seul peut illustrer une nation et son siècle, parce que le génie façonne à sa taille le temps et les hommes.

« Je le répète, il faudrait qu'une voix plus éloquente que la mienne (je ne puis formuler que des espérances), vint appeler le concours, au nom de tous ceux qui sont ici-bas, du talent, du génie, de la puissance.

« Encore un mot. Je voudrais, avant de terminer, demander personnellement à la presse, aux membres du Congrès, au public un concours efficace et dévoué pour une œuvre que j'entreprends, qui, faisant passer l'idée humanitaire qui a présidé à ce Congrès, du domaine de la théorie dans celui de la pratique, sera la solution d'une des plus grandes questions agitées au sein du Congrès : c'est la question qui se rapporte au travail des femmes. J'ai besoin de la propagande de tous, français ou étrangers, sans distinction de rangs, de religions, de nationalités ; mon œuvre étant pour les femmes à quelque nation, à quelque religion qu'elles appartiennent. Je ne puis vous en dire davantage aujourd'hui, des intérêts

matériels qui ne sont pas les miens s'y opposent; mais, dans peu de temps, vous aurez la clef de ce mystère, et je réclame de vous tous, de vous aussi, confrères de la presse, l'appui de votre dévouement. Et maintenant, toutes ces espérances ne fussent-elles pas réalisables, tous nos vœux fussent-ils restés stériles, n'eussions-nous été que des pionniers sur la route du droit et de la justice, — nouveaux Moïses montrant cette terre promise où, nous, les guides, n'entrerons pas, — que le Congrès, que le public et la presse qui l'ont acclamé et soutenu, n'en aient pas moins mérité de la grande patrie universelle des femmes de tous les pays, en un mot de l'humanité tout entière » (*Bravos*).

Discours de Madame Venturi.

« Messieurs et dames, on m'a confié la tâche facile et agréable de vous remercier au nom des étrangères, membres du Congrès, du bon accueil que vous nous avez fait, et de la sympathie cordiale avec laquelle vous nous avez écoutées. Et je vous remercie tous, de toute mon âme, mais surtout je remercie ces hommes de cœur qui nous ont aidés d'une manière vraiment fraternelle, qui ont bien voulu nous imposer, non pas par leur force seulement, mais par leur bonté. (*Applaudissements*).

« L'importance du premier Congrès international des droits de la femme est doublée à mes yeux de ce qu'il a eu lieu à Paris, car c'est le propre du génie français de populariser les grandes idées.

« Il est vrai que quand vous avez parcouru l'Europe il y a cent ans, popularisant l'idée des droits de l'homme, vous l'avez fait en pédagogues un peu sévères, tenant l'épée comme fêrule à la main. Mais cette fois vous choisirez bien une autre méthode, n'est-ce pas? car vous venez d'accepter l'idée de la co-éducation des sexes, et vous êtes trop gentilshommes pour montrer l'épée aux dames. (*Applaudissements*).

« Hier soir, un monsieur qui paraissait un peu sceptique quant aux avantages de notre Congrès, me demandait: — « Eh! bien, madame, quelle grande vérité avez-vous donc proclamée au monde? » Je lui ai répondu: — « Monsieur, nous avons proclamé que la femme est un être humain. » (*Longs bravos*).

« Il riait. — « Mais, madame; c'est une platitude. — « C'est vrai; mais quand cette platitude que tout le monde accepte en souriant quand il s'agit de mots seulement, sera reconnue par les lois humaines, la face du monde sera transformée: il n'y aura, certes, plus besoin de nous assembler en Congrès pour revendiquer les droits de la femme.

« Du moment où le fils du charpentier a détrôné le Dieu tyran, pour nous montrer à sa place le Dieu Père, l'égalité des membres de la famille humaine était constatée; l'esclavage devenait moralement impossible.

« Le plus grand homme de l'Italie, Joseph Mazzini, a dit que du jour où l'esclave a osé regarder son maître en face et lui dire: *Moi aussi je suis un être humain*, l'esclavage était moralement aboli. Le reste n'était qu'une question de temps.

« Les lois humaines qui devaient l'abolir matériellement pouvaient être plus ou moins retardées mais la question — sur le terrain moral — était résolue. De l'unité du Père s'ensuit logiquement l'unité de la famille, l'unité de la loi morale qui doit la gouverner, l'égalité absolue des frères et des sœurs. (*Applaudissements*).

« Cette sainte leçon d'égalité que nous oublions si facilement, la nature nous la renouvelle, nous la prêche incessamment par la bouche du nouveau-né. Sa petite voix — très socialiste si vous voulez — vous la répète; son premier gémissement ne fait que cette réclame: « Je suis le pauvre, aidez-moi; je suis l'ignorant, éclairez-moi: je suis le faible, protégez-moi. »

« Or, de la nécessité de cette aide, de cette protection, découle la nécessité, la sainteté de la famille. De l'universalité de cette nécessité, découle la nécessité de l'union et de la coopération des diverses familles. Ainsi, le cri du petit socialiste nous prêche inconsciem-

ment le Verbe de l'époque nouvelle, — dont les premières lueurs blanchissent déjà l'horizon, — l'ASSOCIATION.

« Or, l'association est impossible sans l'égalité devant la loi. Les libres seuls peuvent s'associer. (*Applaudissements*).

« Mais ayons grand courage, mes sœurs. Nous aussi nous avons osé regarder notre maître en face et lui dire: « *Nous sommes des êtres humains.* » De ce moment, l'esclavage de la femme est moralement aboli. Les lois humaines qui doivent l'abolir matériellement, peuvent être plus ou moins retardées, mais la question — sur le terrain moral — est résolue. (*Applaudissements*).

« Nous avons compris la leçon que la mère Nature nous enseigne par la bouche de chaque enfant. Nous avons acquis la conscience de nous-mêmes et de notre haute destinée.

« Nous savons maintenant — et nous ne l'oublierons plus — que cet appel de l'être faible à l'être fort s'adresse, non pas seulement à nos entrailles de mères, mais à nos cœurs de citoyennes, à nos consciences de filles de Dieu Père, et membres de sa famille. » (*Longs bravos*).

A ce moment, la parole est accordée à M. Antonin Lévrier qui se livre, au grand étonnement de l'Assemblée, à toute une série de critiques contre le programme du Congrès, contre les sénateurs et les députés absents, enfin contre le Congrès lui-même.

M. Camille Chaigneau, qui lui succède, dit avec émotion, le sonnet suivant dont il est l'auteur:

SONNET

Je bois aux temps nouveaux de Justice intégrale
Dont la puissante aurore envahit l'horizon;
Je bois à la Lumière humaine, à la Raison
Qui monte en imposant sa clarté magistrale.

Je bois au grand Amour, à la mer idéale
Dont la vague submerge et frontière et prison
A vous tous, dont les cœurs battent à l'unisson;
Je bois à l'Harmonie, éternelle morale.

Et peut-être qu'un jour des siècles qui viendront,
Les peuples bienheureux, portant la flamme au front,
Plongeant dans le passé leurs yeux pleins de victoire

Y verront scintiller nos œuvres de progrès;
Et dans le ciel profond de la vivante histoire,
Emus, ils salueront un astre: Ce Congrès!

Ces beaux vers sont accueillis par une longue salve de bravos.

La parole est donnée à M. Léon Richer, qui s'exprime ainsi:

Discours de M. Léon Richer.

« Mesdames, Messieurs,

« J'ai accepté la tâche, très facile d'ailleurs, de caractériser devant vous le Congrès qui vient de finir; mais avant cela, et puisque des paroles de blâme ont été prononcées tout-à-l'heure contre son programme et contre ses actes, (1), permettez-moi de le défendre.

« Nous avons cru que ce premier Congrès, dans l'état actuel de l'opinion, devait avoir

(1) Allusion au discours de M. Lévrier, mentionné plus haut.

pour principal objectif d'attirer à nous les sympathies de tous ceux qui, trop attardés pour bien comprendre, n'eussent pu suivre jusqu'au bout nos travaux.

« Il était nécessaire de poser des bases, et nous sommes de ceux qui disent qu'en construisant une maison, on doit commencer par les fondations et le premier étage, et non par le toit. (*Très-bien!*)

« On nous traite dédaigneusement d'opportunistes; je réponds que nous avons été des sages, que nous avons été des architectes. (*Applaudissements*).

« Sans doute, comme tout le monde, j'ai fort regretté, Mesdames et Messieurs, l'absence des hommes considérables sur l'appui desquels nous comptions; mais il ne me fût jamais venu à la pensée de leur faire un reproche public de cette absence; il me semble que des hommes qui n'ont pas craint d'afficher leur sympathie pour une cause méconnue, qui ont eu le courage de patronner publiquement cette cause, ont droit à notre reconnaissance et non à notre blâme. (*Longs bravos*).

« Maintenant j'ajoute qu'à un certain point de vue nous pourrions presque nous féliciter de leur absence. Si nous avons eu à notre tête, durant tout ce Congrès, les personnages importants dont nous avons provoqué le concours, savez-vous ce qu'on eût dit? On eût dit: « Ce Congrès a réussi parce qu'il était conduit par des hommes politiques capables; » on eût dit: « La presse s'est montrée sympathique par considération pour les personnages de valeur qui étaient à la tête. » Eh! bien, nous n'avons pas eu ces hommes et cependant le succès a couronné nos efforts. En réussissant seuls, nous avons prouvé que notre cause était assez juste, assez grande, assez forte, pour s'imposer d'elle-même et commander le respect à tous. (*Applaudissements*).

« Voilà pourquoi, tout en la regrettant, je dis, que, dans une certaine mesure l'absence de ces hommes nous a servis; elle nous a permis de manifester notre propre force.

« Maintenant j'arrive aux quelques mots que je devais dire et auxquels je me serais borné, si un discours inattendu ne m'avait contraint à vous donner les explications que vous venez d'entendre.

« Ce Congrès, Mesdames et Messieurs n'est pas un fait banal; il doit nous apparaître comme quelque chose de plus grand qu'un congrès ordinaire, que la plupart des congrès même les plus importants en apparence.

« Il se tient, à l'heure où je parle, à Paris, dans un palais, au Trocadéro, des Congrès d'un caractère très élevé, et qui évidemment auront pour résultat d'apporter, soit dans la vie sociale, soit dans la vie domestique, des améliorations considérables. Mais notre Congrès a ce caractère particulier, spécial, qu'il est le premier Congrès international pour le droit des femmes qui jamais encore ait eu lieu sur aucun point du globe.

« Or, notez ceci: c'est à cent ans de date, un siècle après l'époque grandiose, inoubliable à laquelle l'homme s'est affranchi, qu'un Congrès international, — le premier — vient à son tour prononcer l'affranchissement de la femme, ou, du moins, poser les bases de cet affranchissement. Il y a cent ans, on proclamait les droits de l'homme; un siècle après on proclame les droits de la femme. Et, coïncidence étrange, remarquable! en quel lieu cette déclaration se fait-elle? Elle se fait sur la même terre, dans le même pays, dans ce même Paris, où, pour la première fois a été prononcé par des lèvres humaines ce grand mot: le droit, qui depuis a fait le tour de l'univers.

« C'est de la France, de cette France de la Révolution et de la Science, qu'est toujours parti le signal d'affranchissement de ceux qui souffrent. Je ne comprends pas la Révolution autrement. La Révolution, c'est l'affranchissement de l'être opprimé entrant en possession de son droit. (*Applaudissements*).

« L'idée du droit est une idée française; elle a été formulée par les préparateurs, par les inspireurs du mouvement révolutionnaire du dernier siècle, saisie et développée par Jean-Jacques Rousseau.

« Je le répète — car je vois quelque chose de merveilleux, dans la coïncidence dont mon esprit est frappé, — c'est dans notre chère et noble France, sur le sol sacré qui semble s'entrouvrir à chaque instant pour enfanter des libertés nouvelles; c'est à Paris, cent

ans après la Déclaration des droits de l'homme, que vient d'être affirmé, dans le premier Congrès international, le droit complet, absolu de la femme.

« Eh! Mesdames, sans doute, il y a eu dans d'autres pays des congrès, des assemblées, des conventions, des meetings plus nombreux que notre Congrès. Sans doute, en Angleterre, en Amérique surtout, il a été tenu des assemblées dont les membres se comptaient par milliers, des Conventions auxquelles assistaient certainement des étrangers; mais ces assemblées, ces Conventions malgré la présence fortuite, accidentelle de quelques étrangers, restaient des congrès exclusivement, purement nationaux. C'est donc un fait remarquable et considérable, et qui, j'ose l'espérer, restera historique, que la réunion de ce premier Congrès international du droit des femmes. Nous venons d'ajouter une page à nos annales; j'en suis fier pour mon pays.

« Je bois aux futurs Congrès internationaux, dont nous venons de jeter la semence! Je bois au Droit pour tous et pour toutes!

(*Applaudissements prolongés*).

Rappelé à la tribune, M. Léon Richer ajoute:

« On me dit que j'ai promis de vous annoncer une bonne nouvelle. C'est vrai, je l'oubliais. Voici de quoi il s'agit: vous savez combien, en France, il est difficile de créer des Sociétés; la législation est dure. Il en existait une cependant qui, fondée par moi en 1870, fonctionnait paisiblement sous le titre de *Société pour l'amélioration du sort des femmes*. Nous avons traversé le premier ordre moral et même les premiers mois du ministère Buffet, en 1876. Nous n'étions rien, on ne s'occupait pas de nous. Mais voilà qu'un jour Victor Hugo daigne nous écrire; sa longue et belle lettre fait sensation dans la presse, alors M. Buffet se dit: « Cela doit être quelque chose, puis qu'un homme comme Victor Hugo s'en mêle. » Sur ce, l'ordre nous est donné de nous dissoudre et de cesser toutes nos réunions. Nous avons obéi. Le second ordre moral est venu, celui du seize mai; ce n'est pas lui, naturellement, qui nous a relevés de l'interdiction. Mais je ne me suis pas tenu pour battu. J'ai fait des démarches auprès du gouvernement actuel, il y a de cela quelques mois. Ces jours derniers, j'ai rencontré fortuitement M. le sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur et je lui ai demandé où en était l'autorisation depuis si longtemps attendue. Il m'a répondu: « C'est fait, j'ai signé l'arrêté hier. »

« Je suis donc heureux de vous annoncer que la *Société pour l'amélioration du sort des femmes* est officiellement autorisée, et qu'elle a maintenant une existence légale. »

(*Bravos*).

M^{me} Griess-Traut, à qui la parole est donnée, se lève et porte les toasts suivants:

A M. LÉON RICHER!

« A ce dévouement aussi modeste qu'infatigable et persévérant, qui s'est consacré tout entier au succès de notre cause régénératrice. L'avenir, qui recueillera le fruit de ses efforts, retiendra son nom.

A M. LÉON RICHER!

« A notre honorable et dévoué président

« Représentant courageux de nos très regrettés adhérents, absents du Congrès.

A M. ANTIDE MARTIN!

« A la femme éminente dont les talents honorent notre sexe.

A Mlle MARIA DERAISMES!

Toast par M. Griess-Traut.

« Qu'il me soit permis d'ajouter une pensée de gratitude envers notre jeune secrétaire du Congrès. »

Mlle EUGÉNIE PIERRE.

De vifs applaudissements répondent aux toasts portés par M^{me} et M. Griess-Traut.

Les conversations particulières, momentanément interrompues, reprennent leur cours, et la soirée s'achève au milieu de la plus parfaite cordialité.

A onze heures, les convives quittent la salle.

Le Congrès est définitivement et irrévocablement clos.

APPENDICE**VOEUX ET RÉSOLUTIONS**

VOTÉS PAR LE

CONGRÈS INTERNATIONAL DU DROIT DES FEMMES.

Section Pédagogique.**I**

« Considérant que le Congrès international du droit des femmes ne saurait méconnaître le droit des enfants ;

« Que l'allaitement des nouveau-nés par des nourrices est préjudiciable tout à la fois à la mère elle-même et à l'enfant.

« Que cette pratique ajoute, pour celui-ci, des dangers nouveaux aux dangers déjà si grands qui entourent la première enfance, puisque les statistiques prouvent que le chiffre de la mortalité est bien plus élevé pour les enfants confiés à des nourrices que pour ceux qui sont allaités par leurs mères ; que d'ailleurs le partage du lait de la nourrice entre son enfant et le nourrisson est nuisible à tous les deux.

« Le congrès émet le double vœu :

« 1^o Que toutes les mères en état d'allaiter nourrissent elles-mêmes leurs enfants ;

« 2^o Qu'en attendant une législation qui protège plus efficacement la femme et l'enfant, toutes les mères pauvres, mariées ou non mariées, qui en feront la demande, reçoivent l'aide de la municipalité durant les dix-huit premiers mois de l'allaitement. »

II

« Considérant que le but de l'éducation est le développement normal de toutes les facultés ;

« Que, pour se développer, les enfants des deux sexes ont besoin d'être placés dans des conditions qui assurent autant que possible leur bien-être et leur bonheur ;

« Que la pédagogie ne saurait atteindre ce but qu'en se conformant à la méthode naturelle ;

« Que, dans l'état présent de la science, aucun système ne se rapproche plus de cette méthode que celui de Froebel, surtout en ce qui regarde la première enfance ;

« Que l'éducation des sens, si négligée jusqu'ici est, dans les jardins d'enfants, l'objet de soins aussi utiles qu'intelligemment dirigés.

« Le Congrès émet le vœu que des jardins d'enfants soient mis partout à la disposition des familles, et que l'éducation de la première enfance se conforme au système Froebel, ou mieux encore à la méthode naturelle. »

III

- « Considérant que la nature humaine est une ;
- « Que la diversité des sexes, si elle révèle une différence d'aptitudes, ne saurait atteindre ni effacer cette identité de nature ;
- « Qu'il est prouvé par des expériences nombreuses que les études et les travaux réputés jusqu'ici propres aux hommes, sont également accessibles aux femmes ;
- « Qu'il n'y a aucune raison pour fermer aux femmes les carrières parcourues, jusqu'ici, à peu près exclusivement par les hommes ;
- « Qu'en conséquence il n'y a aucun inconvénient à soumettre les jeunes gens et les jeunes filles à un programme commun d'études ;
- « Considérant, en outre, que l'expérience a prouvé dans les écoles des Etats-Unis en particulier, qu'il y a de grands avantages à réunir dans les mêmes classes des garçons et des filles, et que cette réunion d'enfants des deux sexes ne présente nulle part, dans la pratique, les inconvénients qu'on en avait appréhendés ; qu'elle est, au contraire, un puissant stimulant pour le progrès des études et de la moralisation ;
- « Le Congrès émet le vœu que toutes les écoles actuellement existantes soient ouvertes aux élèves des deux sexes, et que ceux-ci puissent suivre simultanément tous les cours. »

IV

- « Considérant que les vices essentiels de l'éducation sont le résultat des inégalités sociales qui séparent en classes distinctes les citoyens d'un même pays ;
- « Que le meilleur moyen de remédier à ces vices est de donner à l'éducation publique un caractère intégral et de rendre les études les plus hautes accessibles à tous les enfants des deux sexes ;
- « Que l'éducation intégrale ne pourra s'établir que le jour où les Ecoles seront absolument distinctes des Eglises, c'est-à-dire complètement séculaires ou laïques ;
- « Qu'elle doit être gratuite à tous les degrés ;
- « Qu'elle doit avoir but de former des hommes et des femmes, des citoyens et des travailleurs ;
- « Qu'il n'est permis à personne de s'opposer à ce qu'aucun enfant en reçoive le bienfait ;
- « Le Congrès émet le vœu que l'éducation soit accessible à tous les enfants des deux sexes ; qu'elle soit laïque, morale, professionnelle, gratuite à tous les degrés, et, enfin, obligatoire. »

Section Economique.

I

- « Considérant que l'amélioration du sort des femmes ne peut résulter que de l'application du principe d'égalité ;
- « Attendu qu'en écartant la femme d'un certain nombre de professions et de carrières, la société actuelle méconnaît le principe d'égalité, porte atteinte au droit de la femme, restreint sa liberté, limite ses moyens de vivre ;
- « La section économique propose la résolution suivante :
- « Le Congrès déclare l'homme et la femme égaux devant le droit au travail, égaux devant le choix des professions.
- « Il émet le vœu que, soit par la création d'écoles d'apprentissage spéciales ou mixtes, soit par l'admission, dans tous pays, des étudiants des deux sexes aux cours des Facultés

de l'Etat, les femmes soient appelées à l'exercice de toutes les professions et fonctions pour lesquelles elles justifieront des connaissances suffisantes. »

II

- « Considérant que l'inégalité des salaires pour le même travail accompli est une des iniquités sociales les plus choquantes et les plus funestes ;
- « Considérant que l'insuffisance des salaires est une des causes principales de la prostitution ;
- « Le Congrès adopte la formule économique suivante :
- « *A production égale, salaire égal.* »

III

- « Considérant que la dignité, l'indépendance de la femme ne peuvent être sauvegardées que par le travail ;
- « Que toute femme dont les moyens de vivre dépendent de l'homme, n'est point libre ;
- « Le Congrès réclame pour la femme une liberté de travail égale à celle de l'homme, et affirme la valeur et le mérite des travaux de ménage ou d'intérieur. »

IV

- « Attendu qu'il y a lieu, pour les ouvrières comme pour les ouvriers de se constituer partout en chambres syndicales ;
- « Mais considérant que l'incapacité civile des femmes, leur minorité dans le mariage font obstacle au fonctionnement régulier des chambres syndicales de femmes ;
- « Le Congrès émet le vœu que les lois qui privent la femme des droits civils indispensables à la bonne administration des chambres syndicales d'ouvrières, soient promptement révisées.
- « Il recommande, dans tous les centres industriels, la fondation de chambres syndicales d'ouvrières pour les professions qui leur sont spéciales, et de chambres syndicales mixtes pour les professions communes aux deux sexes.
- « Il émet le vœu que les femmes soient admises à faire partie des conseils de prud'hommes. »

V

- « Considérant que par des privilèges ou par des exceptions au droit commun, le travail dans les couvents, dans les ouvroirs, dans les prisons, conduit à une dépréciation sans cesse croissante du salaire des femmes.
- « Le Congrès émet les vœux suivants :
- « 1° Suppression des subventions accordées aux couvents et aux ouvroirs.
- « 2° Soumission aux patentes, à l'impôt, en un mot, à toutes les charges et à toutes les règles du droit commun, des établissements religieux qui y échappent ou en sont exonérés.
- « 3° Etablissement d'une taxe sur toute main-d'œuvre sortant des couvents et des ouvroirs, calculée de manière à égaliser le prix de revient des objets confectionnés dans ces sortes d'établissements, avec celui des objets identiques confectionnés par les ouvriers du dehors.
- « 4° Application au travail des prisons du tarif fixé par les corporations et chambres syndicales de chaque industrie ou profession.
- « 5° Pour toutes les maisons de détention en entreprise, au fur et à mesure des résiliations des contrats passés avec les entrepreneurs, mise en adjudication, aux enchères publiques, des travaux exécutés dans l'intérieur, ainsi que de tous produits provenant, à quelque titre que ce soit, du travail des détenus.
- « 6° Pour la France,
- « L'application rigoureuse dans les maisons religieuses et dans les prisons, comme par-

tout ailleurs, de la loi de 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures dans les manufactures.

« Et pour les autres pays, le vote et l'application d'une loi analogue.

« 7° Enfin le Congrès demande que dans tous les pays où les ouvrières rencontrent la concurrence déloyale d'établissements privilégiés, une commission composée des représentants élus de la nation aux divers degrés, et d'un nombre égal d'ouvriers et ouvrières frappés par cette concurrence, soit chargée d'étudier les moyens d'appliquer les réformes ressortant des vœux ci-dessus exprimés. »

VI

« Pour faciliter aux femmes les moyens de vivre du produit de leur travail,

« Le Congrès recommande :

« 1° La fondation d'ateliers par association et coopération pour les femmes.

« 2° La création, partout où la législation le permet, de sociétés de femmes, correspondant entre elles, pour la défense de leurs droits et de leurs intérêts.

« 3° L'établissement de sociétés de femmes pour la protection des ouvrières et employées, en général trop isolées et privées de tout moyen de défense. »

VII

« Attendu que le droit de réunion et d'association est non seulement une conséquence du grand principe de liberté qui doit être la base essentielle des républiques, mais que l'exercice de ce droit est indispensable au développement du travail,

« Le Congrès demande la suppression de toutes les lois restrictives du droit de réunion et du droit d'association. »

Section de Morale.

I

« Considérant que les lois humaines doivent se conformer à la loi morale ;

« Considérant que la femme est l'égale de l'homme devant la loi morale ;

« Considérant que les lois humaines imposent à la femme des devoirs sans lui donner des droits correspondants ;

« Le Congrès émet le vœu que la loi place la femme dans des conditions qui lui permettent d'accomplir librement les devoirs que la loi morale lui impose. »

II

« Considérant que la morale générale est la résultante des morales individuelles ;

« Considérant que la morale individuelle ne peut pas exister sans la possibilité de la lutte contre le mal ;

« Considérant que la réglementation de la prostitution, en rendant la femme esclave du vice, lui ôte cette liberté de la lutte qui est le droit légitime de toute conscience humaine ;

« Considérant qu'en autorisant les lieux de débauche et en faisant du désordre l'exercice d'une profession régulière, l'Etat sanctionne le préjugé immoral que la débauche est une nécessité pour l'homme ;

« Le Congrès émet le vœu que la réglementation officielle soit abolie. »

III

« Considérant que les maisons de prostitution patentées par l'Etat sont un scandale public et engagé la responsabilité des gouvernements qui les autorisent ou les tolèrent,

« Le Congrès émet le vœu :

« Que, partout où elles existent, les maisons publiques ouvertes à la débauche soient supprimées. »

IV

« Considérant que les partisans de la réglementation ne s'appuient, pour maintenir ce système, que sur la raison sanitaire ;

« Considérant que la statistique démontre que ce système a complètement échoué, précisément au point de vue sanitaire ;

« Considérant que le seul moyen de diminuer les maladies consiste dans l'adoption, envers les prostituées, de mesures justes et bienfaisantes, notamment : les admettre dans les hôpitaux généraux, au lieu de les emprisonner dans les hôpitaux spéciaux où elles sont traitées avec mépris ; les encourager à se faire soigner, dès le début de la maladie, en leur donnant tous les secours médicaux possibles sans conditions spéciales ;

« Le Congrès émet le vœu que les mesures de police se bornent à faire respecter l'ordre public sans distinction de sexes. »

V

« Considérant que les femmes libérées des prisons en général sont exposées plus qu'aucunes autres femmes à tomber dans la prostitution réglementée ;

« Le Congrès émet le vœu qu'il se fonde autour des maisons centrales de femmes de nombreuses œuvres laïques pour venir au secours de ces malheureuses, qui sont le plus souvent abandonnées par leur famille. »

VI

« Considérant la progression ascendante des crimes contre l'enfant ;

« Considérant que l'homme et la femme sont égaux devant la loi morale ;

« Considérant par conséquent que la responsabilité du père est égale à celle de la mère, la Section de morale s'en remet à la Section de législation pour la question de la recherche de la paternité, convaincue que ses résolutions seront en harmonie avec les principes de morale qui viennent d'être posés. »

VII

« Considérant la facilité avec laquelle beaucoup de jeunes filles sont jetées dans le vice, la Section de morale s'en remet à la Section de législation pour demander énergiquement l'application des articles 354 et 356 du code pénal français, visant les détournements de mineures, et pour provoquer des mesures de répression contre la séduction de la fille mineure. La Section de morale espère que, dans ses Résolutions, la Section de législation donnera satisfaction à ce vœu. »

VIII

« Considérant que le célibat est une des grandes causes de la prostitution ;

« Le Congrès émet le vœu :

« Que toutes les causes de célibat venant des lois soient progressivement abandonnées. »

Section de Législation.

I

« Considérant que la femme est personne civile ;

« Attendu qu'en droit naturel, la femme majeure est l'égale de l'homme majeur ;

« Le Congrès émet le vœu que, dans tous les pays où la femme est infériorisée, l'ensem-

ble de la législation civile soit revisé dans le sens de l'égalité la plus complète et la plus absolue entre les deux sexes. »

II

« Convaincue que la législation actuellement en vigueur est incomplète ; — que le régime de la séparation de corps est immoral et doit disparaître ; — que l'indissolubilité du mariage est contraire au principe de la liberté individuelle ; — contraire à la moralité ; — qu'il a les conséquences les plus tristes et les plus terribles ; — que le divorce est nécessaire au point de vue de l'humanité, de la morale, en un mot, de l'avenir social ;

« La Section de législation, éclairée par les débats et s'inspirant des aspirations générales des nations exprimées par les membres qui les représentent ; laissant aux législateurs le soin de formuler le texte de la loi et de déterminer un mode de juridiction spécial, — émet les propositions suivantes qui lui semblent répondre aux vœux de la majorité, et qu'elle soumet à l'appréciation du Congrès :

» Le Congrès demande :

« 1° La suppression du régime de la séparation de corps.

« 2° L'établissement ou le rétablissement du divorce, sur le principe de l'égalité entre les époux. »

III

« Le Congrès considère la liberté absolue du divorce comme le meilleur remède contre l'inégalité de l'homme et de la femme devant la loi relative à l'adultère. »

IV

« Attendu que la morale est une ;

« Attendu que le degré de culpabilité pour un même crime ou délit accompli, ne saurait varier avec les sexes.

« En ce qui concerne le délit d'adultère :

« Considérant que l'adultère de l'homme est aussi coupable que celui de la femme, puisque l'homme, comme la femme, peut porter dans une famille qui n'est pas la sienne les bâtards dont il est l'auteur ;

« Considérant qu'à part même cette circonstance, l'adultère de l'homme, non moins que celui de la femme, entraîne à sa suite des désordres sociaux dont la gravité, soit au point de vue des liens de famille, soit au point de vue de la moralité publique, n'est contestée par personne ;

« Considérant que si le rétablissement du divorce sur les bases de la liberté la plus large doit avoir pour résultat de diminuer les cas d'adultère, il ne saurait les empêcher tous ;

« Le Congrès émet le vœu que les lois pénales n'établissent aucune différence entre l'adultère de la femme et l'adultère du mari, en quelque lieu qu'ait été perpétré le délit. »

V

« Le Congrès exprime son très-vif désir de voir intervenir le plus tôt possible chez les nations qui en sont privées, une loi qualifiant de *délit* le fait de séduction d'une fille mineure, accompli à l'aide de manœuvres mensongères et d'une promesse de mariage non réalisée.

« Cette loi devra conférer aux tribunaux connaissant du délit toute faculté de condamner, quand il y aura lieu, le délinquant à des dommages-intérêts envers la partie plaignante. »

VI

« Le Congrès,

« Considérant que la morale et l'ordre social exigent au même degré que la filiation de tout être humain puisse être établie ;

« Exprime le vœu que la recherche de la Paternité, par les voies judiciaires, soit admise et poursuivie, sans frais, en faveur de tout enfant non reconnu, et aussi à la requête de la jeune fille mineure dont la séduction par des manœuvres mensongères et des promesses de mariage a été constatée.

« Le Congrès ajoute qu'il est utile que les lois sur le droit à la succession du père soient rendues égales pour tous ses enfants, sans distinction entre eux. »

VII

« Considérant que le premier, le plus sacré des droits de l'Être humain est son droit à la souveraineté absolue de sa propre personne ;

« Considérant que les citoyens et les citoyennes sont égaux devant le droit commun ;

« Considérant que les pouvoirs arbitraires accordés à la police des mœurs sont une violation flagrante des garanties juridiques assurées par la loi à chaque individu, même au plus grand criminel ;

« Le Congrès demande la suppression de la police des mœurs. »

VŒU D'ENSEMBLE.

« Attendu que le Congrès, en ouvrant ses séances, a affirmé l'égalité absolue des deux sexes ;

« Attendu que toutes les mesures de réparation réclamées par lui ne sauraient avoir de raison d'être que si elles découlent naturellement du principe d'égalité ;

« Ne pouvant admettre de restriction au droit ;

« Le Congrès déclare que le droit doit devenir le fait,

« Et réclame le vote des lois qui sont les conséquences naturelles de l'égalité des deux sexes, proclamée par la Commission. »

TABLE DES MATIÈRES

PRÉLIMINAIRES.

	Pages
Pièce n° 1. — Commission d'initiative et comité d'organisation	1
Pièce n° 2. — Programme	3
Pièce n° 3. — Dispositions générales relatives à la tenue du Congrès	5
Pièce n° 4. — Règlement du Congrès	7
Pièce n° 5. — Liste alphabétique des membres du Congrès	8
Pièce n° 6. — Liste des Sociétés représentées au Congrès	11
Pièce n° 7. — Liste des Pays représentés	12

ACTES. — COMPTE-RENDU OFFICIEL.

I ^{re} SÉANCE (25 juillet 1878). — Ouverture du Congrès. — Discours de Mlle Maria Deraismes. — Appel nominal. — Proclamation des Sociétés françaises et étrangères officiellement représentées. — Communication par M. Léon Richer. — Élection d'un Président et d'une Présidente du Congrès. — Nomination des secrétaires. — Allocution de M. Antide Martin. — Discours de Mlle Mozzoni. — Discours de Mme Julia Ward-Howe. — Discours de Mlle Graham Jones. — Discussion relative au banquet.....	13
Constitution des Sections	25
II ^e SÉANCE. <i>Section Historique</i> (29 juillet). — Lecture du procès-verbal. — Observations diverses. — Lettre de M. Salvatore Morelli, député italien. — Allocution de M. Léon Richer. — Recommandation aux présidents de Sections, par le président du Congrès. — Déclaration relative aux travaux de la Section Historique. — Discours de Mme Garcin. — Une lacune. — Discours de M. Théodore Stanton. — Discours de Mme Rouzade	26
III ^e SÉANCE. <i>Section Pédagogique</i> (31 juillet). — Lecture du procès-verbal. — Incident. — Discours de M. Tony Révillon : Vœu relatif à l'allaitement des enfants par les mères ; discussion et vote approubatif. — Discours de Mme Van Calcar : Vœu demandant l'application de la méthode Frœbel aux écoles de la première enfance ; adoption. — Discours de Miss Hotchkiss : Vœu proposant les écoles mixtes ; adoption. — Discours de Mlle Eugénie Pierre : Vœu relatif à la laïcité, à la gratuité et à l'obligation de l'instruction ; adoption de ce vœu ..	49
IV ^e SÉANCE. <i>Section Economique</i> (2 août). — Lecture et adoption du procès-verbal. — Explication préalable. — Discours de Mme Nelly Lieutier. — Discours de Mme Houry. — Discours de Mlle Eugénie Pierre. — Discours de M. Payard. — Discours de M. Calligari. — Discours de Mme Dissat. — Discours de M. Pignon. — Discours de M. Camille Adam. — Discours de Mme Rétoux. — Discours de Mme Venturi. — Lecture des vœux : discussion	71
V ^e SÉANCE. <i>Section Economique (suite)</i> (3 août). — Lecture et approbation du procès-verbal. — Reprise de la discussion sur le vœu n° 3 : adoption. — Vœu n° 5 : adoption. — Lettre de Mme d'Elhom, déléguée de Lyon. — Adoption des vœux n°s 6 et 7.....	100
VI ^e SÉANCE. <i>Section de Morale</i> (5 août). — Lecture et adoption du procès-verbal. — Discours de Mlle Deraismes. — Une motion d'ordre. — Mémoire de M. Alesson. — Discours de Mme Griess-Traut. — Discours de Mlle Drouin. — Discours de M. Camille Chaigneau. — Mémoire de M. le docteur Chapmann. — Discours de Mme Emilie A. Venturi. — Mémoire de M. le docteur Huguet. — Discours de Mme de Morsier	109

VII ^e SÉANCE. <i>Section de Morale (suite)</i> (6 août). — Lecture et adoption du procès-verbal. — Communication : Lettre de M. Karl Heinzen. — Reprise de l'ordre du jour : Examen et discussion des Vœux	144
VIII ^e SÉANCE. <i>Section de Législation</i> (7 août). — Lecture et adoption du procès-verbal. — Discours de Mlle Mozzoni. — Rapport de M. Léon Richer sur les incapacités civiles de la femme. — Proposition de vœu : adoption. — Rapport de Mme Sabatier-Herbelot sur le divorce et proposition de vœu : adoption. — Proposition d'un vœu relatif à l'adultère : discussion et adoption. — Rapport de M. Antide Martin sur la séduction et proposition de vœu : adoption. — Communication relative à la Roumanie	150
IX ^e SÉANCE. <i>Section de Législation (suite)</i> (8 août). — Lecture et adoption du procès-verbal. — Incident. — Rapport de M. Léon Richer sur la question de l'adultère. — Proposition de vœu, discussion et adoption. — Rapport de M. Antide Martin sur la recherche de la paternité. — Proposition de vœu, adoption. — Discours de Mme Emilie A. Venturi : Proposition de vœu, adoption.	174
X ^e SÉANCE. <i>Clôture</i> (9 août). — Lecture et adoption du procès-verbal. — Discours de Mlle Maria Deraismes — Proposition par M. Henri Krohn et discussion. — Nomination d'une Commission internationale permanente. — Discours de Mlle Hubertine Auclert. — Discours de Mme Rouzade. — Discours de M. Antide Martin	189
BANQUET (9 août). — Discours de M. Antide Martin. — Discours de M. Laisant. — Discours de Mme Goëtz-Steinheimer. — Discours de Mlle Mozzoni. — Discours de M. Lemonnier. — Discours de Mme Sabatier — Discours de Mme Venturi. — Poésie de M. Camille Chaigneau. — Discours de M. Léon Richer. — Toast de Mme et M. Griess-Traut	195
APPENDICE. — Vœux et Résolutions votés par le Congrès	207

Universitäts-
Bibliothek
Münster

